

---

**LA MÉTHODOLOGIE DE LA BALANCE DES  
PAIEMENTS DE L'UNION ÉCONOMIQUE  
BELGO-LUXEMBOURGEOISE**

---

**METHODOLOGIE VAN DE BETALINGSBALANS  
VAN DE BELGISCH-LUXEMBURGSE  
ECONOMISCHE UNIE**

---

**METHODOLOGY OF THE BALANCE  
OF PAYMENTS OF THE BELGO-LUXEMBOURG  
ECONOMIC UNION**

---



DE EUROPÆISKE FÆLLESSKABERS STATISTISKE KONTOR  
STATISTISCHES AMT DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN  
ΣΤΑΤΙΣΤΙΚΗ ΥΠΗΡΕΣΙΑ ΤΩΝ ΕΥΡΩΠΑΪΚΩΝ ΚΟΙΝΟΤΗΤΩΝ  
STATISTICAL OFFICE OF THE EUROPEAN COMMUNITIES  
OFFICE STATISTIQUE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES  
ISTITUTO STATISTICO DELLE COMUNITÀ EUROPEE  
BUREAU VOOR DE STATISTIEK DER EUROPESE GEMEENSCHAPPEN

L-2920 Luxembourg — Tél. 43011 — Télex: Comeur Lu 3423  
B-1049 Bruxelles, Bâtiment Berlaymont, Rue de la Loi 200 (Bureau de liaison) — Tél. 235.11.11

Denne publikation kan fås gennem de salgssteder, som er nævnt på omslagets tredje side i dette hæfte.

Diese Veröffentlichung ist bei den auf der dritten Umschlagseite aufgeführten Vertriebsbüros erhältlich.

Την έκδοση αυτή μπορείτε να την προμηθευτείτε από τα γραφεία πωλήσεων τα οποία αναφέρονται στην τρίτη σελίδα του εξωφύλλου.

This publication is obtainable from the sales offices mentioned on the inside back cover.

Pour obtenir cette publication, prière de s'adresser aux bureaux de vente dont les adresses sont indiquées à la page 3 de la couverture.

Per ottenere questa pubblicazione, si prega di rivolgersi agli uffici di vendita i cui indirizzi sono indicati nella 3ª pagina della copertina.

Deze publikatie is verkrijgbaar bij de verkoopkantoren waarvan de adressen op blz. 3 van het omslag vermeld zijn.

---

**LA METHODOLOGIE DE LA BALANCE DES  
PAIEMENTS DE L'UNION ÉCONOMIQUE  
BELGO-LUXEMBOURGEOISE**

---

**METHODOLOGIE VAN DE BETALINGSBALANS  
VAN DE BELGISCH-LUXEMBURGSE  
ECONOMISCHE UNIE**

---

**METHODOLOGY OF THE BALANCE  
OF PAYMENTS OF THE BELGO-LUXEMBOURG  
ECONOMIC UNION**

---

Une fiche bibliographique figure à la fin de l'ouvrage  
Bibliografische data bevinden zich aan het einde van deze publikatie  
Cataloguing data can be found at the end of this publication

Luxembourg: Office des publications officielles des Communautés européennes, 1985

ISBN 92-825-4970-4

Kat./cat.: CA-40-84-715-3D-C

© CECA – CEE – CEEA, Bruxelles-Luxembourg, 1985

*Printed in the FR of Germany*

## **Avant-propos**

Le présent rapport expose le contenu et les méthodes de la statistique de balance des paiements de l'Union économique belgo-luxembourgeoise. Il a été élaboré par la Banque nationale de Belgique en collaboration avec l'Office statistique des Communautés européennes.



# Sommaire

	<i>Pages</i>
<b>Introduction</b> .....	<b>9</b>
<b>Chapitre I: Principes fondamentaux</b> .....	<b>11</b>
1. <i>La notion de « résident d'une économie »</i> .....	11
1.1. Définition des « résidents » et des « non-résidents » .....	11
1.2. Principe de l'enregistrement des opérations entre résidents et non-résidents .....	13
A Opérations enregistrées et n'ayant pas à leur origine une transaction avec l'étranger .....	13
B Transactions enregistrées entre résidents .....	13
C Transactions enregistrées entre non-résidents .....	14
D Transactions omises entre résidents et non-résidents .....	15
2. <i>Mode de recensement des opérations enregistrées</i> .....	15
3. <i>Ajustements chronologiques</i> .....	16
3.1. Ajustements chronologiques apportés aux opérations sur marchandises .....	16
3.2. Ajustements chronologiques apportés aux opérations autres que sur marchandises .....	17
4. <i>Principes relatifs à l'évaluation</i> .....	17
5. <i>Unité de compte et procédure de conversion</i> .....	17
6. <i>Structure de la balance des paiements</i> .....	18
6.1. Ventilation de la balance des paiements par titres principaux .....	18
6.2. Ventilation de la balance des paiements par secteurs .....	19
6.3. Comparaison avec la structure recommandée par le Fonds monétaire international .....	20
<i>Remarques préliminaires aux Chapitres II et III</i> .....	23
<b>Chapitre II: Transactions courantes</b> .....	<b>24</b>
1. <i>Transactions sur biens et services</i> .....	24
1.1. Opérations sur marchandises .....	24
A – Opérations sur marchandises non reprises dans la balance des paiements .....	24
B – Opérations sur marchandises reprises sous une rubrique non appropriée .....	24
C – Opérations sur marchandises non correctement enregistrées quant à la période de référence et gonflant abusivement l'évaluation des transactions de la période .....	25
D – Opérations ne constituant pas des transactions sur marchandises et qui sont reprises avec celles-ci .....	25
1.11. Exportations et importations .....	25
a) Règlements bancaires recensés par l'Institut belgo-luxembourgeois du change .....	25
b) Ajustements apportés par la Banque nationale .....	25

1) Ajustements pour élargir le champ des opérations enregistrées	26
i) Dons en nature	26
ii) Achats et ventes de marchandises réglés au moyen de billets de banque	26
iii) Transactions dont les paiements ont été compensés	26
2) Ajustements chronologiques	26
1.12. Travail à façon	28
1.13. Opérations d'arbitrage (nettes)	28
1.2. à 1.7. Transactions sur services	28
1.2. Frets et assurances pour le transport de marchandises	28
1.3. Autres frais de transport	29
1.4. Déplacements à l'étranger	29
1) Ajustements pour les opérations en billets	29
2) Ajustements pour des dépenses au titre de l'assistance technique	29
1.5. Revenus de placements et d'investissements	30
1) Ajustements pour les revenus encaissés ou payés par les institutions européennes établies en Union économique belgo-luxembourgeoise	30
2) Ajustements pour des coupons encaissés en billets de banque	30
1.6. Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	30
1.7. Autres	31
1.7.1. Travailleurs frontaliers	31
1.7.2. Autres	31
2. <i>Transferts</i>	31
2.1. Transferts privés	32
2.2. Transferts publics	32
<b>Chapitre III : Capitaux</b>	<b>33</b>
1. <i>Mouvement des capitaux des pouvoirs publics</i>	33
3.1. État	33
3.11. Engagements	33
3.12. Avoirs	34
3.2. Autres pouvoirs publics	34
2. <i>Mouvement des capitaux des entreprises et des particuliers</i>	34
4.1. Crédits commerciaux	34
4.2. Autres	34
4.21. Organismes publics d'exploitation	34
4.22. Intermédiaires financiers du secteur public	35
4.23. Secteur privé	35
4.2311 et 4.2321. Valeurs mobilières	35
4.2312 et 4.2322. Investissements directs	36
4.2313 et 4.2323. Immeubles	36
4.2314 et 4.2324. Autres	36
3. <i>Financement du total</i>	37
6.1. Crédits commerciaux refinancés auprès du secteur non monétaire résident	37
6.2. Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires	37
6.21. Banques belges et luxembourgeoises	37
6.211. Crédits commerciaux	37
6.212. Autres	37



6.22. Organismes divers . . . . .	37
6.221. Crédits commerciaux . . . . .	37
6.222. Autres . . . . .	38
6.23. Banque nationale de Belgique . . . . .	38
A – Créances . . . . .	38
A – 1. Or . . . . .	38
A – 2. Fonds monétaire international . . . . .	38
A – 2.1. Participation . . . . .	38
A – 2.2. Prêts . . . . .	38
A – 2.3. Droits de tirage spéciaux . . . . .	38
A – 2.4. Avances . . . . .	39
A – 3. Écus . . . . .	39
A – 4. Fonds européen de coopération monétaire . . . . .	39
A – 5. Crédits commerciaux . . . . .	39
A – 6. Autres créances . . . . .	39
A – 6.1. En monnaies étrangères . . . . .	39
A – 6.2. En francs . . . . .	39
B – Engagements . . . . .	40
B – 1. Envers le Fonds monétaire international . . . . .	40
B – 2. Envers le Fonds européen de coopération monétaire . . . . .	40
B – 3. Envers des institutions internationales non monétaires . . . . .	40
B – 4. Envers d'autres institutions officielles . . . . .	40
B – 5. Autres . . . . .	40
 <b>Chapitre IV: Présentations analytiques utilisées pour la balance des paiements de l'Union économique belgo-luxembourgeoise . . . . .</b>	 41
1. <i>La notion de solde de la balance des paiements . . . . .</i>	41
2. <i>Schéma national traditionnel de la balance des paiements de l'Union économique belgo-luxembourgeoise . . . . .</i>	42
3. <i>Schéma national élargi de la balance des paiements de l'Union économique belgo-luxembourgeoise . . . . .</i>	43
4. <i>Balance des opérations courantes et des opérations en capital du secteur privé . . . . .</i>	44
 <b>Chapitre V: Ventilation géographique de la balance des paiements de l'Union économique belgo-luxembourgeoise . . . . .</b>	 46
1. <i>Principe . . . . .</i>	46
2. <i>Description de la ventilation géographique de la balance des paiements de l'Union économique belgo-luxembourgeoise . . . . .</i>	46
 <b>Chapitre VI: Comparaison entre les rubriques de la balance des paiements de l'Union économique belgo-luxembourgeoise et les transactions extérieures dans les comptes nationaux de la Belgique . . . . .</b>	 49

## ANNEXES

	<i>Pages</i>
Annexe 1 : Schéma national traditionnel de la balance des paiements de l'Union économique belgo-luxembourgeoise .....	49
Annexe 2 : Tableau de concordance entre le schéma national traditionnel de la balance des paiements de l'Union économique belgo-luxembourgeoise et le schéma unifié OCDE – FMI .....	52
Annexe 3 : Opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des résidents avec les banques belges et luxembourgeoises et opérations de change à terme .....	54
1. Principe .....	54
2. Définition des rubriques .....	54
3. Schéma .....	56
Annexe 4 : Balance des opérations courantes et des opérations en capital du secteur privé .....	58
Annexe 5 : Tableau de concordance entre le compte du reste du monde et les opérations courantes de la balance des paiements de l'Union économique belgo-luxembourgeoise .....	60

## Introduction

En Belgique, l'établissement de la balance des paiements par des institutions officielles date des années qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale. A cette époque, le Fonds monétaire international avait été chargé de recueillir une documentation systématique et uniforme sur les balances des paiements des États qui en sont membres. En 1948, il établit un guide relatif à la définition et à la présentation des statistiques à inclure dans les balances des paiements, le premier « Manuel de la balance des paiements ». C'est en se basant sur les directives contenues dans ce manuel que la Banque nationale de Belgique a élaboré la première balance des paiements de l'Union économique belgo-luxembourgeoise, relative à l'année 1947<sup>(1)</sup>.

Depuis lors, des modifications ont été apportées à la structure et au contenu de la balance des paiements de l'Union économique belgo-luxembourgeoise, en vue de la rendre plus conforme à la balance type du Fonds monétaire international. La dernière modification importante date de 1979 et a trait au recensement de l'ensemble des opérations sur marchandises effectuées à crédit, ce qui permet de rapprocher la balance des paiements de l'Union économique belgo-luxembourgeoise d'une balance sur base de transactions.

La principale source d'information utilisée par la Banque nationale de Belgique pour élaborer la balance des paiements de l'Union économique belgo-luxembourgeoise est l'enregistrement par l'Institut belgo-luxembourgeois du change des règlements entre résidents et non-résidents qui s'effectuent à l'intervention des intermédiaires financiers belges et luxembourgeois.

L'Institut belgo-luxembourgeois du change est un organisme créé par un arrêté-loi du 6 octobre 1944 en vue d'édicter la règle-

mentation nécessaire pour l'application du contrôle des changes en Union économique belgo-luxembourgeoise. Les banques de l'Union économique belgo-luxembourgeoise, qui ont été agréées par l'Institut du change à titre d'intermédiaire dans les opérations avec l'étranger, sont tenues, en vertu des instructions qui leur ont été données, de lui remettre périodiquement les relevés et pièces justificatives de leurs opérations.

Les données statistiques ainsi recueillies par l'Institut belgo-luxembourgeois du change sont rectifiées et complétées sur un certain nombre de points afin que la balance des paiements de l'Union économique belgo-luxembourgeoise réponde le plus possible aux principes de la quatrième édition (publiée en 1977) du « Manuel de la balance des paiements » du Fonds monétaire international.

La Banque nationale de Belgique établit la balance des paiements suivant les trois schémas suivants :

- a) le schéma national traditionnel (voir annexe I) ;
- b) le schéma unifié OCDE-FMI (voir annexe II) ;
- c) le schéma national élargi (voir annexe III).

L'annexe II contient un tableau de concordance entre le schéma national traditionnel et le schéma unifié OCDE-FMI et l'annexe III permet de faire le raccordement entre les opérations recensées dans le schéma national traditionnel et le schéma national élargi. Ce dernier doit son appellation au fait que les opérations au comptant des résidents avec l'étranger (seules enregistrées dans le schéma national traditionnel) y sont considérées conjointement avec les opérations en monnaies étrangères des résidents avec les organismes monétaires intérieurs ainsi qu'avec les opérations de change à terme.

Les données de la balance des paiements selon le *schéma national traditionnel* sont publiées dans les tableaux 1 à 4 du cha-

---

(<sup>1</sup>) Elle est publiée dans le Bulletin d'information et de documentation de la Banque nationale de Belgique d'avril 1949 (XXIV<sup>e</sup> année, vol. I, n<sup>o</sup> 4).

pitre IX de la partie « Statistiques » du Bulletin de la Banque nationale de Belgique. Le tableau 1 est relatif aux chiffres annuels et les tableaux 2 et 3 reprennent les soldes trimestriels de la balance des paiements sur base des transactions. Par contre, en raison de l'indisponibilité des informations statistiques, une balance sur base de caisse est établie pour les données mensuelles les plus récentes. Dans le tableau 4 sont enregistrés les derniers chiffres annuels, trimestriels et mensuels de la balance des paiements sur base de caisse.

La balance des paiements établie selon le *schéma unifié OCDE-FMI* est publiée annuellement à l'occasion de la parution, dans le Bulletin précité, de l'article sur la balance des paiements de l'Union économique belgo-luxembourgeoise.

Finalement, le *schéma élargi* de la balance des paiements est publié dans le tableau IX-5 du Bulletin sous l'intitulé « Opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des résidents avec les banques belges et luxembourgeoises et opérations de change à terme ». Ce tableau contient les derniers chiffres mensuels, trimestriels et annuels disponibles.

La présente méthodologie a pour objet de décrire les concepts, définitions et méthodes sur base desquels la Banque nationale élabore, en 1983, la balance des paiements de l'Union économique belgo-luxembourgeoise. Un premier chapitre est consacré aux concepts fondamentaux auxquels obéit la balance des paiements de l'Union économique belgo-luxembourgeoise. Dans les chapitres II et III sont définis les différents postes du schéma national traditionnel de la balance des paiements: le chapitre II est relatif aux opérations sur marchandises, services et transferts, le chapitre III, aux capitaux. Finalement, dans les chapitres IV à VI sont exposés des problèmes particuliers relatifs aux statistiques de balance des paiements. Le chapitre IV a trait à la notion de solde de la balance des paiements et à la présentation de cette dernière sous une forme qui se prête à l'analyse. Le chapitre V concerne la ventilation géographique de la balance des paiements. Le chapitre VI compare les principes appliqués pour l'établissement de la balance des paiements de l'Union économique belgo-luxembourgeoise avec ceux qui régissent l'élaboration du compte du reste du monde dans la comptabilité nationale belge.

# Chapitre I : Principes fondamentaux

Un état de balance des paiements peut se définir, d'une façon générale, comme un relevé des transactions économiques internationales d'une économie, c'est-à-dire des biens et services que cette économie a fournis à d'autres économies ou qu'elle a reçus de celles-ci, ainsi que des modifications de ses créances et engagements à l'égard du reste du monde, à l'exception toutefois des variations d'avoirs et d'engagements vis-à-vis de l'étranger, qui résultent de changements de valeur dus à des fluctuations de prix et de taux de change<sup>(1)</sup>.

Par convention, on inscrit au *crédit* de la balance des paiements :

- les biens et services fournis au reste du monde ;
- la diminution des avoirs financiers et l'augmentation des engagements financiers à l'égard du reste du monde ;
- les inscriptions de contrepartie destinées à équilibrer, du point de vue comptable, les biens et services et les avoirs financiers reçus gratis du reste du monde.

Réciproquement, on inscrit au *débit* :

- les biens et services reçus du reste du monde ;
- l'augmentation des avoirs financiers et la diminution des engagements financiers à l'égard du reste du monde ;
- les inscriptions de contrepartie destinées à équilibrer, du point de vue comptable, les biens et services et les avoirs financiers fournis gratis au reste du monde.

La balance des paiements de l'Union économique belgo-luxembourgeoise est définie

comme la statistique qui enregistre toutes les opérations au comptant, tant en francs (belges ou luxembourgeois) qu'en monnaies étrangères intervenues, au cours d'une période déterminée, entre les résidents de l'Union économique belgo-luxembourgeoise et les non-résidents. Elle est ventilée par type d'opérations et par secteurs, ainsi que par pays ou groupes de pays étrangers.

Ces définitions générales appellent un certain nombre de précisions dont il est question ci-après.

## 1. LA NOTION DE « RÉSIDENT D'UNE ÉCONOMIE »

Cette section se compose de deux paragraphes. Un premier paragraphe est consacré à la définition des « résidents » et des « non-résidents » utilisée dans la balance des paiements de l'Union économique belgo-luxembourgeoise. Dans un second paragraphe sont expliqués le principe de l'enregistrement des opérations entre résidents et non-résidents et les exceptions à ce principe.

### 1.1. Définition des « résidents » et des « non-résidents »

En général, sont considérées comme résidents d'un pays les personnes physiques et morales dont le centre d'intérêt économique se trouve dans ce pays, qu'elles aient ou non la nationalité du pays en question.

La définition des « résidents » et des « non-résidents » utilisée dans la balance des paiements de l'Union économique belgo-luxembourgeoise<sup>(2)</sup> correspond, « mutatis mutan-

---

<sup>(1)</sup> Ainsi, dans la balance des paiements de l'Union économique belgo-luxembourgeoise, les mouvements des créances et engagements extérieurs des banques belges et luxembourgeoises et de la Banque nationale ne comprennent pas les variations comptables qui résultent des modifications dans les cours de change entre le franc belge et les monnaies étrangères.

---

<sup>(2)</sup> Cette définition repose pour l'essentiel sur celle qui est appliquée par l'Institut belgo-luxembourgeois du change dans sa réglementation. Selon la terminologie particulière à cette réglementation, les résidents en Belgique sont appelés « régnicoles » et ceux au grand-duché de Luxembourg, « résidents ».

dis», à la définition générale énoncée ci-dessus.

Est résident toute personne physique qui a sa résidence principale en Belgique ou au grand-duché de Luxembourg, ainsi que toute personne morale dont le siège social ou un siège d'exploitation est en Belgique ou au grand-duché de Luxembourg.

La délimitation territoriale associée aux concepts de «résidents» dans la balance des paiements de l'Union économique belgo-luxembourgeoise correspond à un critère économique. En effet, la balance de l'Union économique belgo-luxembourgeoise se réfère au territoire économique constitué par le territoire de l'État belge et par celui de l'État luxembourgeois à la suite de la signature à Bruxelles, le 25 juillet 1921, du traité d'Union économique entre la Belgique et le grand-duché de Luxembourg.

Cette définition générale mérite d'être précisée, d'une part, en ce qui concerne les institutions européennes et internationales établies en Union économique belgo-luxembourgeoise et leur personnel, d'autre part, dans le cas des travailleurs étrangers en Union économique belgo-luxembourgeoise et des travailleurs belges et luxembourgeois à l'étranger.

Les institutions européennes et internationales établies en Union économique belgo-luxembourgeoise sont considérées comme non résidentes de l'Union économique belgo-luxembourgeoise, car les organismes internationaux sont tenus pour résidents d'une zone internationale extérieure aux frontières du pays sur le territoire géographique duquel ils sont établis. Par contre, le personnel de ces institutions est résident de l'Union économique belgo-luxembourgeoise.

L'enregistrement des salaires, traitement et pensions (non gouvernementales) payés à des travailleurs étrangers ou reçus par des travailleurs belges et luxembourgeois à l'étranger nécessite d'opérer une distinction :

- au sein des travailleurs étrangers selon qu'ils sont originaires de pays limitro-

phes<sup>(1)</sup> ou non limitrophes de l'Union économique belgo-luxembourgeoise ;

- au sein des travailleurs belges et luxembourgeois selon qu'ils vont travailler dans des pays limitrophes ou non limitrophes de l'Union économique belgo-luxembourgeoise.

Ainsi, les travailleurs étrangers qui viennent travailler en Union économique belgo-luxembourgeoise sont considérés comme résidents de l'Union économique belgo-luxembourgeoise s'ils appartiennent à des pays non limitrophes de l'Union économique belgo-luxembourgeoise et comme non-résidents dans le cas contraire. Réciproquement, les travailleurs belges et luxembourgeois à l'étranger restent résidents de l'Union économique belgo-luxembourgeoise si le pays qui les emploie est limitrophe de l'Union économique belgo-luxembourgeoise ; dans le cas contraire, ils sont considérés comme non-résidents.

Les travailleurs belges et luxembourgeois qui effectuent des prestations dans des pays limitrophes de l'Union économique belgo-luxembourgeoise sont, pour la plupart, des ouvriers frontaliers qui rentrent fréquemment en Union économique belgo-luxembourgeoise, où vivent leur famille et où l'on peut estimer, dès lors, qu'ils ont conservé leur centre d'intérêt. Des considérations semblables valent pour les travailleurs étrangers en provenance de pays limitrophes, qui effectuent des prestations en Union économique belgo-luxembourgeoise. En conséquence, les paiements de salaires, traitements et pensions (non gouvernementales) en provenance ou à destination de pays limitrophes de l'Union économique belgo-luxembourgeoise sont enregistrés comme des prestations de services (rubrique 1.71 – Travailleurs frontaliers).

Par contre, dans le cas où le pays employeur et le pays d'origine sont géographiquement éloignés l'un de l'autre, on considère que le travailleur a son centre d'intérêt principal dans le pays où il occupe un emploi. Dès lors, il est admis que tous les travailleurs en

<sup>(1)</sup> Sont limitrophes de l'Union économique belgo-luxembourgeoise : les Pays-Bas, la république fédérale d'Allemagne et la France.

provenance de pays lointains (non limitrophes) transfèrent leur centre d'intérêt dans le pays employeur et que les sommes qu'ils versent dans leur pays d'origine sont des économies et non des revenus. En conséquence, les paiements de salaires, traitements et pensions (non gouvernementales) en provenance ou à destination de pays non limitrophes de l'Union économique belgo-luxembourgeoise sont enregistrés comme des transferts reçus ou versés (rubrique 2.1. – Transferts privés).

## 1.2. Principe de l'enregistrement des opérations entre résidents et non-résidents

En principe, une balance des paiements ne tient compte que des transactions entre résidents et non-résidents.

Dans la balance des paiements de l'Union économique belgo-luxembourgeoise, il existe cependant des exceptions à ce principe énoncé par le Fonds monétaire international :

- on enregistre des éléments qui n'ont, à leur origine, aucune transaction avec l'étranger;
- on enregistre certaines transactions entre résidents;
- on enregistre certaines transactions entre non-résidents;
- on omet certaines transactions entre résidents et non-résidents.

### A – Opérations enregistrées et n'ayant pas à leur origine une transaction avec l'étranger

Les droits de tirage spéciaux alloués aux États membres du Fonds monétaire international accroissent les réserves des États et sont, pour cette raison, recensés dans les balances des paiements. Étant donné qu'aucune transaction avec l'étranger n'est à l'origine des allocations<sup>(1)</sup>, la contrepartie de

celles-ci est enregistrée d'une manière distincte<sup>(2)</sup>.

Dans la balance des paiements de l'Union économique belgo-luxembourgeoise, les allocations de droits de tirage spéciaux ne sont comptabilisées que « pour mémoire » en bas de la balance. De la sorte, le renforcement des réserves de change est enregistré, sans qu'il soit nécessaire de prévoir une contrepartie. Celle-ci en effet, si elle figurait « au-dessus de la ligne », fausserait la signification du solde et, si elle était inscrite « au-dessous de la ligne », risquerait d'être interprétée comme compensant l'incidence de l'augmentation des droits de tirage spéciaux sur les avoirs extérieurs nets des organismes monétaires.

### B – Transactions enregistrées entre résidents

L'enregistrement en balance des paiements de transactions entre résidents a lieu principalement dans les trois cas suivants :

- i) lorsque les importations sont évaluées caf, leur valeur peut comprendre des montants couvrant les frais de transport et d'assurance payés par les importateurs nationaux à des résidents. Dans ce cas, la balance commerciale du pays importateur reprend des opérations entre résidents;
- ii) quand interviennent des transactions entre résidents sur des avoirs extérieurs transférables du pays qui établit la balance;
- iii) quand une transaction sur or intervient entre deux résidents, dont l'un appartient au secteur monétaire. Cela tient au fait que l'or, lorsqu'il est détenu par le secteur monétaire, est assimilé aux avoirs sur l'étranger.

Dans les deux derniers cas, cet enregistrement de transactions entre résidents se fait en accord avec les recommandations du Fonds monétaire international. Par contre,

<sup>(1)</sup> La transaction ne comporte en effet qu'une seule partie, le résident.

<sup>(2)</sup> Plus exactement, l'allocation (crédit) ou l'annulation (débit) elle-même constitue l'inscription de contrepartie, qui correspond respectivement à l'augmentation (débit) ou à la diminution (crédit) des avoirs en droits de tirage spéciaux.

dans le premier, il est dû au mode d'évaluation des importations dans la balance des paiements de l'Union économique belgo-luxembourgeoise.

Le Manuel du Fonds monétaire international recommande que les exportations et les importations de marchandises soient évaluées fob à la frontière douanière du pays exportateur. Mais dans la balance des paiements de l'Union économique belgo-luxembourgeoise, la valeur des marchandises importées et exportées reflète les conditions de règlement de chaque transaction: une opération réglée fob est reprise à sa valeur fob, une opération réglée caf est reprise à sa valeur caf. De ce fait, les dépenses d'importations peuvent comprendre le remboursement, par des importateurs, de certains frets et assurances payés par les exportateurs étrangers à des transporteurs et assureurs résidents. Cette surestimation des dépenses d'importations est compensée, au niveau du solde de l'ensemble des transactions sur biens et services, par le fait que la rubrique «Frets et assurances pour le transport de marchandises» comprend, en recettes, les montants perçus par les transporteurs et assureurs résidents.

Selon le Fonds monétaire international, la balance des paiements d'une économie doit enregistrer non seulement les transactions sur les avoirs et engagements de tout genre entre un résident et un non-résident, mais aussi les transactions sur les engagements transférables de cette économie menées entre deux non-résidents et sur les avoirs extérieurs transférables de cette économie menées entre deux résidents. C'est de ces dernières dont il s'agit au second point.

Ainsi, dans la balance des paiements de l'Union économique belgo-luxembourgeoise sont reprises des transactions entre résidents, qui déterminent un transfert de créances sur l'étranger d'un secteur intérieur à un autre. Tel est le cas d'une cession de devises entre banques commerciales et banque centrale.

De même, la balance des paiements de l'Union économique belgo-luxembourgeoise enregistre certaines entrées de capitaux en provenance de l'étranger qui couvrent, en fait, des transactions entre résidents (par

exemple, lorsque des emprunts émis par des résidents à l'étranger sont souscrits par des résidents). Ces entrées, au titre des investissements et placements étrangers en Union économique belgo-luxembourgeoise, ont pour contrepartie des sorties au titre des investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger.

Quant au troisième cas, il correspond à la monétisation ou démonétisation de l'or<sup>(1)</sup>. Le même or peut, en effet, être détenu à différentes époques comme marchandise (or non monétaire) ou comme avoir financier extérieur lorsqu'il est la propriété des autorités monétaires (or monétaire). Les variations des avoirs en or monétaire doivent, selon le Fonds monétaire international, être enregistrées dans la balance des paiements. Tel est le cas dans la balance des paiements de l'Union économique belgo-luxembourgeoise, où sont relevées les transactions sur or entre deux résidents dont l'un est l'institution monétaire centrale. Par contre, une transaction entre deux résidents dont l'un est une banque privée n'apparaît pas dans la balance, l'or des banques privées étant considéré comme simple marchandise.

### C – Transactions enregistrées entre non-résidents

L'enregistrement en balance des paiements de transactions entre non-résidents se présente essentiellement dans les deux cas suivants:

- i) lorsque le transport et l'assurance des marchandises exportées sont effectués par des entreprises non résidentes pour compte de l'importateur étranger, la balance commerciale du pays exportateur peut reprendre des opérations entre non-résidents;

(<sup>1</sup>) Les autorités «monétisent» ou «démonétisent» de l'or chaque fois qu'elles augmentent leurs avoirs en or monétaire en acquérant de l'or marchandise (c'est-à-dire de l'or nouvellement extrait ou offert sur le marché) ou qu'elles affectent de l'or monétaire détenu par elles à des fins non monétaires (c'est-à-dire pour la vente à des détenteurs ou utilisateurs privés), Manuel de la balance des paiements, 4<sup>e</sup> édition, Fonds monétaire international, 1977.



- ii) lorsque des transactions entre non-résidents sont menées sur des engagements transférables du pays qui établit la balance.

Dans la balance des paiements de l'Union économique belgo-luxembourgeoise, les recettes d'exportations peuvent comprendre le remboursement par des importateurs étrangers de certains frets et assurances payés par les exportateurs résidents à des transporteurs et assureurs étrangers. Comme nous l'avons mentionné au point B, cette surestimation des recettes d'exportation est liée à leur mode particulier d'enregistrement dans la balance des paiements de l'Union économique belgo-luxembourgeoise. Elle est compensée au niveau du solde de l'ensemble des transactions sur biens et services, par le fait que la rubrique « frets et assurances pour le transport de marchandises » comprend, en dépenses, les paiements effectués par les exportateurs, pour le compte des importateurs étrangers, en faveur des transporteurs et assureurs étrangers.

En ce qui concerne les opérations visées sous ii), le Fonds monétaire international recommande de les enregistrer dans la balance des paiements. Aussi, dans la balance de l'Union économique belgo-luxembourgeoise sont reprises des transactions entre non-résidents, qui entraînent un transfert d'engagements d'un secteur étranger à un autre. Tel est le cas, par exemple, d'une cession par des banques commerciales étrangères à une autorité monétaire étrangère de créances sur des banques commerciales résidentes.

De même, la balance des paiements recense certaines opérations en capital entre des non-résidents dans le cas, par exemple, où des emprunts émis par des non-résidents en Union économique belgo-luxembourgeoise sont souscrits par des non-résidents. Il y a une sortie au titre des investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger, avec, en contrepartie, une entrée au titre des investissements et placements étrangers en Union économique belgo-luxembourgeoise.

#### D – *Transactions omises entre résidents et non-résidents*

En dépit de son nom, la balance des paiements ne concerne pas des « paiements » mais bien des transactions et elle doit enregistrer des transactions internationales qui ne comportent pas des paiements en monnaie tels, par exemple, les transactions de troc et les dons en nature.

Dans la balance des paiements de l'Union économique belgo-luxembourgeoise, divers ajustements sont apportés aux chiffres des règlements pour inclure des transactions qui ne donnent pas lieu à des paiements (par exemple, les dons en nature, les achats et ventes de marchandises réglés par compensation et les opérations sur marchandises assorties de crédits commerciaux qui peuvent être recensés). Néanmoins, il subsiste que certaines opérations entre résidents et non-résidents sont, faute de données de base, omises de la balance des paiements de l'Union économique belgo-luxembourgeoise. Il s'agit, de façon générale, de certaines opérations réglées en dehors du système bancaire de l'Union économique belgo-luxembourgeoise.

## 2. MODE DE RECENSEMENT DES OPÉRATIONS ENREGISTRÉES

Les opérations enregistrées dans une balance des paiements peuvent être :

- les transactions économiques, même si certaines d'entre elles ne donnent pas lieu à des paiements ou si ces derniers ont été différés ou encore s'ils ont été effectués par anticipation. Les balances ainsi établies à partir des transactions sont appelées « balances sur base de transaction » ;
- les règlements, c'est-à-dire les transferts monétaires auxquels les transactions donnent lieu et sur base desquels sont établies les « balances sur base de caisse ».

Dans son « Manuel de la balance des paiements », le Fonds monétaire international prescrit d'établir la balance des paiements sur la base des transactions. Mais la principale source statistique utilisée par la Banque

nationale pour établir la balance des paiements de l'Union économique belgo-luxembourgeoise est l'ensemble des règlements effectués avec l'étranger par l'intermédiaire du système bancaire belge et luxembourgeois. Ces règlements sont recensés par l'Institut belgo-luxembourgeois du change. Sur cette base, la balance obtenue est du type «balance de caisse».

Dès lors, pour rapprocher autant que possible cette balance d'une balance de transactions, un certain nombre d'ajustements sont apportés aux données relatives aux règlements. Ces ajustements qui affectent essentiellement les opérations sur marchandises ont pour but, d'une part, d'imputer ces opérations à leur date de transaction effective, d'autre part, d'élargir le champ couvert par les opérations enregistrées.

Dans ce dernier cas, les ajustements réalisés concernent :

- certains dons en nature ;
- les transactions réglées au moyen de billets de banque ;
- les transactions dont les paiements ont été compensés.

Des précisions sur la manière dont ces ajustements sont effectués seront données lors de l'examen des rubriques concernées de la balance des paiements. Par contre, le principe des ajustements chronologiques apportés est explicité dans la section 3 ci-après.

### 3. AJUSTEMENTS CHRONOLOGIQUES

Des décalages chronologiques dans l'enregistrement des opérations apparaissent dans tous les cas où une transaction économique n'est pas réglée au moment où elle est effectuée (par exemple, lors du changement de propriété d'une marchandise ou de son passage à la frontière), mais avant ce moment (cas d'un paiement différé).

Ainsi, les balances de transactions enregistrent celles-ci au moment où elles se produisent. Si le paiement s'effectue à crédit, la transaction économique et le crédit qui l'accompagne – lequel constitue un mouvement de capital – sont inscrits immédia-

tement à la balance, le crédit s'annulant ultérieurement au moment du règlement.

Au contraire, une balance de caisse n'enregistre les transactions qu'au moment où elles font l'objet d'un paiement. Les crédits octroyés à l'occasion des transactions ne sont donc pas recensés. Tel serait le cas de la balance des paiements de l'Union économique belgo-luxembourgeoise si les règlements recensés par l'Institut belgo-luxembourgeois du change n'étaient corrigés de manière à éliminer l'incidence des délais de paiements.

Le principe de ces ajustements chronologiques est décrit ci-après en distinguant les ajustements apportés aux opérations sur marchandises de ceux apportés aux autres opérations. La définition détaillée des méthodes d'ajustements sera donnée lors de l'examen des rubriques concernées.

#### 3.1. Ajustements chronologiques apportés aux opérations sur marchandises

Ces ajustements se font en deux étapes. Dans un premier temps, les exportations et importations sont évaluées en ajoutant aux règlements bancaires recensés par l'Institut belgo-luxembourgeois du change la variation des crédits commerciaux mobilisés auprès des banques belges et luxembourgeoises. L'intérêt d'un tel ajustement est que les données nécessaires à sa réalisation sont disponibles rapidement. Mais une telle correction ne permet pas de tenir compte des crédits commerciaux non mobilisés auprès des banques belges et luxembourgeoises et la balance des paiements obtenue correspond à une optique mi-transactions, mi-règlements.

Dans un second temps, l'ajustement définitif des données d'exportation et d'importation est réalisé en reclassant, sur base de la date de dédouanement, les règlements bancaires selon le mois des transactions correspondantes. Une telle correction doit permettre, en principe, d'éliminer complètement l'incidence des délais de paiement et donc d'obtenir une balance sur base de transactions. L'inconvénient de cette méthode est que les données ainsi ajustées ne sont dis-

ponibles qu'avec un retard non négligeable. Aussi, le recours à la première correction se justifie-t-il pour pouvoir publier aussi rapidement que possible les chiffres relatifs aux exportations et importations de marchandises.

### 3.2. Ajustements chronologiques apportés aux opérations autres que sur marchandises

Pour les rubriques 1.12 « Travail à façon » et 1.13 « Opérations d'arbitrage », un ajustement est également apporté aux règlements bancaires recensés par l'Institut belgo-luxembourgeois du change. Ce dernier consiste à ajouter à ces règlements la variation des crédits commerciaux relatifs aux opérations de travail à façon et d'arbitrage, qui est estimée d'après une enquête trimestrielle effectuée auprès des entreprises résidentes.

## 4. PRINCIPES RELATIFS À L'ÉVALUATION

En principe, les inscriptions dans la balance des paiements doivent être effectuées au prix du marché, c'est-à-dire le prix auquel s'effectue une transaction entre des parties indépendantes l'une de l'autre, et dans laquelle ne jouent que des considérations commerciales<sup>(1)</sup>. Lorsque la transaction n'a pas de véritable prix du marché, il est parfois nécessaire de recourir à une valeur de substitution déterminée par analogie avec des prix du marché correspondants (par exemple, dans les cas de trocs, de dons ou de transactions entre entreprises affiliées).

Dans la balance des paiements de l'Union économique belgo-luxembourgeoise, les inscriptions sont constituées en principe par les montants des règlements effectués avec l'étranger par l'intermédiaire du système bancaire belge et luxembourgeois. Lors-

qu'on ne dispose par des règlements bancaires relatifs à certaines transactions, on reprend telle quelle, sans ajustement, leur évaluation recensée sur base des données statistiques disponibles.

En matière d'évaluation, deux points méritent d'être soulignés. Tout d'abord, pour les marchandises, la méthode retenue dans la balance des paiements de l'Union économique belgo-luxembourgeoise s'écarte du principe énoncé par le Fonds monétaire international, selon lequel les exportations et les importations doivent être enregistrées à leur valeur fob à la frontière douanière du pays exportateur. Dans la balance de l'Union économique belgo-luxembourgeoise, la valeur des marchandises importées et exportées reflète les conditions de règlement de chaque transaction : une opération réglée fob est reprise à sa valeur fob, une opération réglée caf est reprise à sa valeur caf.

D'autre part, une balance des paiements ne doit, selon le Fonds monétaire international, enregistrer que des transactions et non la variation de valeur des ressources réelles ou des avoirs financiers due à une modification de prix ou de taux de change. Ce principe est suivi dans la balance des paiements de l'Union économique belgo-luxembourgeoise. En conséquence, des corrections pour éliminer l'incidence des variations des cours de change ou du prix de l'or sont apportées aux mouvements des avoirs et engagements libellés en monnaies étrangères, en droits de tirages spéciaux et en Écus, et à ceux des avoirs en or.

## 5. UNITÉ DE COMPTE ET PROCÉDURE DE CONVERSION

En ce qui concerne le choix de l'unité de compte, toutes les transactions enregistrées dans la balance des paiements de l'Union économique belgo-luxembourgeoise sont exprimées en francs belges<sup>(2)</sup>.

<sup>(1)</sup> Par exemple, les parties d'une transaction ne sont pas indépendantes au sens susdit si ce sont des entreprises affiliées, et les considérations commerciales ne sont pas toujours les seules qui guident les parties.

<sup>(2)</sup> Étant donné le régime d'association monétaire entre la Belgique et le Luxembourg, le franc luxembourgeois a la même valeur que le franc belge.

Comme les transactions devant être enregistrées dans la balance des paiements sont libellées à l'origine en plusieurs monnaies différentes, elles ne peuvent être additionnées que si elles sont converties au préalable en monnaie nationale ou en une autre unité de compte. Le principe de conversion défini par le Fonds monétaire international dans son « Manuel de la balance des paiements » consiste à effectuer la conversion au taux de change qui existait entre la monnaie de transaction et l'unité de compte au moment de la passation du contrat relatif à la transaction. Mais comme, en pratique, la date de contrat des transactions est rarement connue, le Fonds monétaire international suggère d'effectuer la conversion au taux moyen pratiqué sur le marché au cours de la période pendant laquelle la transaction a été enregistrée.

Dans la balance des paiements de l'Union économique belgo-luxembourgeoise, les conversions en francs belges des opérations recensées en monnaies étrangères sont faites sur base des cours moyens journaliers pratiqués sur le marché réglementé des changes à Bruxelles au cours de la période pendant laquelle les transactions sont enregistrées <sup>(1)</sup>.

## 6. STRUCTURE DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

Dans la balance des paiements de l'Union économique belgo-luxembourgeoise, les opérations sont ventilées, d'une part, par titres qui regroupent des transactions économiques d'une même catégorie, d'autre part, par secteurs auxquels appartiennent les agents économiques concernés. Un

paragraphe sera consacré à la description de chacune de ces ventilations. Ensuite, dans un troisième paragraphe, la structure de la balance des paiements de l'Union économique belgo-luxembourgeoise sera comparée à celle recommandée par le Fonds monétaire international<sup>(2)</sup>.

### 6.1. Ventilation de la balance des paiements par titres principaux

Toute analyse des relations économiques internationales exige que les balances des paiements présentent une ventilation par grands titres basée sur les différents types de transactions qui y figurent. Celles-ci peuvent être classées en cinq catégories :

- achats et ventes de biens et services contre des avoirs financiers (c'est-à-dire échange de biens et services contre des créances ou de l'or monétaire) ;
- troc (c'est-à-dire échange de biens et services contre d'autres biens et services) ;
- échange d'avoirs financiers contre d'autres avoirs financiers (par exemple, ventes de titres contre espèces) ;
- cessions ou acquisitions de biens et services sans contrepartie (par exemple, dons en nature) ;
- cessions ou acquisitions d'avoirs financiers sans contrepartie (par exemple, dons en espèces).

Ces cinq catégories de transactions économiques donnent lieu à des flux réels ou financiers. Elles sont regroupées généralement sous trois titres principaux :

- les biens et services (y compris les services des facteurs de production)<sup>(3)</sup>, c'est-à-dire les flux de ressources réelles, qu'il s'agisse de flux en contrepartie d'autres flux (réels ou financiers) ou non ;

<sup>(1)</sup> En ce qui concerne les opérations sur marchandises, la conversion en francs belges des paiements libellés en devises se fait à l'Institut belgo-luxembourgeois du change aux cours moyens de change de la période durant laquelle le paiement est enregistré. Or, ces paiements sont reclassés suivant la date de dédouanement, de manière à reconstituer les transactions d'une période donnée (voir ci-dessus, p. 16). Dès lors, la Banque nationale apporte une correction aux paiements reclassés de manière à les exprimer aux cours moyens de la période de transaction à laquelle ils sont imputés.

<sup>(2)</sup> Le schéma national de la balance des paiements de l'Union économique belgo-luxembourgeoise est donné en annexe 1. Il est comparé au schéma unifié OCDE – FMI en annexe.

<sup>(3)</sup> Ces services sont aussi appelés « revenus de facteurs » dans les comptes nationaux.

- les transferts, c'est-à-dire les inscriptions formant la contrepartie comptable des prestations gratuites (sans contrepartie économique) enregistrées ailleurs dans la balance des paiements: ressources réelles (biens, services) et avoirs financiers cédés ou acquis, sans obtenir ou donner en échange ni ressources réelles ni avoirs financiers;
- les mouvements de capitaux, c'est-à-dire les transactions sur avoirs financiers (or monétaire, droits de tirage spéciaux, Écus, créances), que ces transactions aient une contrepartie (réelle ou financière) ou non.

Dans la balance des paiements de l'Union économique belgo-luxembourgeoise, cette ventilation en trois titres principaux est appliquée. On y retrouve, en effet:

- les transactions sur biens et services;
- les transferts;
- les mouvements de capitaux.

## 6.2. Ventilation de la balance des paiements par secteurs

L'analyse des relations économiques internationales impose, outre une ventilation des opérations de la balance des paiements par titres principaux, une ventilation par secteurs. En effet, un même type d'opérations peut être déterminé par des motifs différents selon les secteurs auxquels appartiennent les agents économiques concernés. Traditionnellement, les balances des transferts et des mouvements de capitaux sont ventilées par secteurs, alors que la balance des biens et services ne l'est pas<sup>(1)</sup>.

En règle générale, les schémas de balance des paiements distinguent deux secteurs de base:

- le secteur public;
- le secteur privé.

En outre, les schémas de balance des paiements font, du moins en ce qui concerne les

mouvements de capitaux à court terme, la distinction entre:

- le secteur monétaire;
- le secteur non monétaire.

Le secteur monétaire comprend en général:

- les autorités monétaires (banque centrale, fonds de stabilisation des changes et, dans la mesure où il effectue des opérations monétaires, le Trésor);
- les banques commerciales.

L'affectation d'une opération à l'un ou l'autre secteur est fonction le plus souvent de la qualité de l'agent résident. Selon le type d'opération dont il s'agit, l'affectation sectorielle est effectuée en appliquant un des deux critères généraux proposés par le Fonds monétaire international: le critère du cocontractant résident ou celui du débiteur (ou créateur) résident<sup>(2)</sup>.

La répartition des transactions par secteur pose des problèmes dans deux cas en particulier:

- un résident cède à un non-résident un titre dont il n'est pas le débiteur (par exemple, un titre émis par le gouvernement national est vendu à un non-résident par un résident du secteur privé). Cette opération peut être attribuée au secteur privé auquel appartient le résident qui y a participé, ou au secteur public auquel appartient le débiteur intérieur. Dans le premier cas, on aura appliqué à l'unité résidente le critère du cocontractant intérieur et, dans le second, celui du débiteur intérieur;
- un résident acquiert une créance sur l'étranger et ensuite la cède à un autre résident appartenant à un secteur intérieur différent (par exemple, une banque commerciale achète un titre public étranger et ensuite le cède à une entreprise). Cette seconde transaction, qui est intervenue entre deux résidents, peut

<sup>(1)</sup> La seule exception est constituée par le poste « Transactions des pouvoirs publics non reprises ailleurs ».

<sup>(2)</sup> Ces critères sont également appliqués pour la ventilation géographique des opérations; ils sont alors respectivement appelés critère du cocontractant étranger et critère du débiteur (ou créateur) étranger (voir chapitre V).

soit être négligée en vertu du critère du cocontractant intérieur, soit être enregistrée comme achat d'un actif étranger par le secteur « Entreprises » et comme vente du même actif par le secteur « Banques commerciales », en application du critère du crédeur intérieur.

Dans la balance des paiements de l'Union économique belgo-luxembourgeoise, la distinction par secteurs est établie de la manière suivante :

- au niveau des transactions sur biens et services : une rubrique « Transactions des pouvoirs publics » est distinguée ;
- au niveau des transferts : une ventilation est effectuée entre les transferts privés et les transferts publics ;
- au niveau des mouvements de capitaux : une subdivision est établie entre :
  - les capitaux des pouvoirs publics ;
  - les capitaux des entreprises et particuliers.

Les pouvoirs publics groupent les agents économiques qui font partie du secteur « État » au sens des comptes nationaux. Ils sont répartis entre deux sous-secteurs :

- l'État ;
- les autres pouvoirs publics.

Les entreprises et particuliers groupent tous les autres agents économiques, hormis les organismes principalement monétaires. Ce secteur est subdivisé entre deux sous-secteurs :

- les entreprises publiques ;
- les entreprises privées et particuliers.

Parmi les entreprises publiques, une distinction est opérée entre :

- les organismes publics d'exploitation<sup>(1)</sup> ;
- les intermédiaires financiers du secteur public<sup>(1)</sup>.

Sont recensées « au-dessous de la ligne », comme postes de financement de la balance, les opérations des organismes principalement monétaires (belges et luxembour-

geois). Une distinction est opérée en ce qui concerne ces organismes entre :

- les banques belges et luxembourgeoises ;
- les organismes divers ;
- la Banque nationale de Belgique.

Les organismes divers comprennent l'Office des chèques postaux et l'Institut de réescompte et de garantie (pour la partie « monétaire » des opérations de ce dernier organisme, c'est-à-dire celles qui sont financées au moyen de ressources provenant d'organismes monétaires).

En ce qui concerne les critères d'attribution des opérations aux secteurs, le principe général, inspiré du critère du cocontractant résident, est celui du « secteur bénéficiaire ou originaire, des mouvements de fonds recensés » ; autrement dit, la balance des paiements s'attache à faire apparaître les secteurs où sont allées les entrées de fonds ou d'où sont venues les sorties.

Le principe général énoncé ci-dessus souffre toutefois des exceptions, notamment dans le cas des transactions sur titres publics belges et luxembourgeois. Tous les achats et souscriptions, par des étrangers, d'obligations émises par le secteur public intérieur sont attribués à ce secteur (même si celui-ci n'est pas le secteur bénéficiaire des entrées de fonds recensées). De la même façon, tous les remboursements à des étrangers et toutes les ventes par des étrangers d'obligations du secteur public intérieur sont attribués à ce secteur (même si celui-ci n'est pas le secteur originaire des sorties de fonds recensées).

Par ailleurs, les participations de l'État au Fonds monétaire international sont attribuées à la banque centrale, conformément aux recommandations du Fonds monétaire international.

### 6.3. Comparaison avec la structure recommandée par le Fonds monétaire international

Comme dans la balance des paiements de l'Union économique belgo-luxembourgeoise, le schéma préconisé par le Fonds

<sup>(1)</sup> Une définition de ces organismes est donnée au chapitre III « Capitaux » (voir rubriques 4.21 et 4.22).

monétaire international regroupe les transactions économiques en trois catégories :

- les biens et les services ;
- les transferts ;
- les capitaux.

Au niveau des biens, des services et des transferts, la structure de la balance des paiements de l'Union économique belgo-luxembourgeoise est très proche de celle du Fonds monétaire international.

Par contre, au niveau des capitaux, il existe des divergences entre les deux structures. Ainsi, la structure du Fonds monétaire international repose tout d'abord sur le type de capitaux (investissements directs, investissements de portefeuille et autres capitaux). Ensuite, elle distingue les mouvements à long terme et à court terme et ce n'est qu'à l'intérieur des « autres capitaux » (à court terme et à long terme) qu'intervient une ventilation par secteur à l'origine du mouvement de fonds (secteur officiel résident, banques de dépôts, autres secteurs). Cette dernière ventilation apparaît en premier lieu dans la balance de l'Union économique belgo-luxembourgeoise et elle y est plus détaillée<sup>(1)</sup>. Par ailleurs, une répartition par type de capitaux (investissements directs, valeurs mobilières, autres) n'est effectuée que pour les mouvements du secteur privé, y compris les banques, et la distinction entre le court et le long terme est ignorée.

Une autre différence entre le schéma de l'Union économique belgo-luxembourgeoise et celui du Fonds monétaire international provient de l'ensemble des opérations isolées pour constituer le solde de la balance des paiements. Ainsi, dans le schéma du Fonds monétaire international, les différentes composantes de la balance des paiements ne sont pas regroupées de manière à dégager un solde global, mais afin de permettre la construction du plus grand nom-

bre de soldes possibles. C'est ainsi que les réserves et certains engagements apparentés aux réserves sont isolés de sorte qu'un solde des règlements officiels puisse l'être facilement.

Dans le schéma du Fonds monétaire international sont considérés comme réserves les avoirs extérieurs de la Banque nationale<sup>(2)</sup> diminués des engagements envers le seul Fonds monétaire international. Par contre, dans la balance des paiements de l'Union économique belgo-luxembourgeoise, les réserves de change nettes sont obtenues en déduisant des avoirs extérieurs de la Banque nationale<sup>(3)</sup>, outre les engagements envers le Fonds monétaire international, les autres engagements qui diminuent la liquidité de la Banque<sup>(4)</sup>.

Certains de ces engagements sont rangés dans le schéma du Fonds monétaire international parmi les engagements apparentés aux réserves. Ces derniers sont définis comme les engagements que les créanciers étrangers considèrent comme faisant partie de leurs réserves, soit les engagements de la Banque nationale envers le Fonds européen de coopération monétaire et d'autres institutions officielles et ceux des banques envers des institutions officielles.

Quant aux engagements extérieurs de la Banque nationale qui, dans le schéma du fonds monétaire international, ne sont rangés ni avec les réserves, ni avec les engagements apparentés aux réserves, ils sont regroupés, dans ce schéma, avec les mouvements de capitaux à court terme. Il en va de même des créances et autres engagements des organismes principalement mo-

<sup>(1)</sup> On distingue État, autres pouvoirs publics, organismes publics d'exploitation, intermédiaires financiers du secteur public, secteur privé, banques, autres organismes principalement monétaires, Banque nationale.

<sup>(2)</sup> A l'exclusion des avances en francs belges consenties en vertu d'accords de paiement à des pays non membres de la Communauté économique européenne.

<sup>(3)</sup> A l'exclusion des crédits commerciaux, c'est-à-dire du portefeuille de traites en francs représentatives d'exportations financées par la Banque.

<sup>(4)</sup> Soit les engagements envers le Fonds européen de coopération monétaire, des institutions internationales non monétaires, d'autres institutions officielles et d'autres engagements de la Banque nationale envers l'étranger (par exemple, envers des banques privées étrangères).

nétaires<sup>(1)</sup> qui ne sont pas regroupés avec les réserves comme postes de financement des opérations avec l'étranger, comme c'est le cas dans la balance des paiements de l'Union économique belgo-luxembourgeoise.

Finalement, l'évaluation des avoirs de réserve n'est pas semblable dans les deux schémas. Dans le schéma du Fonds monétaire international, cet enregistrement fait exception à la règle selon laquelle la balance des paiements ne doit tenir compte que des variations des avoirs et engagements dues à des transactions. Il comprend, en outre, les variations de la valeur des réserves résultant

de fluctuations de leur prix, de monétisation ou démonétisation de l'or et d'allocations ou d'annulations de droits de tirage spéciaux. Ces dernières sont également regroupées dans un « poste de contrepartie ». Par contre, dans le schéma de la balance de l'Union économique belgo-luxembourgeoise, les mouvements des réserves sont enregistrés, comme les autres mouvements de capitaux, en tenant compte des seules opérations. A cette fin, des corrections sont faites pour éliminer les variations comptables dues à des allocations de droits de tirage spéciaux ou à des modifications de cours de change<sup>(2)</sup>.

---

(<sup>1</sup>) Ainsi que des crédits commerciaux mobilisés auprès des banques belges et luxembourgeoises.

---

(<sup>2</sup>) Les allocations de droits de tirage spéciaux sont néanmoins comptabilisées pour mémoire au bas de la balance des paiements (voir ci-après p. 40).



## Remarques préliminaires aux Chapitres II et III

Pour définir les divers postes de la balance des paiements, on s'efforcera :

- de dégager, dans la mesure du possible, le critère général qui distingue des autres un poste déterminé, ce qui présuppose que ce poste est homogène;
- d'indiquer quels types d'opérations sont recensés dans un poste déterminé;
- de mentionner pour chaque rubrique le numéro de la composante correspon-

dante dans la classification du Fonds monétaire international<sup>(1)</sup>.

Sauf mention expresse, les développements qui suivent se rapportent à la balance des paiements de l'Union économique belgo-luxembourgeoise selon le schéma national traditionnel<sup>(2)</sup>.

---

<sup>(1)</sup> Ce numéro est indiqué entre parenthèses, à côté de l'intitulé de la rubrique.

<sup>(2)</sup> Voir annexe 1.

## Chapitre II : Transactions courantes

Ce chapitre est consacré à la définition des différentes rubriques qui constituent les transactions courantes. Ces dernières peuvent être subdivisées en :

- transactions sur biens et services ;
- transferts.

### 1. TRANSACTIONS SUR BIENS ET SERVICES

#### 1.1. Opérations sur marchandises

Sont enregistrés sous cette rubrique :

- tous les règlements intervenus, au cours de la période de référence, entre résidents de l'Union économique belgo-luxembourgeoise et non-résidents au titre de transactions sur biens meubles, y compris l'or<sup>(1)</sup>, et qui ont été effectués par l'intermédiaire du système bancaire belge et luxembourgeois ;
- certaines transactions n'ayant pas fait l'objet de tels règlements mais que l'on incorpore en plus de ceux-ci, afin de corriger, dans une certaine mesure, ce que le recensement des seuls règlements bancaires a d'incomplet. Ces transactions concernent :
  - les opérations sur marchandises qui ont comme contrepartie des crédits commerciaux qui peuvent être recensés ;
  - certains dons en nature ;
  - des achats et ventes de marchandises réglés au moyen de billets de banque ;

- des achats et ventes de marchandises réglés par compensation.

Compte tenu des sources statistiques disponibles et des méthodes en vigueur, l'enregistrement des opérations sur marchandises présente les défauts suivants :

- certaines opérations sur marchandises ne sont pas reprises dans la balance des paiements de l'Union économique belgo-luxembourgeoise ;
- certaines opérations sont reprises sous une rubrique non appropriée ;
- certaines opérations sur marchandises sont correctement enregistrées quant au poste, mais non quant à la période de référence ;
- certaines opérations qui ne constituent pas des transactions sur marchandises sont reprises avec celles-ci.

#### A – *Opérations sur marchandises non reprises dans la balance des paiements*

- les transactions de troc ;
- les dons en nature, pour lesquels on ne dispose pas de données permettant de les recenser ;
- les opérations sur marchandises qui financent les investissements directs réalisés sous forme d'apports en nature ;
- et, de façon générale, les opérations sur marchandises qui n'ont pu être recensées, car réglées ou financées par des crédits commerciaux en dehors du système bancaire de l'Union économique belgo-luxembourgeoise.

#### B – *Opérations sur marchandises reprises sous une rubrique non appropriée*

C'est le cas, notamment, de certaines opérations réglées au moyen de billets de banque et pour lesquelles une estimation n'a pas pu être effectuée ou n'a pu l'être que partiellement. Ces opérations figureront alors sous d'autres rubriques (par exemple, dans les « Déplacements à l'étranger »).

<sup>(1)</sup> Sauf s'il s'agit d'une transaction sur or entre la Banque nationale et un non-résident (« or monétaire ») et d'achats ou ventes d'or couverts par des ventes ou achats d'or à terme contre devises effectués par des banques résidentes, qui sont assimilés à des mouvements des avoirs extérieurs en devises des banques.

**C – Opérations sur marchandises non correctement enregistrées quant à la période de référence et gonflant abusivement l'évaluation des transactions de la période**

C'est le cas du renvoi de marchandises non conformes. Les remboursements effectués sont recensés parmi les opérations sur marchandises à la date du paiement :

- en cas de retour à des résidents de marchandises non conformes, qui ont donné lieu antérieurement à un règlement bancaire, les montants remboursés par les résidents sont ajoutés aux règlements d'importations de la période en cours, au lieu d'être soustraits des règlements d'exportations de la période antérieure ;
- en cas de renvois à des étrangers de marchandises non conformes, qui ont donné lieu antérieurement à un règlement bancaire, les montants remboursés par ces étrangers sont ajoutés aux règlements d'exportations de la période en cours au lieu d'être soustraits des règlements d'importations de la période antérieure.

**D – Opérations ne constituant pas des transactions sur marchandises et qui sont reprises avec celles-ci**

Dans la balance des paiements de l'Union économique belgo-luxembourgeoise, la valeur des marchandises importées et exportées reflète les conditions de règlement de chaque transaction : une opération réglée fob est reprise à sa valeur fob, une opération réglée caf est reprise à sa valeur caf. De ce fait, une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport de marchandises se trouve englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique « Exportations et importations ».

Par ailleurs, pour des raisons qui ne sont pas liées aux modalités d'enregistrement adoptées par l'Union économique belgo-luxembourgeoise, des transactions sont omises de la rubrique « Opérations sur marchandises » en conformité avec les instructions du Manuel du Fonds monétaire international. Il s'agit :

- des achats et ventes de « provisions de bord ». Ces transactions figurent à la rubrique 1.3 « Autres frais de transport » ;
- des biens achetés à l'étranger par les pouvoirs publics et, en Union économique belgo-luxembourgeoise, par les gouvernements étrangers et les institutions internationales : ces opérations sont recensées sous la rubrique 1.6 « Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs » ;
- de certains achats effectués par les voyageurs qui sont inclus dans la rubrique 1.4 « Déplacements à l'étranger ».

**1.11 EXPORTATIONS ET IMPORTATIONS (1 et 2)(<sup>1</sup>)**

Cette rubrique couvre à la fois les règlements bancaires recensés par l'Institut belgo-luxembourgeois du change et divers ajustements apportés par la Banque nationale aux montants de ces règlements

**a) Règlements bancaires recensés par l'Institut belgo-luxembourgeois du change**

Sur la base des déclarations des banques agréées belges et luxembourgeoises, l'Institut belgo-luxembourgeois du change recense les règlements bancaires relatifs, au cours d'une période déterminée, à des biens meubles dont la propriété est transférée d'un résident à un non-résident ou vice versa.

**b) Ajustements apportés par la Banque nationale**

Aux montants des règlements précités, la Banque nationale apporte certains ajustements en vue de :

- élargir le champ des opérations enregistrées aux dons en nature, aux achats et ventes de marchandises réglés au moyen de billets de banque et aux transactions dont les paiements ont été compensés ;

(<sup>1</sup>) Ces numéros sont ceux des composantes correspondantes dans la présentation détaillée de la balance des paiements dans les statistiques du Fonds monétaire international (Balance of Payment Statistics – International Monetary Fund).

- éliminer l'incidence des décalages chronologiques dans l'enregistrement des opérations.

Ces ajustements sont apportés afin de rapprocher la balance établie par la Banque nationale, d'une balance sur base des transactions.

- 1) Ajustements pour élargir le champ des opérations enregistrées
  - i) Dons en nature

Il s'agit essentiellement des fournitures effectuées, dans le cadre de l'aide alimentaire aux pays en voie de développement, par le gouvernement belge, la Commission des Communautés européennes et le Fonds européen de développement. Ces fournitures, achetées à des producteurs belges, sont ajoutées aux règlements d'exportations recensés par l'Institut belgo-luxembourgeois du change.

En contrepartie de la valeur des fournitures effectuées par le gouvernement belge, un montant équivalent est inscrit en dépenses à la rubrique 2.2. « Transferts publics ». En ce qui concerne les transactions des institutions européennes, la différence entre le montant total de leurs opérations enregistrées par l'Institut belgo-luxembourgeois du change et la somme des opérations recensées sur base de données obtenues directement des institutions concernées est inscrite au poste « Erreurs et omissions ».

- ii) Achats et ventes de marchandises réglés au moyen de billets de banque

Dans les statistiques de l'Institut belgo-luxembourgeois du change, les mouvements de billets entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et l'étranger sont comptabilisés sous une rubrique globale unique « Billets » sans distinction suivant la nature des opérations qu'ils peuvent servir à financer<sup>(1)</sup>.

En ce qui concerne, en particulier, les opérations d'exportations et d'importations de

marchandises, la Banque nationale apporte aux règlements recensés par l'Institut belgo-luxembourgeois du change, un ajustement qui résulte de son estimation de la part qui revient à de telles opérations dans le total des recettes et dépenses en billets. Cet ajustement concerne les achats et ventes de marchandises, que l'on estime être réglés en billets, entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise, d'une part, et divers pays étrangers, d'autre part.

- iii) Transactions dont les paiements ont été compensés

Les exportations et importations réglées par compensation sont intégrées à la rubrique 1.1. Ces compensations peuvent s'opérer tant entre exportations et importations qu'avec des transactions recensées sous des rubriques différentes<sup>(2)</sup>. Elles concernent :

- les créances et les dettes que des entreprises, à la fois exportatrices et importatrices, ont vis-à-vis d'un même non-résident du fait que celui-ci est à la fois leur client et leur fournisseur ;
- le financement par certaines entreprises de dépenses à l'étranger au moyen des recettes qu'elles y ont perçues.

Pour ces opérations, la réglementation prévoit, en principe, l'intervention d'un intermédiaire financier belge ou luxembourgeois. Mais des dérogations sont accordées à condition que les entreprises qui se livrent à ces compensations remplissent certaines formalités : elles doivent notamment fournir à l'Institut belgo-luxembourgeois du change les mêmes pièces et documents justificatifs que pour les paiements effectués à l'intervention des intermédiaires financiers belges et luxembourgeois. Aussi, ces diverses compensations peuvent être recensées par l'Institut belgo-luxembourgeois du change.

- 2) Ajustements chronologiques

L'Institut belgo-luxembourgeois du change n'enregistre les opérations sur marchandises que lorsque celles-ci sont payées par règlement bancaire. Mais pour la majeure partie des paiements, les documents justificatifs

<sup>(1)</sup> Recettes et dépenses de tourisme, achats et ventes de marchandises, paiements de salaires de travailleurs frontaliers, encaissements de coupons de titres étrangers, constitution d'avoirs en compte bancaire à l'étranger, etc.

<sup>(2)</sup> De la sorte, l'introduction des opérations réglées par compensation affecte les diverses rubriques de la balance des paiements.

transmis à l'Institut belgo-luxembourgeois du change renseignent la date du dédouanement correspondant, supposée proche de celle du transfert de propriété. Il est donc possible de reconstituer les exportations et importations d'une période donnée en «reclassant», sur base de la date de dédouanement, les règlements bancaires selon le mois des transactions correspondantes et en substituant les paiements «reclassés» aux paiements effectués durant cette période.

Ce reclassement concerne tant les paiements anticipés que les paiements différés. Toutefois, la faible importance des premiers (en moyenne 2 à 3 % du total des paiements) et leur terme très court autorisent, pour ceux-ci, une simplification de la méthode: la totalité des paiements anticipés est comptée comme transactions du mois suivant.

En ce qui concerne les paiements différés, le procédé de reclassement requiert évidemment qu'ils aient eu lieu: les transactions d'une période ne peuvent être reconstituées intégralement selon cette méthode que si elles ont toutes été payées, c'est-à-dire compte tenu de transactions payables à moyen et à long terme, après plusieurs années parfois. C'est pourquoi, il a été convenu de reconstituer les transactions d'une période donnée, une première fois, à partir des paiements effectués dans les six mois suivants cette période et, une seconde fois, à partir des paiements effectués dans les douze mois suivants. De la sorte, quelque 92 % et 99 % respectivement des paiements peuvent être reclassés selon les dates de transaction correspondantes.

Les transactions restantes – celles qui n'ont pas donné lieu à des paiements dans les douze mois par rapport à la période considérée – sont évaluées sur base des paiements de la période qui n'ont pu être reclassés. Cette hypothèse est faite parce qu'on ne peut attendre que toutes les transactions soient payées. A l'exportation, il est encore tenu compte de l'évolution, durant la période, des encours de «Crédit-export» qui comprennent la plus grande partie des crédits à l'exportation de plus d'un an. De même, les crédits à l'importation obtenus à l'étranger par des organismes

publics d'exploitation pour financer des achats de biens d'équipement sont également enregistrés dans la balance des paiements de l'Union économique belgo-luxembourgeoise<sup>(1)</sup>.

L'inconvénient de la méthode de reclassement des paiements est qu'elle ne fournit une première estimation des exportations et importations sur base des transactions qu'avec un retard non négligeable. Pour pallier cet inconvénient, la Banque nationale publie également pour les périodes les plus récentes une balance générale des paiements établie en majeure partie sur base de caisse, dont les données sont disponibles plus rapidement que celles de la balance sur base des transactions. Cette balance est en fait établie partiellement sur base des transactions, puisque les exportations et importations sont estimées en ajoutant aux règlements effectifs la variation des crédits commerciaux mobilisés auprès des banques belges et luxembourgeoises. Ces derniers sont évalués en se basant notamment sur des statistiques bancaires.

En contrepartie des crédits commerciaux recensés à la rubrique 1.1., un montant globalement équivalent est enregistré:

- à la rubrique 4.1 «Crédits commerciaux», pour la variation de l'encours des crédits commerciaux non mobilisés auprès des banques belges et luxembourgeoises<sup>(2)</sup>;

<sup>(1)</sup> Ces crédits ne sont pas recensés par l'Institut belgo-luxembourgeois du change au moment des prélèvements effectués sur l'emprunt, par l'organisme public d'exploitation, pour payer les biens achetés parce que ces prélèvements sont faits à l'étranger. Ce n'est qu'au moment où cet organisme commence à rembourser le montant de l'emprunt obtenu (c'est-à-dire au moment où les fonds qu'il verse à son créancier transitent par le système bancaire de l'Union économique belgo-luxembourgeoise) que l'Institut belgo-luxembourgeois du change comptabilise des achats de marchandises. Mais la Banque nationale procède différemment et recense la valeur des achats de biens d'équipement au moment où l'organisme acquiert des droits sur eux, en se basant sur des renseignements fournis par l'organisme en question.

<sup>(2)</sup> Les crédits commerciaux nés à l'occasion d'exportations et d'importations et non mobilisés auprès des banques belges et luxembourgeoises sont exclus de la balance sur base de caisse. Ils sont calculés par différence entre le total des crédits commerciaux évalués par le reclassement et ceux, mobilisés auprès des banques, recensés à partir des statistiques bancaires.

- à la rubrique 6.1 « Refinancement en dehors des organismes principalement monétaires de créances commerciales sur l'étranger », pour la variation de l'encours des crédits commerciaux mobilisés auprès de banques belges et luxembourgeoises et refinancés en dehors des organismes principalement monétaires;
- à la rubrique 6.2 « Mouvements des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires », pour la variation de l'encours des crédits commerciaux mobilisés et financés auprès de banques belges et luxembourgeoises.

### 1.12. TRAVAIL À FAÇON (31 et 32)

Sous cette rubrique, la Banque nationale comptabilise toutes les transactions relatives à la transformation – en Union économique belgo-luxembourgeoise pour le compte de non-résidents et à l'étranger pour le compte de résidents – de marchandises n'ayant pas fait l'objet d'un transfert de propriétés entre résidents et non-résidents.

Les flux figurant sous cette rubrique sont obtenus en ajoutant aux règlements bancaires recensés par l'Institut belgo-luxembourgeois du change :

- les transactions ayant fait l'objet de compensation;
- la variation des créances ou dettes commerciales nettes vis-à-vis de l'étranger au titre de ces opérations, estimée d'après une enquête trimestrielle effectuée auprès des entreprises résidentes<sup>(1)</sup>.

### 1.13. OPÉRATIONS D'ARBITRAGE (NETTES) (31)

Par « Opération d'arbitrage sur marchandises » l'Institut belgo-luxembourgeois du change (qui recourt à l'expression « opération de transit avec l'étranger ») désigne les marchandises achetées et revendues à l'étranger par les résidents sans considération du fait que la marchandise passe ou non par le territoire de l'Union économique belgo-luxembourgeoise.

Le solde net de cette rubrique est égal à la différence entre, d'une part, le montant des ventes à l'étranger de marchandises achetées à l'étranger par des résidents et, d'autre part, le prix d'achat de ces marchandises augmenté des dépenses à l'étranger, que ces transactions occasionnent aux résidents. Il couvre, par conséquent, la marge bénéficiaire des transitaires belges et luxembourgeois et les frais qu'ils ont payés à d'autres résidents.

Les règlements bancaires relatifs à cette catégorie d'opérations sont ajustés pour intégrer les transactions ayant fait l'objet de compensations et pour éliminer l'incidence des délais de paiement de la même manière que les données relatives au travail à façon<sup>(1)</sup>.

### 1.2. à 1.7. Transactions sur services

Tout comme pour les opérations sur marchandises, les transactions sur services réglées par compensation sont intégrées aux rubriques 1.2. à 1.7.

#### 1.2. Frets et assurances pour le transport de marchandises (3 et 4)

Sont comptabilisés sous cette rubrique les frais de transport de marchandises et les règlements afférents aux transports de marchandises effectués ou reçus par des entreprises de transport ou leurs agents établis en Union économique belgo-luxembourgeoise.

On notera toutefois que les recettes et les dépenses au titre de cette rubrique ne comprennent qu'une partie des frets et assurances perçus et payés pour le transport de marchandises; l'autre partie n'a pu être dissociée des exportations et importations auxquelles elle se rapporte et se trouve donc globée dans les recettes et les

<sup>(1)</sup> La contrepartie des crédits commerciaux non mobilisés auprès de banques belges et luxembourgeoises ainsi estimés apparaît à la rubrique 4.1 « Crédits commerciaux », et ce même dans la balance sur base de caisse.

dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations ».

Par ailleurs, les recettes comprennent certains frets et assurances payés à des résidents à l'occasion d'importations (qui auraient dû normalement être déduits des dépenses de la rubrique 1.11 précitée)<sup>(1)</sup> et les dépenses comprennent certains frets et assurances payés à des étrangers à l'occasion d'exportations (qui auraient dû pareillement être déduits des recettes de la rubrique 1.11)<sup>(2)</sup>.

### 1.3. Autres frais de transport (5 à 8)

Cette rubrique comprend tous les règlements afférents à des activités de transport autres que celle de transport de marchandises : transports de personnes ; frais de douane, d'entrepôt, de port, de remorquage, etc. ; locations de navires et avions ; achats et ventes de provisions de bord ; frais d'entretien et de réparation de navires et avions.

### 1.4. Déplacements à l'étranger (9 et 10)

Cette rubrique retrace l'évolution des recettes et des dépenses de tourisme. Ces chiffres comprennent des frais de voyage (à l'exclusion des frais de transport, comptabi-

lisés sous la rubrique 1.3), de séjour, de cure, d'études.

L'enregistrement de ces montants se fait à partir des règlements recensés par l'Institut belgo-luxembourgeois du change ; en outre, la Banque nationale apporte deux ajustements importants.

#### 1) Ajustements pour les opérations en billets

Ainsi qu'on l'a déjà exposé lors de la description de la rubrique 1.11 « Exportations et importations », la Banque nationale considère que les opérations en billets couvrent non seulement des recettes et des dépenses de tourisme, mais aussi des achats et ventes de marchandises, des paiements de salaires de travailleurs frontaliers, des encaissements de revenus de placements et d'investissements et des mouvements de capitaux. En conséquence, la Banque nationale procède à des estimations visant à ventiler les mouvements de billets entre ces diverses catégories de transactions.

Ainsi, on impute seulement une partie des opérations en billets à des recettes et dépenses de tourisme.

#### 2) Ajustements pour des dépenses au titre de l'assistance technique

Une partie des dépenses d'assistance technique du gouvernement belge est destinée à la formation intellectuelle (bourse d'études) ou professionnelle (stages) en Union économique belgo-luxembourgeoise de ressortissants de pays en voie de développement. Comme ces fonds sont dépensés, au cours de leur séjour en Union économique belgo-luxembourgeoise, par les étudiants et stagiaires bénéficiaires de cette forme d'assistance technique, ils échappent à l'Institut belgo-luxembourgeois du change, mais sont recensés par la Banque nationale sur base de données communiquées par l'administration générale de la coopération au développement. En contrepartie de ces dépenses, qui figurent à la rubrique 2.2 « Transferts publics », la Banque nationale enregistre un montant équivalent, en recettes, à la présente rubrique.

<sup>(1)</sup> Les dépenses d'importations, en effet, peuvent comprendre le remboursement, par des importateurs, de certains frets et assurances payés par les exportateurs étrangers à des transporteurs et assureurs résidents. Cette surestimation des dépenses d'importations est compensée, au niveau du solde de l'ensemble des transactions sur biens et services, par le fait que la rubrique « Frets et assurances » comprend, en recettes, les montants perçus par les transporteurs résidents.

<sup>(2)</sup> Les recettes d'exportations, en effet, peuvent comprendre le remboursement, par des importateurs étrangers, de certains frets et assurances payés par les exportateurs résidents à des transporteurs et assureurs étrangers. Cette surestimation des recettes d'exportation est compensée, au niveau du solde de l'ensemble des transactions sur biens et services, par le fait que la rubrique « Frets et assurances » comprend, en dépenses, les paiements effectués par les exportateurs, pour le compte des importateurs étrangers, en faveur des transporteurs et assureurs étrangers.

### 1.5. Revenus de placements et d'investissements (13 à 20)

Sont comptabilisés sous cette rubrique tous les revenus de placements et d'investissements effectués par des résidents à l'étranger et par des non-résidents en Union économique belgo-luxembourgeoise<sup>(1)</sup>.

Il convient toutefois d'attirer l'attention sur les points suivants :

- les dépenses ne représentent que la partie des revenus non réinvestie dans les entreprises dont ils émanent; les recettes, quant à elles, ne comprennent que la partie des revenus de placements et d'investissements belges et luxembourgeois à l'étranger qui est rapatriée en Union économique belgo-luxembourgeoise sous des formes permettant d'identifier la nature de la transaction. Ainsi, les bénéfices non distribués des sociétés étrangères en Union économique belgo-luxembourgeoise et ceux des sociétés belges et luxembourgeoises à l'étranger et les intérêts capitalisés par les résidents à l'étranger ne sont pas comptabilisés, faute de données statistiques;
- les données disponibles ne permettent pas d'opérer une distinction entre les revenus d'investissements directs et les autres revenus.

Aux montants des règlements recensés par l'Institut belgo-luxembourgeois du change, la Banque nationale apporte deux ajustements :

- 1) Ajustements pour les revenus encaissés ou payés par les institutions européennes établies en Union économique belgo-luxembourgeoise

Les statistiques de l'Institut belgo-luxembourgeois du change ne permettent pas

d'identifier séparément les revenus perçus ou payés par les institutions européennes établies en Union économique belgo-luxembourgeoise. En conséquence, la Banque nationale utilise les données détaillées qui lui sont communiquées directement par les institutions précitées. Ces données concernent, d'une part, le montant des revenus que les institutions ont encaissés à la suite de prêts et placements effectués par elles en Union économique belgo-luxembourgeoise et, d'autre part, le montant des revenus qu'elles ont payés à des résidents détenteurs de titres d'emprunts émis par elles.

- 2) Ajustements pour les coupons encaissés en billets de banque

La Banque nationale comptabilise à la rubrique « Revenus de placements et d'investissements » certains paiements en billets qui ont lieu entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et des pays étrangers. Ces paiements correspondent notamment aux montants estimés des encaissements de coupons par des résidents de l'Union économique belgo-luxembourgeoise dans les pays précités.

### 1.6. Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs (23 à 26)

Il s'agit d'une rubrique destinée à l'enregistrement des transactions des pouvoirs publics en biens, services et revenus non classés ailleurs. C'est ainsi que les transactions portant sur le matériel militaire ou concernant les intérêts des emprunts extérieurs de l'État sont enregistrées sous les rubriques appropriées (marchandises, revenus de placements et d'investissements).

Sous cette réserve, la présente rubrique inclut tous les paiements effectués ou reçus par les gouvernements belge et luxembourgeois et les paiements en faveur ou en provenance de gouvernements étrangers ou des institutions internationales établies en Union économique belgo-luxembourgeoise (Shape, Otan, institutions européennes).

Il s'agit notamment en recettes des dépenses courantes de fonctionnement des institutions internationales établies en Union

<sup>(1)</sup> Voir coupons, dividendes, rentes, intérêts (y compris les intérêts bancaires et ceux des emprunts extérieurs de l'État belge, mais à l'exclusion des intérêts dus par des importateurs ou des transitaires à leurs vendeurs ou leurs acheteurs étrangers et vice versa; ces intérêts sont comptabilisés avec les autres frais commerciaux à la rubrique 1.72 «Autres»), produits de la location de biens meubles et immeubles, bénéfices d'exploitation, autres revenus mobiliers.



économique belgo-luxembourgeoise comprenant surtout des revenus de travail<sup>(1)</sup> et en dépenses des dépenses militaires autres qu'en matériel.

### 1.7. Autres

Il s'agit ici également d'une rubrique résiduelle comprenant tous les biens, services et revenus qui n'ont pas été classés ailleurs.

Ces transactions sont groupées sous deux intitulés principaux :

#### 1.71. TRAVAILLEURS FRONTALIERS (27 et 28)

Pour l'enregistrement de leurs rémunérations dans la balance des paiements, les citoyens de pays étrangers, travaillant en Union économique belgo-luxembourgeoise, sont considérés comme résidents de leur pays de provenance, si celui-ci est limitrophe de l'Union économique belgo-luxembourgeoise<sup>(2)</sup> et comme résidents de l'Union économique belgo-luxembourgeoise, dans le cas contraire. Réciproquement, les travailleurs belges et luxembourgeois à l'étranger restent résidents de l'Union économique belgo-luxembourgeoise du point de vue de la balance des paiements, si le pays qui les emploie est limitrophe de l'Union économique belgo-luxembourgeoise; ils sont considérés comme non-résidents dans le cas contraire.

Les résidents belges et luxembourgeois qui effectuent des prestations dans les pays limitrophes de l'Union économique belgo-luxembourgeoise sont, en effet, pour la plupart, des travailleurs frontaliers, qui rentrent fréquemment en Union économique belgo-luxembourgeoise, où vivent leur famille, et où l'on peut estimer, dès lors, qu'ils ont

conservé leur centre d'intérêt. Des considérations semblables peuvent être faites en ce qui concerne les travailleurs étrangers en provenance de pays limitrophes, qui effectuent des prestations en Union économique belgo-luxembourgeoise.

Sont ainsi enregistrés sous la présente rubrique les règlements recensés par l'Institut belgo-luxembourgeois du change en provenance ou à destination de la France, de la république fédérale d'Allemagne et des Pays-Bas, au titre essentiellement de salaires et traitements, pensions (non gouvernementales) et prestations sociales.

A ces règlements sont ajoutés, en recettes, les montants estimés des rapatriements de salaires effectués en billets en provenance des pays limitrophes précités.

#### 1.72. AUTRES (29 à 32)

Cette rubrique regroupe les règlements recensés sous les intitulés principaux suivants :

- redevances pour brevets et licences de fabrication et de marque, droits d'auteur et de reproduction;
- locations de films cinématographiques;
- abonnements et cotisations;
- services techniques et de gestion<sup>(3)</sup>;
- courtages, commissions, frais de publicité et frais commerciaux divers;
- contrats d'entreprises<sup>(4)</sup>;
- assurances<sup>(5)</sup>.

## 2. TRANSFERTS

Sont regroupées sous ce titre les inscriptions formant la contrepartie comptable des prestations gratuites (c'est-à-dire sans con-

(1) Y compris le remboursement par les institutions européennes aux États belge et luxembourgeois d'une fraction des ressources propres de ces institutions, valant dédommagement pour frais de perception. Ces données sont communiquées à la Banque nationale par ces institutions, (voir 1, p. 30).

(2) Sont limitrophes de l'Union économique belgo-luxembourgeoise: les Pays-Bas, la république fédérale d'Allemagne et la France.

(3) Ce poste couvre les rétributions payées en contrepartie de l'assistance technique fournie par des entreprises étrangères à des résidents et vice versa, ainsi que les participations d'entreprises dans les frais de gestion de leur maison mère.

(4) Travaux exécutés à l'étranger par des résidents ou en Union économique belgo-luxembourgeoise par des non-résidents.

(5) Il s'agit de toutes les assurances à l'exclusion des assurances pour le transport des marchandises (incluses dans la rubrique 1.2), des assurances vie, des assurances de capitalisation et des assurances crédit (incluses dans les rubriques 4.2314 et 4.2324).

trépartie économique) enregistrées ailleurs dans la balance des paiements: ressources réelles (biens, services)<sup>(1)</sup> et avoirs financiers cédés ou acquis sans obtenir ou donner en échange ni ressources réelles, ni avoirs financiers. C'est le cas, par exemple, des dons en nature ou en espèces.

### 2.1. Transferts privés (33, 34, 35, 36, 37 (partim), 38 (partim))

Cette rubrique comprend les transferts non gouvernementaux, c'est-à-dire les transactions entre agents économiques du secteur privé exclusivement. Elle regroupe:

- les transferts des travailleurs migrants dans leur pays d'origine<sup>(2)</sup>;
- les paiements<sup>(3)</sup> de salaires, traitements et pensions (non gouvernementales) en provenance ou à destination de pays non limitrophes de l'Union économique belgo-luxembourgeoise<sup>(4)</sup>;
- les envois de fonds des fonctionnaires des institutions européennes dans leur pays d'origine;
- les rémunérations dont disposent, en Belgique, les Belges exerçant des activi-

tés d'assistance technique dans les pays en voie de développement;

- les dons et secours privés de nature diverse.

### 2.2. Transferts publics (39 à 44)

Cette rubrique groupe tous les transferts gouvernementaux sans contrepartie, c'est-à-dire les transactions:

- soit entre le gouvernement belge ou luxembourgeois et un gouvernement étranger (ou une organisation internationale);
- soit entre le gouvernement belge ou luxembourgeois et des non-résidents autres que des gouvernements (et des organisations internationales);
- soit entre des gouvernements étrangers (ou des organisations internationales) et des résidents autres que le gouvernement belge ou luxembourgeois.

Ainsi, sont enregistrés sous cette rubrique:

- les contributions des États belge et luxembourgeois aux institutions européennes et internationales;
- les dépenses d'assistance technique de l'État belge en faveur des pays en voie de développement;
- les impôts et amendes dus à l'État belge et à l'État luxembourgeois ou à des États étrangers;
- les dons effectués ou reçus par le gouvernement belge ou luxembourgeois;
- les transferts entre résidents et institutions européennes. Il s'agit notamment des versements du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole et du Fonds social européen à des résidents, et des contributions versées à la Communauté européenne du charbon et de l'acier par les entreprises charbonnières et sidérurgiques de l'Union économique belgo-luxembourgeoise.

(1) Y compris les services des facteurs de production (revenus de facteurs).

(2) On peut distinguer:

- les aides et soutiens envoyés par les travailleurs immigrés dans leur pays d'origine;
- les transferts de fonds propres de migrants dus à leurs changements de résidence d'une économie à l'autre.

(3) Y compris ceux qui font l'objet de compensations.

(4) Ainsi qu'il a été dit (voir p. 12), dans le cas où le pays employeur et le pays d'origine sont géographiquement éloignés l'un de l'autre, on peut considérer en effet que le travailleur a son centre d'intérêt principal dans le pays où il occupe un emploi. On admet, dès lors, que tous les travailleurs en provenance de pays lointains (non limitrophes) transfèrent leur centre d'intérêt dans le pays employeur, et que les sommes qu'ils versent dans leur pays d'origine sont des économies et non des revenus. En conséquence, ces sommes sont enregistrées sous la présente rubrique.

## Chapitre III : Capitaux

Les mouvements des capitaux regroupent les transactions sur avoirs financiers (or monétaire, droits de tirage spéciaux, Écus, créances), que ces transactions aient une contrepartie (réelle ou financière) ou non.

Dans la balance des paiements de l'Union économique belgo-luxembourgeoise, les mouvements des capitaux sont classés sur base des critères suivants :

- le secteur qui est à l'origine des mouvements de fonds recensés, soit :
  - les pouvoirs publics ;
  - les entreprises et particuliers qui regroupent tous les autres agents économiques hormis les organismes principalement monétaires ;
  - les organismes principalement monétaires, dont les opérations sont isolées dans la balance des paiements de l'Union économique belgo-luxembourgeoise (c'est-à-dire enregistrées « au-dessous de la ligne ») et considérées comme finançant les transactions avec l'étranger des autres agents économiques ;
- le type de capitaux pour les mouvements des capitaux des entreprises et particuliers (valeurs mobilières, investissements directs, immeubles et autres) ;
- la distinction entre avoirs et engagements pour les mouvements des capitaux des pouvoirs publics et du secteur privé.

### 1. MOUVEMENT DES CAPITAUX DES POUVOIRS PUBLICS

Cette rubrique groupe les opérations des agents économiques qui font partie du secteur « État » au sens des comptes nationaux, à savoir l'ensemble formé par le pouvoir central, les pouvoirs subordonnés et les organismes de sécurité sociale (à l'exception des fonds de pension).

Les opérations des pouvoirs publics sont réparties entre les postes « État » et « Autres pouvoirs publics ».

### 3.1. État<sup>(1)</sup>

Les opérations en capital de l'État sont constituées essentiellement par les prêts, participations et emprunts de l'État au sens strict, c'est-à-dire le Trésor<sup>(2)</sup>.

#### 3.11. ENGAGEMENTS (66, 67, 87, 88)

Les engagements de l'État envers l'étranger<sup>(3)</sup> comprennent, en dépenses, les remboursements de dettes et, en recettes, les entrées au titre des engagements à court et à long terme contractés par l'État.

On notera ici que le mouvement des engagements de l'État envers l'étranger ne doit pas être confondu avec celui de la dette publique en monnaies étrangères. D'une part, les engagements de l'État envers l'étranger comprennent la dette publique en francs que l'on sait être logée à l'étranger. D'autre part, la dette publique en monnaies étrangères ne représente pas, à due concurrence, un engagement de l'État envers l'étranger, car une partie de cette dette est logée dans les banques résidentes. Un engagement de l'espèce correspond à une transaction entre un résident (État) et d'autres résidents (les banques), et n'est donc pas recensé comme tel dans la balance des paiements. Toutefois, pour financer leur portefeuille de titres de la dette publique en monnaies étrangères, les banques résidentes contractent normalement des engagements en devises envers leurs correspondants étrangers. Dans la balance des paiements, ce recours indirect de l'État aux

(1) La numérotation des rubriques dans le schéma national traditionnel de la balance des paiements de l'Union économique belgo-luxembourgeoise est conservée.

(2) Aux dettes de l'État sont toutefois assimilées les dettes du Fonds des routes.

(3) Une répartition des engagements selon leur terme (à plus d'un an et à court terme) est publiée annuellement dans le Bulletin de la Banque à l'occasion de la parution de l'article sur la balance des paiements de l'Union économique belgo-luxembourgeoise.

marchés étrangers, du fait qu'il implique un endettement des banques envers l'étranger, se traduit par une diminution de leurs avoirs extérieurs nets, qui trouve, toutes autres choses étant égales, sa contrepartie dans une progression de ceux de la Banque nationale (l'État cède en effet à la Banque les monnaies étrangères qu'il a acquises des banques). En d'autres termes, la souscription par les banques résidentes d'une dette en monnaies étrangères de l'État ne se traduit, dans la balance des paiements, que par une modification de la répartition des avoirs extérieurs nets entre les banques et la Banque nationale<sup>(1)</sup>.

### 3.12. AVOIRS (62, 63, 85)

Les avoirs de l'État sur l'étranger comprennent essentiellement les prêts à des États étrangers et les participations au capital d'organismes financiers internationaux (autres que le Fonds monétaire international)<sup>(2)</sup>.

### 3.2. Autres pouvoirs publics (66, 67, 87)

Les « Autres pouvoirs publics » sont essentiellement les pouvoirs subordonnés (provinces, villes et communes) ainsi que les organismes de sécurité sociale (à l'exception des fonds de pension) et les organismes ayant pour but le financement des secteurs en difficulté<sup>(3)</sup>.

<sup>(1)</sup> Si l'augmentation du portefeuille des banques résidentes (au lieu de correspondre à une dette nouvelle de l'État) représente un simple rapatriement d'une dette en monnaies étrangères logée à l'étranger, les engagements de l'État envers l'étranger se réduisent et la balance des paiements enregistré, dans ce cas, en contrepartie de la diminution des avoirs extérieurs nets des banques, une dépense au titre des engagements de l'État.

<sup>(2)</sup> Une ventilation des avoirs selon leur terme est publiée annuellement dans le Bulletin de la Banque lors de la parution de l'article sur la balance des paiements de l'Union économique belgo-luxembourgeoise.

<sup>(3)</sup> Tout comme pour l'État, une ventilation des opérations des autres pouvoirs publics, suivant leur terme, est publiée dans l'article annuel du Bulletin de la Banque consacré à la balance des paiements de l'Union économique belgo-luxembourgeoise.

## 2. MOUVEMENT DES CAPITAUX DES ENTREPRISES ET PARTICULIERS

Le secteur « Entreprises et particuliers » comprend toutes les entreprises (autres que les organismes principalement monétaires), tant privées que publiques, et les particuliers.

Les entreprises publiques sont groupées sous deux rubriques distinctes: « Organismes publics d'exploitation » et « Intermédiaires financiers du secteur public ».

Les entreprises privées et les particuliers sont groupés dans la rubrique « Secteur privé ».

### 4.1. Crédits commerciaux

Sont enregistrées sous cette rubrique les variations des crédits commerciaux non mobilisés auprès des banques belges et luxembourgeoises. Ces variations sont obtenues en retranchant de la variation totale des créances ou dettes commerciales, celles des traites représentatives de ventes à l'étranger mobilisées à l'origine auprès des banques belges<sup>(4)</sup>.

### 4.2. Autres

#### 4.2.1. ORGANISMES PUBLICS D'EXPLOITATION (81, 82 et 97)

Cette rubrique comprend les entreprises publiques non financières, c'est-à-dire les organismes non financiers exerçant une activité d'entrepreneur, mais qui sont placés sous la tutelle ou l'autorité de l'État ou des pouvoirs subordonnés (par exemple, la Société nationale des chemins de fer belges, la Sabena, la Régie des télégraphes et des téléphones).

Les opérations recensées concernent essentiellement, en recettes, le produit des emprunts contractés à l'étranger par ces

<sup>(4)</sup> Dans la version de la balance des paiements sur base de caisse, cette rubrique regroupe uniquement les crédits commerciaux non mobilisés représentatifs de travail à façon et d'arbitrage.

organismes et, en dépenses, les remboursements de ces emprunts<sup>(1)</sup>.

#### 4.22. INTERMÉDIAIRES FINANCIERS DU SECTEUR PUBLIC (81, 82, 93 et 97)

Cette rubrique englobe :

- les organismes publics de crédit non monétaires, c'est-à-dire les intermédiaires financiers de statut public exerçant des fonctions non monétaires, dont l'objet est essentiellement d'accorder des crédits spécifiques (par exemple, la Société nationale de crédit à l'industrie);
- les placeurs institutionnels du secteur public, c'est-à-dire les intermédiaires financiers de statut public, dont la mission première est de recueillir et de gérer des fonds de façon à leur allouer une rémunération (par exemple, la Caisse générale d'épargne et de retraite, les fonds de pensions);
- le Fonds des rentes, organisme public chargé de la régularisation du marché des titres du secteur public et de celui de l'argent au jour le jour.

Les opérations de ces organismes avec l'étranger consistent essentiellement en des emprunts d'argent au jour le jour ou sous forme d'émissions d'obligations<sup>(1)</sup>.

#### 4.23. SECTEUR PRIVÉ

Le secteur privé comprend toutes les entreprises privées (autres que les organismes principalement monétaires) et les particuliers.

Les opérations en capital enregistrées sous cette rubrique sont celles des entreprises privées autres que les banques<sup>(2)</sup> et des particuliers résidents avec l'étranger. Elles font l'objet, d'une part, des investissements

et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger (rubrique 4.231) et, d'autre part, des investissements et placements étrangers en Union économique belgo-luxembourgeoise (rubrique 4.232). Chacune de ces deux catégories de capitaux est ensuite ventilée entre les sous-rubriques « Valeurs mobilières », « Investissements directs », « Immeubles » et « Autres ».

On notera que ne sont pas recensés, faute de données statistiques, les flux de capitaux au titre d'opérations imputées d'investissement direct correspondant aux bénéfices non distribués des sociétés (voir rubrique 1.5 « Revenus de placements et d'investissements »).

4.2311 (52, 56, 59) et 4.2321 (53, 56, 59) « VALEURS MOBILIÈRES » (chiffres nets)

Ces rubriques recouvrent, suivant l'expression consacrée, les investissements de portefeuille. Cette catégorie de placements comprend tous les achats et souscriptions, ventes et remboursements de titres étrangers (actions et obligations)<sup>(3)</sup> (rubrique 4.2311) ou belges et luxembourgeois<sup>(4)</sup> (rubrique 4.2321), mentionnés comme tels par le résident qui est partie à la transaction. Si des opérations en valeurs mobilières sont déclarées être une acquisition ou une cession de participations, elles sont incluses dans les rubriques 4.2312 et 4.2322 « Investissements directs ».

On notera, par ailleurs, que les chiffres des transactions en valeurs mobilières sont des chiffres nets. En effet, les recettes et les dépenses brutes sont considérablement influencées par les arbitrages de titres (opérations simultanées d'achats et de ventes de

<sup>(1)</sup> Il faut entendre ici par titres étrangers les actions, parts et obligations émises par des États, organismes et sociétés étrangères ou par des organisations internationales, quelle que soit la monnaie en laquelle ces titres sont émis.

<sup>(4)</sup> Il faut entendre ici par titres belges et luxembourgeois les actions, parts et obligations émises par le secteur privé belge ou luxembourgeois, quelle que soit la monnaie dans laquelle ces titres sont émis.

Les obligations émises par le secteur public belge ou luxembourgeois sont recensées, avec les autres capitaux du secteur public, sous les rubriques 3.1 (État), 3.2 (Autres pouvoirs publics), 4.21 (Organismes publics d'exploitation) et 4.22 (Intermédiaires financiers du secteur public).

<sup>(1)</sup> Tout comme pour les pouvoirs publics, une ventilation des opérations suivant le terme est effectuée dans l'article annuel du Bulletin consacré à la balance des paiements de l'Union économique belgo-luxembourgeoise.

<sup>(2)</sup> Les banques y sont toutefois assimilées en ce qui concerne les investissements directs et les achats et ventes d'immeubles.

titres différents) que l'on ne peut assimiler à des placements nouveaux, ni à des rapatriements de capitaux. Il s'ensuit que, sauf peut-être si l'on veut apprécier le chiffre d'affaires en valeurs mobilières, seuls les soldes des rubriques doivent retenir l'attention.

**4.2312 (45, 47, 48) et 4.2322 (49, 51, 52)  
« INVESTISSEMENTS DIRECTS »**

Ces rubriques comprennent les transferts de fonds auxquels ont donné lieu les constitutions ou liquidations de sociétés, les acquisitions ou cessions de participations dans des sociétés ainsi que les octrois de prêts et d'avances ou les remboursements de ceux-ci.

Selon les principes du « Manuel de la balance des paiements » du Fonds monétaire international, tous les investissements destinés à créer ou accroître une forme d'intérêt durable dans une entreprise doivent être considérés comme des investissements directs. L'investissement direct est donc caractérisé par le fait que l'investisseur jouit d'un certain contrôle sur la gestion de l'entreprise dans laquelle est effectué l'investissement.

Les constitutions ou liquidations de sociétés, ainsi que les acquisitions ou cessions de participations entrent indubitablement dans cette catégorie. En ce qui concerne les prêts, le Fonds monétaire international considère comme capitaux d'investissements directs tous capitaux fournis par l'investisseur direct, de façon immédiate ou par l'intermédiaire d'autres entreprises qui lui sont affiliées<sup>(1)</sup>. Par contre, les prêts de type financier, c'est-à-dire ceux accordés par un organisme financier et non par une entreprise associée (maison mère, filiale ou succursale, etc.), sont enregistrés aux rubriques 4.2314 et 4.2324 « Autres ».

Finalement, les statistiques disponibles ne permettent pas de distinguer les opérations

de prêt à long terme des simples avances temporaires de fonds. En raison du peu de signification que représenterait l'enregistrement de flux bruts pour cette dernière catégorie de mouvements de capitaux, l'ensemble des prêts et avances octroyés et remboursés est comptabilisé en chiffres nets dans les rubriques 4.2312 et 4.2322 considérées.

**4.2313 (47) et 4.2323 (51)  
« IMMEUBLES »**

Sont comptabilisés sous ces rubriques tous les achats et ventes d'immeubles sis à l'étranger (rubrique 4.2313) et en Union économique belgo-luxembourgeoise (rubrique 4.2323), sans distinction quant au caractère commercial ou non commercial de ces immeubles.

**4.2314 (79) et 4.2324 (79) « AUTRES »  
(chiffres nets)**

Les autres mouvements de capitaux du secteur privé recensés sous ces rubriques comprennent essentiellement les opérations suivantes: les constitutions ou rapatriements de dépôts (à l'exclusion de dépôts auprès de banques en Union économique belgo-luxembourgeoise); les souscriptions d'assurances-vie, d'assurances de capitalisation et d'assurances-crédit, et les capitaux et valeurs de rachat de telles assurances; les avals, cautions et garanties se rapportant aux opérations en capital; les prêts d'organismes financiers autres que les banques belges et luxembourgeoises. En outre, la rubrique 4.2324 comprend le solde des opérations de transit de capitaux effectuées par le canal des sociétés holdings établies au grand-duché de Luxembourg, ainsi que les variations des créances et engagements en monnaies étrangères vis-à-vis de l'étranger des intermédiaires financiers privés non monétaires considérés comme banques agréées par l'Institut belgo-luxembourgeois du change.

En raison du peu de signification que représenterait l'enregistrement de flux bruts pour l'ensemble des mouvements de capitaux

<sup>(1)</sup> Sauf dans le cas de flux intervenant entre institutions monétaires affiliées.

précités<sup>(1)</sup>, ceux-ci ne sont repris que pour leurs montants nets dans les rubriques 4.2314 et 4.2324 considérées.

### 3. FINANCEMENT DU TOTAL<sup>(2)</sup>

Rappelons que, sous cette rubrique, les opérations en capital sont enregistrées avec des signes opposés à ceux qu'il est convenu d'affecter aux opérations en capital inscrites « au-dessus de la ligne ».

#### 6.1. Crédits commerciaux refinancés auprès du secteur non monétaire résident (56)

Les montants qui apparaissent à cette rubrique reflètent les variations de l'encours des crédits commerciaux accordés à l'origine par les banques belges et refinancés auprès du secteur non monétaire résident<sup>(3)</sup>.

<sup>(1)</sup> Ainsi, les opérations des sociétés holdings luxembourgeoises (dont la fonction est de recueillir à l'étranger, notamment sous forme d'émissions d'obligations, des capitaux destinés aux sociétés fondatrices étrangères ou à leurs filiales établies à l'étranger) donnent lieu à d'importants flux bruts (entrées de capitaux en Union économique belgo-luxembourgeoise suivies de sorties). Ces flux n'ont de signification que pour les montants nets, car il s'agit de simples transits de capitaux.

<sup>(2)</sup> Pour assurer l'équilibre comptable entre le total des transactions recensées « au-dessus de la ligne » (opérations courantes et mouvements de capitaux des secteurs non monétaires) et les postes de financement de ce total (opérations des organismes monétaires belges et luxembourgeois), il existe une rubrique 5 « Erreurs et omissions ». Cette rubrique recouvre, à côté des écarts comptables et erreurs et omissions proprement dites, diverses opérations qui, faute de pouvoir être identifiées d'une manière suffisamment précise, n'ont pu être ventilées entre les rubriques appropriées de la balance des paiements.

<sup>(3)</sup> Dans la logique d'une « balance des opérations non monétaires », le mouvement des traites représentatives de créances sur l'étranger refinancées auprès du secteur non monétaire résident devrait être comptabilisé « au-dessus de la ligne ». On l'a cependant inscrit à la rubrique 6.1, « au-dessous de la ligne », car des déplacements importants se produisent à court terme entre cette catégorie de traites et celles des traites qui demeurent dans le portefeuille des banques.

#### 6.2. Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires

##### 6.21. BANQUES BELGES ET LUXEMBOURGEOISES<sup>(4)</sup>

###### 6.211. *Crédits commerciaux* (71, 89)

Cette rubrique regroupe des traites représentatives de ventes de biens et de services à l'étranger mobilisées auprès des banques belges et luxembourgeoises et financées par celles-ci.

###### 6.212. *Autres* (89, 92)

Les créances extérieures des banques comprennent des titres d'emprunts étrangers à long terme du secteur public et de sociétés et organismes privés, libellés pour la plus grande partie en monnaies étrangères, et d'autres créances parmi lesquelles des avoirs sur les banques, maisons mères, succursales et filiales étrangères.

Les engagements extérieurs des banques sont constitués par des engagements envers des autorités monétaires étrangères (gouvernements, banques centrales, offices de change...) et d'autres engagements parmi lesquels ceux vis-à-vis de banques, maisons mères, succursales et filiales étrangères constituent une part importante.

##### 6.22. ORGANISMES DIVERS

###### 6.221. *Crédits commerciaux* (71, 89)

Il s'agit des traites en francs représentatives d'exportations financées par l'Institut de réescompte et de garantie au moyen de ressources empruntées à des organismes monétaires.

<sup>(4)</sup> Les variations d'avoirs et d'engagements en monnaies étrangères prises en considération sont celles qui résultent d'opérations converties en francs aux cours de change prévalant au moment de ces opérations (en fait, les cours de change moyens de chaque mois) et non celles qui proviennent de réévaluation des encours existants.

### 6.222. *Autres*

Dans cette rubrique sont recensés les avoirs en francs du Fonds européen de développement de la Communauté économique européenne auprès de l'Office des chèques postaux.

## 6.23. BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE<sup>(1)</sup> (106)

Une ventilation des avoirs extérieurs nets de la Banque nationale par principales catégories de créances et d'engagements est publiée dans le Bulletin de la Banque à

l'occasion de la parution de l'article annuel sur la balance des paiements de l'Union économique belgo-luxembourgeoise. Cette ventilation est effectuée selon le schéma ci-après :

(<sup>1</sup>) Les variations des avoirs et des engagements libellés en monnaies étrangères, en droits de tirage spéciaux et en Écus et celles des avoirs en or prises en considération sont celles qui résultent d'opérations converties en francs aux cours de change et aux prix de l'or prévalant au moment de ces opérations, et non celles qui proviendraient de l'incidence des variations de cours de change et du prix de l'or sur la contre-valeur des encours existants.

## A – 2. CRÉANCES

### A – Or

Sont comptabilisées sous cette rubrique les variations de l'encaisse en or de la Banque, à l'exclusion de la cession initiale et des rachats et cessions trimestriels d'or – conjointement à des dollars, contre Écus – au Fonds européen de coopération monétaire.

### A – 2. *Fonds monétaire international*

#### A – 2.1. Participation

En vertu de la loi du 9 juin 1969, la Banque est autorisée à comptabiliser dans ses écritures comme avoirs propres les droits que possède l'État belge comme membre du Fonds monétaire international au titre de la partie de sa quote-part dans le Fonds qui excède les avoirs en francs belges de celui-ci, c'est-à-dire au titre de la tranche de réserve. Bien qu'ils s'accompagnent d'encaissements et de souscriptions de certificats de trésorerie belge par le Fonds, les prélèvements opérés par cet organisme sur ses avoirs en francs et les reconstitutions de ceux-ci apparaissent dans la balance des paiements de l'Union économique belgo-luxembourgeoise comme des variations de créances de la Banque nationale et non pas comme des mouvements de capitaux de l'État, du fait que, conformément aux dispositions légales et conventionnelles en vigueur, la Banque assure, pour compte et à la décharge de l'État, le financement des opérations avec le Fonds monétaire international; elle supporte les remboursements de certificats de trésorerie détenus par le Fonds monétaire international et reçoit, par ailleurs,

le produit des souscriptions de certificats par le Fonds. Ce procédé de comptabilisation est conforme aux instructions du « Manuel de la balance des paiements » du Fonds monétaire international, qui considère toutes les opérations d'un pays avec le Fonds comme du ressort des organismes monétaires.

Les variations du compte « Participations » représentent celles de la contre-valeur des droits de tirage dans la tranche de réserve.

#### A – 2.2. Prêts

Sous cette rubrique apparaissent les variations des montants nets prêtés par la Banque au Fonds monétaire international, à la décharge de l'État belge, en application des accords généraux d'emprunt.

#### A – 2.3. Droits de tirages spéciaux

En vertu de la loi du 9 juin 1969, la Banque est autorisée à comptabiliser dans ses écritures comme avoirs propres les droits de tirage spéciaux que possède l'État belge en sa qualité de participant au compte de tirage spécial du Fonds monétaire international, moyennant la prise en charge par elle des obligations incombant à l'État belge dans ce domaine.

Toutefois, seules sont prises en considération les variations des avoirs en droits de tirage spéciaux qui ne sont pas dues aux allocations reçues du Fonds. Ces allocations ne sont mentionnées que pour mémoire au bas de la balance générale des paiements.



## A - 2.4. Avances

Aux termes d'un accord conclu avec le Fonds monétaire international et approuvé par le gouvernement belge, la Banque s'est engagée à participer au financement du «mécanisme pétrolier» et de la «facilité de financement supplémentaire» mis en œuvre en 1975 et en 1979 respectivement. La participation de la Banque prend la forme d'avances octroyées pour son compte propre au Fonds. En 1980 s'y sont ajoutés le financement du compte de subvention de la «facilité de financement supplémentaire» et la contribution à la politique d'accès élargi aux ressources du Fonds.

## A - 3. Écus

L'échange d'Écus contre or et dollars entre le Fonds européen de coopération monétaire et la Banque, renouvelé tous les trois mois depuis le 13 mars 1979, n'est pas recensé sous cette rubrique parce que, couvert à terme par une opération en sens inverse, il est considéré comme variation comptable. Par conséquent, seules sont enregistrées sous cette rubrique les utilisations nettes des Écus ainsi attribués.

A - 4. *Fonds européen de coopération monétaire*

Ce Fonds, créé par un règlement du Conseil des Communautés européennes du 3 avril 1973, est entré en activité le 1<sup>er</sup> juin 1973.

Les créances sous rubrique sont liées au mécanisme de financement intracommunautaire et ne comprennent pas les Écus.

A - 5. *Crédits commerciaux*

Il s'agit du portefeuille de traites en francs représentatives d'exportations financées par la Banque<sup>(1)</sup>.

A - 6. *Autres créances*

## A - 6.1. En monnaies étrangères

Les créances sous rubrique comprennent les prêts accordés par la Banque à la décharge de l'État belge, dans le cadre de concours financier à moyen terme de la Communauté économique

européenne<sup>(2)</sup> et les avoirs en devises en comptes auprès de correspondants étrangers de la Banque à l'étranger ou ayant fait l'objet de placements à court terme à l'étranger. Toutefois, la cession initiale au 13 mars 1979 d'avoirs en dollars des États-Unis - conjointement à de l'or, contre Écus - au Fonds européen de coopération monétaire et les rachats et cessions trimestriels effectués ensuite dans le cadre du Système monétaire européen ne sont pas comptabilisés.

## A - 6.2. En francs

Sont comptabilisées sous cette rubrique les avances en francs consenties par la Banque, en vertu d'accords de paiements, à des pays non membres de la Communauté économique européenne<sup>(3)</sup>.

## B - ENGAGEMENTS

B - 1. *Envers le Fonds monétaire international*

Il s'agit de la variation de la partie de la souscription en francs de la Belgique au Fonds monétaire international, qui est maintenue par celui-ci en compte à la Banque. Elle représente environ 0,25 % de la quote-part de la Belgique dans le Fonds.

B - 2. *Envers le Fonds européen de coopération monétaire*

Les engagements sous cette rubrique proviennent du recours par la Banque, au mécanisme de financement intracommunautaire (voir rubrique A - 4 pour les créances correspondantes).

B - 3. *Envers des institutions internationales non monétaires*

Sous cette rubrique sont comptabilisées les variations d'engagements de la Banque envers les organismes internationaux autres que le Fonds monétaire international et le Fonds européen de coopération monétaire.

B - 4. *Envers d'autres institutions officielles*

Sont recensés ici les engagements de la Banque envers des banques centrales et institutions offi-

<sup>(2)</sup> Il s'agit d'un prêt à la République italienne, libellé en dollars des États-Unis, accordé en 1974 et remboursé en 1978.

<sup>(3)</sup> Ont été également comptabilisés dans le passé, sous cette rubrique, les certificats de la Trésorerie américaine libellés en francs dits « Bons Roosa ».

<sup>(1)</sup> Si l'on soustrait ce portefeuille des avoirs extérieurs nets de la Banque, on obtient les réserves de change nettes.

cielles étrangères ainsi que ceux contractés au titre des accords internationaux<sup>(1)</sup>.

**B – 5. Autres**

Il s'agit des engagements de la Banque envers l'étranger, autres que ceux déjà cités (par exemple, envers des banques privées étrangères).

---

<sup>(1)</sup> Sont comptabilisées à ce titre les variations des avoirs en francs des institutions de pays avec lesquels il existe des accords de paiement. Jusqu'en 1978, cette rubrique portait également sur les avoirs en francs des signataires de l'accord instituant une garantie de change entre les banques centrales des pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques.

*Pour mémoire:*

**Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations**

Dans la statistique des mouvements des avoirs extérieurs nets de la Banque nationale, les allocations de droits de tirage spéciaux ne sont comptabilisées que « pour mémoire » en bas de la balance des paiements. De la sorte, le renforcement des réserves de change est enregistré, sans qu'il soit nécessaire de prévoir une contrepartie. Celle-ci, en effet, si elle figurait « au-dessus de la ligne », fausserait la signification du solde de la balance et, si elle était inscrite au-dessous de la ligne, risquerait d'être interprétée comme compensant l'incidence de l'augmentation des droits de tirage spéciaux sur les avoirs extérieurs nets.

## Chapitre IV : Présentations analytiques utilisées pour la balance des paiements de l'Union économique belgo-luxembourgeoise

Le présent chapitre a pour objet de décrire trois présentations de la balance des paiements :

- le schéma national traditionnel (tableaux IX 1 à 4 de la partie « Statistiques » du Bulletin de la Banque nationale) ;
- le schéma national élargi aux opérations en monnaies étrangères de résidents avec les banques belges et luxembourgeoises et aux opérations de change à terme (tableaux IX - 5 de la partie « Statistiques » du Bulletin de la Banque nationale) ;
- un schéma synthétique dans lequel les opérations en capital du secteur public sont isolées des opérations en capital du secteur privé (tableau III-C de l'article annuel sur la balance des paiements de l'Union économique belgo-luxembourgeoise publié dans le Bulletin de la Banque nationale).

À chacune de ces présentations peut être associé un solde différent de la balance des paiements. Aussi une première section de ce chapitre est-elle consacrée à la notion de solde de la balance des paiements.

### 1. LA NOTION DE SOLDE DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

La statistique de la balance des paiements étant construite comme un système d'enregistrement en partie double, toute transaction enregistrée doit être représentée par deux inscriptions strictement égales mais de signe contraire, l'une positive (crédit), l'autre négative (débit). Par conséquent, le total net de toutes les inscriptions positives et négatives est égal en principe à zéro et les transactions s'équilibrent donc ; toute différence qui se dégage en pratique est attribuable aux erreurs et omissions statistiques.

Dès lors, pour faire apparaître – et mesurer – un excédent ou un déficit de la balance des paiements, il est nécessaire d'isoler une partie des opérations dont la somme algébri-

que est considérée, compte tenu de l'objet de l'étude, comme constituant le solde de la balance des paiements. Comme la totalité de la balance est équilibrée par construction, le solde des autres opérations a la même valeur absolue, mais un signe opposé. Traditionnellement, les spécialistes de la balance des paiements tracent une ligne horizontale entre les deux catégories d'opérations, divisant ainsi la balance des paiements en postes « au-dessus de la ligne » et en postes « au-dessous de la ligne ».

On peut donc définir un concept d'excédent ou de déficit de la balance des paiements en indiquant soit la catégorie d'opérations enregistrées « au-dessus de la ligne », soit la catégorie d'opérations inscrites « au-dessous de la ligne »<sup>(1)</sup>. Et l'on peut mettre en évidence plusieurs concepts différents en traçant la ligne à différents endroits.

On distingue généralement les six grands concepts suivants :

- la balance commerciale ;
- la balance des biens et services ;
- la balance courante ;
- la balance de base ;
- la balance des mouvements non monétaires ;
- la balance des règlements officiels.

a) La *balance commerciale* comprend les exportations et les importations de marchandises.

b) La *balance des biens et services* comprend la balance commerciale et les transactions sur services (y compris les services de facteurs). Le total de cette balance mesure le transfert net de ressources réelles à destination ou en provenance du reste du monde.

---

(<sup>1</sup>) Lorsque le solde du groupe d'opérations inscrites « au-dessus de la ligne » (ou « au-dessous de la ligne ») est nul, la balance des paiements, prise au sens du concept retenu, est « en équilibre ».

- c) La *balance courante* est traditionnellement définie comme la somme de la balance des biens et services et des transferts. Le solde de cette balance représente les transactions qui augmentent ou diminuent le stock d'avoirs financiers extérieurs nets d'une économie. Considérée du point de vue de l'épargne, la balance courante montre dans quelle mesure un pays exporte une épargne intérieure ou fait appel à l'épargne étrangère.
- d) La *balance de base* correspond, « au-dessus de la ligne », à la somme de la balance courante et des mouvements de capitaux à long terme et, « au-dessous de la ligne », au total des opérations en capital à court terme et des règlements officiels. Ce concept qui exclut donc, « au-dessus de la ligne », les transactions en capital à caractère instable et qui sont susceptibles de se renverser à bref délai, se veut un indicateur des tendances fondamentales de la balance des paiements. Il repose sur l'idée que les mouvements de capitaux à court terme ne laissent, sur une longue période, que de faibles soldes positifs ou négatifs. Selon ce point de vue, les changements dans le compte extérieur d'un pays, mesurés par les mouvements des règlements officiels, résulteraient, pour une large part, des variations de la balance de base. A l'encontre de cette conception, cependant, on peut faire valoir que les mouvements de capitaux à court terme ont eu souvent une répercussion importante sur la position de réserve de nombreux pays, de sorte que la balance de base seule aurait été un indicateur insuffisant des positions internationales de ces pays.
- e) La *balance des mouvements non monétaires* correspond, « au-dessus de la ligne », à la somme de la balance de base et des mouvements de capitaux non monétaires à court terme (y compris le poste « Erreurs et omissions ») et, « au-dessous de la ligne », à la somme des opérations en capital à court terme des banques commerciales et des règlements officiels. Cette balance est un indicateur de l'incidence des opérations extérieures sur la liquidité intérieure. Elle représente, comme la balance des règlements officiels, un concept de balance « globale » (1).
- f) La *balance des règlements officiels* correspond, « au-dessus de la ligne », à la somme de la balance des mouvements non monétaires et des opérations en capital à court terme des banques commerciales et, « au-dessous de la ligne », au total des règlements officiels, c'est-à-dire les variations des réserves officielles de change. C'est le concept de « balance globale » le plus couramment utilisé. Dans un système de cours de change fixes, la balance des règlements officiels d'un pays est un indicateur de la position de sa monnaie sur le marché des changes, puisque les pressions de ce marché se reflètent principalement dans les variations des réserves officielles de change. Dans un système de cours flottants, par contre, la balance des règlements officiels est un indicateur beaucoup moins significatif des pressions des marchés des changes, puisque celles-ci se traduisent par des variations des cours de change, des variations des réserves officielles ne se produisant qu'en cas d'intervention des autorités monétaires.

## 2. SCHÉMA NATIONAL TRADITIONNEL DE LA BALANCE DES PAIEMENTS DE L'UNION ÉCONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE(2)

Dans le schéma national traditionnel de la balance des paiements de l'Union économique belgo-luxembourgeoise, les opérations isolées pour déterminer le solde global font apparaître dans quelle mesure les transactions avec l'étranger ont donné lieu à une création, ou à une destruction, de liqui-

(1) Des balances « globales » sont des balances qui contiennent plus de rubriques « au-dessus de la ligne » que de postes de contrepartie. Dans le cas contraire, on parle de balances « partielles ».

(2) Le schéma traditionnel de la balance des paiements de l'Union économique belgo-luxembourgeoise est donné en annexe 1.

dités<sup>(1)</sup>. Ce solde correspond donc à un concept de « balance des mouvements non monétaires ».

« Au-dessus de la ligne », le solde global de la balance de l'Union économique belgo-luxembourgeoise correspond au total des titres suivants :

- transactions sur biens et services ;
- transferts ;
- mouvement des capitaux des pouvoirs publics ;
- mouvement des capitaux des entreprises<sup>(2)</sup> et particuliers ;
- erreurs et omissions (nettes).

« Au-dessous de la ligne », ce solde correspond au total des deux rubriques :

- crédits commerciaux refinancés auprès du secteur non monétaire résident ;
- mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires.

Les montants qui apparaissent à la première rubrique reflètent les variations de l'encours des crédits à l'étranger accordés à leur origine par les banques belges et refinancés auprès d'organismes non monétaires résidents.

La seconde rubrique, prise isolément, traduit l'incidence finale de toutes les opérations avec l'étranger sur la position extérieure – en or, en avoirs nets détenus auprès du Fonds monétaire international et sur le Fonds européen de coopération monétaire, en monnaies étrangères et en francs belges ou luxembourgeois – des systèmes monétaires belge et luxembourgeois, à l'exclusion de leurs créances et engagements réciproques.

Une distinction est faite entre les mouvements des avoirs extérieurs nets des banques, des organismes divers (Institut de réescompte et de garantie, pour le financement des crédits à l'exportation au moyen de ressources empruntées à des organismes

monétaires, et Office des chèques postaux, pour les avoirs en francs du Fonds européen de développement de la Communauté économique européenne) et de la Banque nationale. Ces mouvements sont calculés en faisant abstraction des allocations de droits de tirage spéciaux reçues par le Fonds monétaire international ainsi que des variations des avoirs et engagements libellés en monnaies étrangères, en droits de tirage spéciaux et en Écus, et celles des avoirs en or résultant de modifications des cours de change et du prix de l'or sur la contre-valeur des encours existants.

Considérées ensemble, les deux rubriques indiquent le financement des transactions avec l'étranger qui a été assuré à l'origine par le système monétaire ; il a donné lieu à une création égale d'engagements nets des organismes principalement monétaires ; celle-ci a ensuite été réduite à concurrence du refinancement opéré auprès d'organismes non monétaires. Le montant de ce financement équivaut au total des transactions recensées « au-dessus de la ligne ».

### 3. SCHEMA NATIONAL ELARGI DE LA BALANCE DES PAIEMENTS DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE<sup>(3)</sup>

Une seconde présentation de la balance des paiements de l'Union économique belgo-luxembourgeoise est publiée dans le Bulletin de la Banque nationale sous l'intitulé « Opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des résidents avec les banques belges et luxembourgeoises et opérations de change à terme ».

Il s'agit d'une statistique reposant sur un système d'enregistrement en partie double, mais non établie exactement suivant les principes généraux du « Manuel de la balance des paiements » du Fonds monétaire international. En effet, dans cette présentation sont recensées non seulement les opérations au comptant des résidents avec l'étranger (enregistrées dans le schéma tra-

<sup>(1)</sup> Correspondant aux variations des engagements nets des organismes principalement monétaires.

<sup>(2)</sup> Autres que les organismes principalement monétaires ; les capitaux de ceux-ci sont recensés « au-dessous de la ligne ».

<sup>(3)</sup> Le schéma élargi de la balance des paiements de l'Union économique belgo-luxembourgeoise est donné en annexe 3.

ditionnel de la balance des paiements), mais également les opérations en monnaies étrangères des résidents avec les organismes monétaires nationaux et les opérations de change à terme.

L'objectif de cette statistique est de mettre en évidence l'ensemble des opérations qui ont pu avoir, directement ou indirectement, une incidence sur les marchés des changes et qui ont, de ce fait, éventuellement amené la banque centrale à intervenir.

Par ailleurs, la prise en considération des deux catégories d'opérations précitées permet de mieux localiser l'origine de certains mouvements de capitaux avec l'étranger. En effet, des opérations au comptant avec l'étranger sont, dans un certain nombre de cas, effectuées parce que des opérations appartenant aux deux autres catégories ont été faites.

C'est le cas, par exemple, lorsque les banques souscrivent des certificats en monnaies étrangères du Trésor belge et qu'elles financent cette souscription en s'endettant auprès de leurs correspondants étrangers, ou lorsqu'elles vendent des monnaies étrangères à terme à des importateurs résidents désireux de se couvrir contre le risque de change et que, pour ne pas prendre elles-mêmes un risque de ce genre, elles se constituent un avoir en monnaies étrangères à l'étranger.

De plus, une telle statistique permet de mettre en évidence des opérations à caractère spéculatif. Par exemple, des résidents, qui veulent spéculer à la hausse d'une monnaie étrangère, peuvent atteindre cet objectif en constituant des dépôts en devises auprès des banques ou en achetant des devises à terme à celles-ci; de même, des étrangers peuvent spéculer à la baisse du franc, non seulement en liquidant des avoirs en francs belges détenus auprès des banques, mais aussi par des ventes à terme de francs belges à celles-ci.

Dans le schéma élargi de la balance des paiements de l'Union économique belgo-luxembourgeoise, les opérations isolées pour déterminer le solde font apparaître dans quelle mesure les opérations avec l'étranger ont donné lieu à une variation des

réserves de change officielles de la Banque nationale. Ce solde correspond donc à un concept de balance des règlements officiels.

«Au-dessus de la ligne» sont reprises les opérations suivantes:

- opérations courantes;
- mouvement des capitaux des pouvoirs publics;
- mouvement des crédits commerciaux;
- mouvement des autres capitaux des entreprises et des particuliers;
- mouvement des avoirs et engagements en francs belges et luxembourgeois des non-résidents vis-à-vis des banques et des organismes principalement monétaires;
- position de change des banques belges et luxembourgeoises;
- erreurs et omissions.

Dans cette statistique, on trouve donc «au-dessus de la ligne» l'ensemble des opérations des banques et des organismes divers.

«Au-dessous de la ligne» est inscrit le mouvement des réserves de change de la Banque nationale, définies comme ses avoirs extérieurs nets sans les crédits commerciaux, et celui de ses avoirs et engagements résultant des opérations à terme auxquelles elle est partie. La prise en considération de ces dernières opérations se justifie par le fait que les opérations de change à terme des autres agents économiques sont recensées «au-dessus de la ligne» avec les autres transactions.

#### 4. BALANCE DES OPÉRATIONS COURANTES ET DES OPÉRATIONS EN CAPITAL DU SECTEUR PRIVÉ<sup>(1)</sup>

Une troisième présentation de la balance des paiements de l'Union économique belgo-luxembourgeoise comprend un autre type de regroupement des opérations enre-

<sup>(1)</sup> Le schéma de la balance des opérations courantes et des opérations en capital du secteur privé est donné en annexe 4. Cette annexe définit également les rubriques de cette balance.

gistrées dans le schéma élargi (c'est-à-dire des opérations avec l'étranger, des opérations en monnaies étrangères des résidents avec les banques belges et luxembourgeoises et des opérations de change à terme).

Selon cette présentation, les opérations en capital considérées comme relativement « autonomes » sont enregistrées « au-dessus de la ligne », de manière à isoler « au-dessous de la ligne » les mouvements dont le caractère « compensatoire » est plus marqué. Ainsi, les opérations en capital du secteur public – pouvoir public et entreprises publiques – avec l'étranger et en monnaies étrangères avec le secteur bancaire résident sont inscrites « au-dessous de la ligne » avec le mouvement des réserves de change nettes de la Banque nationale. Par

contre, les opérations en capital du secteur bancaire – qui comprennent la variation de la position de ce secteur en monnaies étrangères, celle de ses avoirs nets en francs sur les non-résidents et celle de ses crédits commerciaux – sont inscrites « au-dessus de la ligne » avec les opérations courantes et les opérations en capital des entreprises (à l'exclusion des entreprises publiques), de sorte que toutes les opérations en capital du secteur privé soient regroupées. Cette statistique permet de mettre en évidence à concurrence de quels montants les opérations du secteur privé avec l'étranger et en monnaies étrangères avec les organismes monétaires résidents sont financées par des mouvements de capitaux du secteur public et par des variations des réserves de change de la Banque nationale.

# Chapitre V: Ventilation géographique de la balance des paiements de l'Union économique belgo-luxembourgeoise

## 1. PRINCIPE

La ventilation géographique de la balance des paiements d'un pays présente une valeur analytique. Elle peut, en effet, fournir des précisions quant aux transactions de ce pays, d'une part avec ses principaux partenaires repris individuellement, d'autre part avec des groupes de pays ayant des caractéristiques économiques communes (par exemple, pays industrialisés, pays en voie de développement) ou classés selon leur appartenance à une organisation internationale (par exemple, pays de la Communauté économique européenne ou de l'Organisation de coopération pour le développement économique), à une zone monétaire commune (par exemple, pays de la zone sterling), à un cadre géographique (par exemple, pays africains), etc.

L'affectation géographique des opérations recensées dans la balance des paiements peut être fondée sur divers critères:

- la résidence du cocontractant étranger: selon ce principe, une opération donnée est attribuée au pays ou au groupe de pays où réside la partie étrangère, qui est le partenaire direct dans cette opération. Ce principe est applicable à toutes les rubriques de la balance des paiements. En ce qui concerne les opérations sur marchandises et services, il peut prendre deux formes: l'attribution géographique peut être liée à l'aspect «financier» des transactions ou à leur aspect «réel», qui ne coïncident pas si des intermédiaires interviennent. Dans le premier cas, une transaction est attribuée au pays de résidence de l'acheteur ou du vendeur étranger, dans le second, au pays, soit de destination ou de consommation, soit de provenance, d'origine ou de production;
- la résidence du débiteur (ou du créancier) étranger: selon ce principe, dont l'application se limite aux mouvements de capitaux, une transaction donnée est attribuée au pays ou au groupe de pays où réside le débiteur ou le créancier étranger, que celui-ci soit ou ne soit pas la partie étrangère participant à la transaction (par exemple, une transaction entre un résident du pays qui établit la balance et un résident de la Suisse sur une valeur mobilière émise par un résident des États-Unis n'est pas imputée à la Suisse mais aux États-Unis, étant donné qu'une créance sur les États-Unis est acquise par un résident du pays qui établit la balance);
- la monnaie dans laquelle la transaction est effectuée: ce principe n'est retenu que lorsque l'information requise pour l'application des deux critères précédents n'est pas disponible (par exemple, pour établir la répartition géographique de certains éléments du poste «Voyages»).

## 2. DESCRIPTION DE LA VENTILATION GÉOGRAPHIQUE DE LA BALANCE DES PAIEMENTS DE L'UNION ÉCONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE

Dans la balance des paiements de l'Union économique belgo-luxembourgeoise, le choix des zones géographiques est basé essentiellement sur la ventilation prévue par le schéma unifié OCDE-FMI.

La ventilation géographique est la suivante:

- États-Unis;
- Canada;
- Japon;
- chacun des pays de la Communauté économique européenne<sup>(1)</sup>;
- Turquie, Espagne, Portugal;
- le groupe formé par l'Autriche, la Finlande, l'Islande, la Norvège, la Suède et la Suisse;

(<sup>1</sup>) Royaume-Uni, France, Pays-Bas, république fédérale d'Allemagne, Italie, Irlande, Danemark et Grèce.



- le groupe formé par Gibraltar, Malte, l'Afrique du Sud et la Yougoslavie;
- le groupe formé par l'Australie et la Nouvelle-Zélande;
- Comecon<sup>(1)</sup>;
- autres pays à économie centralement planifiée<sup>(2)</sup>;
- pays membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole<sup>(3)</sup>;
- pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique signataires de la convention de Lomé<sup>(4)</sup>;
- autres pays;
- institutions européennes et internationales;
- opérations non ventilées.

Par manque de données statistiques, la ventilation géographique de la balance des paiements de l'Union économique belgo-luxembourgeoise ne peut être réalisée sur base des transactions. Les balances des paiements par pays ou zones sont donc élaborées sur une base mixte (ainsi, les règlements sont corrigés pour tenir compte des exportations assorties de crédits commerciaux mobilisés auprès des banques belges, mais non pour tenir compte des autres cré-

aits commerciaux). Le total de ces balances est ajusté de manière qu'il corresponde aux chiffres de la balance des paiements établie sur base des transactions. A cet effet, les opérations assorties de crédits commerciaux non mobilisés auprès des banques belges et les opérations réglées par compensation (connues globalement, mais sans qu'il soit possible de les ventiler) sont comptabilisées dans la colonne XXV « Opérations non ventilées ».

Le critère utilisé pour ventiler géographiquement la balance des paiements de l'Union économique belgo-luxembourgeoise a été, en règle générale, le « pays de résidence de l'étranger qui a reçu ou ordonné le paiement ». C'est donc l'aspect financier du principe de la résidence du cocontractant étranger qui constitue le critère de base.

Toutefois, les exportations et les importations ont été ventilées selon le pays de destination et celui de provenance, c'est-à-dire en fonction de l'aspect « réel » du principe précité.

Les opérations en billets de banques étrangers et en chèques de voyage étrangers ont été ventilées selon le pays de la banque débitrice finale.

Les paiements pour lesquels on ne disposait d'aucune indication valable concernant le pays de résidence des étrangers qui les avaient reçus ou ordonnés, ont été groupés dans la colonne « Opérations non ventilées ». C'est le cas, notamment, des opérations d'arbitrage. En principe, le bénéfice résultant d'une transaction d'arbitrage peut être considéré comme étant réalisé vis-à-vis du pays qui a acheté la marchandise. Mais cette affectation suppose que l'on puisse dégager le bénéfice réalisé sur chaque vente, c'est-à-dire déduire des recettes brutes enregistrées le montant des marchandises achetées ainsi que des autres paiements effectués à l'étranger. En l'absence de renseignements de la sorte, on a repris la totalité des recettes nettes sur opérations d'arbitrage à la colonne « Opérations non ventilées ».

Il n'a pas été possible de ventiler géographiquement la totalité des émissions et remboursements d'effets publics à court terme

(1) URSS, République démocratique allemande, Pologne, Tchécoslovaquie, Hongrie, Roumanie, Bulgarie, Cuba, Viêt-nam, Mongolie.

(2) Albanie, Laos, Kampuchéa, Corée du Nord, Chine.

(3) Algérie, Libye, Nigéria, Gabon, Irak, Iran, Arabie saoudite, Koweït, Qatar, Emirats arabes unis, Indonésie, Equateur, Venezuela. En raison du critère utilisé pour ventiler géographiquement les importations dans la balance des paiements de l'Union économique belgo-luxembourgeoise (le pays de provenance), une partie des importations de produits pétroliers (celles qui sont effectuées par pipe-line via Rotterdam) sont comprises dans les importations des pays membres de la Communauté économique européenne et non celles originaires des pays producteurs de pétrole.

(4) Pays d'Afrique, îles Caraïbes et du Pacifique signataires de la convention de Lomé (non membres de l'OPEP): Soudan, Mauritanie, Mali, Haute-Volta, Niger, Tchad, République du Cap-Vert, Sénégal, Gambie, Guinée-Bissau, Guinée, Sierra Leone, Libéria, Côte-d'Ivoire, Ghana, Togo, Bénin, Cameroun, République Centrafricaine, Guinée équatoriale, São Tomé et Príncipe, Congo, Zaïre, Rwanda, Burundi, Éthiopie, Djibouti, Somalie, Kenya, Ouganda, Tanzanie, Seychelles, Madagascar, Maurice, Comores, Zambie, Malawi, Botswana, Swaziland, Lesotho, Bahamas, Jamaïques, Barbade, Trinidad et Tobago, Grenade, Guyane, Suriname, Papouasie, Nouvelle-Guinée, Fidji, Tonga, Samoa Occidentales.

en monnaies étrangères souscrits à l'origine par des banques situées en Union économique belgo-luxembourgeoise ; on les a, dès lors, répartis par monnaie. Les prélèvements et remboursements sur emprunts publics à plus d'un an ont été ventilés géographiquement, dans la mesure où l'on connaissait le pays de résidence du premier souscripteur étranger.

En ce qui concerne les mouvements de capitaux en général, leur ventilation par zone est basée sur le principe de la partie à la transaction plutôt que selon le principe du créancier ou du débiteur final. Or, une telle ventilation perd de plus en plus de sa signification au fur et à mesure de l'internationalisation des marchés financiers, le pays du donneur d'ordre ou du bénéficiaire n'étant pas nécessairement celui d'où proviennent ou celui où vont les fonds. C'est ainsi, par exemple, que le déficit enregistré au cours d'une année vis-à-vis d'un pays au titre des « investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger : valeurs mobilières » ne signifie pas nécessairement que ce pays ait bénéficié d'un apport de fonds,

ni même que les résidents de l'Union économique belgo-luxembourgeoise aient souscrit à des valeurs de ce pays à due concurrence. Il peut, en effet, avoir été influencé considérablement par le mode de versement des fonds récoltés à l'occasion de l'émission d'emprunts internationaux. Une réserve analogue vaut pour les autres placements et pour les investissements directs en raison, par exemple, des relations financières qui existent entre les différentes filiales d'une maison étrangère ou encore parce que les sociétés à portefeuille ont tendance à s'établir dans certains pays ayant un régime fiscal avantageux. La répartition géographique du mouvement des capitaux doit donc être interprétée avec beaucoup de circonspection, car elle ne constitue, au mieux, qu'une indication partielle sur l'origine ou la destination des capitaux. Lorsque la discordance entre l'origine ou la destination réelles des fonds était manifeste, comme dans le cas de transactions entre société à portefeuille établies dans des pays refuges, on a préféré ne pas effectuer de répartition géographique et inclure ces capitaux dans la colonne « Opérations non ventilées ».

## **Chapitre VI : Comparaison entre les rubriques de la balance des paiements de l'Union économique belgo-luxembourgeoise et les transactions extérieures dans les comptes nationaux de la Belgique**

Les principes appliqués pour établir la balance des paiements de l'Union économique belgo-luxembourgeoise et le compte du reste du monde de la Belgique sont essentiellement les mêmes. L'Institut national de statistique, responsable en Belgique de l'élaboration de la comptabilité nationale, se base d'ailleurs sur les données de la balance des paiements pour établir le compte du reste du monde.

Cet organisme apporte néanmoins certaines corrections quant à la classification des opérations par rubriques<sup>(1)</sup>. Les différences

essentielles entre l'emprunt (le prêt) net au reste du monde tel qu'il ressort du compte du reste du monde, et le solde de la balance des opérations courantes portent sur les points suivants :

- les chiffres de la balance des paiements de l'Union économique belgo-luxembourgeoise sont corrigés de manière à éliminer les transactions du grand-duché de Luxembourg avec le reste du monde et à incorporer les transactions de la Belgique avec le grand-duché de Luxembourg ;
- les primes nettes et indemnités d'assurance sont exclues des transactions sur services ;
- les transferts de l'État proviennent de sources différentes.

---

<sup>(1)</sup> L'annexe 5 contient un tableau de concordance entre les données de la balance des paiements et le compte du reste du monde de l'Institut national de statistique.



**ANNEXES**



## ANNEXE 1

### Schéma national traditionnel de la balance des paiements de l'Union économique belgo-luxembourgeoise

1. Transactions sur biens et services
  - 1.1. Transactions sur marchandises
    - 1.11. Exportations et importations<sup>(1)</sup>
    - 1.12. Travail à façon
    - 1.13. Opérations d'arbitrage (nettes)
  - 1.2. Frets et assurances pour le transport de marchandises<sup>(2)</sup>
  - 1.3. Autres frais de transport
  - 1.4. Déplacements à l'étranger
  - 1.5. Revenus de placements et d'investissements
  - 1.6. Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs
  - 1.7. Autres
    - 1.71. Travailleurs frontaliers
    - 1.72. Autres

Total 1

2. Transferts
  - 2.1. Transferts privés
  - 2.2. Transferts publics

Total 2

Opérations courantes (Total 1 + 2)

3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics
  - 3.1. État<sup>(3)</sup>
    - 3.11 Engagements
    - 3.12. Avoirs
  - 3.2. Autres pouvoirs publics

---

<sup>(1)</sup> Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont caf, c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport de marchandises.

<sup>(2)</sup> Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport de marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte, et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (voir note 1).

<sup>(3)</sup> Y compris le Fonds des routes.

## Total 3

4. Mouvement des capitaux des entreprises<sup>(1)</sup> et particuliers
- 4.1. Crédits commerciaux (chiffres nets)<sup>(2)</sup>
- 4.2. Autres
- 4.21. Organismes publics d'exploitation
- 4.22. Intermédiaires financiers du secteur public
- 4.23. Secteur privé
- 4.231. Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger
- 4.2311. Valeurs mobilières (chiffres nets)
- 4.2312. Investissements directs
- 4.2313. Immeubles
- 4.2314. Autres (chiffres nets)
- 4.232. Investissements et placements étrangers en Union économique belgo-luxembourgeoise
- 4.2321. Valeurs mobilières (chiffres nets)
- 4.2322. Investissements directs
- 4.2323. Immeubles
- 4.2324. Autres (chiffres nets)

## Total 4

5. Erreurs et omissions (nettes)

## Total 1 à 5

6. Financement du total
- 6.1. Crédits commerciaux<sup>(2)</sup> refinancés auprès du secteur non monétaire résident
- 6.2. Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires
- 6.21. Banques belges et luxembourgeoises
- 6.211. Crédits commerciaux<sup>(2)</sup>
- 6.212. Autres
- 6.2121. Francs belges et luxembourgeois
- 6.2122. Monnaies étrangères<sup>(3)</sup>
- 6.22. Organismes divers
- 6.221. Crédits commerciaux<sup>(2)</sup>
- 6.222. Autres
- 6.23. Banque nationale de Belgique
- 6.231. Crédits commerciaux<sup>(2)</sup>
- 6.232. Autres (réserves de change nettes)<sup>(2)</sup>
- p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations

<sup>(1)</sup> Autres que les organismes principalement monétaires.

<sup>(2)</sup> Seuls les crédits commerciaux non mobilisés auprès des banques belges et luxembourgeoises sont comptabilisés à la rubrique 4.1. Les autres crédits commerciaux, c'est-à-dire les traites représentatives de ventes de biens et de services à l'étranger qui ont été mobilisées auprès des banques belges et luxembourgeoises, sont comptabilisés aux sous-rubriques 6.211, 6.221, 6.231 ou 6.1, selon que ces traites sont restées dans le portefeuille des banques ou ont été refinancées respectivement auprès des organismes monétaires divers, auprès de la Banque nationale de Belgique ou auprès du secteur non monétaire résident.

<sup>(3)</sup> Les montants apparaissant sous cette rubrique sont calculés sur base des mouvements des avoirs extérieurs nets en monnaies étrangères, lesquels sont convertis en francs belges aux cours de change de la période ; ils font abstraction des variations comptables qui résultent des modifications dans les cours de change entre le franc belge et les monnaies étrangères.



## ANNEXE 2

**Tableau de concordance entre le schéma national traditionnel de la balance des paiements de l'Union économique belgo-luxembourgeoise et le schéma unifié OCDE-FMI**

Schéma unifié OCDE-FMI	Schéma national traditionnel de la balance des paiements de l'Union économique belgo-luxembourgeoise	
<b>A – Transactions courantes</b>	<b>1 + 2 Transactions sur biens et services et transferts</b>	
1. Marchandises	1.11. Exportations et importations <sup>(1)</sup>	
2. Autres biens, services et revenus	1.12. Travail à façon et 1.13. Opérations d'arbitrage	
	1.2. Frets et assurances pour le transport de marchandises	
	1.3. Autres frais de transport	
	1.4. Déplacements à l'étranger	
	1.5. Revenus de placements et d'investissements	
	1.6. <sup>(2)</sup> Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	
	1.7. Autres	
3. Transferts privés sans contrepartie	2.1. Transferts privés	
4. Transferts publics sans contrepartie	2.2. Transferts publics	
	+ 1.6. <sup>(2)</sup> Pensions gouvernementales	
<b>B – Investissements directs et autres capitaux à long terme (à l'exclusion des groupes F à H)</b>	<b>3<sup>(2)</sup>, 4<sup>(2)</sup> et 6<sup>(2)</sup></b>	<b>Mouvements des capitaux et financement</b>
1. Investissements directs	4.	Entreprises et particuliers
	4.2312 et 4.2322	Investissements directs
	4.2313 et 4.2323	Immeubles
2. Investissements de portefeuille	3 <sup>(2)</sup>	Pouvoirs publics
	4.	Entreprises et particuliers
	4.21 <sup>(2)</sup>	Organismes publics d'exploitation
	4.22 <sup>(2)</sup>	Intermédiaires financiers du secteur public
	4.2311 et 4.2321	Valeurs mobilières
	6.21.	Banques belges et luxembourgeoises
	6.212 <sup>(2)</sup> <sup>(3)</sup>	Obligations
3. Autres capitaux à long terme	3 <sup>(2)</sup>	Pouvoirs publics
3.1. Secteur officiel résident		Non disponible
3.2. Banques de dépôt	4.	Entreprises et particuliers
3.3. Autres secteurs	4.21 <sup>(2)</sup>	Organismes publics d'exploitation
	4.22 <sup>(2)</sup>	Intermédiaires financiers du secteur public
	4.2314 <sup>(2)</sup>	
	et 4.2324 <sup>(2)</sup>	Autres investissements du secteur privé

<sup>(1)</sup> Les services du Fonds monétaire international corrigent les données de la balance des paiements de l'Union économique belgo-luxembourgeoise relatives aux exportations et aux importations (qui sont, à l'origine, en partie caf et en partie fob) et aux recettes et dépenses de frets et d'assurances pour le transport de marchandises. Au total, ces corrections s'annulent.

<sup>(2)</sup> Partim.

<sup>(3)</sup> Avec signe opposé.

Schéma unifié OCDE-FMI	Schéma national traditionnel de la balance des paiements de l'Union économique belgo-luxembourgeoise
<p><b>C – Autres capitaux à court terme (à l'exclusion des groupes F à H)</b></p> <p>1. Secteur officiel résident</p> <p>2. Banques de dépôt</p> <p>3. Autres secteurs</p>	<p><b>3<sup>(1)</sup>, 4<sup>(1)</sup> et 6<sup>(1)</sup> Mouvements des capitaux et financement</b></p> <p>3<sup>(1)</sup> Pouvoirs publics</p> <p>6.23. Banque nationale de Belgique A – 6.2, B – 3 et B – 5<sup>(2)</sup></p> <p>6.232<sup>(1)(2)</sup></p> <p>6.2. Organismes principalement monétaires</p> <p>6.211<sup>(2)</sup> et 6.221<sup>(2)</sup> 6.212<sup>(1)(2)</sup> et 6.222<sup>(2)</sup> Crédits commerciaux</p> <p>4.1 et 6.1<sup>(2)</sup> Autres avoirs extérieurs nets Crédits commerciaux non mobilisés auprès des banques belges et luxembourgeoises et crédits commerciaux refinancés auprès du secteur non monétaire résident</p> <p>4. Entreprises et particuliers</p> <p>4.21<sup>(1)</sup> Organismes publics d'exploitation</p> <p>4.22<sup>(1)</sup> Intermédiaires financiers du secteur public</p> <p>4.2314<sup>(1)</sup> et 4.2324<sup>(1)</sup> Autres investissements du secteur privé</p>
<p><b>D – Erreurs et omissions nettes</b></p> <p>Total A à D</p>	<p><b>5. Erreurs et omissions nettes</b></p> <p>1 à 5, 6.1<sup>(2)</sup>, 6.21<sup>(1)(2)</sup>, 6.22<sup>(2)</sup> et 6.23<sup>(1)(2)</sup></p>
<p><b>E – Postes de contrepartie</b></p> <p>Monétisations/démonétisations de l'or monétaire</p> <p>Allocations/annulations de droits de tirage spéciaux</p> <p>Contrepartie des réévaluations</p>	<p>Variation globale des réserves (dans le bilan de la Banque nationale) moins mouvements des réserves corrigés des variations comptables</p>
<p><b>F – Financement exceptionnel</b></p>	<p><b>6.2. Mouvements des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires</b></p>
<p><b>G – Engagements qui constituent des avoirs de réserve pour des autorités étrangères</b></p>	<p>6.212<sup>(1)(2)</sup> Engagements des banques belges et luxembourgeoises envers des institutions officielles</p> <p>6.23<sup>(2)</sup> Banque nationale B – 2, B – 4<sup>(2)</sup></p>
<p><b>H – Variation globale des réserves<sup>(4)</sup></b></p> <p>1. Or monétaire</p> <p>2. DTS</p> <p>3. Position de réserve du FMI</p> <p>4. Avoirs en devises</p> <p>5. Autres créances</p> <p>6. Recours au crédit du FMI</p>	<p><b>6.23. Mouvements des avoirs extérieurs nets de la Banque nationale<sup>(2)</sup></b></p> <p>A – 1<sup>(2)</sup></p> <p>A – 2.3<sup>(2)</sup></p> <p>A – 2.1<sup>(2)</sup>, A – 2.2<sup>(2)</sup> et A – 2.4<sup>(2)</sup></p> <p>A – 3<sup>(2)</sup>, A – 6.1<sup>(1)(2)</sup></p> <p>A – 4<sup>(2)</sup>, A – 5<sup>(2)</sup>, A – 6.1<sup>(1)(2)</sup></p> <p>B – 1</p> <p>+ contrepartie des variations comptables exclues de la rubrique 6.23</p>

(1) Partim.

(2) Avec signe opposé.

(3) Les numéros des rubriques de détail des avoirs extérieurs nets des organismes considérés sont ceux du schéma publié annuellement dans le Bulletin de la Banque, à l'occasion de la parution de l'article sur la balance des paiements de l'Union économique belgo-luxembourgeoise (voir chapitre III, p. 38 et suiv. de la présente méthodologie).

(4) La variation globale des réserves est la différence entre les encours à fin d'année des avoirs extérieurs de la Banque nationale diminués des avoirs dont la variation figure dans le groupe C et des engagements envers le seul Fonds monétaire international. Une augmentation des avoirs nets ainsi définis est inscrite avec le signe -, une diminution avec le signe +. Les encours pris en considération sont ceux qui figurent au bilan de la Banque nationale. La différence entre cette variation globale et le mouvement qui résulte des opérations de financement de la balance des paiements, évaluées au cours du jour, trouve sa contrepartie dans le groupe E.

## ANNEXE 3

### Opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des résidents avec les banques belges et luxembourgeoises et opérations de change à terme<sup>(1)</sup>

#### 1. Principe

La prise en considération, dans le schéma élargi de la balance des paiements de l'Union économique belgo-luxembourgeoise, des opérations en monnaies étrangères des résidents avec les organismes monétaires belges et luxembourgeois et des opérations de change à terme a été effectuée conformément aux règles générales de comptabilisation suivantes :

1) Les opérations en monnaies étrangères des banques avec les résidents donnent lieu à deux écritures : l'une dans le chef du résident, l'autre dans le chef de la banque. Par exemple, le placement de certificats en devises par le Trésor auprès d'une banque donne lieu à une entrée de fonds pour le Trésor (inscription au crédit de la rubrique 2.2. du tableau représentant la dette du Trésor) et à une sortie pour la banque (inscription au débit de la rubrique 6.1 traduisant la constitution d'une créance par la banque).

2) Les opérations à terme sont comptabilisées suivant les mêmes règles que les opérations au comptant :

- dans le cas d'opérations à terme des banques ou de la Banque nationale avec des non-résidents, sont comptabilisés, à la fois, les monnaies étrangères à livrer, ou à recevoir, et les francs à recevoir, ou à livrer, par ces organismes. Par exemple, un engagement d'une banque de livrer, contre devises, des francs belges à terme à un non-résident donne lieu à une inscription au crédit de la rubrique 5.2 (représentant l'acquisition de francs belges à recevoir à terme par le non-résident) et à une inscription au débit de la rubrique 6.2 (traduisant la constitution, par la banque, d'un avoir consistant en des devises à recevoir à terme) ;
- dans le cas d'opérations à terme des banques ou de la Banque nationale avec des résidents, seul le volet des monnaies étrangères des opérations est comptabilisé, mais il fait l'objet de deux inscriptions: la première, au titre de devises à recevoir, ou à livrer, par les résidents, la seconde, au titre de devises à livrer, ou à recevoir, par les banques ou la Banque nationale. Par exemple, une vente de monnaies étrangères à terme par une banque à un résident donne lieu à un débit à la rubrique 4.212 (traduisant l'acquisition d'un avoir par le résident) et à un crédit à la rubrique 6.2 (représentant l'engagement de la banque).

#### 2. Définition des rubriques

L'articulation des rubriques et le contenu des opérations qu'elles recouvrent est le suivant :

##### *Rubrique 1 :*

Elle reprend, telles quelles, les rubriques 1 et 2 du schéma traditionnel de la balance des paiements.

---

<sup>(1)</sup> Non compris, en ce qui concerne les opérations de change à terme, les achats et ventes par les résidents et les étrangers de monnaies étrangères contre monnaies étrangères.

**Rubrique 2:**

Sous cette rubrique figurent les mouvements des capitaux des pouvoirs publics avec l'étranger (rubrique 3 du schéma traditionnel de la balance des paiements constituant le poste 2.1) et les opérations en monnaies étrangères, au comptant (poste 2.2) et à terme (poste 2.3), des pouvoirs publics précités avec les organismes monétaires belges et luxembourgeois.

**Rubrique 3:**

Elle regroupe les mouvements des crédits commerciaux mobilisés auprès des banques (la somme des montants repris aux rubriques 6.1, 6.211, 6.221 et 6.231 du schéma traditionnel de la balance des paiements se retrouvant avec signe opposé parce que placée « au-dessus de la ligne » à la rubrique 3.1) et non mobilisés auprès des banques (rubrique 4.1 du schéma traditionnel de la balance des paiements figurant dans la rubrique 3.2 pour ceux des crédits relatifs aux opérations d'exportations et d'importations et dans la rubrique 3.3 pour ceux relatifs aux opérations d'arbitrage et de travail à façon).

**Rubrique 4:**

Elle regroupe le mouvement des capitaux des entreprises (autres que les organismes monétaires) et des particuliers avec l'étranger (rubrique 4.2 du schéma traditionnel de la balance des paiements constituant le poste 4.1 du tableau) et celui des opérations en monnaies étrangères des entreprises et particuliers précitées avec les banques belges et luxembourgeoises (poste 4.2); une distinction est établie, parmi ces opérations, entre les avoirs et les engagements au comptant et à terme.

**Rubrique 5:**

Elle recense les opérations, en francs belges ou luxembourgeois, des non-résidents avec les banques et les autres organismes monétaires.

Le poste 5.1 (qui reprend, avec signe opposé, les montants figurant aux rubriques 6.2121 et 6.222 du schéma traditionnel de la balance des paiements) et le poste 5.2 regroupent les opérations des non-résidents avec les organismes monétaires, par lesquelles les premiers modifient leurs avoirs et engagements en francs vis-à-vis des seconds. Ils peuvent le faire indifféremment de deux façons: par exemple, soit en vendant des monnaies étrangères, au comptant, de manière à se constituer immédiatement une créance en francs (poste 5.1), soit en vendant des monnaies étrangères à terme, de façon à recevoir, à la date de liquidation, des francs (poste 5.2).

Comme ce sont souvent les non-résidents qui prennent l'initiative des opérations recensées à la rubrique 5, les libellés de cette rubrique ont été établis en se plaçant à leur point de vue, plutôt qu'à celui du secteur intérieur (les organismes monétaires) partie à l'opération.

**Rubrique 6:**

Elle enregistre la variation du solde des avoirs et des engagements en monnaies étrangères des banques, vis-à-vis des résidents et des non-résidents, tant au comptant (poste 6.1 qui reprend le montant inscrit sous la rubrique 6.2122 du schéma traditionnel de la balance des paiements, majoré des mouvements des avoirs nets en monnaies étrangères des banques sur les résidents) qu'à terme (poste 6.2)

**Rubrique 7:**

Elle reprend, sous le poste 7.1, les erreurs et omissions figurant dans le schéma traditionnel de la balance des paiements (rubrique 5) et, sous le poste 7.2, les écarts de nature diverse dus à la prise en considération des statistiques des opérations en devises des résidents avec les organismes monétaires et de celles des opérations de change à terme. Certes, toutes ces opérations sont définies de telle sorte que, en principe, les inscriptions prévues au crédit et au débit s'équilibrent. Mais, comme les données de base de ces inscriptions peuvent être incomplètes ou inexactes ou encore constituées de sources différentes, pas nécessairement concordantes, le poste « Erreurs et omissions » est prévu pour équilibrer l'état des crédits et des débits enregistrés.

**Rubrique 8:**

Cette rubrique constitue le poste de contrepartie de l'ensemble des transactions et mouvements de fonds recensés dans le tableau. Elle reprend les divers postes constituant ce que l'on appelle communément les réserves de change de la Banque nationale<sup>(1)</sup>. Celles-ci sont considérées conjointement, dans la rubrique 8, avec les avoirs et engagements de la Banque résultant des opérations à terme auxquelles elle est partie. Ces opérations modifient le total de la rubrique lorsqu'elles sont effectuées avec des résidents; ainsi, lorsque la Banque vend des monnaies étrangères à terme au Trésor, ce type d'opérations donne lieu à des inscriptions aux postes 8.42 et 2.3. Par contre, le total de la rubrique n'est pas affecté lorsque lesdites opérations interviennent avec des non-résidents; ainsi, une opération à terme avec une banque centrale étrangère donne lieu à des inscriptions de signe contraire aux postes 8.42 et 8.52.

**3. Schéma**

1. *Opérations courantes (rubriques 1 et 2 du schéma traditionnel de la balance des paiements)*
2. *Mouvement des capitaux des pouvoirs publics*
  - 2.1. Rubrique 3 de la balance des paiements (schéma traditionnel)
  - 2.2. Augmentation (+) ou diminution (-) de la dette en monnaies étrangères envers les banques belges et luxembourgeoises
  - 2.3. Augmentation (-) ou diminution (+) de l'encours des monnaies étrangères à recevoir à terme de la Banque nationale de Belgique
3. *Mouvements des crédits commerciaux*
  - 3.1. Augmentation (-) ou diminution (+) des traites représentatives de ventes de biens et de services à l'étranger, qui ont été mobilisées auprès des banques belges et luxembourgeoises
  - 3.2. Augmentation (-) ou diminution (+) de l'excédent des crédits consentis à des importateurs non résidents sur les crédits reçus par des importateurs résidents, et qui n'ont pas été mobilisés auprès des banques belges et luxembourgeoises
  - 3.3. Augmentation (-) ou diminution (+) de l'excédent des autres crédits consentis à des non-résidents sur les autres crédits reçus par des résidents.
4. *Mouvement des capitaux des entreprises<sup>(2)</sup> et particuliers*
  - 4.1. Rubrique 4.2 de la balance des paiements (schéma traditionnel)
  - 4.2. Mouvement des avoirs et engagements en monnaies étrangères des résidents vis-à-vis des banques belges et luxembourgeoises:
    - 4.21. Augmentation (-) ou diminution (+) d'avoirs:
      - 4.211. Créances en monnaies étrangères
      - 4.212. Encours des monnaies étrangères à recevoir à terme
    - 4.22. Augmentation (+) ou diminution (-) d'engagements:
      - 4.221. Endettement en monnaies étrangères
      - 4.222. Encours des monnaies étrangères à livrer à terme

(<sup>1</sup>) Définies comme ses avoirs extérieurs nets sans les crédits commerciaux (ceux-ci sont inclus, dans le tableau, dans le poste 3.1).

(<sup>2</sup>) Autres que les organismes principalement monétaires.

5. *Mouvement des avoirs et engagements en francs belges et luxembourgeois des non-résidents vis-à-vis des banques belges et luxembourgeoises et des autres organismes principalement monétaires*
  - 5.1. Augmentation (+) ou diminution (-) de l'excédent des avoirs sur les engagements au comptant
  - 5.2. Augmentation (+) ou diminution (-) de l'excédent de l'encours des francs belges et luxembourgeois à recevoir à terme sur l'encours des francs belges et luxembourgeois à livrer à terme
6. *Position de change<sup>(1)</sup> des banques belges et luxembourgeoises*
  - 6.1. Augmentation (-) ou diminution (+) de la position au comptant
  - 6.2. Augmentation (-) ou diminution (+) de la position à terme
7. *Erreurs et omissions*
  - 7.1. Rubrique 5 de la balance des paiements (schéma traditionnel)
  - 7.2. Discordances dans les statistiques des opérations au comptant en monnaies étrangères avec les résidents

Total 1 à 7

8. *Contrepartie du total dans la situation de la Banque nationale de Belgique [augmentation (+); diminution (-)]*
  - 8.1. Encaisse en or
  - 8.2. Avoirs détenus auprès du Fonds monétaire international
  - 8.3. Avoirs nets sur le Fonds européen de coopération monétaire:
    - 8.31. Écus
    - 8.32. Autres
  - 8.4. Avoirs nets en monnaies étrangères:
    - 8.41. Avoirs nets au comptant
    - 8.42. Excédent de l'encours des monnaies étrangères à recevoir à terme sur l'encours des monnaies étrangères à livrer à terme
  - 8.5. Avoirs nets en francs belges sur les non-résidents:
    - 8.51. Avoirs nets au comptant
    - 8.52. Excédent de l'encours des francs belges à recevoir à terme sur l'encours des francs belges à livrer à terme.

---

<sup>(1)</sup> Excédent des avoirs en monnaies étrangères sur les engagements en monnaies étrangères.

## **ANNEXE 4**

### **Balance des opérations courantes et des opérations en capital du secteur privé**

#### **1. Définition des rubriques**

La définition des rubriques est la suivante :

##### *Rubrique 1 :*

Elle reprend les rubriques 1 et 2 du schéma traditionnel de la balance des paiements.

##### *Rubrique 2 :*

Sous cette rubrique figurent les mouvements de capitaux du secteur privé (rubrique 4.23 du schéma traditionnel pour ce qui concerne les particuliers et les entreprises à l'exclusion des organismes monétaires), y compris les mouvements de la totalité des crédits commerciaux qui sont attribués au secteur privé (rubrique 3 du schéma élargi), les opérations en monnaies étrangères des entreprises (à l'exclusion des organismes monétaires) et des particuliers avec les banques belges et luxembourgeoises (rubrique 4.2 du schéma élargi à l'exclusion des opérations en monnaies étrangères des entreprises publiques), les opérations des non-résidents avec les organismes monétaires (rubrique 5 du schéma élargi) et la variation de la position de change des banques belges et luxembourgeoises (rubrique 6 du schéma élargi).

##### *Rubrique 3 :*

Elle reprend la rubrique 7 du schéma élargi de la balance des paiements.

##### *Rubrique 4 :*

Elle regroupe les opérations en capital du secteur public (poste 4.1) et les mouvements des réserves de change nettes et des avoirs nets à terme de la Banque nationale (poste 4.2 qui reprend la rubrique 8 du schéma élargi). Les opérations en capital du secteur public comprennent les mouvements de capitaux des pouvoirs publics et des entreprises publiques avec le secteur non résident (la somme des montants figurant aux rubriques 3, 4.21 et 4.22 du schéma traditionnel avec signe opposé parce que placé «en-dessous de la ligne»), les opérations en monnaies étrangères des pouvoirs publics avec les organismes monétaires belges et luxembourgeois (la somme des montants reçus aux rubriques 2.2 et 2.3 du schéma élargi avec signe opposé) et les opérations en monnaies étrangères des entreprises publiques avec les banques belges et luxembourgeoises (partim du poste 4.2 du schéma élargi, avec signe opposé).

#### **2. Schéma**

1. Opérations courantes
2. Opérations en capital du secteur privé<sup>(1)</sup>
3. Erreurs et omissions

---

<sup>(1)</sup> A l'exclusion des entreprises publiques, mais y compris les organismes monétaires.





## ANNEXE 5

### Tableau de concordance entre le compte du reste du monde et les opérations courantes de la balance des paiements de l'Union économique belgo-luxembourgeoise

Compte du reste du monde	Opérations courantes dans la balance des paiements de l'Union économique belgo-luxembourgeoise
1. <i>Exportations et importations de biens et services</i>	1.( <sup>1</sup> ) <i>Transactions sur biens et services</i>
1.1. Exportations et importations de marchandises	1.11 Exportations et importations 1.13 Opérations d'arbitrage nettes 1.3( <sup>1</sup> ) Achats et ventes de provisions de bord pour navires et avions 1.6( <sup>1</sup> ) Représentations diplomatiques Opérations de l'OTAN + correction pour le Luxembourg
1.2. Transactions sur services (non compris les revenus de facteurs)	1.12 Travail à façon 1.2 Frets et assurances pour le transport de marchandises 1.3( <sup>1</sup> ) Autres frais de transport 1.4 Déplacements à l'étranger 1.6( <sup>1</sup> ) Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs 1.72( <sup>1</sup> )( <sup>2</sup> ) Autres services
2. <i>Revenus des facteurs de production</i>	1.( <sup>1</sup> ) <i>Transactions sur biens et services</i>
2.1. Revenus du travail	1.71 Travailleurs frontaliers 1.6( <sup>1</sup> ) Dépenses courantes des fonctionnaires européens établis en Union économique belgo-luxembourgeoise
2.2. Autres revenus	1.5 Revenus de placements et d'investissements 1.72( <sup>1</sup> ) Frais de financement + correction pour le Luxembourg
1. + 2. Biens, services et revenus	1.1 à 1.5, 1.6( <sup>1</sup> ), 1.71, 1.72( <sup>2</sup> ) + correction pour le Luxembourg
3. <i>Transferts courants</i>	2. <i>Transferts</i> 2.1. Transferts privés 2.2. Transferts publics( <sup>1</sup> )( <sup>4</sup> )

(<sup>1</sup>) Partim.

(<sup>2</sup>) Les montants relatifs aux primes nettes et indemnités d'assurances comprises dans ce poste sont exclus du compte du reste du monde.

(<sup>4</sup>) Dans le compte du reste du monde, une distinction est opérée entre les transferts courants et les transferts nets en capital. Dès lors, les transferts courants de l'État sont obtenus en apportant les corrections suivantes aux données relatives aux transferts publics dans la balance des paiements :

- les transferts en capital en sont exclus ;
- les données concernant l'Union économique belgo-luxembourgeoise, de source Communauté économique européenne, utilisées dans la balance des paiements, sont remplacées par des données concernant la Belgique, de source Fonds agricole belge et administration du budget.

Compte du reste du monde	Opérations courantes dans la balance des paiements de l'Union économique belgo-luxembourgeoise
<p><b>4. Transferts nets en capital</b></p> <p>Total des opérations courantes = 1 + 2 + 3</p> <p>Emprunt net au reste du monde = 1 + 2 + 3 + 4</p>	<p><b>2.2. Transferts publics<sup>(1)</sup>(<sup>3</sup>)</b></p> <p>1. (à l'exclusion des primes nettes et indemnités d'assurances) + 2. (à l'exclusion des transferts en capital et après aménagement des transferts publics<sup>(2)</sup>) + correction pour le Luxembourg</p> <p>1. (à l'exclusion des primes nettes et indemnités d'assurances) + 2. (après aménagement des transferts publics<sup>(2)</sup> et <sup>(3)</sup>) + correction pour le Luxembourg</p>

(<sup>1</sup>) Partim.

(<sup>2</sup>) Dans le compte du reste du monde, une distinction est opérée entre les transferts courants et les transferts nets en capital. Dès lors, les transferts courants de l'État sont obtenus en apportant les corrections suivantes aux données relatives aux transferts publics dans la balance des paiements :

- les transferts en capital en sont exclus;
- les données concernant l'Union économique belgo-luxembourgeoise, de source Communauté économique européenne, utilisées dans la balance des paiements, sont remplacées par des données concernant la Belgique, de source Fonds agricole belge et administration du budget.

(<sup>3</sup>) Les transferts nets en capital sont estimés sur base de données belges, de source Fonds agricole belge et administration du budget.

## **Voorwoord**

Dit rapport geeft een toelichting op de inhoud en de methoden, gebruikt bij het opstellen van de betalingsbalansstatistieken van de Belgisch-Luxemburgse Economische Unie. Het is opgesteld door de Nationale Bank van België in samenwerking met het Statistisch Bureau van de Europese Gemeenschappen.



# Inhoudsopgave

Bladzijde

<b>Inleiding</b> .....	69
<b>Hoofdstuk I: Hoofdbeginselen</b> .....	71
1. <i>Het begrip „ingezetene van een economie“</i> .....	71
1.1 Definitie van de „ingezetenen“ en „niet-ingezetenen“ .....	71
1.2 Uitgangspunt van de registratie van de operaties tussen ingezetenen en niet-ingezetenen .....	73
A – Opgenomen verrichtingen waaraan geen transactie met het buitenland ten grondslag ligt .....	73
B – Opgenomen transacties tussen ingezetenen .....	73
C – Opgenomen transacties tussen niet-ingezetenen .....	74
D – Weggelaten transacties tussen ingezetenen en niet-ingezetenen .....	75
2. <i>De methode van optekening van de geregistreeerde operaties</i> .....	75
3. <i>Aanpassing van de tijdsverschillen</i> .....	76
3.1 Aanpassing van tijdsverschillen op goederentransacties .....	76
3.2 Aanpassing van tijdsverschillen op andere transacties .....	76
4. <i>Beginselen met betrekking tot de raming van de transacties</i> .....	76
5. <i>Rekeneenheid en wijze van omrekening</i> .....	77
6. <i>Structuur van de betalingsbalans</i> .....	78
6.1 Indeling van de betalingsbalans naar hoofdrubrieken .....	78
6.2 Indeling van de betalingsbalans naar sectoren .....	78
6.3 Vergelijking met de structuur die door het IMF wordt aanbevolen .....	80
<i>Inleidende opmerkingen bij hoofdstukken II en III</i> .....	82
<b>Hoofdstuk II: Lopend verkeer</b> .....	83
1. <i>Goederen- en dienstenverkeer</i> .....	83
1.1 Goederenverkeer .....	83
A – Niet in de betalingsbalans opgetekende goederentransacties .....	83
B – Goederentransacties opgenomen onder een verkeerde rubriek .....	83
C – Goederentransacties die verkeerd zijn opgetekend t.a.v. de referentieperiode en die verkeerdelijk de transacties van de periode opdrijven .....	83
D – Operaties die geen goederentransacties zijn en die bij deze laatste worden opgenomen .....	84
1.11 Uitvoer en invoer .....	84
a) Door het BLIW opgetekende betalingen via de banken ..	84
b) Aanpassingen door de Nationale Bank .....	84
1) Aanpassingen om het toepassingsgebied van de opgetekende operaties te verruimen .....	84
i) Giften in natura .....	85
ii) Aankoop en verkoop van goederen betaald door middel van bankbiljetten .....	85
	65

iii) Transacties waarvan de betalingen gecompenseerd werden	85
2) Aanpassing van de tijdsverschillen	85
1.12 Loonwerk	87
1.13 Arbitrage (netto)	87
1.2 tot 1.7 Dienstenverkeer	87
1.2 Vracht- en verzekeringskosten voor goederenvervoer	87
1.3 Andere vervoerkosten	88
1.4 Reisverkeer	88
1) Aanpassing voor de transacties in bankbiljetten	88
2) Aanpassing voor de uitgaven i.v.m. technische bijstand	88
1.5 Opbrengsten uit beleggingen en investeringen	89
1) Aanpassing voor de opbrengsten die door de in de BLEU gevestigde Europese Instellingen geïnd of betaald zijn	89
2) Aanpassing voor in bankbiljetten geïnde coupons	89
1.6 Niet elders vermelde overheidstransacties	89
1.7 Overige	90
1.71 Grensarbeiders	90
1.72 Overige	90
2. <i>Overdrachten</i>	90
2.1 Overdrachten van particulieren	91
2.2 Overdrachten van de overheid	91
<b>Hoofdstuk III: Kapitaalverkeer</b>	<b>92</b>
1. <i>Kapitaalverkeer van de overheid</i>	92
3.1 Staat	92
3.11 Verplichtingen	92
3.12 Tegoeden	93
3.2 Andere overheid	93
2. <i>Kapitaalverkeer van de bedrijven en particulieren</i>	93
4.1 Handelskredieten	93
4.2 Overige	93
4.21 Overheidsbedrijven	93
4.22 Financiële instellingen van de overheidssector	94
4.23 Particuliere sector	94
4.2311 en 4.2321 Effecten	94
4.2312 en 4.2322 Directe investeringen	95
4.2313 en 4.2323 Onroerende goederen	95
4.2314 en 4.2324 Overige	95
3. <i>Financiering van het totaal</i>	96
6.1 Handelskredieten geherfinancierd bij de ingezeten niet-geldscheppende sector	96
6.2 Mutatie van het netto buitenlands actief van de overwegend geldscheppende instellingen	96
6.21 Belgische en Luxemburgse banken	96
6.211 Handelskredieten	96
6.212 Overige	96
6.22 Diverse instellingen	97
6.221 Handelskredieten	97
6.222 Overige	97
6.23 Nationale Bank van België	97
A – Vorderingen	97
A – 1. Goud	97

A – 2. Internationaal Monetair Fonds .....	97
A – 2.1. Deelneming .....	97
A – 2.2. Leningen .....	97
A – 2.3. Bijzondere trekkingsrechten .....	98
A – 2.4. Voorschotten .....	98
A – 3. Ecu's .....	98
A – 4. Europees Fonds voor Monetaire Samenwerking .....	98
A – 5. Handelskredieten .....	98
A – 6. Overige vorderingen .....	98
A – 6.1. In buitenlandse valuta's .....	98
A – 6.2. In franken .....	98
B – Verplichtingen .....	99
B – 1. Tegenover het Internationaal Monetair Fonds .....	99
B – 2. Tegenover het Europees Fonds voor Monetaire Samenwerking .....	99
B – 3. Tegenover niet-geldscheppende internationale instellingen .....	99
B – 4. Tegenover andere officiële instellingen .....	99
B – 5. Overige .....	99

**Hoofdstuk IV: Analytische voorstellingen die gebruikt worden voor de betalingsbalans van de BLEU .....** 100

1. <i>Het begrip „saldo“ van de betalingsbalans .....</i>	100
2. <i>Traditioneel nationaal schema van de betalingsbalans van de BLEU .....</i>	101
3. <i>Verruimd nationaal schema van de betalingsbalans van de BLEU .....</i>	102
4. <i>Balans van het lopende verkeer en van het kapitaalverkeer van de particuliere sector .....</i>	103

**Hoofdstuk V: Geografische indeling van de betalingsbalans van de BLEU .** 105

1. <i>Beginsel .....</i>	105
2. <i>Beschrijving van de geografische indeling van de betalingsbalans van de BLEU .....</i>	105

**Hoofdstuk VI: Vergelijking tussen de rubrieken van de betalingsbalans van de BLEU en de verrichtingen met het buitenland in de nationale rekeningen van België .....** 108

**BIJLAGE***Bladzijde*

Bijlage 1	Traditioneel nationaal schema van de betalingsbalans van de BLEU . .	111
Bijlage 2	Tabel van overeenstemming tussen het traditionele nationale schema van de betalingsbalans van de BLEU en het geünificeerde OESO-IMF-schema . . . . .	113
Bijlage 3	Verrichtingen met het buitenland, verrichtingen in buitenlandse valuta's van de ingezetenen met de Belgische en Luxemburgse banken en termijnvalutatransacties . . . . .	115
	1. Algemene beginselen . . . . .	115
	2. Definitie van de rubrieken . . . . .	115
	3. Schema . . . . .	117
Bijlage 4	Balans van het lopende verkeer en het kapitaalverkeer van de particuliere sector . . . . .	119
Bijlage 5	Tabel van overeenstemming tussen de rekening buitenland en het lopende verkeer in de betalingsbalans van de BLEU . . . . .	121



## Inleiding

In België gebeurt het opstellen van de betalingsbalans door publieke instellingen sinds kort na de Tweede Wereldoorlog. In deze periode werd het Internationaal Monetair Fonds belast met de opdracht een systematische en uniforme documentatie in te zamelen betreffende de betalingsbalans van de aangesloten landen. In 1948 stelde deze instelling een leidraad op betreffende de definitie en de voorstelling van de gegevens die in de betalingsbalans moesten opgenomen worden; dit was het eerste „Balance of Payments Manual”. Op grond van de richtlijnen die hierin vervat waren heeft de Nationale Bank van België dan de eerste betalingsbalans voor de Belgisch-Luxemburgse Economische Unie (BLEU) opgesteld; deze had betrekking op 1947<sup>(1)</sup>.

Sindsdien werden verschillende wijzigingen aangebracht aan de structuur en aan de inhoud van de betalingsbalans van de BLEU, met het oog op een grotere gelijkvormigheid met de type-balans van het IMF. De jongste belangrijke wijziging dateert uit 1979 en houdt verband met de verwerking van de goederentransacties op krediet, hetgeen een betere benadering van de betalingsbalans op transactiebasis mogelijk maakt.

De belangrijkste informatiebron waarvan de Nationale Bank van België gebruik maakt om de betalingsbalans van de BLEU op te stellen, zijn de gegevens betreffende financiële verrichtingen tussen ingezetenen en niet-ingezetenen die gebeuren via Belgische en Luxemburgse financiële instellingen, zoals ingezameld door het Belgisch-Luxemburgs Instituut voor de Wissel (BLIW). Dit is een instelling die bij Besluitwet van 6 oktober 1944 werd opgericht om de voorschriften uit te vaardigen die voor de toepassing van de deviezencontrole in de BLEU vereist zijn. De banken van de BLEU die het Insti-

tuut voor de Wissel heeft erkend als tussenpersoon in het verkeer met het buitenland, zijn ertoe gehouden de staten en bewijsstukken van hun operaties periodiek aan het Instituut te doen toekomen.

De statistische gegevens die op deze manier bekomen worden, worden met betrekking tot een aantal punten verbeterd en aangevuld om de betalingsbalans van de BLEU zo nauw mogelijk te laten aansluiten bij de beginselen van de in 1977 gepubliceerde vierde uitgave van het „Balance of Payments Manual” van het IMF.

De Nationale Bank van België stelt de betalingsbalans op volgens drie schema's:

- a) het traditionele nationale schema (zie bijlage I);
- b) het geünificeerde OESO-IMF-schema (zie bijlage II);
- c) het verruimde nationale schema (zie bijlage III).

Bijlage II omvat een tabel waarin de twee eerstgenoemde schema's met elkaar in overeenstemming worden gebracht; bijlage III maakt het mogelijk de band te leggen tussen het traditionele en het verruimde nationale schema. De benaming van dit laatste schema vindt zijn reden in het feit dat het traditionele nationale schema beperkt blijft tot contantverrichtingen van ingezetenen met het buitenland, terwijl hier tevens rekening gehouden wordt met transacties in buitenlandse valuta's van de ingezetenen met de binnenlandse geldscheppende instellingen en met de termijnvalutatransacties.

De gegevens van de betalingsbalans volgens het *traditionele nationale schema* worden maandelijks gepubliceerd in de tabellen 1 tot 4 van hoofdstuk IX van het deel „Statistieken” van het „Tijdschrift van de Nationale Bank van België”. Tabel 1 vermeldt jaargegevens, terwijl tabellen 2 en 3 de kwartaalsaldi van de betalingsbalans op transactiebasis weergeven. In tabel 4 worden de laatste beschikbare jaar-, kwartaal- en maand-

<sup>(1)</sup> Zij werd gepubliceerd in het Tijdschrift van Documentatie en Voorlichting van de Nationale Bank van België, april 1949 (XXIVe jaargang, vol. 1, nr. 4).

gegevens opgenomen van de betalingsbalans op kasbasis.

De betalingsbalansen opgesteld volgens het *geünificeerde OESO-IMF-schema* worden jaarlijks in genoemd Tijdschrift gepubliceerd, samen met het artikel over de betalingsbalans van de BLEU.

Het *verruimde nationale schema* van de betalingsbalans wordt gepubliceerd in tabel IX-5 van het Tijdschrift van de Bank onder de titel „Verrichtingen met het buitenland, verrichtingen in buitenlandse valuta's van de ingezetenen met de Belgische en Luxemburgse banken en termijnvalutatransacties". Deze tabel bevat de laatst beschikbare jaar-, kwartaal- en maandgegevens.

Onderhavige uiteenzetting heeft tot doel de begrippen, definities en methoden te beschrijven waarvan gebruik werd gemaakt om de betalingsbalans van de BLEU voor 1983 op te stellen.

In een eerste hoofdstuk worden de basisbegrippen en definities toegelicht volgens dewelke de BLEU-betalingsbalans wordt opgesteld. In de twee volgende hoofdstukken worden de verschillende posten van het traditionele nationale schema uiteengezet: hoofdstuk II handelt over het goederen- en dienstenverkeer en over de overdrachten; hoofdstuk III behandelt het kapitaalverkeer. In hoofdstukken IV tot VI tenslotte worden enkele bijzondere problemen toegelicht inzake betalingsbalansstatistieken. Hoofdstuk IV bespreekt het begrip saldo van de betalingsbalans en de voorstelling van dit begrip onder een vorm die analyse mogelijk maakt. Hoofdstuk V gaat in op de geografische indeling van de betalingsbalans. Hoofdstuk VI vergelijkt de beginselen die tot het opstellen van de betalingsbalans van de BLEU leiden met de beginselen die aan de grondslag liggen van het opstellen van de rekening van de buitenlandse sector in de Belgische nationale boekhouding.

# Hoofdstuk I: Hoofdbeginselen

Een betalingsbalans kan, algemeen gezien, worden omschreven als een staat van de internationale economische transacties van een volkshuishouding, d.w.z. van de goederen en diensten die deze volkshuishouding aan andere volkshuishoudingen heeft geleverd of die ze ervan heeft ontvangen, evenals van de veranderingen in haar vorderingen en schulden tegenover het buitenland, met uitzondering nochtans van de veranderingen in vorderingen en schulden tegenover het buitenland die het gevolg zijn van waardeveranderingen ten gevolge van prijs- of wisselkoersschommelingen<sup>(1)</sup>.

Op het *credit* van de betalingsbalans noteert men:

- de goederen en diensten die aan het buitenland geleverd werden;
- de vermindering van financiële tegoeden op het buitenland en de toename van financiële verplichtingen aan het buitenland;
- de tegenboeking, om een boekhoudkundig evenwicht te hebben, van goederen, diensten en financiële tegoeden die gratis van het buitenland ontvangen werden.

Omgekeerd noteert men op het *debet*:

- de goederen en diensten die van het buitenland ontvangen werden;
- de toename van financiële tegoeden op het buitenland en de vermindering van financiële verplichtingen aan het buitenland;
- de tegenboeking, om een boekhoudkundig evenwicht te hebben, van goederen, diensten en financiële tegoeden die gratis aan het buitenland geleverd werden.

---

<sup>(1)</sup> Aldus worden in de betalingsbalans van de BLEU de boekhoudkundige veranderingen ten gevolge van wisselkoerswijzigingen tussen de Belgische frank en buitenlandse valuta's niet opgenomen in de bewegingen van vorderingen en schulden tegenover het buitenland van Belgische en Luxemburgse banken en van de Nationale Bank.

De betalingsbalans van de BLEU is de statistiek waarin alle contante verrichtingen worden opgetekend, zowel in (Belgische of Luxemburgse) frank als in buitenlandse valuta's, die in de loop van een bepaalde periode plaatsvonden tussen de ingezetenen van de BLEU en de niet-ingezetenen. Zij is ingedeeld naar soort van operaties en naar sectoren, evenals naar land of groepen van landen.

Deze algemene definities vergen een zeker aantal nauwkeuriger omschrijvingen.

## 1. HET BEGRIP „INGEZETENE VAN EEN ECONOMIE”

Deze afdeling bestaat uit twee paragrafen. De eerste paragraaf is gewijd aan de definitie van „ingezetenen” en „niet-ingezetenen” die in de betalingsbalans van de BLEU gebruikt wordt. In de tweede paragraaf wordt het uitgangspunt toegelicht van de registratie van de verrichtingen tussen ingezetenen en niet-ingezetenen, alsmede de uitzonderingen op het beginsel.

### 1.1 Definitie van de „ingezetenen” en „niet-ingezetenen”

Over het algemeen worden de natuurlijke en rechtspersonen wier economisch belangencentrum in een bepaald land ligt, beschouwd als ingezetenen van dat land, ongeacht of zij er de nationaliteit van hebben of niet.

De definitie van „ingezetenen” en „niet-ingezetenen” waarvan in de betalingsbalans van de BLEU<sup>(2)</sup> gebruik wordt gemaakt

---

<sup>(2)</sup> Deze definitie steunt in hoofdzaak op die welke het Belgisch-Luxemburgs Instituut voor de Wissel in zijn reglementering toepast. Volgens de daaraan eigen terminologie worden de ingezetenen van België „inlanders” en die van het Groothertogdom Luxemburg „résidents” genoemd.

stemt overeen met deze algemene definitie. Ingezetene is iedere natuurlijke persoon die zijn voornaamste verblijfplaats heeft in België of in het Groothertogdom Luxemburg, alsmede iedere rechtspersoon waarvan de maatschappelijke zetel gevestigd is in België of in het Groothertogdom Luxemburg.

De territoriale afbakening van de betalingsbalans van de BLEU berust op economische criteria. De betalingsbalans van de BLEU heeft immers betrekking op het economisch grondgebied bestaande uit het grondgebied van de Belgische Staat en dat van de Luxemburgse Staat ten gevolge van de ondertekening te Brussel, op 25 juli 1921, van het Verdrag waardoor tussen België en het Groothertogdom Luxemburg een economische unie tot stand kwam.

Deze algemene definitie verdient een nadere toelichting wat betreft de Europese en internationale instellingen die in de BLEU gevestigd zijn, het personeel van deze instellingen, buitenlandse werknemers die in de BLEU werken en Belgische en Luxemburgse werknemers die niet in de BLEU werkzaam zijn.

De Europese en internationale instellingen in de BLEU worden als niet-ingezetenen beschouwd omdat internationale instellingen gezien worden als ingezetenen van een internationaal gebied dat buiten de grenzen ligt van het land waarin zij geografisch gevestigd zijn. Het personeel van deze instellingen wordt daarentegen wel als ingezetenen beschouwd.

Voor het registreren van lonen, wedden en pensioenen (met uitzondering van die van de Staat) die betaald worden aan buitenlandse werknemers of aan Belgische en Luxemburgse werknemers die in het buitenland werkzaam zijn is het nodig een onderscheid te maken tussen:

- buitenlandse werknemers die afkomstig zijn uit aangrenzende landen<sup>(1)</sup> en zij die behoren tot niet-aangrenzende landen van de BLEU;

<sup>(1)</sup> Aangrenzende landen van de BLEU zijn: Nederland, de Bondsrepubliek Duitsland en Frankrijk.

- Belgische en Luxemburgse werknemers die werken in aangrenzende landen en zij die in andere dan in aangrenzende landen van de BLEU werkzaam zijn.

Buitenlandse werknemers die in de BLEU werken worden als ingezetenen van de BLEU beschouwd indien zij behoren tot niet-aangrenzende landen; als ze uit aangrenzende landen afkomstig zijn worden ze als niet-ingezetenen beschouwd. Zo ook blijven Belgische en Luxemburgse werknemers die in het buitenland werken ingezetenen van de BLEU als ze in een aangrenzend land werkzaam zijn; in het andere geval zijn ze niet-ingezetenen.

Belgische en Luxemburgse ingezetenen die in aangrenzende landen van de BLEU werken zijn meestal grensarbeiders die vaak terugkeren in de BLEU, waar hun gezin woont, en van wie men bijgevolg kan veronderstellen dat zij er hun belangencentrum behouden hebben. Gelijkaardige overwegingen gelden voor buitenlandse werknemers uit buurlanden, die in de BLEU werkzaam zijn. Als gevolg hiervan worden lonen, wedden en pensioenen (met uitzondering van die van de Staat), afkomstig van of met bestemming naar de landen die aan de BLEU grenzen, geregistreerd als dienstenverkeer (rubriek 1.71 Grensarbeiders).

Indien daarentegen het werkverschaffende land en het land van oorsprong geografisch ver van elkaar verwijderd zijn (niet-aangrenzende landen), gaat men er van uit dat de werknemer zijn voornaamste centrum van economische belangen heeft in het land waar hij een betrekking bekleeft. Men neemt dus aan dat alle werknemers afkomstig van ver afgelegen (niet-aangrenzende) landen hun belangencentrum verlegd hebben naar het land waar zij tewerkgesteld zijn en dat de bedragen die zij overmaken naar hun land van herkomst besparingen zijn en geen inkomsten. Als gevolg hiervan worden lonen, wedden en pensioenen (met uitzondering van die van de Staat), afkomstig van of met bestemming naar de landen die niet aan de BLEU grenzen, geregistreerd als ontvangen of afgestane overdrachten (rubriek 2.1 Overdrachten van particulieren).

## 1.2 Uitgangspunt van de registratie van de operaties tussen ingezetenen en niet-ingezetenen

In beginsel worden in een betalingsbalans alleen de transacties tussen ingezetenen en niet-ingezetenen in aanmerking genomen. De betalingsbalans van de BLEU kent echter wel enkele uitzonderingen op dit principe dat door het IMF voorgestaan wordt:

- in de betalingsbalans worden elementen opgenomen waaraan geen enkele transactie met het buitenland ten grondslag ligt;
- men registreert sommige transacties onder ingezetenen;
- men registreert sommige transacties onder niet-ingezetenen;
- men laat sommige transacties tussen ingezetenen en niet-ingezetenen weg.

### A – *Opgenomen verrichtingen waaraan geen transactie met het buitenland ten grondslag ligt*

De bijzondere trekkingsrechten toegekend aan de lid-staten van het Internationaal Monetair Fonds verhogen de reserves van de landen en worden om die reden in de betalingsbalansen opgenomen. Aangezien aan de wijzigingen geen enkele transactie met het buitenland ten grondslag ligt<sup>(1)</sup>, wordt de tegenpost ervan op een andere wijze geregistreerd<sup>(2)</sup>.

In de betalingsbalans van de BLEU worden de toewijzingen van de BTR alleen maar „pro memorie” onderaan de balans geboekt. Op die wijze is de verhoging van de deviezenreserves geregistreerd zonder dat men hoeft te voorzien in een tegenpost. Deze laatste zou immers, indien hij „boven de lijn” voorkwam, de betekenis van het balanssaldo vervalsen en indien hij „onder de lijn” was ingeschreven, zou hij kunnen worden verklaard als een compensatie van de weer-

slag van de verhoging der BTR op de goudvoorraad en nettodeviezenpositie van de geldscheppende instellingen.

### B – *Opgenomen transacties tussen ingezetenen*

Transacties tussen ingezetenen worden hoofdzakelijk in de volgende drie gevallen opgetekend in de betalingsbalans:

- i) Wanneer de invoer in cif-termen wordt geraamd, kan de waarde ervan de transport- en verzekeringskosten omvatten betaald door de nationale importeurs aan ingezetenen. In dat geval worden in de handelsbalans van het invoerland operaties onder ingezetenen opgenomen.
- ii) Wanneer tussen ingezetenen transacties plaatshebben die een overdracht van vorderingen op het buitenland van een binnenlandse sector naar een andere tot gevolg hebben.
- iii) Wanneer een goudtransactie plaatsheeft tussen twee ingezetenen waarvan de ene tot de geldscheppende sector behoort. Dit houdt verband met de omstandigheid dat, wanneer het goud in het bezit is van de geldscheppende sector, het gelijkgesteld wordt met de vorderingen op het buitenland.

Wat deze twee laatste gevallen betreft gebeurt de registratie van transacties tussen ingezetenen in overeenstemming met de richtlijnen van het IMF. In het eerste geval daarentegen is de registratie te wijten aan de wijze waarop de invoer in de betalingsbalans van de BLEU geraamd wordt.

Het Handboek van het IMF schrijft voor dat de uitvoer en invoer van goederen moet geboekt worden in fob-termen aan de douanegrens van de uitvoerder. In de betalingsbalans van de BLEU daarentegen wordt de waarde van de ingevoerde en uitgevoerde goederen mee bepaald door de wijze waarop de transactie afgehandeld wordt: een op fob-basis betaalde transactie wordt opgenomen voor haar fob-waarde en een op cif-basis betaalde transactie wordt erin opgenomen voor haar cif-waarde. Hieruit volgt dat de uitgaven voor invoer de terugbetaling door de importeurs kunnen omvatten van sommige vracht- en verzekerings-

<sup>(1)</sup> De transactie omvat immers maar een enkele partij, nl. de ingezetene.

<sup>(2)</sup> Meer bepaald vormt de toewijzing (credit) of de schrapping (debet) zelf de tegenpost die overeenstemt met respectievelijk de verhoging (debet) of de vermindering (credit) van de tegoeden in bijzondere trekkingsrechten.

kosten die door de buitenlandse uitvoerders betaald werden aan in de BLEU gevestigde vervoerders en verzekeraars. Deze overschatting van de invoeruitgaven wordt in het saldo van het gezamenlijke goederen- en dienstenverkeer gecompenseerd doordat de posten „vrachtkosten” en „verzekeringskosten” voor het goederenvervoer aan de kant van de ontvangsten de bedragen omvatten die de in de BLEU gevestigde vervoerders en verzekeraars geïnd hebben.

Volgens het IMF moet de betalingsbalans van een economie niet enkel de transacties op tegoeden en verplichtingen tussen ingezetenen en niet-ingezetenen registreren, maar eveneens de transacties tussen niet-ingezetenen op de overdraagbare verplichtingen van deze economie en de transacties tussen ingezetenen op de overdraagbare buitenlandse tegoeden van deze economie. Het tweede punt handelt over deze laatstvermelde gevallen.

Aldus worden in de betalingsbalans van de BLEU de transacties tussen ingezetenen opgenomen die aanleiding geven tot een overdracht van vorderingen op het buitenland van de ene binnenlandse sector naar een andere. Dit is bv. het geval als handelsbanken deviezen afstaan aan de centrale bank.

Zo ook registreert de betalingsbalans sommige kapitaaltoevloeiingen uit het buitenland die in feite transacties onder ingezetenen dekken (bv. wanneer op leningen uitgegeven door ingezetenen in het buitenland is ingeschreven door ingezetenen). Als tegenpost voor deze toevloeiingen uit hoofde van buitenlandse investeringen en beleggingen in de BLEU is er kapitaaluitvoer uit hoofde van Belgisch-Luxemburgse investeringen en beleggingen in het buitenland.

Het derde punt houdt verband met de monetisatie en demonetisatie van het goud<sup>(1)</sup>. Goud kan inderdaad aangehouden

worden als gewone koopwaar (niet-monetair goud) of als vordering op het buitenland als het in handen is van de monetaire overheid (monetair goud). De veranderingen in de hoeveelheid monetair goud moeten volgens het IMF opgenomen worden in de betalingsbalans. Zo registreert de betalingsbalans van de BLEU de goudtransacties tussen twee ingezetenen, waarvan een de Nationale Bank is. Een goudtransactie tussen twee ingezetenen waarvan één een private bank is wordt daarentegen niet in de betalingsbalans opgenomen, omdat het goud van de private banken beschouwd wordt als een gewone koopwaar.

### C – *Opgenomen transacties tussen niet-ingezetenen*

Transacties tussen niet-ingezetenen worden in de betalingsbalans in hoofdzaak in de twee volgende gevallen geregistreerd:

- i) Wanneer de uitgevoerde goederen vervoerd en verzekerd worden door niet in de BLEU gevestigde bedrijven voor rekening van de buitenlandse importeur, kan de handelsbalans van het uitvoerland operaties onder niet-ingezetenen omvatten.
- ii) Wanneer de transacties tussen niet-ingezetenen tot gevolg hebben dat verplichtingen van het land dat de balans opstelt, worden overgedragen van een buitenlandse sector naar een andere.

In de betalingsbalans van de BLEU kunnen de uitvoerontvangsten de terugbetaling door buitenlandse importeurs omvatten van sommige vracht- en verzekeringskosten betaald door in de BLEU gevestigde exporteurs aan buitenlandse vervoerders en verzekeraars. Zoals reeds in punt B werd vermeld vloeit deze overschatting van de uitvoerontvangsten voort uit de specifieke registratiewijze van de betalingsbalans van de BLEU. Zij wordt in het saldo van het gezamenlijke goederen- en dienstenverkeer gecompenseerd doordat de posten „vrachtkosten” en „verzekeringskosten” voor het goederenverkeer aan de kant van de uitgaven de betalingen door de exporteurs omvatten voor rekening van de buitenlandse importeurs ten

<sup>(1)</sup> De overheid monetiseert of demonetiseert goud wanneer zij haar tegoeden in monetair goud verhoogt door niet-monetair goud aan te kopen (d.w.z. nieuw gedolven goud of goud dat op de markt is aangeboden) of wanneer zij monetair goud dat zij aanhoudt gebruikt voor niet-monetaire doeleinden (bv. voor verkoop aan particulieren), Handboek van de betalingsbalans, 4e uitgave, 1977, IMF.

gunste van de buitenlandse vervoerders en verzekeraars.

Wat de operaties bedoeld onder ii) betreft schrijft het IMF voor deze op te nemen in de betalingsbalans. Zo registreert de betalingsbalans van de BLEU transacties tussen niet-ingezetenen die een overdracht van verplichtingen inhouden van de ene buitenlandse sector naar een andere. Dit is bv. het geval wanneer buitenlandse handelsbanken aan een buitenlandse monetaire overheid vorderingen op in de BLEU gevestigde handelsbanken afstaan.

Zo ook registreert de betalingsbalans sommige kapitaaltransacties onder niet-ingezetenen, bij voorbeeld wanneer op leningen uitgegeven in de BLEU door niet-ingezetenen, wordt ingeschreven door niet-ingezetenen. Er is dan een uitvoer van kapitaal uit hoofde van Belgisch-Luxemburgse investeringen en beleggingen in het buitenland met als tegenpost een invoer van kapitaal uit hoofde van buitenlandse investeringen en beleggingen in de BLEU.

#### D – *Weggelaten transacties tussen ingezetenen en niet-ingezetenen*

In tegenstelling tot hetgeen de naam zou laten vermoeden betreft de betalingsbalans niet de betalingen maar wel de transacties, zodat zij de internationale transacties moet opnemen die geen aanleiding geven tot betalingen in geld, zoals bv. de ruilhandel en de giften in natura.

In de betalingsbalans van de BLEU worden in de cijfers van de betalingen sommige aanpassingen aangebracht om aldus de transacties op te nemen die geen aanleiding geven tot betalingen (bv. giften in natura, aankoop en verkoop van goederen in compensatie, goederentransacties gekoppeld aan commerciële kredieten die kunnen worden opgetekend). Nochtans worden bepaalde verrichtingen tussen ingezetenen en niet-ingezetenen uit de betalingsbalans van de BLEU weggelaten bij gebrek aan gegevens. Algemeen gesproken gaat het over bepaalde verrichtingen die buiten het banksysteem van de BLEU afgehandeld worden.

## 2. DE METHODE VAN OPTEKENING VAN DE GEREGERDE OPERATIES

De in een betalingsbalans geregistreerde operaties kunnen zijn:

- ofwel de economische transacties, zelfs indien sommige ervan geen aanleiding geven tot betalingen of indien deze laatste uitgesteld zijn of vervroegd. De aldus opgemaakte balansen worden „balansen op transactiebasis” genoemd;
- ofwel de betalingen, d.w.z. de geldoverdrachten waartoe de transacties aanleiding geven en op grond waarvan de „balansen op kasbasis” worden opgesteld.

In het Handboek schrijft het IMF voor om de betalingsbalans op transactiebasis op te stellen. De voornaamste statistische bron waarvan de Nationale Bank gebruik maakt om de betalingsbalans van de BLEU op te stellen is echter de registratie door het Belgisch-Luxemburgs Instituut voor de Wissel van de betalingen die via het Belgische en Luxemburgse banksysteem worden verricht. De balans die aan de hand daarvan wordt opgesteld is van het type „op kasbasis”.

Om deze balans zoveel mogelijk vergelijkbaar te maken met een balans op transactiebasis, worden in de bedragen van de bovengenoemde betalingen evenwel een aantal aanpassingen aangebracht. Deze aanpassingen gelden in hoofdzaak de post „Uitvoer en invoer van goederen”. Zij hebben tot doel om deze verrichtingen toe te rekenen aan de effectieve datum van de transactie enerzijds en om het toepassingsgebied van de geregistreerde operaties uit te breiden anderzijds.

Wat dit laatste betreft gaan de aanpassingen over:

- bepaalde giften in natura
- transacties die betaald worden in bankbiljetten
- transacties waarvan de betalingen gecompenseerd werden

Nadere toelichtingen over de wijze waarop deze aanpassingen doorgevoerd worden zullen gegeven worden bij de bespreking van de betrokken rubrieken van de betalingsbalans. Het principe van de aanpassing

van de tijdsverschillen daarentegen wordt in de nu volgende afdeling 3 uiteengezet.

### 3. AANPASSING VAN DE TIJDSVERSCHILLEN

Tijdsverschillen in de registratie van de operaties komen tot uiting in alle gevallen waarin een economische transactie niet betaald wordt op het ogenblik dat ze plaatsheeft (bv. wanneer een goed van eigenaar verandert of de grens overschrijdt), maar tevoren (vervroegde betaling) of nadien (uitgestelde betaling).

Zo registreren de balansen op transactiebasis de transacties op het ogenblik waarop ze plaatshebben. Wordt de betaling uitgevoerd op krediet, dan worden de economische transactie en het krediet waarmee zij gepaard gaat – dit laatste is een kapitaalbeweging – onmiddellijk in de balans opgenomen: het krediet wordt later geannuleerd, bij de betaling.

Een balans op kasbasis registreert de transacties daarentegen pas wanneer ze betaald worden. De kredieten die naar aanleiding van de transacties worden verleend, worden dus niet opgetekend. Dit zou het geval zijn voor de betalingsbalans van de BLEU indien de betalingen die door het BLIW werden opgetekend niet gecorrigeerd zouden worden om de invloed van uitgestelde betalingen weg te werken.

Het principe van deze aanpassing van de tijdsverschillen wordt hieronder beschreven, rekening houdend met het verschil in aanpassingen naargelang het gaat om goederentransacties of andere transacties. De preciese definitie van de aanpassingsmethode zal gegeven worden bij de bespreking van de betrokken rubrieken.

#### 3.1 Aanpassing van tijdsverschillen op goederentransacties

Deze aanpassing gebeurt in twee fasen. In een eerste fase wordt een raming gemaakt van invoer en uitvoer door bij de door het BLIW opgetekende betalingen door het banksysteem de veranderingen bij te tellen

van de handelskredieten die bij de Belgische en Luxemburgse banken gemobiliseerd werden. Dergelijke aanpassing is interessant omdat de noodzakelijke gegevens snel beschikbaar zijn. Een dergelijke correctie laat nochtans niet toe rekening te houden met de handelskredieten die niet gemobiliseerd werden bij Belgische en Luxemburgse banken; de betalingsbalans die men aldus bekomt beantwoordt aan een optiek die het midden houdt tussen transacties en betalingen.

In een tweede fase gaat men over tot de definitieve aanpassing van de uitvoer- en invoergegevens door de bankbetalingen in te delen volgens de maand waarin de transactie effectief plaats vond, en dit op grond van de datum van inkleding. In principe moet deze aanpassing het mogelijk maken om de invloed van betalingsuitstel volledig weg te werken om zo een balans op transactiebasis te bekomen. Het nadeel van deze methode is dat er heel wat tijd verloopt alvorens deze aangepaste gegevens ter beschikking komen. De eerstvermelde methode is dus verantwoord wil men zo vlug mogelijk kunnen beschikken over gegevens van invoer en uitvoer van goederen.

#### 3.2 Aanpassing van tijdsverschillen op andere transacties

Een aanpassing van de BLIW-gegevens betreffende bankbetalingen wordt eveneens aangebracht aan de rubrieken 1.12 „Loonwerk” en 1.13 „Arbitrage”. Deze aanpassing bestaat er in dat bij de BLIW-gegevens de veranderingen bijgeteld worden van de handelskredieten betreffende het loonwerk en de arbitrage. Deze gegevens worden geschat op grond van een driemaandelijke enquête bij de in de BLEU gevestigde ondernemingen.

### 4. BEGINSELEN MET BETREKKING TOT DE RAMING VAN DE TRANSACTIES

In beginsel moeten de inschrijvingen in de betalingsbalans worden uitgedrukt in de



marktprijs, d.w.z. de prijs waartegen tussen van elkaar onafhankelijke partijen een transactie plaatsheeft waarin alleen commerciële overwegingen spelen<sup>(1)</sup>. Indien de transactie geen werkelijke marktprijs heeft, is het dus soms nodig zijn toevlucht te nemen tot een vervangingswaarde vastgesteld naar analogie met de overeenstemmende marktprijzen (bv. in het geval van ruilhandel, giften of transacties tussen filiaalbedrijven).

In de betalingsbalans van de BLEU bestaan de inschrijvingen in beginsel uit de bedragen van de betalingen aan en van het buitenland via het Belgische en Luxemburgse bankwezen. Indien men voor bepaalde transacties geen gegevens over bankbetalingen heeft, neemt men zonder aanpassing de raming van hun waarde op grond van de beschikbare statistische gegevens.

Wat de raming betreft moeten twee punten onderlijnd worden. Ten eerste moet gesteld worden dat de ramingsmethode in de betalingsbalans van de BLEU wat de goederen betreft afwijkt van het principe dat door het IMF voorgestaan wordt. Volgens dit principe moet invoer en uitvoer genoteerd worden aan fob-waarde bij de douanegrens van het uitvoerend land. In de betalingsbalans van de BLEU wordt de waarde van invoer en uitvoer bepaald door de betalingsvoorwaarden van elke transactie: een op fob-basis betaalde transactie wordt er in opgenomen voor haar fob-waarde, een op cif-basis betaalde transactie wordt er in opgenomen voor haar cif-waarde.

Het tweede punt is dat een betalingsbalans volgens het IMF slechts transacties mag bevatten en geen waardeveranderingen van reële en financiële activa die veroorzaakt zijn door prijs- of wisselkoersschommelingen. De betalingsbalans van de BLEU beantwoordt aan dit principe. Daarom worden correcties aangebracht aan de bewegingen van de vorderingen en schulden in buitenlandse valuta's, in bijzondere trekkingen

ten, in Ecu's en aan de bewegingen van de vorderingen in goud, om de invloed van wisselkoersschommelingen of van wijzigingen in de goudprijs weg te werken.

## 5. REKENEENHEID EN WIJZE VAN OMREKENING

Wat de keuze van de rekeneenheid betreft, worden alle geregistreeerde transacties omgezet in Belgische frank<sup>(2)</sup>.

Aangezien de transacties die in de betalingsbalans moeten worden opgenomen aanvankelijk gesteld zijn in verschillende valuta's, kunnen zij niet worden opgeteld vooraleer zij omgezet zijn in nationale valuta of in een andere rekeneenheid. Het omrekeningsproces dat door het IMF in haar Handboek wordt weergegeven bestaat er in de omzetting te verrichten tegen de wisselkoers die bestond tussen de munt waarin de transactie gebeurde en de rekeneenheid op het ogenblik dat het contract van de transactie gesloten werd. Omdat deze datum in de praktijk zelden gekend is suggereert het IMF om de omrekening te doen aan de hand van de gemiddelde marktcoers van de periode tijdens welke de transactie geregistreerd is.

In de betalingsbalans van de BLEU gebeuren de omrekeningen in Belgische frank van de operaties die in vreemde valuta's afgehandeld werden op basis van de gemiddelde dagkoersen die op de gereguleerde deviezenmarkt in Brussel werden toegepast in de loop van de periode tijdens welke de transacties werden geregistreerd<sup>(3)</sup>.

<sup>(2)</sup> Ingevolge het stelsel van monetaire associatie tussen België en Luxemburg, heeft de Luxemburgse frank dezelfde waarde als de Belgische.

<sup>(3)</sup> Voor de goederenoperaties gebeurt de omrekening in Belgische frank van betalingen in vreemde valuta's op het BLIW tegen de gemiddelde wisselcoers van de periode tijdens dewelke de betaling werd opgetekend. Deze betalingen worden opnieuw ingedeeld volgens de datum van inkleding teneinde de transacties van een bepaalde periode te kunnen samenstellen (zie boven, blz. 76). Dienvolgens brengt de Nationale Bank een verbetering aan aan de opnieuw ingedeelde betalingen om ze te kunnen berekenen tegen de gemiddelde wisselcoers van de transactieperiode waaraan zij aldus toegewezen werden.

<sup>(1)</sup> De bij een transactie betrokken partijen zijn bv. niet onafhankelijk in bovengenoemde zin indien het gaat om filiaalbedrijven, en commerciële overwegingen zijn niet altijd de enige waardoor de partijen zich laten leiden.

## 6. STRUCTUUR VAN DE BETALINGSBALANS

In de betalingsbalans van de BLEU wordt een tweevoudige opsplitsing gemaakt: de verrichtingen worden ingedeeld volgens rubrieken die economische transacties van eenzelfde aard bundelen enerzijds en volgens sectoren waartoe de betrokken economische subjecten behoren anderzijds. Aan elk van deze indelingen zal een paragraaf gewijd worden. In een derde paragraaf zal de indeling van de betalingsbalans van de BLEU vergeleken worden met hetgeen het IMF terzake voorschrijft<sup>(1)</sup>.

### 6.1 Indeling van de betalingsbalans naar hoofdrubrieken

Voor de analyse van de internationale economische betrekkingen is het noodzakelijk dat de betalingsbalansen ingedeeld worden in grote rubrieken op grond van de verschillende soorten van transacties die er in voorkomen. Deze kunnen worden ingedeeld in vijf categorieën:

- aankopen en verkopen van goederen en diensten tegen financiële activa (d.w.z. omwisseling van goederen en diensten tegen vorderingen of tegen monetair goud);
- ruilhandel (d.w.z. omwisseling van goederen en diensten tegen andere goederen en diensten);
- omwisseling van financiële activa tegen andere financiële activa (bv. verkoop van effecten tegen contanten);
- het afstaan of het verkrijgen van goederen en diensten zonder tegenpost (bv. giften in natura);
- het afstaan of het verkrijgen van financiële activa zonder tegenpost (bv. giften in contanten).

Deze vijf categorieën van economische transacties veroorzaken reële of financiële stromen. Meestal worden zij ondergebracht onder drie hoofdrubrieken:

- goederen en diensten (met inbegrip van de diensten van de produktiefactoren)<sup>(2)</sup>, d.w.z. de stromen van reële middelen, ongeacht of het gaat om stromen als tegenpost van andere stromen (reële of financiële) of niet;
- overdrachten, d.w.z. de inschrijvingen die de boekhoudkundige tegenpost vormen van kosteloze dienstverleningen (zonder economische tegenpost) die elders in de betalingsbalans worden opgenomen: reële middelen (goederen, diensten) en financiële activa afgestaan of verkregen zonder in ruil ervoor reële middelen of financiële activa te verwerven of te geven;
- kapitaalverkeer, d.w.z. de transacties met betrekking tot financiële activa (monetair goud, bijzondere trekkingsrechten, Ecu's, vorderingen) ongeacht of die transacties al dan niet een (reële of financiële) tegenpost hebben.

In de betalingsbalans van de BLEU wordt die indeling in drie hoofdrubrieken toegepast. Men vindt er inderdaad in terug:

- het goederen- en dienstenverkeer;
- de overdrachten;
- het kapitaalverkeer.

### 6.2 Indeling van de betalingsbalans naar sectoren

Voor de analyse van de internationale economische betrekkingen is, behalve een indeling van de operaties van de betalingsbalans naar hoofdrubrieken, een indeling naar sectoren onmisbaar. Tot een zelfde soort van operaties kan immers worden besloten op grond van verschillende redenen naar gelang van de sectoren waartoe de betrokken economische subjecten behoren. Traditioneel zijn de balansen van de overdrachten en van de kapitaalbewegingen ingedeeld naar sectoren, terwijl de balans van de goederen en diensten het niet is<sup>(3)</sup>.

<sup>(1)</sup> Het nationale schema van de betalingsbalans van de BLEU wordt in bijlage I gegeven. In bijlage II wordt het vergeleken met het geunificeerde OESO-IMF-schema.

<sup>(2)</sup> Deze diensten worden in de nationale rekeningen ook „factorinkomens” genoemd.

<sup>(3)</sup> De enige uitzondering is de post „Niet elders vermeldde overheidstransacties”.

Meestal onderscheiden de betalingsbalansschema's twee basissectoren:

- de overheidssector;
- de particuliere sector.

Bovendien maken de betalingsbalansschema's, althans wat de bewegingen van kort kapitaal betreft, een onderscheid tussen:

- de geldscheppende sector en
- de niet-geldscheppende sector.

De geldscheppende sector omvat in het algemeen:

- de monetaire overheid (centrale bank, wisselkoersstabilisatiefonds en, voor zover zij monetaire operaties uitvoert, de Schatkist);
- de handelsbanken.

Het onderbrengen van een operatie in de ene of de andere sector hangt meestal samen met de hoedanigheid van het in de BLEU gevestigde economisch subject. Naar gelang van de soort verrichting waarover het gaat, gebeurt dat aan de hand van één van de twee door het IMF voorgestelde algemene criteria: het criterium van de „in de BLEU gevestigde mede-contractant” of dat van de „in de BLEU gevestigde debiteur (of crediteur)”<sup>(1)</sup>.

In twee bijzondere gevallen doet de indeling van de transacties naar sectoren problemen rijzen:

- een ingezetene staat aan een niet-ingezetene een schuldbewijs af waarvan hij niet de debiteur is (bv. een door de nationale regering uitgegeven effect wordt door een ingezetene van de particuliere sector verkocht aan een niet-ingezetene). Deze operatie kan worden ondergebracht in de particuliere sector waartoe de ingezetene behoort die eraan heeft deelgenomen, of aan de overheidssector waartoe de binnenlandse debiteur behoort. In het eerste geval

heeft men op de ingezetene het criterium van de „binnenlandse mede-contractant” en in het tweede dat van de „binnenlandse debiteur” toegepast;

- een ingezetene verkrijgt een vordering op het buitenland en staat ze vervolgens af aan een andere ingezetene die behoort tot een andere binnenlandse sector (bv. een handelsbank koopt een buitenlands overheidseffect en staat het vervolgens af aan een onderneming). Deze tweede transactie, die heeft plaatsgehouden tussen twee ingezetenen, kan ofwel worden verwaarloosd krachtens het criterium van de „binnenlandse mede-contractant” ofwel worden geregistreerd als aankoop van een buitenlands actief door de sector „bedrijven” en als verkoop van datzelfde actief door de sector „handelsbanken” in toepassing van het criterium van de „binnenlandse crediteur”.

In de betalingsbalans van de BLEU worden de sectoren als volgt onderscheiden:

- t.a.v. het goederen- en dienstenverkeer: er wordt een rubriek „Overheidstransacties” afgezonderd;
- t.a.v. de overdrachten: deze worden ingedeeld in particuliere overdrachten en overdrachten van de overheid;
- t.a.v. het kapitaalverkeer: er wordt een onderverdeling gemaakt tussen:
  - de kapitalen van de overheid;
  - de kapitalen van de bedrijven en particulieren.

De overheid omvat de economische subjecten die deel uitmaken van de sector „Staat” in de zin van de nationale rekeningen. Zij worden onderverdeeld in twee subsectoren:

- de Staat
- de overige overheidsinstanties.

De bedrijven en particulieren omvatten alle andere economische subjecten, met uitzondering van de instellingen met overwegend geldscheppend karakter. Deze sector is onderverdeeld in twee subsectoren:

- de openbare instellingen;
- de particuliere bedrijven en particulieren.

<sup>(1)</sup> Deze maatstaven worden eveneens toegepast voor de geografische indeling van de operaties; zij worden dan respectievelijk „criterium van de buitenlandse mede-contractant” en „criterium van de buitenlandse debiteur (of crediteur)” genoemd.

Onder de openbare instellingen wordt een onderscheid gemaakt tussen:

- de overheidsbedrijven<sup>(1)</sup>;
- de financiële instellingen van de overheidssector<sup>(1)</sup>.

„Onder de lijn”, als posten tot financiering van de balans, worden de operaties van de (Belgische en Luxemburgse) instellingen met overwegend geldscheppend karakter opgetekend. Wat deze instellingen betreft wordt een onderscheid gemaakt tussen:

- de Belgische en Luxemburgse banken;
- de diverse instellingen;
- de Nationale Bank van België.

De diverse instellingen omvatten het Bestuur der Postchecks en het Herdiscontoring- en Waarborginstituut (voor het „geldscheppende” deel van de operaties van deze laatste instelling, d.w.z. die welke gefinancierd worden aan de hand van middelen afkomstig van geldscheppende instellingen).

Het algemene beginsel van de toewijzing van de verrichtingen tot bepaalde sectoren, steunend op het beginsel van de „binnenlandse mede-contractant”, is dat deze operaties geboekt worden bij de sector waaraan de opgetekende kapitaalbewegingen ten goede komen of waarvan ze afkomstig zijn; m.a.w., de betalingsbalans streeft ernaar te doen uitschijnen welke sectoren kapitaal hebben ingevoerd en vanuit welke kapitaal is uitgevoerd.

Op het hierboven vermelde algemene beginsel gelden evenwel enkele uitzonderingen, inz. met betrekking tot transacties met Belgische en Luxemburgse overheids effecten. Alle aankopen en inschrijvingen door buitenlanders van obligaties uitgegeven door de binnenlandse overheidssector worden aan die sector toegewezen, zelfs indien deze laatste niet de sector is waaraan de opgetekende kapitaal invoer ten goede komt. Op dezelfde wijze worden alle aflossingen aan buitenlanders en verkopen door buitenlanders van obligaties van de binnenlandse

overheidssector aan deze sector toegewezen, zelfs indien deze laatste niet de sector is waarvan de opgetekende kapitaaluitvoer afkomstig is.

Voorts worden de deelnemingen van de Staat in het Internationaal Monetair Fonds, in overeenstemming met de aanbevelingen van het IMF, toegewezen aan de centrale bank.

### 6.3 Vergelijking met de structuur die door het IMF wordt aanbevolen

Net zoals de betalingsbalans van de BLEU hergroepeert het door het IMF voorgestane schema de economische transacties in drie grote rubrieken:

- goederen en diensten;
- overdrachten;
- kapitalen.

Op het vlak van goederen, diensten en overdrachten is de structuur van de betalingsbalans van de BLEU erg gelijklopend met de structuur die het IMF voorstelt.

Op het vlak van het kapitaalverkeer daarentegen zijn er wel verschillen. De structuur van het IMF-schema steunt in eerste instantie op de aard van de kapitaalbeweging (directe investeringen, beleggingen in effecten en overige kapitalen). Vervolgens wordt een indeling gemaakt in kapitaalverkeer op lange en op korte termijn en het is slechts in de rubriek „overige kapitalen” (zowel kort of lang) dat een indeling doorgevoerd wordt naar de sector die aan de oorsprong ligt van de kapitaalbeweging (overheidssector, depositobanken, overige sectoren). Deze laatste indeling is daarentegen de eerste opsplitsing die gemaakt wordt in de betalingsbalans van de BLEU; daarenboven is de indeling meer gedetailleerd<sup>(2)</sup>. Anderzijds wordt in de BLEU-betalingsbalans geen indeling gemaakt volgens de aard van de kapitalen (directe investeringen, effecten,

<sup>(1)</sup> Deze instellingen worden gedefinieerd in het hoofdstuk III „Kapitaalverkeer” (zie rubrieken 4.21 en 4.22).

<sup>(2)</sup> Men maakt een onderscheid tussen de Staat, de overige overheidsinstanties, de overheidsbedrijven, de financiële instellingen van de overheidssector, de particuliere sector, de banken, de overige overwegend geldscheppende instellingen en de Nationale Bank.

overige), behalve dan voor de particuliere sector en de banken; tenslotte wordt hier ook het onderscheid tussen korte en lange termijn niet weerhouden.

Een ander verschil tussen het BLEU-schema en het IMF-schema betreft het geheel van de afzonderlijke verrichtingen die het saldo van de betalingsbalans vormen. In het schema van het IMF worden de verschillende bestanddelen van de betalingsbalans niet gegroepeerd om een globaal saldo te bekomen maar wel om de berekening van een zo groot mogelijk aantal saldi mogelijk te maken. Aldus zijn de reserves en bepaalde schulden die met de reserves verband houden op die wijze afgezonderd dat een saldo van de officiële betalingen gemakkelijk afgeleid kan worden.

In het schema van het IMF worden de buitenlandse tegoeden van de Nationale Bank als reserves beschouwd<sup>(1)</sup>, enkel verminderd met de schulden tegenover het IMF. In de betalingsbalans van de BLEU daarentegen worden de netto goud- en deviezenreserves bekomen door van de buitenlandse tegoeden van de Nationale Bank<sup>(2)</sup> niet enkel de schulden tegenover het IMF af te trekken, maar ook de andere schulden die de liquiditeit van de Bank verminderen<sup>(3)</sup>.

Sommige van deze schulden worden in het IMF-schema opgenomen onder de schulden die met de reserves verband houden. Dit zijn verplichtingen die de buitenlandse schuldeisers beschouwen als deel uitmakend van hun eigen reserves, namelijk de schulden

van de Nationale Bank bij het Europese Fonds voor Monetaire Samenwerking en bij andere officiële instellingen, alsmede de schulden van de banken bij de officiële instellingen.

De buitenlandse schulden van de Nationale Bank die in het IMF-schema niet bij de reserves zijn opgenomen en evenmin bij de schulden die met de reserves verband houden, worden in dit schema gegroepeerd met de kapitaalbewegingen op korte termijn. Op dezelfde wijze behandelt men de vorderingen en de overige verplichtingen van de overwegend geldscheppende instellingen<sup>(4)</sup> die niet bij de reserves worden opgenomen als financieringsposten van de verrichtingen met het buitenland, zoals dit het geval is voor de betalingsbalans van de BLEU.

Tenslotte is de raming van de reservetegoeden evenmin dezelfde in de twee schema's. In het IMF-schema maakt de registratie een uitzondering op de regel dat de betalingsbalans slechts rekening mag houden met veranderingen in vorderingen en schulden ten gevolge van transacties. De registratie bevat hier eveneens de waardeverandering van de reserves ten gevolge van wisselkoersschommelingen, de monetisatie of demonetisatie van het goud en de toekenning of vermindering van bijzondere trekkingsrechten. Deze laatste rubriek wordt eveneens geboekt in een „tegenpost”. In het BLEU-schema daarentegen worden de bewegingen in de reserves geregistreerd door enkel met de operaties rekening te houden, net zoals dat het geval is voor de andere kapitaalbewegingen. Hiertoe worden correcties aangebracht om boekhoudkundige veranderingen weg te werken die het gevolg zijn van de toekenning van bijzondere trekkingsrechten of van wisselkoersveranderingen<sup>(5)</sup>.

<sup>(1)</sup> Met uitzondering van voorschotten in Belgische frank die krachtens betalingsakkoorden werden verleend aan landen buiten de Europese Economische Gemeenschap.

<sup>(2)</sup> Met uitzondering van de handelskredieten, d.w.z. de portefeuillewissels in franken waaraan uitvoerkredieten ten grondslag liggen die door de Bank werden gefinancierd.

<sup>(3)</sup> Namelijk de schulden bij het Europese Fonds voor Monetaire Samenwerking, bij niet-monetaire internationale instellingen, bij andere officiële instellingen en andere schulden van de Nationale Bank tegenover het buitenland (bv. bij buitenlandse private banken).

<sup>(4)</sup> Evenals de handelskredieten die bij Belgische en Luxemburgse banken gemobiliseerd zijn.

<sup>(5)</sup> De toekenning van bijzondere trekkingsrechten wordt niettemin toch pro memorie onderaan de betalingsbalans genoteerd (Zie boven, biz. 73).

## Inleidende opmerkingen bij hoofdstukken II en III

Om de diverse posten van de betalingsbalans te definiëren, dient men ernaar te streven:

- zoveel mogelijk het algemene criterium te doen uitkomen waardoor een bepaalde post zich onderscheidt van de andere; dit veronderstelt dat die post homogeen is;
- aan te duiden welke soorten van verrichtingen in een bepaalde post zijn opgenomen;

- voor elke rubriek het nummer te vermelden van de overeenstemmende post in de IMF-classificatie<sup>(1)</sup>.

Behalve in geval van andersluidende vermelding, hebben de volgende uiteenzettingen betrekking op de betalingsbalans van de BLEU volgens de traditionele versie van het nationale schema<sup>(2)</sup>.

---

<sup>(1)</sup> Dit nummer wordt tussen haakjes vermeld na de benaming van de rubriek.

<sup>(2)</sup> Zie bijlage I.

## Hoofdstuk II: Lopend verkeer

Dit hoofdstuk is gewijd aan de definitie van de verschillende rubrieken die samen het lopende verkeer uitmaken. Zij kunnen ingedeeld worden in:

- goederen- en dienstenverkeer;
- overdrachten.

### 1. GOEDEREN- EN DIENSTENVERKEER

#### 1.1 Goederenverkeer

Onder deze post worden geregistreerd:

- alle betalingen, uitgevoerd in de loop van de referentieperiode, tussen ingezetenen van de BLEU en niet-ingezetenen uit hoofde van roerende goederentransacties, transacties in goud inbegrepen<sup>(1)</sup>, die plaats hadden via de Belgische en Luxemburgse banken;
- sommige transacties die niet het voorwerp hebben uitgemaakt van dergelijke betalingen, maar die men eraan toevoegt om in zekere mate de bankbetalingen, die immers niet volledig zijn, te corrigeren. Deze transacties hebben betrekking op:
  - de goederentransacties met als tegenpost handelskredieten die kunnen worden opgetekend;
  - sommige giften in natura;
  - aankopen en verkopen van goederen door middel van bankbiljetten;
  - aankopen en verkopen van goederen door compensatie.

Rekening houdend met de beschikbare statistische bronnen en met de gangbare

methoden heeft de registratie van het goederenverkeer de volgende nadelen:

- sommige goederentransacties zijn niet in de betalingsbalans van de BLEU opgenomen;
- sommige goederentransacties zijn opgenomen onder een verkeerde rubriek;
- sommige goederentransacties zijn onder de juiste post geregistreerd, maar zijn verkeerd opgetekend t.a.v. de referentieperiode;
- sommige operaties, die geen goederentransacties zijn, zijn bij deze laatste gevoegd.

#### A – *Niet in de betalingsbalans opgetekende goederentransacties*

- ruilhandel;
- giften in natura waarvoor men niet over de nodige gegevens beschikt om ze te tellen;
- goederentransacties die directe investeringen in de vorm van inbrengen in natura financieren;
- in het algemeen, goederentransacties die buiten de banken van de BLEU om betaald zijn of die gefinancierd werden door handelskredieten die niet konden worden opgetekend.

#### B – *Goederentransacties opgenomen onder een verkeerde rubriek*

Dit is met name het geval voor sommige transacties die betaald zijn door middel van bankbiljetten en waarvoor een raming onmogelijk of slechts gedeeltelijk mogelijk was. Deze transacties komen dan voor onder andere rubrieken (bv. het reisverkeer in het buitenland).

#### C – *Goederentransacties die verkeerd zijn opgetekend t.a.v. de referentieperiode en die verkeerdelijk de transacties van de periode opdrijven*

Dat is het geval met teruggestuurde, niet-conforme goederen. De terugbetalingen

<sup>(1)</sup> Behalve als het een goudtransactie betreft tussen de Nationale Bank en een niet-ingezetene (monetair goud), of als het gaat om aankoop of verkoop van goud, gedekt door verkoop of aankoop op termijn, tegen deviezen en uitgevoerd door binnenlandse banken, omdat deze operaties gelijkgeschakeld worden met bewegingen in de buitenlandse tegoeden in deviezen van banken.

worden opgetekend bij de goederentransacties op de datum van de betaling:

- in geval van terugzendingen aan ingezetenen van niet-conforme goederen die eerder via de banken werden betaald, worden de door deze ingezetenen terugbetaalde bedragen gevoegd bij de betalingen van invoer van de lopende periode in plaats van te worden afgetrokken van de uitvoerbetalings van de voorafgaande periode;
- in geval van terugzendingen aan buitenlanders van niet-conforme goederen die eerder via de banken werden betaald, worden de door die buitenlanders terugbetaalde bedragen gevoegd bij de uitvoerbetalings van de lopende periode in plaats van te worden afgetrokken van de invoerbetalings van de voorafgaande periode.

*D – Operaties die geen goederentransacties zijn en die bij deze laatste worden opgenomen*

In de betalingsbalans van de BLEU weerspiegelt de waarde van de ingevoerde en uitgevoerde goederen de betalingsvoorwaarden van iedere transactie: een op fob-basis betaalde transactie wordt erin opgenomen voor haar fob-waarde, een op cif-basis betaalde transactie wordt erin opgenomen voor haar cif-waarde. Dientengevolge zit een deel van de voor het goederenvervoer ontvangen of betaalde vracht- en verzekeringskosten in de ontvangsten en uitgaven van de rubriek „Uitvoer en invoer”.

Overeenkomstig de richtlijnen van het Handboek van het IMF worden voorts, om redenen die geen verband houden met de wijze waarop de BLEU de transacties registreert, sommige verrichtingen weggelaten uit de rubriek „Goederenverkeer”. Het gaat om:

- aan- en verkopen van „bunkerleveranties”. Deze transacties komen voor onder de rubriek 1.3 „Overige transportkosten”;
- in het buitenland door de overheid gekochte goederen en in de BLEU door buitenlandse regeringen en internationale instellingen gekochte goederen: deze transacties worden opgetekend

onder de rubriek 1.6 „Niet elders vermelde overheidstransacties”;

- sommige aankopen door reizigers welke begrepen zijn in de rubriek 1.4 „Reisverkeer”.

#### 1.11 UITVOER EN INVOER (1 en 2)<sup>(1)</sup>

Deze post dekt tegelijkertijd de door het BLIW opgetekende betalingen door de banken en sommige aanpassingen die de Nationale Bank heeft aangebracht in de bedragen van die betalingen.

##### a) *Door het BLIW opgetekende betalingen via de banken*

Op grond van de aangiften van de erkende Belgische en Luxemburgse banken tekent het BLIW de betalingen op die in de loop van een bepaalde periode door de banken werden uitgevoerd en betrekking hadden op roerende goederen waarvan de eigendom is overgedragen van een ingezetene aan een niet-ingezetene of omgekeerd.

##### b) *Aanpassingen door de Nationale Bank*

De Nationale Bank voert op de bovengenoemde betalingen sommige aanpassingen uit om:

- de door het BLIW opgetekende operaties te verruimen met giften in natura, aankoop en verkoop van goederen die met bankbiljetten betaald worden en transacties waarvan de betalingen gecompenseerd werden;
- de invloed uit te schakelen van verträgen in het optekenen van de operaties.

Deze aanpassingen worden aangebracht om de balans die de Nationale Bank opstelt in zekere mate dichter bij een balans op transactiebasis te brengen.

##### 1) *Aanpassingen om het toepassingsgebied van de opgetekende operaties te verruimen*

<sup>(1)</sup> De cijfers tussen haakjes verwijzen naar de overeenstemmende rubriek in de gedetailleerde voorstelling van de betalingsbalans in de statistieken van het IMF (Balance of Payments Statistics – International Monetary Fund).



## i) Giften in natura

Het gaat in hoofdzaak om leveringen door de Belgische regering, de Commissie van de Europese Gemeenschap en het Europese Ontwikkelingsfonds, in het kader van de voedselhulp aan ontwikkelingslanden. Deze leveranties, die bij Belgische producenten worden gekocht, worden gevoegd bij de uitvoerbetalingen opgetekend door het BLIW.

Als tegenpost van de waarde van de leveranties door de Belgische regering wordt, aan de kant van de uitgaven, onder de rubriek 2.2 „Overheidsoverdrachten” een even groot bedrag gevoegd. Voor wat de transacties van de Europese Instellingen betreft wordt het verschil tussen het totale bedrag van hun verrichtingen zoals opgetekend door het BLIW enerzijds, en de som van de verrichtingen die bekomen wordt op basis van gegevens die rechtstreeks van de betrokken instellingen afkomstig zijn anderzijds, opgetekend onder de post „Vergissingen en Weglatingen”.

## ii) Aankoop en verkoop van goederen betaald door middel van bankbiljetten

In de statistieken van het BLIW worden de bewegingen van biljetten tussen de BLEU en het buitenland geboekt onder een enkele allesomvattende post „Biljetten”, ongeacht de aard van de operaties die zij kunnen financieren<sup>(1)</sup>.

Wat meer in het bijzonder de in- en uitvoer van goederen betreft, past de Nationale Bank op de door het BLIW opgetekende betalingen een aanpassing toe, voortvloeiend uit haar raming van het aandeel dat toekomt aan dergelijke operaties in het totaal van de ontvangsten en uitgaven van biljetten. Deze aanpassing betreft de aankoop en verkoop van goederen, waarvan men aanneemt dat hij betaald is in bankbiljetten, tussen de BLEU enerzijds en verschillende andere landen anderzijds.

## iii) Transacties waarvan de betalingen gecompenseerd werden

De door compensatie betaalde uitvoer en invoer wordt opgenomen in rubriek 1.1. Deze compensaties hebben betrekking op uitvoer en invoer, maar eveneens op transacties die onder andere rubrieken opgetekend worden<sup>(2)</sup>. Zij hebben betrekking op:

- vorderingen en schulden van ondernemingen die zowel in uitvoer als in invoer bedrijvig zijn, tegenover eenzelfde niet-ingezetene, voortvloeiend uit het feit dat deze laatste terzelfdertijd leverancier en klant is;
- de financiering door bepaalde ondernemingen van uitgaven in het buitenland door middel van bedragen die zij aldaar ontvangen hebben.

Voor deze verrichtingen voorziet de reglementering in principe dat een Belgische of Luxemburgse financiële instelling als tussenpersoon moet optreden. Afwijkingen worden nochtans toegestaan op voorwaarde dat de ondernemingen die compensaties verrichten bepaalde formaliteiten vervullen: zo moeten zij aan het BLIW meer bepaald dezelfde rechtvaardigende documenten overmaken die vereist zijn voor betalingen met tussenkomst van een Belgische of Luxemburgse financiële instelling. Op deze wijze kunnen deze verschillende compensaties dan ook door het BLIW opgetekend worden.

## 2) Aanpassing van de tijdsverschillen

Het BLIW registreert de goederentransacties slechts op het ogenblik dat zij via een bank betaald worden. Voor het grootste gedeelte van de betalingen vermelden de rechtvaardigende documenten die aan het BLIW worden overgemaakt de overeenstemmende datum van inkleding, waarvan men onderstelt dat hij de datum van inkomensoverdracht benadert. Het is dus mogelijk de uitvoer en invoer van een bepaalde periode opnieuw samen te stellen door de

<sup>(1)</sup> Reisverkeer, aankoop en verkoop van goederen, betaling van lonen van grensarbeiders, inning van coupons van buitenlandse effecten, vorming van tegoeden in een buitenlandse bankrekening, enz.

<sup>(2)</sup> Hieruit volgt dat het in aanmerking nemen van verrichtingen met betalingen in compensatie een invloed zal hebben op verschillende rubrieken van de betalingsbalans.

bankbetalingen te „herklasseren” volgens de maand van de overeenstemmende transactie en dit op grond van de datum van inklaring. Aldus komen de opnieuw geklasseerde betalingen in de plaats van de betalingen die in deze periode werden verricht.

Deze herklassering heeft zowel betrekking op vervroegde als op uitgestelde betalingen. Nochtans is het geoorloofd de methode te vereenvoudigen gezien het geringe belang van de vervroegde betalingen (gemiddeld 2 tot 3 pct. van de totale betalingen) en gezien de zeer korte periode waarvan hier sprake is; aldus wordt het geheel van de vervroegde betalingen verrekend als transacties van de volgende maand.

Voor wat de uitgestelde betalingen betreft is het evident dat de herklasseringsmethode vereist dat deze betalingen reeds plaats gehad moeten hebben: de transacties van een bepaalde periode kunnen volgens dit systeem slechts integraal berekend worden indien ze alle reeds betaald zijn; d.w.z. dat men ook rekening moet houden met transacties die op middellange en lange termijn betaald worden, soms zelfs na verschillende jaren. Om dit probleem te omzeilen werd overeengekomen om de transacties van een bepaalde periode voor een eerste maal te berekenen op grond van de betalingen van de eerste 6 maanden na deze periode en een tweede maal op grond van de betalingen van de eerste 12 maanden. Op deze wijze kan ongeveer 92 pct., respectievelijk 99 pct. van de betalingen opnieuw geklasseerd worden volgens de overeenstemmende transactiedatum.

De overige transacties, die dus tot geen betaling binnen de 12 maanden na de betrokken periode aanleiding hebben gegeven, worden geraamd op basis van de betalingen in de periode die niet opnieuw geklasseerd konden worden. Deze hypothese wordt gemaakt omdat men niet kan wachten tot alle betalingen verricht zijn. Langs de uitvoerzijde wordt eveneens rekening gehouden met de evolutie in de desbetreffende periode van het beroep dat men doet op Creditexport, hetgeen het grootste gedeelte van de uitvoerkredieten op meer dan 1 jaar omvat. Op dezelfde wijze houdt men in de betalingsbalans van de BLEU ook

rekening met de invoerkredieten die door de overheidsbedrijven in het buitenland werden bekomen om de aankoop van uitrustingsgoederen te financieren<sup>(1)</sup>.

Het nadeel van de methode van herklassering van betalingen is dat zij slechts met een vrij aanzienlijke vertraging een eerste raming geeft van invoer en uitvoer op transactiebasis. Om dit ongemak te omzeilen publiceert de Nationale Bank voor de meest recente periodes eveneens een algemene betalingsbalans die grotendeels op kasbasis is; deze gegevens zijn sneller beschikbaar. Deze balans is inderdaad ook gedeeltelijk op transactiebasis, omdat invoer en uitvoer geraamd worden door bij de effectieve betalingen de veranderingen bij te tellen van de handelskredieten die bij Belgische en Luxemburgse banken gemobiliseerd zijn. Deze laatste post wordt geraamd op basis van bankstatistieken.

Als tegenpost van de handelskredieten die in rubriek 1.1 opgenomen worden, wordt een in totaal gelijkwaardig bedrag geregistreerd:

- bij de rubriek 4.1. „Handelskredieten” ten belope van de verandering in het bedrag van de uitstaande handelskredieten die niet bij Belgische en Luxemburgse banken gemobiliseerd werden<sup>(2)</sup>

<sup>(1)</sup> Deze kredieten worden niet door het BLIW opgetekend op het ogenblik van de opnemingen van bedragen van de lening door het overheidsbedrijf om de gekochte goederen te betalen: deze opnemingen hebben immers plaats in het buitenland. Genoemd Instituut boekt de aankoop van goederen slechts op het ogenblik dat het overheidsbedrijf het bedrag van de verkregen lening begint af te lossen (d.w.z. op het ogenblik dat de bedragen die het aan zijn schuldeiser overmaakt in Belgische en Luxemburgse banken tot uiting komen). De Nationale Bank past een andere methode toe dan het BLIW, en registreert de waarde van de aankopen van de bedoelde uitrustingsgoederen op het ogenblik waarop het organisme er rechten op verwerft; de Bank steunt hiervoor op inlichtingen die het betrokken organisme verschaft.

<sup>(2)</sup> De handelskredieten die ontstonden naar aanleiding van uitvoer en invoer en die niet gemobiliseerd werden bij Belgische en Luxemburgse banken, worden niet opgenomen in de betalingsbalans op kasbasis. Zij worden berekend als het verschil tussen de som van alle handelskredieten zoals volgens de herklassering geraamd en de handelskredieten, gemobiliseerd bij de banken, die uit de bankstatistieken afgeleid kunnen worden.

- bij de rubriek 6.1 „Herfinanciering buiten de overwegend geldscheppende instellingen van handelsvorderingen op het buitenland” ten belope van de verandering in het bedrag van de uitstaande handelskredieten die bij Belgische en Luxemburgse banken gemobiliseerd werden en geherfinancierd bij de ingezetenen niet-geldscheppende sector;
- bij de rubriek 6.2 „Mutatie van het netto buitenlands actief van de overwegend geldscheppende instellingen” ten belope van de verandering in het bedrag van de uitstaande handelskredieten die gemobiliseerd en gefinancierd werden bij de Belgische en Luxemburgse banken.

### 1.12 LOONWERK (31 en 32)

Onder deze post boekt de Nationale Bank alle betalingen via de banken betreffende de verwerking – in de BLEU voor rekening van niet-ingezetenen en in het buitenland voor rekening van ingezetenen – van goederen waarvan de eigendom niet overgedragen is tussen ingezetenen en niet-ingezetenen.

De bedragen die onder deze post opgenomen worden, worden bekomen door bij de door het BLIW opgetekende bankbetalingen bij te tellen:

- de transacties die het voorwerp uitmaakten van compensatie;
- de verandering van de netto handelsvorderingen of handelsschulden t.o.v. het buitenland tengevolge van deze operaties, geraamd op grond van een driemaandelijke enquête bij de ingezeten ondernemingen<sup>(1)</sup>

### 1.13 ARBITRAGE (netto) (31)

Onder „Goederenarbitrage” verstaat het BLIW (onder verwijzing naar de uitdrukking „doorvoerhandel met het buitenland”) de aankoop van een goed van een in het buitenland gevestigde verkoper en de doorverkoop ervan aan een in het buitenland gevestigde koper, ongeacht of het goed over het grondgebied van de BLEU wordt gevoerd of niet.

Het nettosaldo van deze rubriek is gelijk aan het verschil tussen enerzijds, het bedrag van de verkoop aan het buitenland van in het

buitenland door ingezetenen gekochte goederen en anderzijds, de aankoop prijs van die goederen verhoogd met de uitgaven in het buitenland waartoe deze transacties aanleiding geven voor de ingezetenen. Bijgevolg dekt het de winstmarge van de Belgische en Luxemburgse doorvoerders en de kosten die zij aan andere ingezetenen hebben vergoed.

De bankbetalingen inzake dit soort verrichtingen worden aangepast om de transacties op te nemen die het voorwerp van compensatie uitmaakten en om de invloed uit te schakelen van betalingsvertragingen net zoals dat het geval was voor het loonwerk<sup>(1)</sup>.

## 1.2 tot 1.7 Dienstenverkeer

De dienstentransacties die door compensatie geregeld worden, worden in de rubrieken 1.2 tot 1.7 opgenomen op dezelfde wijze als dit voor de goederenoperaties gebeurt.

### 1.2 Vracht- en verzekeringskosten voor goederenvervoer (3 en 4)

Onder deze rubriek worden de kosten opgetekend voor het goederenvervoer en de betalingen die transportondernemingen of hun in de BLEU gevestigde vertegenwoordigers deden of ontvingen met betrekking tot het goederenvervoer.

Er zij evenwel op gewezen dat de ontvangsten en de uitgaven onder deze rubriek slechts een deel omvatten van de vracht- en verzekeringskosten, ontvangen en betaald voor het goederenvervoer; het andere deel kon niet worden gescheiden van de uitvoer en van de invoer waarop het betrekking heeft en is dus begrepen in de ontvangsten

<sup>(1)</sup> De tegenpost van de aldus geschatte handelskredieten die niet bij Belgische of Luxemburgse banken gemobiliseerd werden verschijnt in rubriek 4.1 „Handelskredieten” en dit zelfs in de balans op kasbasis.

en uitgaven van de rubriek 1.11 „Uitvoer en invoer”.

Voorts omvatten de ontvangsten sommige naar aanleiding van invoer aan ingezetenen betaalde vracht- en verzekeringskosten (die normaliter hadden moeten worden afgetrokken van de uitgaven onder de bovengenoemde post 1.11)<sup>(1)</sup> en zijn in de uitgaven sommige naar aanleiding van uitvoer aan buitenlanders betaalde vracht- en verzekeringskosten begrepen (die eveneens hadden moeten worden afgetrokken van de ontvangsten onder de post 1.11)<sup>(2)</sup>.

### 1.3 Andere vervoerkosten (5 tot 8)

Deze rubriek omvat alle betalingen met betrekking tot andere soorten van vervoer dan dat van goederen: personenvervoer; douanekosten, opslagkosten, havenkosten, sleepkosten, enz.; huur van schepen en vliegtuigen; aankoop en verkoop van bunkerleveranties; onderhouds- en herstellingskosten van schepen en vliegtuigen.

### 1.4 Reisverkeer (9 tot 10)

Deze rubriek schetst het verloop van de ontvangsten en de uitgaven in verband met toerisme. De cijfers omvatten reiskosten

(met uitzondering van de vervoerkosten die ondergebracht zijn in de rubriek 1.3), verblijf-, kuur- en studiekosten.

Deze bedragen worden door het BLIW opgetekend op grond van de betalingen via de banken; bovendien brengt de Nationale Bank er twee belangrijke aanpassingen in aan.

#### 1) Aanpassing voor de transacties in bankbiljetten

Zoals reeds uiteengezet bij de beschrijving van de post 1.11 „Uitvoer en invoer” oordeelt de Nationale Bank dat de transacties in bankbiljetten niet alleen ontvangsten en uitgaven in verband met reisverkeer dekken, maar ook aankopen en verkopen van goederen, betalingen van lonen van grensarbeiders, inningen van opbrengsten uit beleggingen en investeringen en kapitaalverkeer. Om de bewegingen van bankbiljetten tussen deze diverse categorieën van transacties te kunnen indelen, gaat de Nationale Bank bijgevolg over tot ramingen.

Zo gaat men er van uit dat slechts een deel van de transacties in bankbiljetten overeenstemt met ontvangsten en uitgaven in verband met reisverkeer.

#### 2) Aanpassing voor uitgaven i.v.m. technische bijstand

Een deel van uitgaven voor technische bijstand van de Belgische regering is bestemd voor de intellectuele (studiebeurzen) of beroepsopleiding (stages) van ingezetenen van ontwikkelingslanden in de BLEU. Vermits deze gelden door de studenten en de stagiairs, aan wie deze vorm van technische bijstand ten goede komt, in de BLEU uitgegeven worden tijdens hun verblijf, ontsnappen zij aan registratie door het BLIW. Zij worden echter berekend door de Nationale Bank op grond van gegevens die het Algemene Bestuur van Ontwikkelingssamenwerking meedeelt. Als tegenpost van deze uitgaven, die voorkomen onder de rubriek 2.2 „Overheidsverdrachten”, tekent de Nationale Bank, aan de kant van de ontvangsten, een even groot bedrag op onder de onderhavige rubriek.

<sup>(1)</sup> De uitgaven voor invoer kunnen immers de terugbetaling omvatten door importeurs van sommige vracht- en verzekeringskosten betaald door de buitenlandse exporteurs aan in de BLEU verblijvende vervoerders en verzekeraars. Deze overschatting van de invoerontvangsten wordt, wat het saldo van de gezamenlijke goederen- en dienstentransacties betreft, gecompenseerd doordat de post „Vracht- en verzekeringskosten” aan de kant van de ontvangsten de bedragen omvat die de in de BLEU verblijvende vervoerders en verzekeraars hebben geïnd.

<sup>(2)</sup> De uitvoerontvangsten kunnen immers de terugbetaling door buitenlandse importeurs omvatten van sommige vracht- en verzekeringskosten door de exporteurs van de BLEU betaald aan buitenlandse vervoerders en verzekeraars. Deze overschatting van de uitvoerontvangsten wordt, wat het saldo van de gezamenlijke goederen- en dienstentransacties betreft, gecompenseerd doordat de rubriek „Vracht- en verzekeringskosten” aan de kant van de uitgaven de betalingen door de uitvoerders omvat voor rekening van de buitenlandse invoerders, ten gunste van de buitenlandse vervoerders en verzekeraars.

### 1.5 Opbrengsten uit beleggingen en investeringen (13 tot 20)

Onder deze rubriek worden alle opbrengsten uit beleggingen en investeringen door ingezetenen in het buitenland en door niet-ingezetenen in de BLEU geboekt<sup>(1)</sup>.

De aandacht dient evenwel te worden gevestigd op de volgende punten:

- de uitgaven vertegenwoordigen slechts dat deel van de opbrengsten dat niet opnieuw geïnvesteerd werd in de bedrijven waarvan ze afkomstig zijn; de ontvangsten omvatten slechts dat deel van de opbrengsten uit Belgische en Luxemburgse beleggingen en investeringen in het buitenland dat naar de BLEU wordt gerepatriëerd op een wijze waaruit de aard van de transactie duidelijk blijkt. Meer in het bijzonder worden de niet-uitgekeerde winsten van de buitenlandse vennootschappen in de BLEU en die van de Belgische en Luxemburgse vennootschappen in het buitenland, alsmede de door ingezetenen gekapitaliseerde interesten in het buitenland, bij gebrek aan statistische gegevens, niet geboekt;
- de beschikbare gegevens maken het niet mogelijk een onderscheid te maken tussen directe investeringsopbrengsten en de overige opbrengsten.

Op de bedragen van de door het BLIW opgetekende betalingen past de Nationale Bank twee aanpassingen toe:

- 1) Aanpassing voor de opbrengsten die door de in de BLEU gevestigde Europese Instellingen geïnd of betaald zijn

Aan de hand van de statistieken van het BLIW is het onmogelijk de opbrengsten

geïnd of betaald door de in de BLEU gevestigde Europese Instellingen afzonderlijk op te tekenen. Daarom gebruikt de Nationale Bank de gedetailleerde gegevens die de genoemde instellingen haar rechtstreeks meedelen. Deze gegevens hebben enerzijds betrekking op het bedrag van de opbrengsten die de instellingen hebben geïnd tengevolge van leningen en beleggingen die zij in de BLEU hebben uitgevoerd en, anderzijds, op het bedrag van de opbrengsten die zij betaald hebben aan ingezetenen in het bezit van obligaties die zij hebben uitgegeven.

- 2) Aanpassing voor in bankbiljetten geïnde coupons

De Nationale Bank boekt onder de rubriek „Opbrengsten uit beleggingen en investeringen” sommige betalingen in bankbiljetten die hebben plaatsgehad tussen de BLEU en het buitenland. Deze betalingen hebben betrekking op de geraamde bedragen van inningen van coupons door ingezetenen van de BLEU in het buitenland.

### 1.6 Niet elders vermelde overheidstransacties (23 tot 26)

Dit is een sluitpost bestemd voor de optekening van de transacties van de overheid met betrekking tot goederen, diensten en opbrengsten die niet elders zijn ondergebracht. Zo zijn de transacties met betrekking tot militair materieel of betreffende interesten van buitenlandse staatsleningen opgetekend onder de rubrieken die er betrekking op hebben (goederen, opbrengsten uit beleggingen en investeringen).

Onder dat voorbehoud omvat deze rubriek alle betalingen gedaan of ontvangen door de Belgische en Luxemburgse regering en de betalingen ten gunste van of afkomstig van buitenlandse regeringen of van de in de BLEU gevestigde internationale instellingen (Shape, Navo, Europese Instellingen).

Wat de ontvangsten betreft gaat het meer bepaald over de lopende werkingskosten van de in de BLEU gevestigde internationale

<sup>(1)</sup> Coupons, dividenden, renten, interesten (met inbegrip van de bankinteresten en van de interesten over buitenlandse leningen van de Belgische Staat, maar met uitsluiting van de interesten verschuldigd door importeurs, exporteurs of doorvoerhandelaars aan hun buitenlandse verkopers of kopers en omgekeerd; deze interesten worden met de overige handelskosten geboekt onder de post 1.72 „Overige”), opbrengsten uit de verhuring van roerende en onroerende goederen, exploitatiewinsten, overige inkomsten uit roerende goederen.

instellingen, vooral de loonkosten<sup>(1)</sup>; voor de uitgaven betreft het de militaire uitgaven, andere dan met betrekking tot materieel.

## 1.7 Overige

Ook hier gaat het om een categorie die als sluitpost dient en alle goederen, diensten en opbrengsten omvat die niet elders vermeld zijn.

Deze transacties zijn ondergebracht in twee hoofdstellen.

### 1.71 GRENSARBEIDERS (27 en 28)

Bij het opmaken van de betalingsbalans worden de burgers van vreemde landen die in de BLEU werkzaam zijn, beschouwd als ingezetenen van hun land van oorsprong indien dit laatste een aan de BLEU grenzend land is<sup>(2)</sup> en als ingezetenen van de BLEU in het tegenovergestelde geval. Omgekeerd worden de Belgische en Luxemburgse werknemers in het buitenland beschouwd als ingezetenen van de BLEU indien het land waarin ze werken aan de BLEU grenst. In het tegenovergestelde geval worden ze beschouwd als niet-ingezetenen.

De Belgische en Luxemburgse ingezetenen die werkzaam zijn in de aan de BLEU grenzende landen zijn immers meestal grensarbeiders die vaak terugkeren naar de BLEU, waar hun gezin verblijft, zodat men mag aannemen dat zij er hun centrum van economische belangen hebben behouden. Gelijkaardige beschouwingen gelden t.a.v. de buitenlandse werknemers afkomstig van aangrenzende landen, die in de BLEU werkzaam zijn.

Onder de onderhavige post worden aldus door het BLIW de betalingen opgetekend afkomstig van of met bestemming naar Frankrijk, de Bondsrepubliek Duitsland en

Nederland, hoofdzakelijk uit hoofde van lonen en wedden, pensioenen (andere dan die van de Staat) en sociale voorzieningen.

Bij de betalingen worden, aan de kant van de ontvangsten, de geraamde bedragen gevoegd van de gerepatriceerde lonen in de vorm van bankbiljetten afkomstig van bovengenoemde, aangrenzende landen.

### 1.72 OVERIGE (29 tot 32)

Onder deze rubriek worden de betalingen ondergebracht opgetekend onder de volgende voornaamste boekingshoofden:

- royalties voor octrooien en fabricage- en merklicenties, auteurs- en vervoerrecht;
- huren van films;
- abonnementen en bijdragen;
- technische bijstand en beheerskosten<sup>(3)</sup>;
- makelaarslonen, provisies, reclame- en diverse handelskosten;
- aannemingscontracten<sup>(4)</sup>;
- verzekeringen<sup>(5)</sup>.

## 2. OVERDRACHTEN

Onder deze benaming zijn de inschrijvingen gegroepeerd die de boekhoudkundige tegenpost vormen van de eenzijdige transacties (d.w.z. zonder economische tegenprestaties) en die elders in de betalingsbalans zijn opgenomen; reële middelen (goederen, diensten)<sup>(6)</sup> en financiële tegoeden afgegaan of verkregen zonder daarvoor reële middelen, noch financiële activa te verwerken of te geven. Dit is bv. het geval voor giften in natura of in speciën.

<sup>(2)</sup> Deze post dekt de vergoedingen uit hoofde van technische bijstand door buitenlandse ondernemingen aan ingezetenen en omgekeerd, evenals de deelname van ondernemingen in de beheerskosten van hun hoofdbedrijf.

<sup>(4)</sup> Werk uitgevoerd in het buitenland door ingezetenen of in de BLEU door niet-ingezetenen.

<sup>(5)</sup> Het gaat om alle verzekeringen, met uitzondering van de verzekeringen voor goederenvervoer (begrepen in de rubriek 1.2), de levensverzekeringen, de kapitalisatieverzekeringen en de kredietverzekeringen (begrepen in de rubriek 4.2314 en 4.2324).

<sup>(6)</sup> Met inbegrip van de diensten van de productiefactoren (factorinkomens).

<sup>(1)</sup> Inbegrepen de terugbetaling aan de Belgische en Luxemburgse Staat door de Europese Instellingen van een deel van de eigen middelen van deze instellingen als schadeloosstelling voor inningskosten. Deze gegevens worden door de instellingen aan de Nationale Bank meegedeeld (Zie 1), blz. 87).

<sup>(2)</sup> Aan de BLEU grenzende landen zijn: Nederland, de Bondsrepubliek Duitsland en Frankrijk.

## 2.1 Overdrachten van particulieren (33 tot 36, 37 (partim), 38 (partim))

Deze rubriek omvat de overdrachten met uitzondering van die van overheidswege, d.w.z. enkel de transacties tussen economische subjecten van de particuliere sector. Hij heeft betrekking op:

- de overdrachten van migranten naar hun land van herkomst<sup>(1)</sup>;
- betalingen<sup>(2)</sup> van lonen, wedden en pensioenen (met uitzondering van die van de Staat), afkomstig van of met bestemming naar de landen die niet aan de BLEU grenzen<sup>(3)</sup>;
- middelen die door de buitenlandse ambtenaren van internationale instellingen naar hun land van herkomst worden overgedragen;
- bezoldigingen waarover de Belgen die in de ontwikkelingslanden technische bijstand verlenen, in België beschikken;
- giften en particuliere bijstand van verschillende aard.

<sup>(1)</sup> Men kan hier een onderscheid maken tussen:

- hulp en bijstand die door migranten naar hun land van herkomst gezonden worden;
- overdrachten van eigen middelen van migranten ten gevolge van hun verandering van residentie van de ene economie naar de andere.

<sup>(2)</sup> Inbegrepen deze die het voorwerp uitmaken van compensatie.

<sup>(3)</sup> Zoals reeds gezegd (zie boven, blz. 72) kan men onderstellen dat de werknemer zijn belangencentrum heeft in het werkverschaffende land als dit land en zijn land van herkomst geografisch ver van elkaar liggen. Men neemt bijgevolg aan dat alle werknemers afkomstig van ver afgelegen (niet-aangrenzende) landen hun belangencentrum verplaatsen naar het werkverschaffende land en dat de bedragen die zij naar hun land van oorsprong sturen besparingen zijn en geen inkomsten. Die bedragen worden bijgevolg geboekt onder de onderhavige rubriek.

## 2.2 Overdrachten van de overheid (39 tot 44)

Deze rubriek omvat alle overheidsoverdrachten zonder tegenpost, d.w.z. de transacties:

- ofwel tussen de Belgische of Luxemburgse regering en een buitenlandse regering (of een internationale organisatie);
- ofwel tussen de Belgische of Luxemburgse regering en andere niet-ingezetenen dan regeringen (of internationale organisaties);
- ofwel tussen buitenlandse regeringen (of internationale organisaties) en andere ingezetenen dan de Belgische of Luxemburgse regering.

Zo worden onder deze post geboekt:

- de bijdragen van de Belgische en Luxemburgse Staat in de Europese en internationale organisaties;
- de uitgaven in verband met technische bijstand door de Belgische Staat ten gunste van de ontwikkelingslanden;
- de belastingen en boeten verschuldigd aan de Belgische en Luxemburgse Staat of aan buitenlandse Staten;
- de giften verleend of ontvangen door de Belgische of Luxemburgse regering;
- de overdrachten tussen ingezetenen en Europese Instellingen. Deze betreffen inzonderheid stortingen door het Europese Oriëntatie- en Garantiefonds van de Landbouw en van het Europese Sociale Fonds aan ingezetenen, alsmede bijdragen van kolen- en staalbedrijven van de BLEU aan de Europese Gemeenschap voor Kolen en Staal.

## Hoofdstuk III: Kapitaalverkeer

Het kapitaalverkeer groepeert transacties in financiële activa (monetair goud, bijzondere trekkingsrechten, Ecu's, vorderingen), ongeacht of deze transacties al dan niet een (reële of financiële) tegenpost hebben.

In de betalingsbalans van de BLEU worden de kapitaalbewegingen volgens volgende criteria ingedeeld:

- volgens de sector die aan de oorsprong ligt van de opgetekende fondsenbeweging:
  - de overheid;
  - de bedrijven en particulieren; deze sector omvat alle andere economische subjecten met uitzondering van de overwegend geldscheppende instellingen;
  - de overwegend geldscheppende instellingen waarvan de operaties in de betalingsbalans van de BLEU afgezonderd zijn (d.w.z. geregistreerd „boven de lijn“) en beschouwd worden als financiering van buitenlandse transacties van andere economische subjecten;
- volgens de aard van de kapitaalbeweging voor wat betreft het kapitaalverkeer van bedrijven en particulieren (effecten, directe investeringen, onroerende goederen en overige);
- volgens het onderscheid tussen verplichtingen en tegoeden voor de kapitaalbewegingen van de overheid en van de particuliere sector.

### 1. KAPITAALVERKEER VAN DE OVERHEID

Deze rubriek omvat de transacties van de economische subjecten die deel uitmaken van de sector „Staat“ in de zin van de nationale rekeningen, nl. het geheel bestaande uit de centrale overheid, de lokale overheid en de instellingen voor sociale zekerheid (met uitzondering van de pensioenfondsen).

De transacties van de overheid worden ingedeeld in de posten „Staat“ en „Andere overheid“.

### 3.1 Staat<sup>(1)</sup>

Het kapitaalverkeer van de Staat bestaat hoofdzakelijk uit uitleningen, deelnemingen en leningen van de Staat in de strikte betekenis, d.w.z. de Schatkist<sup>(2)</sup>.

#### 3.1.1 VERPLICHTINGEN (66, 67, 87, 88)

De verplichtingen van de Staat tegenover het buitenland<sup>(3)</sup> bestaan aan de uitgavenkant uit aflossingen van schulden en aan de kant van de ontvangsten uit inkomsten uit hoofde van verplichtingen op korte en lange termijn aangegaan door de Staat.

Er zij op gewezen dat de beweging van de verplichtingen van de Staat tegenover het buitenland niet verward mag worden met die van de openbare schuld in buitenlandse valuta's. Enerzijds omvatten de verplichtingen van de Staat tegenover het buitenland de openbare schuld in franken waarvan men weet dat zij in het buitenland is ondergebracht. Anderzijds vertegenwoordigt de openbare schuld in buitenlandse valuta's niet voor het volle bedrag een verplichting van de Staat tegenover het buitenland, want een deel van die schuld is ondergebracht bij de ingezetene banken. Een dergelijke verplichting stemt overeen met een transactie tussen een ingezetene (de Staat) en andere ingezetenen (de banken) en wordt als dusdanig dus niet opgetekend in de betalingsbalans. Om hun portefeuille over-

(<sup>1</sup>) De rubrieknummering van het traditionele nationale schema van de betalingsbalans van de BLEU blijft behouden.

(<sup>2</sup>) De schulden van het Wegenfonds worden evenwel gelijkgesteld met die van de Staat.

(<sup>3</sup>) Het Tijdschrift van de Bank publiceert jaarlijks, samen met het artikel over de betalingsbalans van de BLEU, een indeling van de verplichtingen naar hun termijn (voor meer dan een jaar en op korte termijn).



heidsfondsen in buitenlandse valuta's te financieren gaan de binnenlandse banken normaliter evenwel verplichtingen in deviezen aan tegenover hun buitenlandse correspondenten. In de betalingsbalans komt dit indirecte beroep van de Staat op de buitenlandse markten tot uiting doordat de banken als gevolg daarvan schulden aangaan tegenover het buitenland. Dit heeft een vermindering van hun netto buitenlandse tegoeden tot gevolg die, onder overigens gelijkblijvende omstandigheden, haar tegenpost vindt in een stijging van de netto buitenlandse tegoeden van de Nationale Bank (de Schatkist staat aan de Bank immers de buitenlandse valuta's af die zij van de banken heeft verkregen). Met andere woorden, de inschrijving door de binnenlandse banken op een staatslening in buitenlandse valuta's komt in de betalingsbalans slechts tot uiting in een verandering in de indeling van de nettotegoeden tegenover het buitenland tussen de diverse geldschepende instellingen<sup>(1)</sup>.

### 3.12 TEGOEDEN (62, 63, 85)

De tegoeden van de Staat op het buitenland omvatten in hoofdzaak leningen aan buitenlandse Staten en deelnemingen in het kapitaal van internationale financiële instellingen (met uitzondering van het Internationaal Monetair Fonds)<sup>(2)</sup>.

### 3.2 Andere overheid (66, 67, 87)

Onder „Andere overheid” wordt in hoofdzaak ondergebracht de lokale overheid (provincies, steden en gemeenten) alsmede de

instellingen voor sociale zekerheid (met uitzondering van de pensioenfondsen) en de organismen die de financiering van sectoren in moeilijkheden tot doel hebben<sup>(3)</sup>.

## 2. KAPITAALVERKEER VAN DE BEDRIJVEN EN PARTICULIEREN

De sector „Bedrijven en particulieren” omvat alle bedrijven (behalve de overwegend geldscheppende instellingen), zowel particuliere als publieke, en de particulieren.

De overheidsondernemingen worden gegroepeerd in twee verschillende rubrieken: „Overheidsbedrijven” en „Financiële instellingen van de overheidssector”.

De particuliere bedrijven en de particulieren zijn ondergebracht onder de rubriek „Particuliere sector”.

### 4.1 Handelskredieten

Onder deze rubriek noteert men de veranderingen van de handelskredieten die niet bij Belgische of Luxemburgse banken gemobiliseerd zijn. Deze veranderingen bekomt men door van de totale verandering van de handelsvorderingen of -schulden de mutatie af te trekken van de wissels waaraan een uitvoerverrichting ten grondslag ligt en die gemobiliseerd werden bij Belgische of Luxemburgse banken<sup>(4)</sup>.

### 4.2 Overige

#### 4.2.1 OVERHEIDSBEDRIJVEN (81, 82, 97)

Deze rubriek omvat de niet-financiële overheidsbedrijven, d.w.z. de niet-financiële instellingen die een ondernemersactiviteit uitoefenen, maar die onder de voogdij of het

<sup>(1)</sup> Indien de stijging van de portefeuille van de binnenlandse banken een gewone repatriëring vertegenwoordigt van een in het buitenland ondergebrachte schuld in buitenlandse valuta's (i.p.v. overeen te stemmen met een nieuwe schuld van de Staat) verminderen de verplichtingen van de Schatkist tegenover het buitenland en de betalingsbalans registreert dan, als tegenpost voor de vermindering van de nettotegoeden op het buitenland, een uitgave uit hoofde van de verplichtingen van de Staat.

<sup>(2)</sup> Naar aanleiding van het artikel over de betalingsbalans van de BLEU publiceert het Tijdschrift van de Nationale Bank jaarlijks een indeling van de tegoeden naar de looptijd.

<sup>(3)</sup> In het jaarlijks artikel over de betalingsbalans van de BLEU in het Tijdschrift van de Bank wordt, net zoals voor de Staat, een indeling van de transacties van de andere overheid naar hun termijn gepubliceerd.

<sup>(4)</sup> In de betalingsbalans op kasbasis bevat deze rubriek enkel de niet-gemobiliseerde handelskredieten waaraan loonwerk en arbitrage ten grondslag liggen.

gezag van de Staat of van de lagere overheid staan (bv. de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen, Sabena, de Regie voor Telegrafie en Telefonie).

De opgetekende transacties hebben, aan de kant van de ontvangsten, in hoofdzaak betrekking op de opbrengst van de leningen die deze instellingen in het buitenland aangingen en, aan de kant van de uitgaven, op de aflossingen van die leningen<sup>(1)</sup>

#### 4.22 FINANCIËLE INSTELLINGEN VAN DE OVERHEIDSSECTOR (81, 82, 93, 97)

Deze rubriek omvat:

- de niet-geldscheppende openbare kredietinstellingen, d.w.z. de financiële instellingen met overheidsstatuut die niet-geldscheppende functies uitoefenen en die in hoofdzaak tot taak hebben specifieke kredieten te verlenen (bv. de Nationale Maatschappij voor Krediet aan de Nijverheid);
- de institutionele beleggers van de overheidssector, d.w.z. de financiële instellingen met overheidsstatuut, waarvan de eerste opdracht erin bestaat middelen aan te trekken en zodanig te beheren dat zij er een vergoeding kunnen over uitkeren (bv. de Algemene Spaar- en Lijfrentekas, de pensioenfondsen);
- het Rentefonds, een openbare instelling belast met de regulering van de markt van de overheidsfondsen en van het daggeld.

De transacties van deze instellingen met het buitenland bestaan hoofdzakelijk in daggeldontleningen of in de uitgifte van obligaties<sup>(2)</sup>.

#### 4.23 PARTICULIERE SECTOR

De particuliere sector omvat alle particuliere bedrijven (met uitzondering van de overwe-

gend geldscheppende instellingen) en de particulieren. De kapitaalverrichtingen die onder deze rubriek opgetekend worden, zijn de verrichtingen met het buitenland van ingezetene particuliere bedrijven, de banken uitgezonderd<sup>(2)</sup>, en van ingezetene particulieren.

De kapitaaltransacties van deze sector worden ingedeeld in enerzijds, Belgisch-Luxemburgse investeringen en beleggingen in het buitenland (post 4.231) en anderzijds, buitenlandse investeringen en beleggingen in de BLEU (post 4.232). Ieder van deze twee kapitaalsoorten wordt vervolgens ingedeeld over de subposten „Effecten”, „Directe investeringen”, „„Onroerende goederen” en „Overige”.

Er zij op gewezen dat, bij gebrek aan statistische gegevens, de kapitaalstromen uit hoofde van directe investeringen welke overeenkomen met de niet-uitgekeerde winsten van de vennootschappen, niet opgetekend zijn (zie rubriek 1.5 „Opbrengsten uit beleggingen en investeringen”).

#### 4.2311 (52, 56, 59) en 4.2321 (53, 56, 59) „EFFECTEN” (nettocijfers)

Deze posten omvatten zogenaamde portefeuille-investeringen. Deze categorie van beleggingen omvat alle aankopen en inschrijvingen, verkopen en aflossingen van buitenlandse effecten<sup>(3)</sup> (rubriek 4.2311), of van Belgische en Luxemburgse effecten<sup>(4)</sup>

<sup>(2)</sup> Nochtans worden de banken wel met particuliere bedrijven gelijkgeschakeld voor wat betreft de directe investeringen en de aankoop en verkoop van onroerende goederen.

<sup>(3)</sup> Onder buitenlandse effecten dient men hier te verstaan de aandelen, deelbewijzen en obligaties uitgegeven door buitenlandse mogendheden, instellingen en vennootschappen of door internationale organisaties, ongeacht de valuta waarin die effecten zijn uitgegeven.

<sup>(4)</sup> Onder Belgische en Luxemburgse effecten dient men hier te verstaan de aandelen, deelbewijzen en obligaties uitgegeven door de Belgische of Luxemburgse particuliere sector, ongeacht de soort van valuta waarin ze zijn uitgegeven. De obligaties uitgegeven door de Belgische of Luxemburgse overheidssector worden, samen met de overige kapitalen van de overheidssector, opgetekend onder de rubrieken 3.1 (Staat), 3.2 (Andere overheid), 4.21 (Overheidsbedrijven) en 4.22 (Financiële instellingen van de overheidssector).

<sup>(1)</sup> Zoals voor de overheid, wordt in het jaarlijks artikel van het Tijdschrift over de betalingsbalans van de BLEU een indeling gepubliceerd volgens de termijnen van de transacties.

(rubriek 4.2321) als zodanig aangegeven door de ingezetene die bij de transactie betrokken is. Indien effectentransacties worden aangegeven als een aankoop of een afstand van deelnemingen, worden zij opgenomen in de posten 4.2312 en 4.2322 „Directe investeringen”.

Er zij overigens op gewezen dat de cijfers van de effectentransacties nettocijfers zijn: de bruto-ontvangsten en -uitgaven worden immers aanzienlijk beïnvloed door de effectenarbitrages (gelijktijdige aankopen en verkopen van verschillende effecten) die men niet kan gelijkstellen met nieuwe beleggingen, noch met repatriëring van kapitalen. Daaruit volgt dat, behalve indien men de omzet in effecten zou willen beoordelen, alleen de saldi van de posten in aanmerking dienen te worden genomen.

#### 4.2312 (45, 47, 48) en 4.2322 (49, 51, 52) „DIRECTE INVESTERINGEN”

Deze posten omvatten de overdrachten van middelen naar aanleiding van oprichtingen of vereffeningen van vennootschappen, het verwerven of het afstaan van deelnemingen in vennootschappen evenals de toegestane leningen en voorschotten of de aflossingen daarvan.

Volgens de beginselen van het Handboek van de betalingsbalans van het IMF dienen alle investeringen die bestemd zijn om een blijvende participatie in een bedrijf te nemen of te vermeerderen, als directe investeringen te worden beschouwd. De directe investering is dus gekenmerkt door het feit dat de investeerder een zekere controle heeft op het beheer van het bedrijf waarin hij investeerde.

De oprichtingen of vereffeningen van vennootschappen, alsmede het verwerven of het afstaan van deelnemingen vallen ongetwijfeld in deze categorie. Wat de toegestane leningen betreft beschouwt het IMF alle kapitalen die door de investeerder verschaft worden, hetzij rechtstreeks of via geassocieerde bedrijven, als directe investeringen<sup>(1)</sup>. Anderzijds worden de financiële

leningen, dat zijn deze die toegestaan worden door een financiële instelling en niet door een geassocieerd bedrijf (moedermaatschappij, filiaal of bijhuis), genoteerd onder de rubrieken 4.2314 en 4.2324 „Overige”.

Tenslotte moet opgemerkt worden dat de beschikbare statistieken het niet mogelijk maken een onderscheid te maken tussen de leningen op lange termijn en gewone tijdelijke voorschotten van gelden. Omdat de optekening van brutostromen voor deze laatste categorie van kapitaalbewegingen slechts weinig betekenis zou hebben, wordt het totaal van de toegestane en afgeloste leningen en voorschotten in nettocijfers geboekt in de betrokken posten 4.2312 en 4.2322.

#### 4.2313(47) en 4.2323 (51) „ONROERENDE GOEDEREN”

Onder deze posten worden alle aankopen en verkopen van in het buitenland (post 4.2313) en in de BLEU (post 4.2323) gelegen onroerende goederen geboekt, zonder onderscheid t.a.v. het commercieel of niet-commercieel karakter van die onroerende goederen.

#### 4.2314 (79) en 4.2324 (79) „OVERIGE” (nettocijfers)

De overige kapitaalbewegingen van de particuliere sector die onder deze posten worden ondergebracht omvatten in hoofdzaak de volgende transacties: vorming en repatriëring van deposito's (met uitzondering van deposito's bij banken in de BLEU), het aangaan van levensverzekeringen, kapitalisatieverzekeringen, kredietverzekeringen en de terugkoopkapitalen en -waarden van dergelijke verzekeringen; de borgtochten, de pandgeving en waarborgen met betrekking tot kapitaaltransacties; de leningen van financiële instellingen, met uitzondering van deze van Belgische en Luxemburgse banken. Bovendien omvat de post 4.2324 de kapitaaldoorvoertransacties via in het Groot-hertogdom Luxemburg gevestigde houstermaatschappijen, alsmede de veranderingen in de tegoeden en verplichtingen in vreemde valuta's tegenover het buitenland van private niet overwegend geldscheppen-

<sup>(1)</sup> Behalve in het geval van kapitaalstromen tussen geassocieerde geldscheppende instellingen.

de instellingen die door het BLIW als erkende banken beschouwd worden.

Omdat de optekening van de brutostromen voor de totale bovengenoemde kapitaalbewegingen<sup>(1)</sup> slechts weinig betekenis zou hebben worden deze in de betrokken posten 4.2314 en 4.2324 slechts opgetekend voor hun nettobedrag.

### 3. FINANCIERING VAN HET TOTAAL<sup>(2)</sup>

De kapitaalverrichtingen die in deze rubriek opgenomen zijn, worden opgetekend met het tegengestelde teken van datgene dat men zou gebruiken voor de kapitaalverrichtingen die „boven de lijn” opgenomen zijn.

#### 6.1 Handelskredieten geherfinancierd bij de ingezetene niet-geldscheppende sector (56)

De bedragen die onder deze post voorkomen, weerspiegelen de veranderingen in het uitstaande bedrag van de handelskredieten die bij hun oorsprong door de Belgische banken werden toegestaan en die werden

geherfinancierd bij de ingezetene niet-geldscheppende sector<sup>(3)</sup>.

#### 6.2 Mutatie van het netto buitenlands actief van de overwegend geldscheppende instellingen

##### 6.21 BELGISCHE EN LUXEMBURGSE BANKEN<sup>(4)</sup>

###### 6.211 Handelskredieten (71, 89)

Deze rubriek groepeerde de wissels waaraan verkopen van goederen en diensten aan het buitenland ten grondslag liggen die gemobiliseerd werden bij de Belgische en Luxemburgse banken en door deze gefinancierd.

###### 6.212 Overige (89, 92)

De buitenlandse schuldvorderingen van de banken bestaan uit buitenlandse leningen op lange termijn van de overheid, de privé-bedrijven en instellingen, meestal luidend in vreemde valuta's, en uit andere schuldvorderingen zoals tegoeden op buitenlandse banken, moedermaatschappijen, succursalen en filialen.

De buitenlandse verplichtingen van de banken bestaan uit verplichtingen tegenover buitenlandse monetaire overheden (regeringen, nationale banken, wisselinstituten) en uit andere verplichtingen, waarvan deze

<sup>(1)</sup> Zo geven de transacties van de Luxemburgse houdermaatschappijen (die tot taak hebben in het buitenland kapitalen aan te trekken voor de buitenlandse oprichtende vennootschappen of voor hun in het buitenland gevestigde dochterondernemingen, inzonderheid in de vorm van uitgifte van obligaties), aanleiding tot aanzienlijke brutostromen (kapitaalimport in de BLEU gevolgd door kapitaaluitvoer). Deze stromen hebben slechts betekenis wanneer men de nettobedragen in aanmerking neemt, want het gaat om gewone doorvoer van kapitaal.

<sup>(2)</sup> Om het boekhoudkundig evenwicht te verzekeren tussen enerzijds, het totaal van de „boven de lijn” opgetekende transacties (lopend verkeer en kapitaalverkeer van de niet-monetaire sectoren) en anderzijds, de financieringsposten van dit totaal (transacties van de Belgische en Luxemburgse geldscheppende instellingen), bestaat er een rubriek 5 „Vergissingen en Weglatingen”. Behalve de boekhoudkundige afwijkingen en de eigenlijke vergissingen en weglatingen, omvat deze post verscheidene transacties die bij gebrek aan voldoende nauwkeurig onderscheid niet konden worden ingedeeld in de posten van de betalingsbalans waarop zij betrekking hebben.

<sup>(3)</sup> De logica van een „balans van niet-monetaire operaties” zou vereisen dat de evolutie van de wissels waaraan een schuldvordering op het buitenland ten grondslag ligt en die geherfinancierd werden bij ingezetene niet-geldscheppende instellingen, „boven de lijn” opgenomen zou worden. Nochtans noteert men het in rubriek 6.1, „onder de lijn”, omdat op korte termijn belangrijke verschuivingen optreden tussen deze categorie van wissels enerzijds en de wissels die in de portefeuille der banken blijven anderzijds.

<sup>(4)</sup> De veranderingen in tegoeden of verplichtingen in vreemde valuta's die in aanmerking genomen worden zijn deze die voortvloeien uit de operaties, omgezet in franken aan de wisselkoers die op dat ogenblik van kracht was (eigenlijk de gemiddelde wisselkoers van de maand), en niet deze die voortvloeien uit herarranging van reeds uitstaande bedragen.

tegenover buitenlandse banken, moedermaatschappijen, succursalen en filialen belangrijk zijn.

## 6.22 DIVERSE INSTELLINGEN

### 6.221 *Handelskredieten* (71, 89)

Het betreft wissels in franken waaraan een uitvoeractiviteit ten grondslag ligt, gefinancierd door het Herdiscontering- en Waarborginstituut met geldmiddelen die ontleend werden bij de geldscheppende instellingen.

### 6.222 *Overige*

In deze rubriek worden de tegoeden in franken opgetekend die het Europese Ontwikkelingsfonds van de Europese Economische Gemeenschap aanhoudt bij het Bestuur der Postchecks.

## A – VORDERINGEN

### A – 1. *Goud*

Onder deze rubriek worden de veranderingen in de goudvoorraad van de Bank geboekt, met uitzondering van de oorspronkelijke inbreng, de wederaankoop en de trimestriële inbreng van goud – tezamen met dollars, in ruil voor Ecu's – aan het Europese Fonds voor Monetaire Samenwerking.

### A – 2. *Internationaal Monetair Fonds*

#### A – 2.1. *Deelneming*

Krachtens de wet van 9 juni 1969 is de Bank gemachtigd de rechten die de Belgische Staat bezit als lid van het Internationaal Monetair Fonds uit hoofde van het gedeelte van zijn quota in het Fonds dat de tegoeden van dit laatste in Belgische franken overtreft, dus uit hoofde van de tegoeden in de reservetranche, te boeken als eigen tegoeden. Ofschoon ze gepaard gaan met het incasseren van en het inschrijven op Belgische schatkistcertificaten door het Fonds, komen de opvragingen door die instelling op haar tegoeden in franken en de wederaanvullingen van deze

## 6.23 NATIONALE BANK VAN BELGIË<sup>(1)</sup> (106)

Naar aanleiding van de publikatie van het jaarlijks artikel over de betalingsbalans van de BLEU wordt in het Tijdschrift van de Bank een indeling van het netto buitenlands actief van de bovengenoemde instellingen naar de voornaamste categorieën vorderingen en verplichtingen opgenomen. Deze indeling gebeurt volgens het hieronderstaande schema:

<sup>(1)</sup> De veranderingen van de tegoeden en verplichtingen in vreemde valuta's, bijzondere trekkingsrechten, in Ecu's, en van de goudtegoeden, die in aanmerking genomen worden, zijn deze die voortvloeien uit de operaties, omgezet in franken tegen de wisselkoers en de goudprijs die op dat ogenblik van kracht was, en niet deze die voortvloeien uit boekhoudkundige veranderingen ten gevolge van wijzigingen in de wisselkoers of de goudprijs.

laatste in de betalingsbalans van de BLEU tot uitdrukking als bewegingen van vorderingen van de Nationale Bank en niet als kapitaalverkeer van de Staat, omdat, in overeenstemming met de geldende wettelijke en conventionele voorschriften, de Bank de transacties met het IMF financiert voor rekening en tot ontheffing van de Staat; zij draagt de last van de terugbetalingen van Schatkistcertificaten in het bezit van het IMF en ontvangt, aan de andere kant, de opbrengst van de inschrijvingen op certificaten door het Fonds. Deze boekingswijze strookt met de voorschriften van het Handboek van de betalingsbalans van het IMF dat alle transacties van een land met het Fonds beschouwt als behorend tot het domein van de geldscheppende instellingen.

De mutaties van de rekening „Deelneming” vertegenwoordigen de tegenwaarde van de veranderingen van de trekkingsrechten in de reservetranche.

#### A – 2.2. *Leningen*

Onder deze post komen de mutaties voor van de nettobedragen die de Bank geleend heeft aan het IMF, tot ontheffing van de Belgische Staat, in toepassing van de Algemene Leningsakkoorden.

## A – 2.3. Bijzondere trekkingsrechten

Krachtens de wet van 9 juni 1969, is de Bank gemachtigd de bijzondere trekkingsrechten die de Belgische Staat in zijn hoedanigheid van deelnemer in de bijzondere trekkingsrekening van het Internationaal Monetair Fonds bezit, te boeken als eigen tegoeden mits zij de verplichtingen die daaruit voor de Belgische Staat voortvloeien, op zich neemt.

Nochtans worden enkel deze mutaties van het tegoed in bijzondere trekkingsrechten in aanmerking genomen die niet het gevolg zijn van de van het Fonds ontvangen toewijzingen. Deze toewijzingen worden slechts pro memorie onderaan de betalingsbalans vermeld.

## A – 2.4. Voorschotten

Krachtens een met het Internationaal Monetair Fonds gesloten overeenkomst, die door de Regering is goedgekeurd, heeft de Bank zich ertoe verbonden deel te nemen aan de financiering van de „oliefaciliteit“ en van de „aanvullende financieringsfaciliteit“ die het Fonds in 1975, respectievelijk 1979, in het leven had geroepen. De deelneming van de Bank geschiedt in de vorm van voorschotten die zij voor eigen rekening aan het Fonds toestaat. In 1980 zijn daar bijgekomen de financiering van de subsidierekening van de „aanvullende financieringsfaciliteit“ en de bijdrage tot de politiek van verruimde toegang tot de middelen van het Fonds.

## A – 3. Ecu's

De uitwisseling van Ecu's tegen goud en dollars tussen het Europese Fonds voor Monetaire Samenwerking en de Bank, die vanaf 13 maart 1979 om de drie maanden wordt hernieuwd, wordt in deze rubriek niet opgetekend omdat zij op termijn gedekt is door een transactie in tegen-gestelde zin en als zodanig beschouwd wordt als een boekhoudkundige verandering. Onder deze rubriek worden bijgevolg alleen de netto-aanvullingen van de aldus toegewezen Ecu's geboekt.

## A – 4. Europees Fonds voor Monetaire Samenwerking

Dit Fonds, dat werd ingesteld op 3 april 1973 krachtens een reglement van de Raad van de

Europese Gemeenschappen, trad op 1 juni 1973 in werking.

De vorderingen die in deze rubriek bedoeld worden, houden verband met het intracommunautaire financieringsmechanisme en omvatten de Ecu's niet.

## A – 5. Handelskredieten

Onder deze rubriek wordt de portefeuille wissels in franken geboekt waaraan uitvoerkredieten ten grondslag liggen die door de Bank werden gefinancierd<sup>(1)</sup>.

## A – 6. Overige vorderingen

## A – 6.1. In buitenlandse valuta's

De vorderingen onder deze post omvatten de uitleningen toegestaan door de Bank, tot ont-heffing van de Belgische Staat, in het kader van de middellange financiële bijstand van de Europese Economische Gemeenschap<sup>(2)</sup> en de tegoeden in deviezen in rekening bij correspondenten van de Bank in het buitenland of die op korte termijn in het buitenland werden belegd.

De aanvankelijke afdracht op 13 maart 1979 van tegoeden in dollars van de Verenigde Staten – samen met goud, tegen Ecu's – aan het Europese Fonds voor Monetaire Samenwerking en de trimestriële terugkopen en afdrachten die vervolgens plaatsvonden in het kader van het Europese Monetaire Stelsel, worden echter niet geboekt.

## A – 6.2. In franken

Onder deze rubriek worden de voorschotten in franken geboekt die de Bank, krachtens betalingsakkoorden, toestond aan landen die geen lid zijn van de Europese Economische Gemeenschap<sup>(3)</sup>.

<sup>(1)</sup> Trekt men deze portefeuille af van het netto buitenlands actief van de Bank, dan verkrijgt men de nettodeviezenreserves.

<sup>(2)</sup> Het betreft een lening aan Italië, luidend in dollars van de Verenigde Staten, toegestaan in 1974 en terugbetaald in 1978.

<sup>(3)</sup> Onder deze rubriek werden vroeger ook de certificaten van de Amerikaanse Schatkist luidend in franken, de zogenaamde „Roosa-bons“ geboekt.

**B – VERPLICHTINGEN****B – 1. *Tegenover het Internationaal Monetair Fonds***

Het gaat om de mutatie van het deel van de inschrijving in Belgische franken van België in het IMF dat door dit laatste bij de Bank in rekening wordt gehouden. Het vertegenwoordigt ongeveer 0,25 pct. van het aandeel van België in het Fonds.

**B – 2. *Tegenover het Europese Fonds voor Monetaire Samenwerking***

De verplichtingen onder deze rubriek komen voort uit het beroep dat de Bank doet op het intracommunautaire financieringsmechanisme (zie rubriek A.4 voor de overeenstemmende vorderingen).

**B – 3. *Tegenover niet-geldscheppende internationale instellingen***

Onder deze rubriek worden de veranderingen in de verplichtingen van de Bank tegenover de andere internationale instellingen dan het IMF en het EFMS geboekt.

**B – 4. *Tegenover andere officiële instellingen***

Hier worden de verplichtingen opgetekend van de Bank tegenover buitenlandse centrale banken en officiële instellingen alsmede die welke werden aangegaan uit hoofde van internationale akkoorden<sup>(1)</sup>.

**B – 5. *Overige***

Het gaat hier om de verplichtingen van de Bank tegenover het buitenland met uitzondering van de reeds genoemde (bv. tegenover buitenlandse bankiers).

***Pro memorie:***

Beweging van de bijzondere trekkingsrechten die voortvloeien uit de toewijzingen

In de statistiek van de bewegingen van de netto buitenlandse vorderingen van de Nationale Bank worden de toewijzingen van bijzondere trekkingsrechten slechts „pro memorie” geboekt onderaan de betalingsbalans. Aldus wordt de versterking van de goud- en deviezenreserves opgetekend zonder te moeten voorzien in een tegenwaarde. Deze zou immers, indien ze boven de lijn zou vermeld worden, de betekenis van het saldo van de balans vervalsen en, indien ze onder de lijn zou opgetekend worden, kunnen verklaard worden als een compensatie van de uitwerking van de stijging van de bijzondere trekkingsrechten op de netto buitenlandse tegoeden.

---

(<sup>1</sup>) Als zodanig worden de veranderingen in de tegoeden in franken geboekt van de instellingen van de landen waarmee betalingsakkoorden gesloten zijn. Tot 1978 omvatte deze rubriek eveneens de tegoeden in franken van de ondertekenaars van het akkoord tot instelling van een wisselkoersgarantie tussen de centrale banken van de lid-staten van de OESO.

## Hoofdstuk IV: Analytische voorstellingen die gebruikt worden voor de betalingsbalans van de BLEU

Dit hoofdstuk heeft tot doel drie voorstellingswijzen van de betalingsbalans te beschrijven:

- het traditionele nationale schema (tabellen IX.1 tot 4 van het statistisch gedeelte van het Tijdschrift van de Nationale Bank van België);
- het verruimde nationale schema dat rekening houdt met transacties in vreemde valuta's met Belgische en Luxemburgse banken en met wisseloperaties op termijn (tabel IX.5 van het statistisch gedeelte van het Tijdschrift van de Nationale Bank van België);
- een synthetisch schema waarin de kapitaaltransacties van de overheid afgezonderd worden van de kapitaaloperaties van de privé-sector (tabel III-C van het jaarlijks artikel over de betalingsbalans van de BLEU, gepubliceerd in het Tijdschrift van de Nationale Bank).

Elk van deze voorstellingswijzen leidt tot een ander betalingsbalanssaldo. Een eerste afdeling van dit hoofdstuk wordt aldus besteed aan het begrip saldo van de betalingsbalans.

### 1. HET BEGRIIP „SALDO” VAN DE BETALINGSBALANS

Aangezien de statistiek van de betalingsbalans is opgebouwd als een stelsel van dubbele boekhouding moet iedere geregistreerde transactie vertegenwoordigd zijn door twee strikt gelijke maar tegengestelde inschrijvingen, de ene positief (credit), de andere negatief (debet). Het nettototaal van alle positieve en negatieve inschrijvingen is bijgevolg in beginsel gelijk aan nul en de transacties houden elkaar dus in evenwicht; ieder verschil dat in de praktijk tot uiting komt is toe te schrijven aan de statistische vergissingen en weglatingen.

Om een overschot of een tekort op de betalingsbalans te doen uitkomen – en om het te meten – moet een deel van de

operaties worden afgezonderd, waarvan de algebraïsche som, rekening houdend met het doel van de studie, wordt beschouwd als zijnde het saldo van de betalingsbalans. Aangezien de totale balans in evenwicht is door de aard zelf van haar constructie, heeft het saldo van de overige transacties dezelfde absolute waarde maar draagt het een tegengesteld teken. Gewoonlijk trekken de betalingsbalansspecialisten een horizontale lijn tussen de twee soorten van operaties waardoor zij de betalingsbalans indelen in posten „boven de lijn” en posten „onder de lijn”.

Een begrip overschot of tekort op de betalingsbalans kan dus worden gedefinieerd door ofwel de categorie van transacties „boven de lijn” ofwel de categorie van transacties „onder de lijn” aan te duiden<sup>(1)</sup>. Door de lijn op verschillende plaatsen te trekken, kan men verscheidene van elkaar verschillende begrippen naar voren brengen.

Meestal onderscheidt men zes grote concepten:

- de handelsbalans;
  - de balans van het goederen- en dienstenverkeer;
  - de lopende rekening;
  - de basisbalans;
  - de balans van de niet-monetaire bewegingen;
  - de balans van de officiële betalingen.
- a) De *handelsbalans* omvat de invoer en de uitvoer van goederen.
- b) De *balans van het goederen- en dienstenverkeer* omvat de handelsbalans en de dienstentransacties (met inbegrip van de factordiensten). Het saldo van deze balans geeft de netto-overdracht aan van reële middelen bestemd voor of afkomstig van het buitenland.

<sup>(1)</sup> Wanneer het saldo van de groep „boven de lijn” (of „onder de lijn”) gelijk is aan nul, is de betalingsbalans, in de zin van het in aanmerking genomen begrip, „in evenwicht”.



- c) De *lopende rekening* wordt gewoonlijk gedefinieerd als de som van de balans van het goederen- en dienstenverkeer en van de overdrachten. Het saldo van deze balans vertegenwoordigt de transacties die de hoeveelheid financiële nettotoegoden tegenover het buitenland van een economie vergroten of verminderen. Uit het oogpunt van de besparingen gezien, toont de lopende rekening in welke mate een land binnenlandse besparingen uitvoert of een beroep doet op buitenlandse besparingen.
- d) „Boven de lijn” stemt de *basisbalans* overeen met de som van de lopende rekening en van het langlopende kapitaalverkeer en „onder de lijn” is zij gelijk aan het totaal van het kortlopende kapitaalverkeer en van de officiële betalingen. Dit begrip, dat „boven de lijn” de onstabiele kapitaaltransacties, die op korte termijn kunnen omslaan, uitsluit, wil doorgaan als een indicator van de fundamentele tendensen van de betalingsbalans. Het berust op de gedachte dat het kortlopende kapitaalverkeer over een lange periode slechts geringe positieve of negatieve saldi vertoont. Volgens dat standpunt zouden de veranderingen in de rekening van een land tegenover het buitenland gemeten aan de hand van de bewegingen der officiële betalingen, voor een groot deel voortvloeien uit de veranderingen in de basisbalans. Tegenover die opvatting kan men evenwel doen gelden dat het kortlopende kapitaalverkeer vaak een grote weerslag had op de reservepositie van talrijke landen, zodanig dat de basisbalans alleen een onvoldoende indicator van de internationale posities van de landen zou zijn geweest.
- e) „Boven de lijn” stemt de *balans van de niet-monetaire bewegingen* overeen met de som van de basisbalans en van het kortlopende niet-monetaire kapitaalverkeer (incl. de post „Vergissingen en Weglatingen”) en „onder de lijn” is zij gelijk aan de som van het kortlopende kapitaalverkeer van de handelsbanken en van de officiële betalingen. Deze balans is een indicator van de weerslag van de operaties met het buitenland op

de binnenlandse liquiditeit. Zoals de balans van de officiële betalingen vertegenwoordigt zij een begrip van „totale balans”(1).

- f) De *balans van de officiële betalingen* stemt „boven de lijn” overeen met de som van de balans van de niet-monetaire bewegingen en van het kortlopende kapitaalverkeer der handelsbanken en „onder de lijn” met het totaal van de officiële betalingen, d.w.z. de veranderingen in de officiële deviezenreserves. Dit is het begrip van „totale balans” waarvan het meest gebruik wordt gemaakt. In een stelsel van vaste wisselkoersen is de balans van de officiële betalingen van een land een indicator van de positie die haar valuta op de wisselmarkt inneemt, aangezien de druk van die markt zich in hoofdzaak weerspiegelt in de veranderingen van de officiële deviezenreserves. In een stelsel van zwevende wisselkoersen, daarentegen, is de balans van de officiële betalingen een veel minder belangrijke indicator van de druk van de deviezenmarkten aangezien deze tot uiting komt in veranderingen in de wisselkoersen; veranderingen in de officiële reserves komen immers slechts voor wanneer de monetaire overheid ingrijpt.

## 2. TRADITIONEEL NATIONAAL SCHEMA VAN DE BETALINGSBALANS VAN DE BLEU(2)

In het traditionele nationale schema van de betalingsbalans van de BLEU doen de operaties, die afgezonderd werden om het totale saldo te bepalen, uitkomen in welke mate het verkeer met het buitenland liquiditeiten heeft gecreëerd of vernietigd(3). Dit saldo stemt dus overeen met een begrip van „balans van de niet-monetaire bewegingen”.

(1) „Totale” balansen zijn balansen die meer rubrieken „boven de lijn” bevatten dan tegenposten. In het andere geval spreekt men van „gedeeltelijke” balansen.

(2) Het traditionele nationale schema van de betalingsbalans van de BLEU wordt in bijlage 1 weergegeven.

(3) Overeenstemmend met de veranderingen in de netto verplichtingen van de overwegend geldscheppende instellingen.

„Boven de lijn” stemt het totale saldo van de betalingsbalans overeen met het totaal van de volgende rubrieken:

- goederen- en dienstenverkeer;
- overdrachten;
- kapitaalverkeer van de overheid;
- kapitaalverkeer van de bedrijven<sup>(1)</sup> en particulieren;
- vergissingen en weglatingen (netto).

„Onder de lijn” stemt het saldo overeen met het totaal van de volgende twee rubrieken:

- herfinanciering bij de binnenlandse niet-overwegend geldscheppende instellingen van commerciële vorderingen op het buitenland;
- beweging van de nettotegoeden tegenover het buitenland van de overwegend geldscheppende instellingen.

De bedragen die in de eerste rubriek naar voren komen weerspiegelen de veranderingen van het bedrag der kredieten aan het buitenland aanvankelijk toegestaan door de Belgische banken en geherfinancierd bij ingezetenen niet-geldscheppende instellingen.

Afzonderlijk beschouwd geeft de tweede rubriek de uiteindelijke weerslag weer van alle transacties met het buitenland op de positie tegenover het buitenland – in goud, in nettotegoeden aangehouden bij het IMF en op het EFMS, in buitenlandse valuta's en in Belgische of Luxemburgse franken – van het Belgische en Luxemburgse geldwezen, met uitzondering van hun wederkerige vorderingen en verplichtingen.

Er wordt een onderscheid gemaakt tussen de mutaties in het netto buitenlands tegoed van de banken, van diverse instellingen (Herdiscontering- en Waarborginstituut, voor de financiering van exportkredieten door middelen die bij de geldscheppende instellingen ontleend werden; Bestuur der Postchecks, voor de tegoeden in franken van het Europese Ontwikkelingsfonds van de Europese Economische Gemeenschap), en van de Nationale Bank.

Die mutaties worden berekend zonder rekening te houden met de toewijzing van bijzondere trekkingsrechten door het IMF, de mutaties van vorderingen en schulden in vreemde valuta's, in bijzondere trekkingsrechten en in Ecu's die het gevolg zijn van de invloed van wisselkoersveranderingen op het uitstaande bedrag of met mutaties van vorderingen en schulden in goud die het gevolg zijn van de invloed van veranderingen in de goudprijs op de uitstaande bedragen.

Samen beschouwd tonen de twee rubrieken de financiering aan van de transacties met het buitenland die aanvankelijk door het geldstelsel werd gedragen; zij gaf aanleiding tot de schepping van een gelijke hoeveelheid netto verplichtingen van de overwegend geldscheppende instellingen; deze schepping is vervolgens verminderd ten belope van de herfinanciering bij niet-geldscheppende instellingen. Het bedrag van deze financiering is gelijk aan het totaal van de „boven de lijn” opgetekende transacties.

### 3. VERRUIMD NATIONAAL SCHEMA VAN DE BETALINGSBALANS VAN DE BLEU<sup>(2)</sup>

Een tweede voorstellingswijze van de betalingsbalans van de BLEU wordt in het Tijdschrift van de Nationale Bank opgenomen onder de titel: „Verrichtingen met het buitenland, verrichtingen in buitenlandse valuta's van de ingezetenen met de Belgische en Luxemburgse banken en termijnvalutatransacties”.

Het betreft een statistiek die opgemaakt is volgens een gedeeltelijk dubbel boekingsstelsel, maar die niet volledig beantwoordt aan de algemene beginselen van het Handboek van de betalingsbalans van het IMF. In deze voorstellingswijze worden niet enkel de contantoperaties van ingezetenen met het buitenland opgetekend, zoals dat gebeurt in de traditionele voorstellingswijze, maar eveneens de verrichtingen in buitenlandse

<sup>(1)</sup> Met uitzondering van de overwegend geldscheppende instellingen; de kapitalen van deze laatste worden „onder de lijn” opgetekend.

<sup>(2)</sup> Het verruimde nationale schema van de betalingsbalans van de BLEU wordt in bijlage 3 weergegeven.

valuta's van de ingezetenen met de nationale geldscheppende instellingen en de termijnvalutatransacties.

Het doel van deze statistiek is het geheel van de verrichtingen in het licht te stellen die, direct of indirect, een weerslag gehad kunnen hebben op de wisselmarkten en die de centrale bank hierdoor eventueel tot optreden genoopt hebben.

Door de verrichtingen van de twee bovenvermelde categorieën in aanmerking te nemen is het bovendien mogelijk beter de oorsprong te bepalen van bepaalde kapitaalbewegingen met het buitenland. In bepaalde gevallen worden inderdaad contantoperaties met het buitenland uitgevoerd omdat er verrichtingen in de twee andere categorieën plaatsgevonden hebben.

Dat is bijvoorbeeld het geval wanneer de banken inschrijven op certificaten van de Belgische Schatkist in buitenlandse valuta's terwijl zij die inschrijving financieren door schulden aan te gaan bij hun buitenlandse correspondenten, of wanneer zij buitenlandse geldsoorten op termijn verkopen aan ingezetenen die zich wensen te dekken tegen het wisselkoersrisico terwijl zij, om niet zelf een dergelijk risico te lopen, in het buitenland een tegoed aanleggen in buitenlandse geldsoorten.

Daarenboven maakt deze statistiek het mogelijk de verrichtingen van speculatieve aard op de voorgrond te plaatsen. Ingezeten die willen speculeren op de stijging van een buitenlandse valuta kunnen bijvoorbeeld dat doel bereiken door bij de banken deposito's in deviezen te vormen of door er op termijn deviezen van te kopen; zo ook kunnen buitenlanders speculeren op de daling van de frank, niet enkel door tegoeden in frank bij de banken af te bouwen maar ook door termijnverkopen van franken aan de banken aan te gaan.

In het verruimde schema van de betalingsbalans van de BLEU laten de afzonderlijke operaties om het saldo te bepalen blijken in welke mate de verrichtingen met het buitenland aanleiding hebben gegeven tot een verandering van de officiële wisselreserves van de Nationale Bank. Dit saldo stemt dus

overeen met het concept „balans van officiële financiering“.

„Boven de lijn“ worden volgende operaties opgenomen:

- lopende verrichtingen;
- kapitaalverkeer van de overheid;
- veranderingen in handelskredieten;
- overig kapitaalverkeer van bedrijven en particulieren;
- veranderingen in tegoeden en verplichtingen in buitenlandse valuta's van Belgische en Luxemburgse banken van niet-ingezetenen tegenover banken en voornamelijk geldscheppende instellingen;
- veranderingen in de tegoeden en verplichtingen in buitenlandse valuta's van Belgische en Luxemburgse banken;
- vergissingen en weglatingen.

„Boven de lijn“ vindt men in deze statistiek dus het geheel van de verrichtingen van banken en overige instellingen.

„Onder de lijn“ wordt de mutatie genoteerd van de wisselreserves van de Nationale Bank, gedefinieerd als netto buitenlandse tegoeden min handelskredieten, en van de tegoeden en verplichtingen die voortvloeien uit termijnoperaties waarbij de Bank betrokken is. Het opnemen van laatstvermelde operaties is gerechtvaardigd omdat de termijnvalutatransacties van de andere economische subjecten „boven de lijn“ bij de andere transacties genoteerd worden.

#### 4. BALANS VAN HET LOPENDE VERKEER EN VAN HET KAPITAALVERKEER VAN DE PARTICULIERE SECTOR <sup>(1)</sup>

Een derde voorstellingswijze van de betalingsbalans van de BLEU geeft een andere hergroepering van de verrichtingen die genoteerd worden in het verruimde schema (met name de verrichtingen met het buitenland, de verrichtingen in buitenlandse valu-

<sup>(1)</sup> Het schema van de balans van de lopende verrichtingen en het kapitaalverkeer van de particuliere sector wordt in bijlage 4 gegeven. In deze bijlage worden ook de posten van deze balans gedefinieerd.

ta's van de ingezetenen met Belgische en Luxemburgse banken en termijnvalutatransacties).

Volgens deze voorstellingswijze worden de kapitaalverrichtingen die als eerder „auto-noom” beschouwd worden „boven de lijn” geplaatst om „onder de lijn” die kapitaalbewegingen af te zonderen die eerder „compenserend” zijn. Aldus worden kapitaalverrichtingen van de overheid – Staat en overheidsbedrijven – met het buitenland en in buitenlandse valuta's met de ingezeten banken, „onder de lijn” genoteerd, tezamen met de nettoveranderingen in de wisselreserves van de Nationale Bank. Kapitaalverrichtingen van de banken, die de vorm aan-

nemen van een mutatie in hun deviezenpositie, in hun nettotegoed in franken op niet-ingezetenen en in hun handelskredieten, worden daarentegen „boven de lijn” opgetekend, tezamen met de lopende verrichtingen en het kapitaalverkeer van de ondernemingen (uitgezonderd overheidsbedrijven), zodat alle kapitaalverrichtingen van de particuliere sector weer gegroepeerd zijn. Deze statistiek maakt het mogelijk te belichten in welke mate de verrichtingen van de particuliere sector met het buitenland en in buitenlandse valuta's met de ingezeten overwegend geldscheppende instellingen gefinancierd werden door kapitaalbewegingen van de overheidssector en door veranderingen in de wisselreserves van de Nationale Bank.

# Hoofdstuk V: Geografische indeling van de betalingsbalans van de BLEU

## 1. BEGINSEL

De geografische indeling van de betalingsbalans van een land heeft een analytische waarde. Zij kan immers nauwkeurige inlichtingen verstrekken over de transacties van dat land, enerzijds met zijn voornaamste individuele handelspartners, anderzijds met groepen van landen die bepaalde economische kenmerken gemeen hebben (industrielanden, ontwikkelingslanden) of ingedeeld naar hun lidmaatschap van een internationale organisatie (landen van de EEG of van de OESO), van een gemeenschappelijk monetair gebied (landen van het sterlinggebied), van een geografisch gebied (Afrikaanse landen), enz.

De geografische bestemming van de in de betalingsbalans opgetekende operaties kan steunen op diverse criteria:

- de „verblijfplaats van de buitenlandse mede-contractant“: volgens dat beginsel wordt een bepaalde operatie ondergebracht bij een land of een groep van landen waar de buitenlandse partij verblijft die bij de gegeven operatie rechtstreeks betrokken is. Dit beginsel is van toepassing op alle rubrieken van de betalingsbalans. Wat het goederen- en dienstenverkeer betreft, kan het twee vormen aannemen: de geografische toewijzing kan in verband worden gebracht met het „financiële“ aspect van de transacties of met hun „reële“ aspect, die niet samenvallen indien er tussenpersonen optreden. In het eerste geval wordt een transactie toegewezen aan het land van verblijf van de buitenlandse koper of verkoper, in het tweede aan het land van ofwel bestemming of verbruik, ofwel herkomst, oorsprong of produktie;
- de „verblijfplaats van de buitenlandse debiteur (of crediteur)“: volgens dit beginsel, waarvan de toepassing beperkt is tot de kapitaalbewegingen, wordt een bepaalde transactie toegewezen aan het land of aan de groep van landen waarin de buitenlandse debiteur verblijft, ongeacht of deze de buitenlandse partij is die aan de transactie deelneemt (bv. een transactie tussen een ingezetene van het land dat de balans opstelt en een ingezetene van Zwitserland met betrekking tot een effect uitgegeven door een ingezetene van de Verenigde Staten, wordt niet ondergebracht bij Zwitserland, maar bij de Verenigde Staten, aangezien een vordering op de Verenigde Staten in het bezit is van een ingezetene van het land dat de balans opmaakt);
- de „valuta waarin de transactie plaatsheeft“: dit beginsel wordt slechts in aanmerking genomen wanneer de inlichtingen, die voor de toepassing van de voorgaande twee criteria vereist zijn, niet beschikbaar zijn (bv. om de geografische indeling te maken van sommige bestanddelen van de post „Reisverkeer“).

## 2. BESCHRIJVING VAN DE GEOGRAFISCHE INDELING VAN DE BETALINGSBALANS VAN DE BLEU

In de betalingsbalans van de BLEU steunt de keuze van de geografische gebieden in hoofdzaak op de indeling zoals voorgeschreven door het geünificeerde OESO-IMF-schema.

De geografische indeling is de volgende:

- Verenigde Staten
- Canada
- Japan
- Lid-Staten van de EEG<sup>(1)</sup>
- Turkije, Spanje, Portugal
- de groep gevormd door Oostenrijk, Finland, IJsland, Noorwegen, Zweden en Zwitserland
- de groep gevormd door Gibraltar, Malta, Zuid-Afrika en Joegoslavië

<sup>(1)</sup> Verenigd Koninkrijk, Frankrijk, Nederland, Bondsrepubliek Duitsland, Italië, Ierland, Denemarken, Griekenland.

- de groep gevormd door Australië en Nieuw-Zeeland
- Comecon-landen<sup>(1)</sup>
- andere landen met centrale planeco-  
nomie<sup>(2)</sup>
- Lid-Staten van de OPEC<sup>(3)</sup>
- landen uit Afrika, het Caraïbisch gebied  
en de Stille Oceaan, ondertekenaars van  
de Overeenkomst van Lomé (niet-leden  
van de OPEC)<sup>(4)</sup>
- andere landen
- Europese en internationale instellingen
- niet-ingedeelde operaties.

Aan de hand van de thans beschikbare statistische gegevens is het niet mogelijk de betalingsbalans op transactiebasis van de BLEU geografisch in te delen. De betalingsbalans per land of per zones is dus op gemengde basis opgesteld (zo zijn de betalingen gecorrigeerd om rekening te houden met de uitvoer waaraan handelskredieten gekoppeld zijn die gemobiliseerd zijn bij Belgische banken, maar niet om rekening te houden met de andere handelskredieten). Het totaal van deze balansen is zo aangepast dat het overeenstemt met de cijfers van de betalingsbalans op transactiebasis. Te dien einde zijn de transacties die gepaard gaan met handelskredieten die niet gemobiliseerd zijn bij Belgische banken en de via compensatie betaalde verrichtingen (waar-

van het totaal bekend is maar die niet per land kunnen worden ingedeeld) geboekt in een kolom „Niet-onderscheiden transacties”.

Het criterium waarvan gebruik werd gemaakt om de betalingsbalans van de BLEU geografisch in te delen was meestal „het land van verblijf van de buitenlander die de betaling heeft ontvangen of er opdracht toe heeft gegeven”. De voornaamste maatstaf is dus het financieel aspect van het beginsel van de verblijfplaats van de buitenlandse mede-contractant.

De uitvoer en de invoer zijn evenwel ingedeeld naar het land van bestemming en naar het land van herkomst, d.w.z. op grond van het „reële” aspect van het bovengenoemde beginsel.

De operaties in buitenlandse bankbiljetten en in buitenlandse reischeques werden ingedeeld volgens het land van de bank van uitgifte.

De betalingen waarvoor men over geen enkele deugdelijke aanduiding beschikte betreffende het land van verblijf van de buitenlanders die ze hadden ontvangen of er opdracht toe hadden gegeven, werden gegroepeerd in de kolom „Niet-ingedeelde operaties”. Dit is o.m. het geval met de arbitrage-operaties. In beginsel kan de winst die daaruit voortvloeit worden beschouwd als zijnde verwezenlijkt tegenover het land dat de goederen heeft gekocht, maar een dergelijke toewijzing veronderstelt dat men de winst op iedere verkoop kan afzonderen, d.w.z. van de geregistreerde bruto-ontvangsten het bedrag van de gekochte goederen aftrekken evenals dat van de overige betalingen in het buitenland. Bij gebrek aan soortgelijke inlichtingen is het totaal van de netto-ontvangsten uit arbitrages opgenomen in de kolom „Niet-ingedeelde operaties”.

Het was niet mogelijk alle uitgiften en aflossingen van kortlopend overheidspapier in buitenlandse valuta's waarop aanvankelijk was ingeschreven door in de BLEU gevestigde banken, geografisch in te delen; bijgevolg heeft men ze ingedeeld naar valuta. De opnemingen en terugbetalingen op over-

(1) USSR, Duitse Democratische Republiek, Polen, Tsjecho-Slowakije, Hongarije, Roemenië, Bulgarije, Cuba, Viëtnam, Mongolië.

(2) Albanië, Laos, Campuchea, Noord-Korea, China.

(3) Algerije, Libië, Nigeria, Gabon, Irak, Iran, Saoedi-Arabië, Koeweit, Katar, Verenigde Arabische Emiraten, Indonesië, Ecuador, Venezuela. Wegens het criterium dat gebruikt wordt om de geografische uitsplitsing te maken van de invoer in de betalingsbalans van de BLEU, nl. het land van herkomst, is een gedeelte van de invoer van de aardolieproducten, nl. die welke geschiedt via de Rotterdamse pijpleiding, opgenomen in de invoer uit de EEG-Lid-Staten, en niet in die uit de aardolieproducerende landen.

(4) Soedan, Maunitanië, Mali, Bovenvolta, Niger, Tsjaad, Kaapverdië, Senegal, Gambia, Guinee Bissau, Guinee, Sierra Leone, Liberia, Ivoorkust, Ghana, Togo, Benin, Kameroen, Centraalafrikaanse Republiek, Equatoriaal Guinee, Sao Tomé en Príncipe, Kongo, Zaïre, Rwanda, Burundi, Ethiopië, Djibouti, Somalia, Kenya, Uganda, Tanzania, Seychellen, Madagaskar, Mauritius, Comoren, Zambia, Malawi, Botswana, Swaziland, Lesotho, Bahama's, Jamaica, Barbados, Trinidad en Tobago, Grenada, Guyana, Suriname, Papua-Nieuwguinea, Fiji, Tonga, Westsamoa.

heidsleningen met een looptijd van meer dan een jaar werden geografisch ingedeeld voor zover men het land van verblijf van de eerste buitenlandse inschrijver kende.

De geografische indeling van de kapitaalbewegingen in het algemeen steunt op het principe van de bij de transactie betrokken partij, eerder dan op het beginsel van de finale debiteur of crediteur. Een dergelijke indeling boet steeds meer aan betekenis in naarmate de internationalisatie van de financiële markten voortschrijdt; het land van de opdrachtgever of van de beneficiënt is immers niet noodzakelijk het land vanwaar de middelen komen of waarheen zij gaan. Zo betekent bijvoorbeeld het in de loop van een jaar geregistreerde tekort t.o.v. een land uit hoofde van „Belgisch-Luxemburgse investeringen en beleggingen in het buitenland: effecten” niet noodzakelijk dat dit land geprofiteerd heeft van een toevloeiing van middelen, noch dat de ingezetenen van de BLEU voor eenzelfde bedrag ingeschreven hebben op effecten van dit land. Dit tekort kan namelijk aanzienlijk beïnvloed geweest zijn door de wijze van storting van de middelen die naar aanleiding van de uitgifte van

internationale leningen werden aangetrokken.

Een gelijkaardig voorbehoud geldt voor de overige beleggingen en voor de directe investeringen wegens, bijvoorbeeld, de financiële betrekkingen die tussen de verschillende filialen van een buitenlandse firma bestaan of nog omdat de houdstermaatschappijen de neiging hebben zich te vestigen in sommige landen die een voordelig belastingstelsel hebben. De geografische indeling van het kapitaalverkeer moet dus met de uiterste omzichtigheid worden beoordeeld, want in het beste geval is zij maar een gedeeltelijke aanwijzing betreffende de oorsprong of de bestemming van de kapitalen.

Wanneer het verschil tussen de schijnbare oorsprong of bestemming en de werkelijke oorsprong of bestemming van de middelen al te duidelijk was, zoals in het geval van transacties tussen houdstermaatschappijen die in toevluchtlanden gevestigd zijn, heeft men er de voorkeur aan gegeven deze kapitalen niet geografisch in te delen en ze op te nemen in de kolom „Niet-ingedeelde operaties”.

## Hoofdstuk VI: Vergelijking tussen de rubrieken van de betalingsbalans van de BLEU en de verrichtingen met het buitenland in de nationale rekeningen van België

De beginselen die toegepast worden om de betalingsbalans van de BLEU en de rekening buitenland op te stellen zijn in wezen dezelfde. Het Nationaal Instituut voor de Statistiek, dat in België verantwoordelijk is voor het opstellen van de Nationale Rekeningen, steunt zich overigens op de betalingsbalansgegevens om de rekening buitenland op te stellen.

Nochtans brengt deze instelling bepaalde aanpassingen aan wat betreft de indeling van de verrichtingen in rubrieken<sup>(1)</sup>. De

belangrijkste verschillen tussen de rekening buitenland en het saldo van de balans van de lopende verrichtingen voor wat betreft de netto-ontleningen van of uitleningen aan het buitenland betreffen de volgende punten:

- de gegevens van de betalingsbalans van de BLEU worden aangepast om de verrichtingen van België met het Groothertogdom Luxemburg mee op te nemen en deze van het Groothertogdom Luxemburg met de andere landen uit te schakelen;
- de nettoverzekeringspremies en schade-loosstellingen worden verwijderd uit de dienstenverrichtingen;
- de overdrachten van de Staat worden uit andere bronnen opgetekend.

---

<sup>(1)</sup> Bijlage 5 bevat een vergelijkingstabel inzake de gegevens van de betalingsbalans en de rekening buitenland van het Nationaal Instituut voor de Statistiek.







## BIJLAGE 1

### Traditioneel nationaal schema van de betalingsbalans van de BLEU

#### 1. Goederen- en dienstenverkeer

##### 1.1 Goederenverkeer

1.11 Uitvoer en invoer<sup>(1)</sup>

1.12 Loonwerk

1.13 Arbitrage (netto)

1.2 Vracht- en verzekeringskosten voor goederenvervoer<sup>(2)</sup>

1.3 Andere vervoerkosten

1.4 Reisverkeer

1.5 Opbrengsten uit beleggingen en investeringen

1.6 Niet elders vermelde overheidstransacties

1.7 Overige

1.71 Grensarbeiders

1.72 Overige

Totaal 1

#### 2. Overdrachten

2.1 Particulieren

2.2 Staat

Totaal 2

Lopend verkeer (totaal 1 + 2)

#### 3. Kapitaalverkeer van de overheid

3.1 Staat<sup>(3)</sup>

3.11 Verplichtingen

3.12 Tegoeden

3.2 Andere overheid

Totaal 3

---

<sup>(1)</sup> Voor een deel van de uitvoer en van de invoer zijn het cif-cijfers, d.w.z. dat de vracht- en verzekeringskosten voor het goederenvervoer erin begrepen zijn.

<sup>(2)</sup> De ontvangsten en uitgaven van deze rubriek omvatten slechts een deel van de vracht- en verzekeringskosten voor het goederenvervoer. Het andere deel kon niet worden gescheiden van de uitvoer of van de invoer waarop het betrekking heeft en is dus begrepen in de ontvangsten van de rubriek 1.11 „Uitvoer en invoer” (zie voetnoot<sup>(1)</sup>).

<sup>(3)</sup> Inclusief het Wegenfonds.

4. Kapitaalverkeer van de bedrijven<sup>(1)</sup> en particulieren

4.1 Handelskredieten (nettocijfers)<sup>(2)</sup>

4.2 Overige

4.21 Overheidsbedrijven

4.22 Financiële instellingen van de overheidssector

4.23 Particuliere sector

4.231 Belgisch-Luxemburgse investeringen en beleggingen in het buitenland:

4.2311 Effecten (nettocijfers)

4.2312 Directe investeringen

4.2313 Onroerende goederen

4.2314 Overige (nettocijfers)

4.232 Buitenlandse investeringen en beleggingen in de BLEU

4.2321 Effecten (nettocijfers)

4.2322 Directe investeringen

4.2323 Onroerende goederen

4.2324 Overige (nettocijfers)

Totaal 4

5. Vergissingen en weglatingen (netto)

Totaal 1 tot 5

6. Financiering van het totaal

6.1 Handelskredieten<sup>(2)</sup> geherfinancierd bij de ingezeten niet-geldscheppende sector

6.2 Mutatie van het netto buitenlands actief van de overwegend geldscheppende instellingen

6.21 Belgische en Luxemburgse banken

6.211 Handelskredieten<sup>(2)</sup>

6.212 Overige

6.2121 Belgische en Luxemburgse franken

6.2122 Buitenlandse valuta's<sup>(3)</sup>

6.22 Diverse instellingen

6.221 Handelskredieten<sup>(2)</sup>

6.222 Overige

6.23 Nationale Bank van België

6.231 Handelskredieten<sup>(2)</sup>

6.232 Overige (netto goud- en deviezenreserves)<sup>(3)</sup>

Pro memorie: Mutatie van de bijzondere trekkingsrechten voortvloeiend uit toewijzingen.

<sup>(1)</sup> Andere dan de overwegend geldscheppende instellingen.

<sup>(2)</sup> In rubriek 4.1 worden enkel de handelskredieten opgenomen die niet bij Belgische en Luxemburgse banken gemobiliseerd zijn. Andere handelskredieten, namelijk wissels waaraan verkopen van goederen en diensten aan het buitenland ten grondslag liggen en die gemobiliseerd werden bij de Belgische en Luxemburgse banken, zijn geboekt onder de subrubrieken 6.211, 6.221, 6.231 of 6.1, naargelang zij in de portefeuille van de banken bleven of geherfinancierd werden respectievelijk bij diverse geldscheppende instellingen, bij de Nationale Bank van België of bij de ingezeten niet-geldscheppende instellingen.

<sup>(3)</sup> Deze cijfers zijn berekend op basis van de mutatie van de nettotoegoeden op het buitenland in buitenlandse geldsoorten, omgezet in Belgische franken tegen de wisselkoersen van de periode: zij houden geen rekening met de boekhoudkundige veranderingen die voortvloeien uit de wisselkoersveranderingen tussen de Belgische frank en de buitenlandse valuta's.

## BIJLAGE 2

Tabel van overeenstemming tussen het traditionele nationale schema van de betalingsbalans van de BLEU en het geünificeerde OESO-IMF-schema

Geünificeerd OESO-IMF-schema	Traditioneel nationaal schema van de betalingsbalans van de BLEU
<b>A – Lopend verkeer</b> 1. Goederen 2. Overige goederen, diensten en inkomens - 3. Particuliere overdrachten zonder tegenprestatie 4. Overheidsoverdrachten zonder tegenprestatie	<b>1.+2. Goederen- en dienstenverkeer en overdrachten</b> 1.11. Uitvoer en invoer <sup>(1)</sup> 1.12. Loonwerk en 1.13. Arbitrage 1.2. Vracht- en verzekeringskosten voor goederenvervoer 1.3. Andere vervoerkosten 1.4. Reisverkeer 1.5. Opbrengsten uit beleggingen en investeringen 1.6. <sup>(2)</sup> Niet elders vermelde overheidstransacties 1.7. Overige 2.1. Particuliere overdrachten 2.2. Publieke overdrachten + 1.6. <sup>(2)</sup> Overheidspensioenen
<b>B – Directe investeringen en overig langlopend kapitaal (uitgezonderd groepen F tot H)</b> 1. Directe investeringen 2. Beleggingen in effecten 3. Overig langlopend kapitaal 3.1. Ingezetten overheidssector 3.2. Depositobanken 3.3. Overige sectoren	<b>3.<sup>(2)</sup>, 4.<sup>(2)</sup> en 6.<sup>(2)</sup> Kapitaalverkeer en financiering</b> 4. Bedrijven en particulieren 4.2312 en 4.2322 Directe investeringen 4.2313 en 4.2323 Onroerende goederen 3. <sup>(2)</sup> Staat 4. Bedrijven en particulieren 4.21 <sup>(2)</sup> Overheidsbedrijven 4.22 <sup>(2)</sup> Financiële instellingen van de overheidssector 4.2311 en 4.2321 Effecten 6.21. Belgische en Luxemburgse banken 6.212 <sup>(2)</sup> <sup>(*)</sup> Obligaties 3. <sup>(2)</sup> Staat 4. Bedrijven en particulieren 4.21 <sup>(2)</sup> Overheidsbedrijven 4.22 <sup>(2)</sup> Financiële instellingen van de overheidssector 4.2314 <sup>(2)</sup> en 4.2324 <sup>(2)</sup> Overige investeringen van de particuliere sector

<sup>(1)</sup> De diensten van het IMF corrigeren de gegevens van de betalingsbalans van de BLEU met betrekking tot de uitvoer en de invoer (die aan de basis deels cif en deels fob zijn) en inzake ontvangsten en uitgaven voor de vrachtkosten en de verzekering van het goederenvervoer. Totaal beschouwd heffen die correcties elkaar op.

<sup>(2)</sup> Gedeeltelijk.

<sup>(\*)</sup> Met tegengesteld teken.

Geïnficeerd OESO-IMF-schema	Traditioneel nationaal schema van de betalingsbalans van de BLEU
<p><b>C – Overig kortlopend kapitaal (uitgezonderd groepen F tot H)</b></p> <p>1. Ingezeten overheidssector</p> <p>2. Depositobanken</p> <p>3. Overige sectoren</p>	<p><b>3.(<sup>1</sup>), 4.(<sup>1</sup>) en 6.(<sup>1</sup>)</b>     <i>Kapitaalverkeer en financiering</i></p> <p>3.(<sup>1</sup>)     Staat 6.23.     Nationale Bank van België 6.232(<sup>1</sup>)(<sup>2</sup>)     A – 6.2., B – 3. en B – 5.(<sup>3</sup>)</p> <p>6.2.     Overwegend geldscheppende instellingen 6.211(<sup>2</sup>) en 6.221(<sup>2</sup>)     Handelskredieten 6.212(<sup>1</sup>)(<sup>2</sup>) en 6.222(<sup>2</sup>)     Overige netto buitenlandse tegoeden</p> <p>4.1. en 6.1.(<sup>2</sup>)     Niet bij de Belgische en Luxemburgse banken gemobiliseerde handelskredieten en handelskredieten, geherfinancierd bij de ingezeten, niet-geldscheppende instellingen</p> <p>4.     Bedrijven en particulieren 4.21(<sup>1</sup>)     Overheidsbedrijven 4.22(<sup>1</sup>)     Financiële instellingen van de overheidssector 4.2314(<sup>1</sup>) en 4.2324(<sup>1</sup>)     Overige investeringen van de particuliere sector</p>
<p><b>D – Nettovergissingen en -weglatingen</b></p> <p>Totaal A tot D</p>	<p><b>5.</b>     <i>Nettovergissingen en -weglatingen</i></p> <p>1 tot 5, 6.1(<sup>2</sup>), 6.21(<sup>1</sup>)(<sup>2</sup>), 6.22(<sup>2</sup>) en 6.23(<sup>1</sup>)(<sup>2</sup>)</p>
<p><b>E – Tegenposten</b></p> <p>Monetisatie/Demonetisatie van monetair goud Toewijzingen/intrekkingen van bijzondere trekkingsrechten Tegenpost van herwaarderungen</p>	<p>Totale verandering van de reserves (in de balans van de Nationale Bank), vermindert met de mutaties in de reserves die verbeterd werden voor boekhoudkundige aanpassingen</p>
<p><b>F – Uitzonderlijke financiering</b></p>	
<p><b>G – Verplichtingen die reservetegoeden zijn voor buitenlandse overheden</b></p>	<p><b>6.2.</b>     <i>Mutatie van het netto buitenlands actief van de overwegend geldscheppende instelling</i></p> <p>6.212(<sup>1</sup>)(<sup>2</sup>)     Verplichtingen van Belgische en Luxemburgse banken t.o.v. officiële instellingen</p> <p>6.23(<sup>1</sup>)     Nationale Bank B – 2, B – 4(<sup>3</sup>)</p>
<p><b>H – Totale wijziging van de reserves(<sup>4</sup>)</b></p> <p>1. Monetair goud 2. Bijzondere trekkingsrechten 3. Reservepositie bij het IMF</p> <p>4. Deviezenreserves 5. Overige vorderingen 6. Beroep op het krediet van het IMF</p>	<p><b>6.23.</b>     <i>Mutatie van het netto buitenlands actief van de Nationale Bank(<sup>3</sup>)</i></p> <p>A – 1.(<sup>2</sup>) A – 2.3.(<sup>2</sup>) A – 2.1.(<sup>2</sup>), A – 2.2.(<sup>2</sup>) en A – 2.4.(<sup>2</sup>) A – 3.(<sup>2</sup>), A – 6.1.(<sup>1</sup>)(<sup>2</sup>) A – 4.(<sup>2</sup>), A – 5.(<sup>2</sup>), A – 6.1.(<sup>1</sup>)(<sup>2</sup>) B – 1. + tegenpost van de boekhoudkundige veranderingen niet opgenomen in post 6.23.</p>

(<sup>1</sup>) Gedeeltelijk.

(<sup>2</sup>) Met tegengesteld teken.

(<sup>3</sup>) De nummering van de subrubrieken van het netto buitenlands tegoed van de beschouwde instellingen is deze van het schema dat jaarlijks gepubliceerd wordt in het Tijdschrift van de Bank ter gelegenheid van het verschijnen van het artikel over de betalingsbalans van de BLEU (zie hoofdstuk III, blz. 92 en volgende van deze methodologie).

(<sup>4</sup>) De totale wijziging van de reserves is gelijk aan het verschil tussen het bedrag van de buitenlandse tegoeden van de Nationale Bank, aan het einde van het jaar, vermindert met de tegoeden waarvan de verandering voorkomt in groep C en met de verplichtingen tegenover het IMF alleen. Een verhoging van de aldus gedefinieerde nettotegoeden is aangeduid met het teken –, een verlaging met het teken +. De in aanmerking genomen bedragen zijn die welke voorkomen in de balans van de Nationale Bank. Het verschil tussen deze totale wijziging en de mutatie die voortvloeit uit de financieringsverrichtingen van de betalingsbalans, geraamd tegen de koers van de dag, vindt zijn tegenpost in groep E.

## BIJLAGE 3

### Verrichtingen met het buitenland, verrichtingen in buitenlandse valuta's van de ingezetenen met de Belgische en Luxemburgse banken en termijnvalutatransacties<sup>(1)</sup>

#### 1. Algemene beginselen

De verrichtingen in buitenlandse valuta's van de ingezetenen met de Belgische of Luxemburgse geldscheppende instellingen en de termijnvalutatransacties zijn in het verruimde schema van de betalingsbalans van de BLEU in aanmerking genomen overeenkomstig volgende algemene boekingsregels:

1. De verrichtingen in buitenlandse geldsoorten van de banken met de ingezetenen geven aanleiding tot twee boekingen: de ene uit hoofde van de ingezetene, de andere uit hoofde van de bank. De plaatsing van certificaten in buitenlandse valuta's door de Schatkist bij een bank betekent, bijvoorbeeld, een ontvangst van middelen voor de Schatkist (inschrijving op het credit van rubriek 2.2, die de schuld van de Schatkist vertegenwoordigt) en een uitgave voor de bank (boeking op het debet van rubriek 6.1, die de vorming van een vordering door de bank weergeeft).

2. De termijntransacties worden geboekt volgens dezelfde regels als de contante transacties:

- wanneer de banken of de Bank termijntransacties aangaan met niet-ingezetenen, worden tegelijkertijd geboekt de, door die instellingen, te leveren, of te ontvangen, buitenlandse geldsoorten en de door die instellingen te ontvangen, of te leveren, franken. Een verbintenis van een bank om tegen deviezen Belgische franken op termijn te leveren aan een niet-ingezetene geeft, bij voorbeeld, aanleiding tot een boeking op het credit van rubriek 5.2 (die de aankoop van de op termijn te ontvangen Belgische franken door de niet-ingezetene vertegenwoordigt) en tot een boeking op het debet van rubriek 6.2 (vorming door de bank van een tegoed bestaande uit op termijn te ontvangen buitenlandse valuta's);
- bij de termijntransacties van de banken of van de Bank met ingezetenen worden alleen de buitenlandse valuta's geboekt, maar zij maken het voorwerp uit van twee inschrijvingen: de eerste, uit hoofde van door de ingezetenen te ontvangen, of te leveren, buitenlandse valuta's, de tweede, uit hoofde van door de banken of de Bank te leveren, of te ontvangen, buitenlandse valuta's. Een verkoop van buitenlandse valuta's op termijn door een bank aan een ingezetene geeft, bijvoorbeeld, aanleiding tot een debet onder rubriek 4.212 (aankoop van een tegoed door de ingezetene) en tot een credit onder rubriek 6.2 (verplichting van de bank).

#### 2. Definitie van de rubrieken

De geleding van de rubrieken en de inhoud van de verrichtingen is als volgt:

##### *Rubriek 1*

Deze bevat, onveranderd, de rubrieken 1 en 2 van het traditionele schema van de betalingsbalans.

---

<sup>(1)</sup> Wat de deviezentransacties op termijn betreft, exclusief de aankopen en verkopen door ingezetenen en buitenlanders van buitenlandse valuta's tegen buitenlandse valuta's.

### *Rubriek 2*

In deze rubriek zijn opgenomen het kapitaalverkeer van de overheid met het buitenland (rubriek 3 van de betalingsbalans (eerste versie), die post 2.1 van de nieuwe tabel vormt) en de transacties in buitenlandse valuta's, à contant (post 2.2) en op termijn (post 2.3) van de bovenvermelde overheid met de Belgische en Luxemburgse geldscheppende instellingen.

### *Rubriek 3*

Deze groepeert de verandering in de handelskredieten die bij de banken gemobiliseerd werden (de som van de bedragen van de rubrieken 6.1, 6.211, 6.221 en 6.231 van het traditionele schema van de betalingsbalans maar dan wel met het tegengestelde teken omdat zij „boven de lijn“ staat in rubriek 3.1), en in deze die niet bij de banken gemobiliseerd werden (rubriek 4.2 van het traditionele schema van de betalingsbalans, hier geboekt als rubriek 3.2 voor de verandering in de handelskredieten in verband met invoer- en uitvoerverrichtingen en als rubriek 3.3 voor de verandering in de kredieten in verband met loonwerk of arbitrage).

### *Rubriek 4*

Op dezelfde wijze groepeert zij het kapitaalverkeer van de bedrijven (exclusief de geldscheppende instellingen) en van de particulieren met het buitenland (rubriek 4.2 van de betalingsbalans (eerste versie), die post 4.1 van de nieuwe tabel vormt) en de mutatie van de transacties in buitenlandse valuta's van de bovenvermelde bedrijven en particulieren met de Belgische en Luxemburgse banken (post 4.2); onder die transacties wordt een onderscheid gemaakt tussen de tegoeden en verplichtingen, à contant en op termijn.

### *Rubriek 5*

Hierin worden opgetekend de verrichtingen, in Belgische of Luxemburgse franken, van de niet-ingezetenen met de banken en de andere geldscheppende instellingen.

De post 5, die, met tegengesteld teken, de bedragen overneemt die in het traditionele schema onder de rubrieken 6.2121 en 6.222 geboekt zijn) en de post 5.2 omvatten de verrichtingen van de niet-ingezetenen met de geldscheppende instellingen waardoor de eerstgenoemden hun tegoeden en verplichtingen in franken tegenover de laatste wijzigen. Zij kunnen het, zonder onderscheid, doen op twee wijzen: bijvoorbeeld, door hetzij buitenlandse geldsoorten à contant te verkopen om zich onmiddellijk een vordering in franken te vormen (post 5.1), hetzij door buitenlandse geldsoorten op termijn te verkopen om, op de datum van de vereffening, franken te ontvangen (post 5.2).

Aangezien het initiatief van de onder rubriek 5 opgetekende verrichtingen vaak uitgaat van niet-ingezetenen, is de omschrijving van die rubriek vanuit hun oogpunt opgesteld, veeleer dan uit dat van de binnenlandse sector (de geldscheppende instellingen) die bij de verrichting betrokken zijn.

### *Rubriek 6*

Zij tekent de verandering op in het saldo van de tegoeden en verplichtingen in buitenlandse valuta's van de banken tegenover de ingezetenen en niet-ingezetenen, zowel à contant (post 6.1, die het bedrag herneemt dat onder rubriek 6.2122 van het traditionele schema is ingeschreven, vermeerderd met de mutatie van de nettotegoeden in deviezen van banken op ingezetenen), als op termijn (post 6.2).

### *Rubriek 7*

Onder Post 7.1 neemt die rubriek de vergissingen en weglatingen over die voorkomen in de traditionele versie van de betalingsbalans (rubriek 5) en, onder post 7.2, de afwijkingen van allerlei aard die het gevolg zijn van het in aanmerking nemen van de statistieken der deviezentransacties van de ingezetenen met de geldscheppende instellingen en van die van de termijnvalutatransacties. Al die verrichtingen zijn weliswaar derwijze gedefinieerd dat, in beginsel, die inschrijvingen op het credit en op het debet elkaar in evenwicht houden, maar aangezien de basisgegevens van die inschrijvingen onvolledig of onjuist kunnen zijn of ook nog kunnen voortkomen uit verschillende bronnen die niet noodzakelijk overeenstemmen,



dient de post „Vergissingen en Weglatingen” om de staat van debet- en creditboekingen in evenwicht te houden.

### *Rubriek 8*

Deze rubriek vormt de tegenpost van het geheel van de transacties en kapitaalbewegingen die in de tabel zijn opgetekend. Zij neemt de diverse posten over, die men gewoonlijk de goud- en deviezenreserves van de Nationale Bank noemt<sup>(1)</sup>. Deze laatste zijn in rubriek 8 samen beschouwd met de tegoeden en verplichtingen van de Bank voortvloeiend uit de termijntransacties waaraan zij deelneemt. Die transacties wijzigen het totaal van de rubriek wanneer zij met ingezetenen worden gedaan; wanneer de Bank aldus buitenlandse valuta's op termijn aan de Schatkist verkoopt, geeft dit type van verrichtingen aanleiding tot inschrijving onder de posten 8.42 en 2.3. Daarentegen verandert het totaal van de rubriek niet wanneer deze verrichtingen met niet-ingezetenen plaatshebben; een termijntransactie met een buitenlandse centrale bank wordt aldus met het omgekeerde teken ingeschreven onder de rubrieken 8.42 en 8.52.

## **3. Schema**

1. *Lopend verkeer (rubrieken 1 en 2 van het traditionele schema van de betalingsbalans)*
2. *Kapitaalverkeer van de overheid*
  - 2.1 Rubriek 3 van de betalingsbalans (traditionele versie)
  - 2.2 Vermeerdering (+) of vermindering (-) van de schuld in buitenlandse valuta's tegenover de Belgische en Luxemburgse banken
  - 2.3 Vermeerdering (-) of vermindering (+) van het bedrag van de op termijn van de NBB te ontvangen buitenlandse valuta's.
3. *Beweging van de handelskredieten*
  - 3.1 Vermeerdering (-) of vermindering (+) van de wissels waaraan verkopen van goederen en diensten aan het buitenland ten grondslag liggen en die gemobiliseerd zijn bij Belgische en Luxemburgse banken
  - 3.2 Vermeerdering (-) of vermindering (+) van het overschot van de aan niet-ingezetenen invoerders toegestane kredieten op de kredieten ontvangen door ingezetenen invoerders, en die niet gemobiliseerd zijn bij Belgische of Luxemburgse banken
  - 3.3 Vermeerdering (-) of vermindering (+) van het overschot van overige aan niet-ingezetenen toegestane kredieten op de kredieten ontvangen door ingezetenen
4. *Kapitaalverkeer van de bedrijven<sup>(2)</sup> en particulieren*
  - 4.1 Rubriek 4.2 van de betalingsbalans (traditionele versie)
  - 4.2 Mutatie in de tegoeden en de verplichtingen in buitenlandse valuta's van de ingezetenen tegenover de Belgische en Luxemburgse banken:
    - 4.21 Vermeerdering (-) of vermindering (+) van tegoeden:
      - 4.211 Vorderingen in buitenlandse valuta's
      - 4.212 Bedrag van de op termijn te ontvangen buitenlandse valuta's
    - 4.22 Vermeerdering (+) of vermindering (-) van verplichtingen:
      - 4.221 Schulden in buitenlandse valuta's
      - 4.222 Bedrag van de op termijn te leveren buitenlandse valuta's

<sup>(1)</sup> Bepaald als netto buitenlandse tegoeden, zonder de handelskredieten (laatstgenoemde zijn in de tabel in post 3.1 inbegrepen).

<sup>(2)</sup> Andere dan de overwegend geldscheppende instellingen.

5. *Mutatie in de tegoeden en verplichtingen in Belgische en Luxemburgse franken van de niet-ingezetenen tegenover de Belgische en Luxemburgse banken en tegenover andere overwegend geldscheppende instellingen*
  - 5.1 Vermeerdering (+) of vermindering (-) van het overschot van de tegoeden op de contante verplichtingen
  - 5.2 Vermeerdering (+) of vermindering (-) van het overschot van het bedrag der op termijn te ontvangen Belgische en Luxemburgse franken t.o.v. het bedrag van de op termijn te leveren Belgische en Luxemburgse franken
  
6. *Buitenlandse valutapositie<sup>(1)</sup> van de Belgische en Luxemburgse banken*
  - 6.1 Vermeerdering (-) of vermindering (+) van de positie à contant
  - 6.2 Vermeerdering (-) of vermindering (+) van de positie op termijn
  
7. *Vergissingen en weglatingen*
  - 7.1 Rubriek 5 van de betalingsbalans (traditionele versie)
  - 7.2 Afwijkingen in de statistieken van de contante verrichtingen in buitenlandse valuta's met de ingezetenen

Totaal 1 tot 7
  
8. *Tegenposten van het totaal in de balans van de NBB (vermeerdering (+); vermindering (-))*
  - 8.1 Goudvoorraad
  - 8.2 Tegoeden bij het IMF
  - 8.3 Nettotegoeden op het Europese Fonds voor Monetaire Samenwerking
    - 8.31 Ecu's
    - 8.32 Overige
  - 8.4 Netto buitenlandse valutapositie
    - 8.41 Contante tegoeden
    - 8.42 Overschot van het bedrag der op termijn te ontvangen buitenlandse valuta's op het bedrag van de op termijn te leveren buitenlandse valuta's
  - 8.5 Nettotegoeden in Belgische franken op niet-ingezetenen:
    - 8.51 Contante tegoeden
    - 8.52 Overschot van het bedrag van de op termijn te ontvangen Belgische franken op het bedrag van de op termijn te leveren Belgische franken

---

<sup>(1)</sup> Overschot van de tegoeden in buitenlandse valuta's op de verplichtingen in buitenlandse valuta's.

## **BIJLAGE 4**

### **Balans van het lopende verkeer en het kapitaalverkeer van de particuliere sector**

#### **1. Definitie van de rubrieken**

##### *Rubriek 1*

Deze herneemt de rubrieken 1 en 2 van het traditionele schema van de betalingsbalans.

##### *Rubriek 2*

Onder deze rubriek is het kapitaalverkeer opgenomen van de particuliere sector (rubriek 4.23 van het traditionele schema voor de particulieren en de bedrijven, met uitzondering van de geldscheppende instellingen), met inbegrip van de totale mutatie van de handelskredieten die in haar geheel aan de particuliere sector toegeschreven wordt (rubriek 3 van het verruimde schema), de transacties in deviezen van bedrijven (behalve geldscheppende instellingen) en particulieren met Belgische en Luxemburgse banken (rubriek 4.2 van het verruimde schema met uitzondering van verrichtingen in deviezen van overheidsbedrijven), de transacties van niet-ingezetenen met geldscheppende instellingen (rubriek 5 van het verruimde schema) en de verandering van de buitenlandse valutapositie van de Belgische en Luxemburgse banken (rubriek 6 van het verruimde schema).

##### *Rubriek 3*

Deze herneemt rubriek 7 van het verruimde schema van de betalingsbalans.

##### *Rubriek 4*

Deze rubriek groepeert het kapitaalverkeer van de openbare sector (rubriek 4.1) en de mutatie in de netto goud- en deviezenreserves en in de nettotoegoeden op termijn van de Nationale Bank (rubriek 4.2 die rubriek 8 van het verruimde schema herneemt). Het kapitaalverkeer van de openbare sector bevat de kapitaalverrichtingen van de overheid en van de overheidsbedrijven met de sector van de niet-ingezetenen (de som van de bedragen die voorkomen in rubrieken 3, 4.21 en 4.22 van het traditionele schema maar met tegengesteld teken omdat zij „onder de lijn” geplaatst zijn), de verrichtingen in buitenlandse valuta's van de overheid met de Belgische en Luxemburgse banken (de som van de ontvangen bedragen van de rubrieken 2.2 en 2.3 van het verruimde schema, met tegengesteld teken), en de verrichtingen in buitenlandse valuta's van de overheidsbedrijven met de Belgische en Luxemburgse banken (rubriek 4.2 van het verruimde schema, gedeeltelijk, met tegengesteld teken).

#### **2. Schema**

##### **1. Lopend verkeer**

##### **2. Kapitaalverkeer van de particuliere sector<sup>(1)</sup>**

---

<sup>(1)</sup> Met uitzondering van de overheidsbedrijven maar met inbegrip van de banken.

**3. Vergissingen en weglatingen**

**4. Financiering van het totaal**

**4.1 Kapitaalverkeer van de openbare sector (\*)**

**4.2 Mutatie in de netto goud- en deviezenreserves en in de nettotegoeden op termijn van de Nationale Bank van België**

---

(\*) Overheid en overheidsbedrijven.

## BIJLAGE 5

**Tabel van overeenstemming tussen de rekening buitenland en het lopende verkeer in de betalingsbalans van de BLEU**

Rekening buitenland	Lopend verkeer in de betalingsbalans van de BLEU
<b>1. Uitvoer en invoer van goederen en diensten</b>	<b>1.(<sup>1</sup>) Goederen- en dienstenverkeer</b>
1.1. Uitvoer en invoer van goederen	1.11. Uitvoer en invoer 1.13. Arbitrage (netto) 1.3.( <sup>1</sup> ) Aankoop en verkoop van bunkerleveranties voor schepen en vliegtuigen 1.6.( <sup>1</sup> ) Diplomatieke vertegenwoordiging Verrichtingen van de NAVO + Verbetering voor Luxemburg
1.2. Dienstenverkeer (met uitzondering van factorinkomens)	1.12. Loonwerk 1.2. Vracht- en verzekeringskosten voor goederenvervoer 1.3.( <sup>1</sup> ) Andere vervoerkosten 1.4. Reisverkeer 1.6.( <sup>1</sup> ) Niet elders vermelde overheidstransacties 1.72.( <sup>1</sup> )( <sup>2</sup> ) Overige diensten
<b>2. Factorinkomens</b>	<b>1.(<sup>1</sup>) Goederen- en dienstenverkeer</b>
2.1. Arbeidsinkomen	1.71. Grensarbeiders 1.6.( <sup>1</sup> ) Lopende uitgaven van Europese ambtenaren die in de BLEU gevestigd zijn
2.2. Overige inkomens	1.5. Opbrengsten uit beleggingen en investeringen 1.72.( <sup>1</sup> ) Financieringskosten + Verbetering voor Luxemburg
1. + 2. Goederen, diensten en inkomens	1.1. tot 1.5., 1.6.( <sup>1</sup> ), 1.71., 1.72.( <sup>2</sup> ) + verbetering voor Luxemburg
<b>3. Lopende overdrachten</b>	<b>2. Overdrachten</b>
	2.1. Particulieren 2.2. Overheid( <sup>1</sup> )( <sup>3</sup> )

(<sup>1</sup>) Gedeeltelijk.

(<sup>2</sup>) De bedragen van de nettopremies en schadeloosstellingen van verzekeringen die in deze post bevat zijn, zijn niet opgenomen in de rekening buitenland.

(<sup>3</sup>) In de rekening buitenland wordt een onderscheid gemaakt tussen de lopende overdrachten en de nettokapitaaloverdrachten. De lopende overdrachten van de Staat worden aldus bekomen door volgende wijzigingen aan te brengen aan de gegevens uit de betalingsbalans die betrekking hebben op de overdrachten van de overheid:

- de kapitaaloverdrachten worden niet opgenomen;
- de in de betalingsbalans gebruikte gegevens over de BLEU die afkomstig zijn van de Europese Economische Gemeenschap worden vervangen door gegevens over België van het Belgisch Landbouwfonds en de Dienst Begroting.

Rekening buitenland	Lopend verkeer in de betalingsbalans van de BLEU
<p><b>4. Netto kapitaaloverdrachten</b></p> <p>Totaal lopend verkeer = 1 + 2 + 3</p> <p>Netto uitlening aan het buitenland = 1 + 2 + 3 + 4</p>	<p><b>2.2. Overdrachten van de overheid<sup>(1)</sup><sup>(2)</sup></b></p> <p>1. (met uitzondering van de netto premies en schadeloosstellingen van de verzekeringen) + 2 (met uitzondering van kapitaaloverdrachten en na aanpassing van de overdrachten van de overheid<sup>(2)</sup>) + verbetering voor Luxemburg</p> <p>1. (met uitzondering van de netto premies en schadeloosstellingen van de verzekeringen) + 2 (na aanpassing van de overdrachten van de overheid<sup>(2)</sup> en <sup>(3)</sup>) + verbetering voor Luxemburg</p>

<sup>(1)</sup> Gedeeltelijk.

<sup>(2)</sup> In de rekening buitenland wordt een onderscheid gemaakt tussen de lopende overdrachten en de netto kapitaaloverdrachten. De lopende overdrachten van de Staat worden aldus bekomen door volgende wijzigingen aan te brengen aan de gegevens uit de betalingsbalans die betrekking hebben op de overdrachten van de overheid:

- de kapitaaloverdrachten worden niet opgenomen;
- de in de betalingsbalans gebruikte gegevens over de BLEU die afkomstig zijn van de Europese Economische Gemeenschap worden vervangen door gegevens over België van het Belgisch Landbouwfonds en de Dienst Begroting.

<sup>(3)</sup> De netto kapitaaloverdrachten worden geraamd op grond van gegevens over België van het Belgisch Landbouwfonds en de Dienst Begroting.

### Introduction

The authors are grateful to the authors and the members of the European Central Bank for their valuable comments on the manuscript. The authors are also grateful to the European Central Bank for their valuable comments on the manuscript. It was prepared by the authors of the European Central Bank in consultation with the European Central Bank of the European Central Bank.





## **Foreword**

**This report sets out the contents and the methods used in drawing up the balance of payments statistics of the Belgo-Luxembourg Economic Union. It was prepared by the National Bank of Belgium in cooperation with the Statistical Office of the European Communities.**

## **Notice concerning the English version**

It should be noted that there may be certain differences between the original report, written in French and Dutch, and the English version. These differences are due to the difficulties of translating into English the various technical expressions used in this report. In case of interpretation differences only the French and Dutch texts can be regarded as definitive.

# Contents

	<i>Page</i>
<b>Introduction</b> .....	129
<b>Chapter I: Basic principles</b> .....	131
1. <i>The concept of 'resident of an economy'</i> .....	131
1.1 Definition of 'residents' and 'non-residents' .....	131
1.2 Principle of recording transactions between residents and non-residents	132
A – Transactions recorded which did not originate in a transaction with a foreign country .....	133
B – Transactions between residents recorded .....	133
C – Transactions between non-residents recorded .....	134
D – Transactions between residents and non-residents omitted .....	134
2. <i>Method of recording transactions</i> .....	135
3. <i>Timing adjustments</i> .....	135
3.1 Timing adjustments made to merchandise transactions .....	135
3.2 Timing adjustments made to transactions other than merchandise trans- actions .....	136
4. <i>Principles of valuation</i> .....	136
5. <i>Unit of account and conversion procedure</i> .....	136
6. <i>Structure of the balance of payments</i> .....	137
6.1 Breakdown of the balance of payments by main heading .....	137
6.2 Breakdown of the balance of payments by sector .....	138
6.3 Comparison with the structure recommended by the International Monet- ary Fund .....	139
<i>Preliminary remarks to Chapters II and III</i> .....	141
<b>Chapter II: Current transactions</b> .....	142
1. <i>Transactions in goods and services</i> .....	142
1.1 Merchandise transactions .....	142
A – Merchandise transactions not included in the balance of payments	142
B – Merchandise transactions included under an inappropriate heading	142
C – Merchandise transactions not correctly recorded as regards the reference period and wrongly inflating the valuation of transactions in that period .....	142
D – Transactions not constituting merchandise transactions but included with them .....	143
1.11 Exports and imports .....	143
a) Bank settlements recorded by the Belgo-Luxembourg Exchange Institute .....	143
b) Adjustments made by the National Bank .....	143
(a) Adjustments to extend the coverage of transactions recorded .....	143
(i) Gifts in kind .....	143
	125

	<i>Page</i>
(ii) Purchases and sales of merchandise settled by means of banknotes . . . . .	144
(iii) Transactions for which the payments have been set off . . . . .	144
(b) Timing adjustments . . . . .	144
1.12 Contract work . . . . .	145
1.13 Merchanting transactions (net) . . . . .	146
1.2 Freight and insurance on the transport of merchandise . . . . .	146
1.3 Other transport costs . . . . .	146
1.4 Foreign travel . . . . .	146
(i) Adjustments for banknote transactions . . . . .	147
(ii) Adjustments for expenditure on technical assistance . . . . .	147
1.5 Investment income . . . . .	147
(i) Adjustments for the income received or paid by the European institutions established in the Belgo-Luxembourg Economic Union . . . . .	147
(ii) Adjustments for coupons converted into banknotes . . . . .	147
1.6 Government transactions not included elsewhere . . . . .	148
1.7 Other . . . . .	148
1.71 Frontier workers . . . . .	148
1.72 Other . . . . .	148
2. <i>Transfers</i> . . . . .	149
2.1 Private transfers . . . . .	149
2.2 Official transfers . . . . .	149
<b>Chapter III: Capital</b> . . . . .	<b>150</b>
1. <i>Movements of capital of public authorities</i> . . . . .	150
3.1 State . . . . .	150
3.11 Liabilities . . . . .	150
3.12 Assets . . . . .	151
3.2 Other public authorities . . . . .	151
2. <i>Movements of capital of enterprises and individuals</i> . . . . .	151
4.1 Trade credit . . . . .	151
4.2 Other . . . . .	151
4.21 Public corporations . . . . .	151
4.22 Public-sector financial intermediaries . . . . .	151
4.23 Private sector . . . . .	152
4.2311 and 4.2321 Securities . . . . .	152
4.2312 and 4.2322 Direct investment . . . . .	152
4.2313 and 4.2323 Immovable assets . . . . .	153
4.2314 and 4.2324 Other . . . . .	153
3. <i>Financing of the total</i> . . . . .	153
6.1 Trade credit refinanced in the resident non-monetary sector . . . . .	153
6.2 Change in the net external assets of mainly monetary institutions . . . . .	154
6.21 Belgian and Luxembourg banks . . . . .	154
6.211 Trade credit . . . . .	154
6.212 Other . . . . .	154
6.22 Miscellaneous bodies . . . . .	154
6.221 Trade credit . . . . .	154
6.222 Other . . . . .	154
6.23 National Bank of Belgium . . . . .	154
A - Claims . . . . .	154
A - 1. Gold . . . . .	154
A - 2. International Monetary Fund . . . . .	154

	<i>Page</i>
A – 2.1. Subscriptions .....	154
A – 2.2. Loans .....	155
A – 2.3. Special drawing rights .....	155
A – 2.4. Advances .....	155
A – 3. ECU .....	155
A – 4. European Monetary Cooperation Fund .....	155
A – 5. Trade credit .....	155
A – 6. Other claims .....	155
A – 6.1. In foreign currencies .....	155
A – 6.2. In francs .....	155
B – Liabilities .....	156
B – 1. To the International Monetary Fund .....	156
B – 2. To the European Monetary Cooperation Fund .....	156
B – 3. To non-monetary international institutions .....	156
B – 4. To other official institutions .....	156
B – 5. Other .....	156
<b>Chapter IV: Analytic presentations used for the balance of payments of the Belgo-Luxembourg Economic Union .....</b>	<b>157</b>
1. <i>The concept of the balancing item of the balance of payments</i> .....	157
2. <i>Traditional national presentation of the balance of payments of the Belgo-Luxembourg Union</i> .....	158
3. <i>Extended national presentation of the balance of payments of the Belgo-Luxembourg Economic Union</i> .....	159
4. <i>Balance of current and capital transactions of the private sector</i> .....	160
<b>Chapter V: Geographical breakdown of the balance of payments of the Belgo-Luxembourg Economic Union .....</b>	<b>161</b>
1. <i>Principle</i> .....	161
2. <i>Description of the geographical breakdown of the balance of payments of the Belgo-Luxembourg Economic Union</i> .....	161
<b>Chapter VI: Comparison between the headings of the balance of payments of the Belgo-Luxembourg Economic Union and the external transactions in the Belgian national accounts .....</b>	<b>164</b>

**ANNEXES**

<b>Annex 1</b>	<b>Traditional national presentation of the balance of payments of the Belgo-Luxembourg Economic Union . . . . .</b>	<b>167</b>
<b>Annex 2</b>	<b>Table of correspondence between the traditional national presentation of the balance of payments of the Belgo-Luxembourg Economic Union and the unified OECD-IMF presentation . . . . .</b>	<b>169</b>
<b>Annex 3</b>	<b>Transactions with foreign countries, residents' foreign currency transactions with Belgian and Luxembourg banks and forward exchange transactions . . . . .</b>	<b>171</b>
	1. Principle . . . . .	171
	2. Definition of headings . . . . .	171
	3. Layout . . . . .	173
<b>Annex 4</b>	<b>Balance of current and capital transactions of the private sector . . . .</b>	<b>175</b>
	1. Definition of headings . . . . .	175
	2. Layout . . . . .	175
<b>Annex 5</b>	<b>Table of correspondence between the rest of the world account and current transactions in the balance of payments of the Belgo-Luxembourg Economic Union . . . . .</b>	<b>177</b>

## Introduction

In Belgium, the drawing up of the balance of payments by official institutions dates from the years following the Second World War. At that time the International Monetary Fund (IMF) had been instructed to collect systematic, standardized data on the balances of payments of its member countries. In 1984, it drew up a guide to the definition and presentation of the statistics to be included in the balances of payments, the first *Balance of Payments Manual*. It was on the basis of the instructions contained in this manual that the National Bank of Belgium drew up the first balance of payments of the Belgo-Luxembourg Economic Union (BLEU), covering 1947.<sup>1</sup>

Since then, changes have been made to the structure and content of the balance of payments of the BLEU in order to bring it more into line with the standard IMF balance. The last major change dates from 1979 and concerns the recording of all credit merchandise transactions, thereby making the balance of payments of the BLEU more of a transaction-based balance.

The main source of information used by the National Bank of Belgium in drawing up the balance of payments of the BLEU is the recording by the Belgo-Luxembourg Exchange Institute (IBLC) of settlements between residents and non-residents through Belgian and Luxembourg financial intermediaries.

The IBLC is a body set up by a decree-law of 6 October 1944 to issue the necessary regulations for the application of exchange control in the BLEU. The Belgian and Luxembourg banks authorized by the IBLC to act as intermediaries in foreign transactions are obliged, in accordance with the instructions given to them, to periodically

submit returns and other documents relating to their transactions.

The statistical data collected in this way by the IBLC are corrected and supplemented on a number of points in order to make the balance of payments of the BLEU comply as far as possible with the principles set out in the fourth edition (published in 1977) of the *IMF Balance of Payments Manual*.

The National Bank of Belgium compiles the balance of payments in accordance with the following three presentations:

- (a) the traditional national presentation (see Annex 1);
- (b) the unified OECD-IMF presentation (see Annex 2);
- (c) the extended national presentation (see Annex 3).

Annex 2 contains a table of correspondence between the traditional national presentation and the unified OECD-IMF presentation, while Annex 3 shows the connection between the transactions recorded in the traditional and extended national presentations. The latter owes its name to the fact that residents' cash transactions with foreign countries (the only ones recorded in the traditional national presentation) are considered in conjunction with residents' foreign currency transactions with domestic monetary institutions and in conjunction with forward exchange transactions.

The balance of payments data based on the *traditional national presentation* are published in Tables 1–4 in Chapter IX of the 'Statistics' section of the bulletin of the National Bank of Belgium. Table 1 shows the annual figures, while Tables 2 and 3 show the quarterly balances of payments on a transaction basis. On the other hand, owing to the non-availability of the statistical data, a cash-based balance is drawn up for the most recent monthly data. Table 4 sets out the latest annual, quarterly and monthly figures for the balance of payments on a cash basis.

---

<sup>1</sup> It was published in the *Bulletin d'Information et de Documentation de la Banque Nationale de Belgique* of April 1949 (XXIVth year, Vol. 1, No 4).

The balance of payments drawn up in accordance with the *unified OECD-IMF presentation* is published annually at the same time as the article in the above-mentioned bulletin on the balance of payments of the BLEU.

Lastly, the *extended* balance of payments is published in Table IX-5 of the bulletin under the title 'Transactions with foreign countries, residents' foreign currency transactions with Belgian and Luxembourg banks and forward exchange transactions'. This table contains the latest monthly, quarterly and annual figures available.

The aim of this methodology is to describe the concepts, definitions and methods used by the National Bank to draw up the balance of payments of the BLEU in 1983. The first chapter describes the basic concepts used

in the balance of payments of the BLEU. Chapters II and III give the definitions of the various headings of the traditional national presentation of the balance of payments: Chapter II deals with merchandise and service transactions and transfers and Chapter III with capital transactions. Lastly, Chapters IV to VI outline specific problems relating to the balance of payments statistics. Chapter IV deals with the concept of the balancing item of the balance of payments and with the presentation of the latter in a form suitable for analysis. Chapter V deals with the geographical breakdown of the balance of payments. Chapter VI compares the principles adopted in drawing up the balance of payments of the BLEU with those governing the compilation of the rest of the world account in the Belgian national accounts.



## Chapter I: Basic principles

A balance of payments statement can be defined in general terms as a record of the international economic transactions of an economy, i. e. the goods and services that this economy has supplied to or received from other economies, as well as changes in its claims and liabilities *vis-à-vis* the rest of the world, with the exception of changes in assets and liabilities *vis-à-vis* foreign countries resulting from value changes due to fluctuations in prices and exchange rates.<sup>1</sup>

By convention, the following are entered on the *credit side* of the balance of payments:

- (i) Goods and services supplied to the rest of the world;
- (ii) The decrease in financial assets and increase in financial liabilities *vis-à-vis* the rest of the world;
- (iii) Contra-entries intended to offset for accounting purposes the goods and services and financial assets received free of charge from the rest of the world.

Conversely, the following are entered on the *debit side*:

- (i) Goods and services received from the rest of the world;
- (ii) The increase in financial assets and decrease in financial liabilities *vis-à-vis* the rest of the world;
- (iii) Contra-entries intended to offset for accounting purposes the goods and services and financial assets supplied free of charge to the rest of the world.

The balance of payments of the BLEU is defined as the statistics recording all cash transactions, both in francs (Belgian or Luxembourg) and in foreign currencies, during a given period between residents of the BLEU and non-residents. It is broken down

by type of transaction and by sector, as well as by country or group of foreign countries.

These general definitions call for some clarifications, which are given below.

### 1. THE CONCEPT OF 'RESIDENT OF AN ECONOMY'

This section comprises two parts. The first part deals with the definition of 'residents' and 'non-residents' used in the balance of payments of the BLEU, while the second part explains the principle of recording transactions between residents and non-residents and the exceptions to this rule.

#### 1.1. Definition of 'residents' and 'non-residents'

In general, the residents of a country are taken to be the natural and legal persons whose centre of economic interest is in that country, irrespective of whether or not they have the nationality of the country in question.

The definition of 'residents' and 'non-residents' used in the balance of payments of the BLEU<sup>2</sup> corresponds, *mutatis mutandis*, to the general definition given above.

A resident is any natural person who has his principal residence in Belgium or the Grand Duchy of Luxembourg, or any legal person whose registered office or place of business is in Belgium or the Grand Duchy of Luxembourg.

The territorial definition associated with the concepts of 'residents' in the balance of

---

<sup>1</sup> Thus, in the balance of payments of the BLEU the movements in the external claims and liabilities of Belgian and Luxembourg banks and the National Bank do not include the book variations resulting from changes in the rates of exchange between the Belgian franc and foreign currencies.

---

<sup>2</sup> This definition is based largely on that applied by the IBLC in its regulations. According to the terminology used in these regulations, residents of Belgium are called 'régnicoles' and those of the Grand Duchy of Luxembourg 'résidents'.

payments of the BLEU is based on an economic criterion. The BLEU balance of payments refers to the economic territory constituted by the territory of the States of Belgium and Luxembourg following the signature in Brussels on 25 July 1921 of the Treaty of Economic Union between Belgium and the Grand Duchy of Luxembourg.

This general definition requires some clarification, both as regards the European and international institutions established in the BLEU and their staff and in the case of foreign workers in the BLEU and Belgian and Luxembourg workers in foreign countries.

The European and international institutions established in the BLEU are regarded as non-residents of the BLEU, since international organizations are deemed to be residents of an international zone outside the frontiers of the country on whose geographical territory they are established. On the other hand, the staff of these institutions are residents of the BLEU.

In recording the wages, salaries and pensions (non-government) paid to foreign workers or received by Belgian and Luxembourg workers in foreign countries, a distinction must be made:

- (i) Among foreign workers, according to whether they are nationals of countries bordering<sup>1</sup> or not bordering on the BLEU;
- (ii) Among Belgian and Luxembourg workers, according to whether they go to work in countries bordering or not bordering on the BLEU.

Accordingly, foreign workers who come to work in the BLEU are regarded as residents of the BLEU if they are nationals of countries not bordering on the BLEU and as non-residents in the opposite case. Conversely, Belgian and Luxembourg workers in foreign countries remain residents of the BLEU if the country where they work borders on the BLEU; if the opposite is true, they are regarded as non-residents.

<sup>1</sup> The following countries border on the BLEU: the Netherlands, the Federal Republic of Germany and France.

Belgian and Luxembourg workers employed in countries bordering on the BLEU are, for the most part, frontier workers who return frequently to the BLEU where their families live and where they can therefore be considered to have maintained their centre of interest. Similar considerations apply to foreign workers from neighbouring countries employed in the BLEU. Consequently, payments of wages, salaries and pensions (non-government) from or to countries bordering on the BLEU are recorded as provision of services (heading 1.71: 'Frontier workers').

On the other hand, if the country of employment and the country of origin are geographically distant from each other, the worker is considered to have his principal centre of interest in the country where he has a job. It is therefore assumed that all workers from distant countries (i.e. not bordering on the BLEU) transfer their centre of interest to the country of employment and that their remittances to their country of origin are savings and not income. Consequently, payments of wages, salaries and pensions (non-government) from or to countries not bordering on the BLEU are recorded as transfers received or paid (heading 2.1: 'Private transfers').

## 1.2 Principle of recording transactions between residents and non-residents

In principle, a balance of payments records only transactions between residents and non-residents.

In the balance of payments of the BLEU there are, however, exceptions to this rule laid down by the IMF:

- (i) Movements are recorded which do not originate in a transaction with a foreign country;
- (ii) Certain transactions between residents are recorded;
- (iii) Certain transactions between non-residents are recorded;
- (iv) Certain transactions between residents and non-residents are omitted.

**A – Transactions recorded but not originating in a transaction with a foreign country**

The special drawing rights (SDRs) allocated to the member countries of the IMF increase their reserves and are therefore recorded in the balances of payments. Since these allocations do not originate in any transaction with a foreign country,<sup>1</sup> their counterpart is recorded separately.<sup>2</sup>

In the balance of payments of the BLEU, allocations of special drawing rights are recorded only as 'token entries' at the foot of the balance. In this way, the increase in exchange reserves is recorded without it being necessary to enter a counterpart. Indeed, if the latter was shown 'above the line' it would distort the significance of the balancing item and, if it was entered 'below the line', it would probably be interpreted as offsetting the effect of the increase in special drawing rights on the net external assets of the monetary institutions.

**B – Transactions between residents recorded**

Transactions between residents are recorded in the balance of payments mainly in the following three cases:

- (i) When imports are valued cif, their value may include sums covering the transport and insurance costs paid by national importers to residents. In this case, the trade balance of the importing country includes transactions between residents;
- (ii) When transactions take place between residents in transferable external assets of the country drawing up the balance;
- (iii) When a transaction in gold takes place between two residents, one of whom belongs to the monetary sector. This is due to the fact that when gold is held by the monetary sector, it is treated in the

same way as assets *vis-à-vis* foreign countries.

In the last two cases, this recording of transactions between residents is in line with the recommendations of the IMF. On the other hand, in the first case it is due to the method of valuation of imports in the balance of payments of the BLEU.

The IMF manual recommends that exports and imports of merchandise be valued fob at the customs frontier of the exporting country. However, in the balance of payments of the BLEU the value of merchandise imported and exported reflects the conditions of settlement of each transaction: a transaction settled fob is recorded at its fob value, while a transaction settled cif is recorded at its cif value. As a result, expenditure on imports may include the reimbursement by importers of certain freight and insurance charges paid by foreign exporters to resident transport operators and insurers. This overestimation of expenditure on imports is offset, in the balance of all transactions in goods and services, by the fact that the heading 'Freight and insurance on the transport of merchandise' includes as receipts the amounts received by resident transport operators and insurers.

According to the IMF, the balance of payments of an economy should record not only the transactions in all types of assets and liabilities between a resident and a non-resident but also the transactions in that economy's transferable liabilities between two non-residents and in its transferable external assets between two residents. It is the latter that are referred to in point (ii) above.

The balance of payments of the BLEU thus includes transactions between residents giving rise to a transfer of claims on foreign countries from one domestic sector to another, e.g. a transfer of foreign currencies between commercial banks and the central bank.

Similarly, the balance of payments of the BLEU records certain inflows of capital from foreign countries which in fact cover transactions between residents (e.g. when loans

<sup>1</sup> The transaction effectively involves only one party, namely the resident.

<sup>2</sup> To be more precise, the allocation (credit) or cancellation (debit) itself constitutes the contra-entry, corresponding respectively to the increase (debit) or decrease (credit) in assets denominated in special drawing rights.

floated by residents in foreign countries are subscribed for by residents). The counterparts of these inflows by way of foreign investment in the BLEU are outflows by way of Belgian and Luxembourg investment in foreign countries.

The third case corresponds to the monetization or demonetization of gold.<sup>1</sup> The same gold may in fact be held at different times either as a commodity (non-monetary gold) or as an external financial asset when it is the property of the monetary authorities (monetary gold). According to the IMF, changes in holdings of monetary gold should be recorded in the balance of payments. This is done in the balance of payments of the BLEU, which records transactions in gold between two residents, one of whom is the central monetary institution. On the other hand, a transaction between two residents one of whom is a private bank is not shown in the balance, since the gold held by private banks is regarded merely as a commodity.

#### C – *Transactions between non-residents recorded*

Transactions between non-residents are recorded in the balance of payments mainly in the following two cases:

- (i) When the transport and insurance of merchandise exported are carried out by non-resident enterprises on behalf of the foreign importer, the trade balance of the exporting country may include transactions between non-residents;
- (ii) When transactions between non-residents are carried out on transferable liabilities of the country drawing up the balance.

In the balance of payments of the BLEU, export receipts may include the reimburse-

ment by foreign importers of certain freight and insurance charges paid by resident exporters to foreign transport operators and insurers. As we mentioned in point B above, this overestimation of export receipts is connected with the particular way in which they are recorded in the balance of payments of the BLEU. It is offset in the balance of all transactions in goods and services by the fact that the heading 'Freight and insurance on the transport of merchandise' includes, on the expenditure side, the payments made by exporters, on behalf of foreign importers, to foreign transport operators and insurers.

As regards the transactions mentioned in (ii), the IMF recommends that they be recorded in the balance of payments. The BLEU balance therefore includes transactions between non-residents which entail a transfer of liabilities from one foreign sector to another, e.g. in the case of a transfer by foreign commercial banks to a foreign monetary authority of claims on resident commercial banks.

Similarly, the balance of payment records certain capital transactions between non-residents, e.g. when loans floated by non-residents in the BLEU are subscribed for by non-residents. This represents an outflow under Belgian and Luxembourg investment abroad, offset by an inflow under foreign investment in the BLEU.

#### D – *Transactions between residents and non-residents omitted*

Despite its name, the balance of payments does not cover 'payments' as such but transactions, and it is supposed to record international transactions which do not involve payments in currency, such as barter transactions and gifts in kind.

In the balance of payments of the BLEU, various adjustments are made to the settlements figures to include transactions which do not give rise to payments (e.g. gifts in kind, purchases and sales of merchandise settled by offsetting and merchandise transactions coupled with trade credit that can be recorded). Nevertheless, certain transactions between residents and non-residents are still, owing to the lack of basic data, omitted from the balance of payments

<sup>1</sup> The authorities 'monetize' or 'demonetize' gold whenever they add to their holdings of monetary gold by acquiring commodity gold (i.e. newly-mined gold or existing gold offered on the private market) or release monetary gold from their holdings for non-monetary purposes (i.e. for sale to private holders or users): *Balance of Payments Manual*, Fourth edition, International Monetary Fund, 1977.

of the BLEU. These are generally transactions settled outside the banking system of the BLEU.

## 2. METHOD OF RECORDING TRANSACTIONS

The transactions recorded in a balance of payments may be:

- (i) Economic transactions, even if some of them do not give rise to payments or the payments have been deferred or made in advance. The balances drawn up in this way on the basis of transactions are called 'transaction-based balances';
- (ii) Settlements, i.e. the monetary transfers to which the transactions give rise and on the basis of which the 'cash-based balances' are drawn up.

In its *Balance of Payments Manual*, the IMF stipulates that the balance of payments should be drawn up on the basis of transactions. However, the main statistical source used by the National Bank to draw up the balance of payments of the BLEU comprises all the settlements made with foreign countries through the Belgian and Luxembourg banking system. These settlements are recorded by the IBLC. On this basis, the balance obtained is of the 'cash balance' type.

In order to bring this balance into line as far as possible with a transactions balance, a number of adjustments are therefore made to the data on settlements. The aim of these adjustments, which mainly affect merchandise transactions, is to allocate these transactions to their actual transaction date and to widen the coverage of the transactions recorded.

In the latter case, the adjustments made relate to:

- (i) Certain gifts in kind;
- (ii) Transactions settled by means of bank notes;
- (iii) Transactions for which the payments have been offset.

Further details of the way in which these adjustments are made will be given when the relevant headings of the balance of

payments are dealt with, while the principle governing the timing adjustments made is explained in Section 3 below.

## 3. TIMING ADJUSTMENTS

Time-lags in the recording of transactions occur in all cases where an economic transaction is not settled at the time it is carried out (e.g. on the change of ownership of a commodity or when it crosses the frontier) but beforehand (advance payment) or afterwards (deferred payment).

The transactions balances thus record the transactions at the time they occur. If the payment is made by credit, the economic transaction and the accompanying credit – which constitutes a capital movement – are entered immediately in the balance, the credit being cancelled at a later stage when the settlement is made.

On the other hand, a cash-type balance does not record transactions until the time the relevant payment is made. Credits granted when the transactions are carried out are therefore not recorded. This would be the case in the balance of payments of the BLEU if the settlements recorded by the IBLC were not corrected so as to eliminate the effect of payment periods.

The principle governing these timing adjustments is described below, a distinction being made between adjustments made to merchandise transactions and those made to other transactions. A detailed description of the methods of adjustment will be given when the relevant headings are dealt with.

### 3.1 Timing adjustments made to merchandise transactions

These adjustments are made in two stages. First of all, exports and imports are valued by adding to the bank settlements recorded by the IBLC the change in trade credit raised from Belgian and Luxembourg banks. The advantage of an adjustment of this kind is that the necessary data are available quickly. However, no account is taken of trade credit not raised from Belgian and

Luxembourg banks and the balance of payments thus obtained represents a semi-transaction, semi-settlement approach.

In the second stage, the final adjustment of the export and import data is made by reclassifying, on the basis of the date of customs clearance, bank settlements according to the month of the corresponding transactions. An adjustment of this kind is designed, in principle, to completely eliminate the effect of payment periods and therefore to obtain a transaction-based balance. The disadvantage of this method is that the adjusted data are only available with a considerable delay. The use of the first type of adjustment is therefore justified so as to be able to publish as quickly as possible the figures on merchandise exports and imports.

### 3.2 Timing adjustments made to transactions other than merchandise transactions

For headings 1.12 'Contract work' and 1.13 'Merchanting transactions', an adjustment is also made to the bank settlements recorded by the IBLC. This adjustment involves adding to these settlements the change in trade credit pertaining to contract work and merchanting transactions, which is estimated on the basis of a quarterly survey among resident enterprises.

## 4. PRINCIPLES OF VALUATION

In principle, entries in the balance of payments must be made at the market price, i.e. the price at which a transaction is carried out between independent parties, governed solely by commercial considerations.<sup>1</sup> When the transactions does not have a true market price, it is sometimes necessary to use an alternative value determined by analogy with corresponding market prices (e.g. in the case of barter, gifts

or transactions between related enterprises).

In the balance of payments of the BLEU, the entries comprise in principle the amounts of settlements made with foreign countries through the Belgian and Luxembourg banking system. When the bank settlements relating to certain transactions are not available, their valuation recorded on the basis of the statistical data available is taken as it stands, without adjustment.

On the question of valuation, two points should be stressed. First of all, in the case of merchandise the method used in the balance of payments of the BLEU diverges from the principle laid down by the IMF, whereby exports and imports are to be recorded at their fob value at the customs frontier of the exporting country. In the BLEU balance, the value of imported and exported merchandise reflects the terms of settlement of each transaction: a transaction settled fob is recorded at its fob value, while a transaction settled cif is recorded at its cif value.

Secondly, according to the IMF a balance of payments should record only transactions and not the change in value of real resources or financial assets due to a fluctuation in prices or exchange rates. This principle is followed in the balance of payments of the BLEU. Consequently, adjustments to eliminate the effect of fluctuations in exchange rates or the price of gold are made to movements of assets and liabilities denominated in foreign currencies, special drawing rights and ECU and to movements of gold assets.

## 5. UNIT OF ACCOUNT AND CONVERSION PROCEDURE

As regards the choice of unit of account, all the transactions recorded in the balance of payments of the BLEU are expressed in Belgian francs.<sup>2</sup>

<sup>1</sup> For example, the parties to a transaction are not independent in the above sense if they are related enterprises, and commercial considerations are not always the only ones guiding the parties.

<sup>2</sup> Under the monetary association arrangements between Belgium and Luxembourg, the Luxembourg franc has the same value as the Belgian franc.

As the transactions to be recorded in the balance of payments are originally denominated in several different currencies, they cannot be added together unless they are converted beforehand into national currency or another unit of account. The conversion principle defined by the IMF in its *Balance of Payments Manual* involves making the conversion at the exchange rate obtaining between the transaction currency and the unit of account at the time the contract relating to the transaction was concluded. However, since in practice the contract date of transactions is rarely known, the IMF suggests making the conversion at the average market rate over the period during which the transaction was recorded.

In the balance of payments of the BLEU, the conversion into Belgian francs of the transactions recorded in foreign currencies are made on the basis of the daily average rates on the Brussels regulated exchange market over the period during which the transactions were recorded.<sup>1</sup>

## 6. STRUCTURE OF THE BALANCE OF PAYMENTS

In the balance of payments of the BLEU, the transactions are broken down, on the one hand, by headings covering economic transactions of the same category and, on the other hand, by sectors to which the economic entities concerned belong. One paragraph will be given over to a description of each of these breakdowns. In a third paragraph, the structure of the balance of payments of the BLEU will be compared with that recommended by the IMF.<sup>2</sup>

<sup>1</sup> In the case of merchandise transactions, the conversion into Belgian francs of payments denominated in foreign currencies is made by the IBLC at the average exchange rates over the period during which the payment was recorded. These payments are reclassified according to the date of customs clearance so as to reconstitute the transactions in a given period (see above, p. 136). The National Bank therefore makes an adjustment to the reclassified payments so as to express them at the average rates for the transaction period to which they are allocated.

<sup>2</sup> The national presentation of the balance of payments of the BLEU is shown in Annex 1. It is compared with the unified OECD-IMF presentation in Annex 2.

### 6.1 Breakdown of the balance of payments by main heading

For the purposes of any analysis of international economic relations, the balances of payments must give a breakdown by main heading based on the different types of transactions included. These can be classified in five categories:

- (i) Purchases and sales of goods and services against financial assets (i.e. exchange of goods and services against claims or monetary gold);
- (ii) Barter (i.e. exchange of goods and services against other goods and services);
- (iii) Exchange of financial assets against other financial assets (e.g. sales of securities for cash);
- (iv) Unrequited disposals or acquisitions of goods and services (e.g. gifts in kind);
- (v) Unrequited disposals or acquisitions of financial assets (e.g. gifts in cash).

These five categories of economic transactions give rise to real or financial flows. They are generally classified under three main headings:

- (i) Goods and services (including the services of factors or production),<sup>3</sup> i.e. the flows of real resources, irrespective of whether or not they are flows in return for other flows (real or financial);
- (ii) Transfers, i.e. entries forming the contra-item to the free services (without an economic counterpart) recorded elsewhere in the balance of payments: real resources (goods, services) and financial assets disposed of or acquired, without obtaining or giving in exchange either real resources or financial assets;
- (iii) Movements of capital, i.e. transactions in financial assets (monetary gold, special drawing rights, ECUs, claims), whether or not these transactions have a counterpart (real or financial).

This breakdown into three main headings is applied in the balance of payments of the BLEU, which sets out:

<sup>3</sup> These services are also called 'factor income' in the national accounts.

- (i) Transactions in goods and services;
- (ii) Transfers;
- (iii) Movements of capital.

## 6.2 Breakdown of the balance of payments by sector

In addition to a breakdown of the transactions in the balance of payments by main heading, the analysis of international economic relations requires a breakdown by sector. The same type of transactions can be determined by different reasons, depending on the sectors to which the economic entities involved belong. Traditionally, the balances of transfers and movements of capital are broken down by sector, whereas the balance of goods and services is not.<sup>1</sup>

As a rule, the balance of payments presentations distinguish two basic sectors:

- (i) The public sector;
- (ii) The private sector.

In addition, at least as far as short-term capital movements are concerned, the balance of payments presentations make a distinction between:

- (i) The monetary sector;
- (ii) The non-monetary sector.

The monetary sector comprises in general:

- (i) The monetary authorities (central bank, exchange stabilization fund and, to the extent that it carries out monetary transactions, the Treasury);
- (ii) Commercial banks.

The allocation of a transaction to one sector or another depends in most cases on the nature of the resident entity. Depending on the type of transaction involved, it is allocated to a particular sector by applying one of the two general criteria proposed by the IMF: that of the resident contracting party or that of the resident debtor (or creditor).<sup>2</sup>

<sup>1</sup> The only exception is the heading 'Government transactions not included elsewhere'.

<sup>2</sup> These criteria are also applied for the geographical breakdown of transactions; in this case they are called respectively criterion of the foreign contracting party and criterion of the foreign debtor (or creditor) see Chapter V).

The breakdown of transactions by sector raises problems in two cases in particular:

- (i) A resident transfers to a non-resident a security of which he is not the debtor (e.g. a security issued by the national government is sold to a non-resident by a private-sector resident). This transaction can be attributed to the private sector to which the resident involved belongs or to the public sector to which the resident debtor belongs. In the former case, the criterion of the resident contracting party will have been applied to the resident unit and, in the latter, that of the resident debtor;
- (ii) A resident acquires a claim on a foreign country and subsequently transfers to another resident belonging to a different domestic sector (e.g. a commercial bank buys a foreign public security and subsequently sells it to an enterprise). This second transaction, which has taken place between two residents, can either be disregarded by virtue of the criterion of the resident contracting party or be recorded as a purchase of a foreign asset by the sector 'Enterprises' and as a sale of the same asset by the sector 'Commercial banks', in accordance with the criterion of the resident creditor.

In the balance of payments of the BLEU, the distinction by sector is made in the following way:

- (i) For transactions in goods and services: there is a separate heading 'Government transactions';
- (ii) For transfers: there is a breakdown into private and official transfers;
- (iii) For movements of capital: there is a subdivision into:
  - capital of public authorities;
  - capital of enterprises and individuals.

The public authorities comprise the economic entities which form part of the sector 'General government' as defined in the national accounts. They are divided into two sub-sectors:

- (i) The State;
- (ii) Other public authorities.



Enterprises and individuals comprise all other economic entities, except for mainly monetary institutions. This sector is sub-divided into two sub-sectors:

- (i) Public enterprises;
- (ii) Private enterprises and individuals.

Public enterprises are divided into:

- (i) Public corporations;<sup>1</sup>
- (ii) Public-sector financial intermediaries.<sup>1</sup>

The transactions of mainly monetary institutions (Belgian and Luxembourg) are entered 'below the line' as financing items of the balance. In this case, a distinction is made between:

- (i) Belgian and Luxembourg banks;
- (ii) Miscellaneous bodies;
- (iii) The National Bank of Belgium.

The miscellaneous bodies include the 'Office des Chèques Postaux' and the 'Institut de Réescampte et de Garantie' (for the 'monetary' part of this latter body's transactions, i.e. those financed by means of resources provided by monetary institutions).

As far as the criteria for allocating transactions to sectors are concerned, the general principle – based on the criterion of the resident contracting party – is that of the 'recipient or originating sector of the movements of funds recorded'; in other words, the balance of payments tries to show the sectors to which inflows of funds have gone or from which outflows have come.

There are, however, exceptions to the general principle stated above, notably in the case of transactions in Belgian and Luxembourg public securities. All purchases and subscriptions by foreigners of bonds issued by the domestic public sector are attributed to this sector (even if it is not the recipient of the inflows of funds recorded). Similarly, all reimbursements to foreigners and sales by foreigners of bonds issued by the domestic public sector are attributed to this sector (even if it is not the originator of the outflows of funds recorded).

Furthermore, the State's subscriptions to the IMF are attributed to the central bank, in accordance with the IMF's recommendations.

### 6.3 Comparison with the structure recommended by the International Monetary Fund

As in the balance of payments of the BLEU, the presentation recommended by the IMF groups economic transactions in three categories:

- (i) Goods and services;
- (ii) Transfers;
- (iii) Capital.

As regards goods, services and transfers, the structure of the balance of payments of the BLEU is very similar to that recommended by the IMF.

On the other hand, there are differences between the two structures with regard to capital. For example, the IMF structure is based first of all on the type of capital (direct investment, portfolio investment and other capital). It then makes a distinction between long- and short-term movements and it is only in respect of 'other capital' (short- and long-term) that there is a breakdown by sector originating the movement of funds (resident official sector, deposit money banks, other sectors). This latter breakdown comes first in the balance of the BLEU and is more detailed.<sup>2</sup> Moreover, a breakdown by type of capital (direct investment, securities, other) is given only for movements of the private sector, including banks, and the distinction between short- and long-term is disregarded.

Another difference between the BLEU and IMF systems arises from all the transactions shown separately in order to form a net balance. In the IMF system, the various components of the balance of payments are

<sup>1</sup> A definition of these bodies is given in Chapter III 'Capital' (cf. headings 4.21 and 4.22).

<sup>2</sup> It covers the State, other public authorities, public corporations, public-sector financial intermediaries, private sector banks, other mainly monetary institutions, National Bank.

not grouped together to give an overall balance but so as to allow the construction of the maximum possible number of net balances. Thus, reserves and certain liabilities related to reserves are shown separately in order that a balance of official settlements can easily be shown.

In the IMF system, the external assets of the National Bank<sup>1</sup> minus liabilities solely to the IMF are regarded as reserves. On the other hand, in the balance of payments of the BLEU net exchange reserves are obtained by deducting from the external assets of the National Bank,<sup>2</sup> in addition to the liabilities to the IMF, the other liabilities which reduce the Bank's liquidity.<sup>3</sup>

Some of these liabilities are classified in the IMF system among liabilities related to reserves. The latter are defined as the liabilities which foreign creditors regard as part of their reserves, i.e. the liabilities of the National Bank to the European Monetary Cooperation Fund and other official institutions and those of banks to official institutions.

---

<sup>1</sup> Excluding advances in Belgian francs granted under payment agreements to countries which are not members of the European Economic Community.

<sup>2</sup> Excluding trade credit, i.e. the portfolio of drafts in francs relating to exports financed by the Bank.

<sup>3</sup> i.e. liabilities to the European Monetary Cooperation Fund, non-monetary international institutions, other official institutions and other liabilities of the National Bank to foreign countries (e.g. to foreign private banks).

As for the external liabilities of the National Bank, which in the IMF system are not classified either with reserves or with liabilities related to reserves, they are included in this system with short-term capital movements. The same is true of the claims and other liabilities of mainly monetary institutions,<sup>4</sup> which are not included with reserves as financing items of transactions with other countries, as is the case in the balance of payments of the BLEU.

Lastly, the valuation of reserve holdings is not the same in the two systems. In the IMF system, this entry is an exception to the rule whereby the balance of payments should take into account only changes in assets and liabilities due to transactions. It also includes changes in the value of reserves resulting from fluctuations in their price, from monetization or demonetization of gold and from allocations or cancellations of special drawing rights. The latter are also included in a 'contra-item'. On the other hand, in the BLEU system movements in reserves are recorded, like other capital movements, on the basis of transactions only. For this purpose, adjustments are made to eliminate the book variations due to allocations of special drawing rights or to changes in exchange rates.<sup>5</sup>

---

<sup>4</sup> And also trade credit raised from Belgian and Luxembourg banks.

<sup>5</sup> Allocations of special drawing rights are nevertheless recorded as a token entry at the foot of the balance of payments (see below, p. 157).

## Preliminary remarks to Chapters II and III

In order to define the various items in the balance of payments, an effort will be made to:

- (i) Show, as far as possible, the general criterion distinguishing a given item from the others, which presupposes that this item is homogeneous;
- (ii) Indicate what types of transactions are recorded in a given item;

(iii) Mention for each heading the number of the corresponding component in the IMF classification.<sup>1</sup>

Except where explicitly stated, the remarks made in the following pages refer to the balance of payments of the BLEU based on the traditional national presentation.<sup>2</sup>

---

<sup>1</sup> This number is given in brackets alongside the title of the heading.

<sup>2</sup> See Annex 1.

## Chapter II: Current transactions

This chapter sets out the definitions of the various headings which make up current transactions. These can be subdivided into:

- (i) Transactions in goods and services;
- (ii) Transfers.

### 1. TRANSACTIONS IN GOODS AND SERVICES

#### 1.1 Merchandise transactions

This heading covers:

- (i) All settlements during the reference period between residents of the BLEU and non-residents in respect of transactions in movable assets, including gold,<sup>1</sup> through the Belgian and Luxembourg banking system;
- (ii) Certain transactions for which settlements of this type have not been made but which are incorporated in addition to them in order to fill to a certain extent the gaps left by recording bank settlements only. These transactions involve:
  - merchandise transactions the counterpart of which is trade credit that can be recorded;
  - certain gifts in kind;
  - purchases and sales of merchandise settled by means of banknotes;
  - purchases and sales of merchandise settled by offsetting.

Bearing in mind the statistical sources available and the methods currently used, the recording of merchandise transactions has the following defects:

---

<sup>1</sup> Except in the case of a transaction in gold between the National Bank and a non-resident ('monetary gold') and purchases or sales of gold covered by forward purchases or sales of gold against foreign currencies made by resident banks, which are treated as movements in banks' foreign currency external assets.

- (i) Certain merchandise transactions are not included in the balance of payments of the BLEU;
- (ii) Certain transactions are included under an inappropriate heading;
- (iii) Certain merchandise transactions are recorded correctly as regards the item but not as regards the reference period;
- (iv) Certain transactions which do not constitute merchandise transactions are included with them.

#### A – *Merchandise transactions not included in the balance of payments*

- (i) Barter transactions;
- (ii) Gifts in kind, for which there are no data that can be used to record them;
- (iii) Merchandise transactions which finance direct investment in the form of consideration in kind;
- (iv) Merchandise transactions in general, which could not be recorded because they were settled or financed by means of trade credit outside the banking system of the BLEU.

#### B – *Merchandise transactions included under an inappropriate heading*

This applies in particular to certain transactions settled by means of banknotes and for which no estimate or only a partial estimate could be made. These transactions will therefore be included under other headings (e.g. in 'Foreign travel').

#### C – *Merchandise transactions not correctly recorded as regards the reference period and wrongly inflating the valuation of transactions in that period*

This applies, for example, to the return of merchandise which does not meet requirements. The reimbursements made are recorded among merchandise transactions at the date of payment:

- (i) In the case of the return to residents of merchandise which does not meet requirements and which has previously given rise to a bank settlement, the amounts reimbursed by residents are added to the import settlements for the current period instead of being subtracted from the export settlements for the previous period;
- (ii) In the case of the return to foreigners of merchandise which does not meet requirements and which has previously given rise to a bank settlement, the amounts reimbursed by these foreigners are added to the export settlements for the current period instead of being subtracted from the import settlements for the previous period.

**D – Transactions not constituting merchandise transactions but included with them**

In the balance of payments of the BLEU, the value of imported and exported merchandise reflects the terms of settlement of each transaction: a transaction settled fob is recorded at its fob value, while a transaction settled cif is recorded at its cif value. As a result, part of the freight and insurance charges levied or paid for the transport of merchandise is included in receipts and expenditure under the heading 'Exports and imports'.

Furthermore, for reasons which are not connected with the method of recording adopted by the BLEU, transactions are omitted from the heading 'Merchandise transactions' in accordance with the instructions given in the IMF manual. These are:

- (i) Purchases and sales of fuel and other supplies for ships and aircraft. These transactions are included under heading 1.3: 'Other transport costs';
- (i) Goods purchased abroad by public authorities and in the BLEU by foreign governments and international institutions: these transactions are recorded under heading 1.6: 'Government transactions not included elsewhere';
- (ii) Certain purchases by travellers, which are included in heading 1.4: 'Foreign travel'.

**1.11 EXPORTS AND IMPORTS (1 and 2)<sup>1</sup>**

This heading covers both bank settlements recorded by the IBLC and various adjustments made by the National Bank to the amounts of such settlements.

**a) Bank settlements recorded by the IBLC**

On the basis of the declarations made by accredited Belgian and Luxembourg banks, the IBLC records bank settlements during a given period in respect of movable assets the ownership of which is transferred from a resident to a non-resident or vice versa.

**b) Adjustments made by the National Bank**

The National Bank makes certain adjustments to the amounts of the above-mentioned settlements with a view to:

- (i) Extending the coverage of the transactions recorded to gifts in kind, purchases and sales of merchandise settled by means of banknotes and transactions for which the payments have been off-set;
- (ii) Eliminating the effect of time-lags in the recording of transactions.

These adjustments are made in order to make the balance compiled by the National Bank more of a transaction-based balance.

**1) Adjustments to extend the coverage of the transactions recorded.**

**(i) Gifts in kind**

These are mainly supplies delivered, as part of food aid to developing countries, by the Belgian Government, the Commission of the European Communities and the European Development Fund. These supplies, purchased from Belgian producers, are added to the export settlements recorded by the IBLC.

<sup>1</sup> These numbers are those of the corresponding components in the detailed presentation of the balance of payments in the IMF statistics (*Balance of Payments Statistics*, International Monetary Fund).

As a counterpart to the value of supplies made by the Belgian Government, an equivalent amount is entered on the expenditure side under heading 2.2 'Official transfers'. In the case of transactions of the European institutions, the difference between the total amount of their transactions recorded by the IBLC and the value of the transactions recorded on the basis of data obtained directly from the institutions concerned is entered under the item 'Errors and omissions'.

(ii) Purchases and sales of merchandise settled by means of banknotes

In the statistics of the IBLC, movements of banknotes between the BLEU and foreign countries are recorded under a single overall heading 'Banknotes', with no distinction according to the type of transactions that they may finance.<sup>1</sup>

As regards merchandise export and import transactions in particular, the National Bank makes an adjustment to the settlements recorded by the IBLC, based on its estimate of the proportion of total banknote receipts and expenditure accounted for by such transactions. This adjustment relates to purchases and sales of merchandise, which are deemed to be settled by means of banknotes, between the BLEU and various foreign countries.

(iii) Transactions for which the payments have been offset

Exports and imports settled by offsetting are included in heading 1.1. These offsets may be made both between exports and imports and with transactions recorded under different headings.<sup>2</sup> They involve:

(a) Claims and debts of enterprises, both export and import, *vis-à-vis* the same non-resident as a result of the fact that

the latter is both their customer and their supplier;

(b) The financing by certain enterprises of expenditure abroad by means of receipts they have collected there.

For transactions of this kind, the regulations prescribe, in principle, the intervention of a Belgian or Luxembourg financial intermediary. However, exemptions are granted on condition that the enterprises which make these offsets fulfil certain formalities: in particular, they have to supply the IBLC with the same supporting documents as for payments made through Belgian and Luxembourg financial intermediaries. These various offsets can therefore be recorded by the IBLC.

2) Timing adjustments

The IBLC does not record merchandise transactions until the time they are paid by bank settlement. However, for the majority of payments the supporting documents forwarded to the IBLC give the date of the corresponding customs clearance, which is assumed to be close to that of the transfer of ownership. It is therefore possible to reconstitute the exports and imports in a given period by 'reclassifying', on the basis of the date of customs clearance, the bank settlements according to the month of the corresponding transactions and by substituting the 'reclassified' payments for the payments made during this period.

This reclassification covers both advance and deferred payments. However, the small proportion of the former (on average, 2 to 3% of total payments) and their very short term allow the method to be simplified; all advance payments are counted as transactions in the following month.

In the case of deferred payments, the reclassification procedure obviously requires that they should have taken place: the transactions in a given period cannot be reconstituted in full by this method unless they have all been paid, i.e. taking account of transactions payable in the medium and long term, in some cases after several years. For this reason, it was agreed to reconstitute the transactions in a given period firstly on the basis of the payments made in the

<sup>1</sup> Tourism receipts and expenditure, purchases and sales of merchandise, wage payments to frontier workers, cashing of coupons on foreign securities, formation of assets in bank accounts abroad, etc.

<sup>2</sup> Consequently, the inclusion of transactions settled by offsetting affects the various headings of the balance of payments.

six months following that period, and, secondly, on the basis of the payments made in the following 12 months. In this way, some 92% and 99% respectively of payments can be reclassified according to the corresponding transaction dates.

The remaining transactions – those which did not give rise to payments in the 12 months following the reference period – are valued on the basis of the payments in the period which could not be reclassified. This assumption is made because it cannot be expected that all transactions are paid. In the case of exports, account is also taken of the change during the period in 'Creditexport' outstandings, which comprise the majority of export credits with a term of more than one year. Similarly, import credits obtained from foreign countries by public corporations to finance purchases of capital goods are also recorded in the balance of payments of the BLEU.<sup>1</sup>

The disadvantage of the method of reclassifying payments is that it provides an initial estimate of exports and imports on the basis of transactions with a fairly considerable delay. In order to remedy this drawback, the National Bank also publishes for the most recent periods a general balance of payments compiled for the most part on a cash basis, the data for which are available sooner than those for the transaction-based balance. This balance is in fact compiled partly on a transaction basis, since exports and imports are estimated by adding to actual settlements the change in trade credit raised from Belgian and Luxembourg banks. This is valued on the basis of banking statistics in particular.

As a counterpart to the trade credit recorded under heading 1.1, a globally equivalent sum is entered:

- (i) In heading 4.1: 'Trade credit' for the change in outstanding amounts of trade credit not raised from Belgian and Luxembourg banks;<sup>2</sup>
- (ii) In heading 6.1: 'Refinancing outside mainly monetary institutions of trade claims on foreign countries' for the variation in outstanding amounts of trade credit raised from Belgian and Luxembourg banks and refinanced outside mainly monetary institutions;
- (iii) In heading 6.2: 'Movements in the net external assets of mainly monetary institutions' for the change in the outstanding amounts of trade credit raised from and financed with Belgian and Luxembourg banks.

#### 1.12 CONTRACT WORK (31 and 32)

Under this heading, the National Bank records all transactions relating to the processing – in the BLEU on behalf of non-residents and abroad on behalf of residents – of merchandise for which there has not been a change of ownership between residents and non-residents.

The flows shown under this heading are obtained by adding to the bank settlements recorded by the IBLC:

- (i) The transactions for which there has been an offset;
- (ii) The change in net commercial claims or liabilities *vis-à-vis* foreign countries in respect of these transactions, estimated on the basis of a quarterly survey carried out among resident enterprises.<sup>3</sup>

<sup>1</sup> These credits are not recorded by the IBLC at the time of drawings on borrowings, by the public corporation, to pay for the goods purchased, because these drawings are made abroad. It is only at the time when this corporation begins to repay the amount of the borrowing obtained (i.e. at the time when the funds it pays to its creditor pass through the BLEU banking system) that the IBLC records purchases of merchandise. However the National Bank adopts a different procedure and records the value of purchases of capital goods at the time that the corporation acquires rights on them, on the basis of information supplied by the corporation concerned.

<sup>2</sup> Trade credit linked to exports and imports and not raised from Belgian and Luxembourg banks is not included in the cash-based balance. It is calculated as the difference between total trade credit valued by reclassification and that raised from banks, as recorded from banking statistics.

<sup>3</sup> The counterpart of the estimated trade credit not raised from Belgian and Luxembourg banks is shown in heading 4.1: 'Trade credit', even in the cash-based balance.

### 1.13 MERCHANTING TRANSACTIONS (net) (31)

By 'Merchanting transaction in commodities', the IBLC (which uses the expression 'third-country transaction') denotes the merchandise purchased and resold abroad by residents, irrespective of whether or not it passes through the territory of the BLEU.

The net balance of this heading is equal to the difference between, on the one hand, the value of sales to foreign countries of merchandise purchased abroad by residents and, on the other hand, the purchase price of this merchandise plus the expenditure in foreign countries incurred by residents in connection with these transactions. It therefore covers the profit margin of Belgian and Luxembourg merchanting traders and the charges they have paid to other residents.

The bank settlements relating to this category of transactions are adjusted to include transactions for which there has been an offset and to eliminate the effect of payment periods in the same way as for the data on contract work.<sup>1</sup>

### 1.2 to 1.7 Service transactions

As in the case of merchandise transactions, service transactions settled by offsetting are included in headings 1.2 to 1.7.

### 1.2 Freight and insurance on the transport of merchandise (3 and 4)

This heading covers merchandise transport costs and the settlements in respect of merchandise transport made or received by transport enterprises or their agents established in the BLEU.

It should be noted, however, that the receipts and expenditure under this heading include only part of the freight and insurance received and paid for the transport

of merchandise; the other part could not be separated from the exports and imports to which it relates, and is therefore included in receipts and expenditure under heading 1.11: 'Exports and imports'.

Furthermore, receipts include certain freight and insurance charges paid to residents on imports (which should normally have been deducted from expenditure under the above-mentioned heading 1.11 and expenditure includes certain freight and insurance charges paid to foreigners on exports (which similarly should have been deducted from receipts under heading 1.11).<sup>3</sup>

### 1.3 Other transport costs (5 to 8)

This heading covers all settlements relating to transport activities other than merchandise transport: passenger transport; customs, warehouse, port, towing, etc. charges; chartering of ships and aircraft; purchases and sales of fuel and other supplies for ships and aircraft; maintenance and repair costs for ships and aircraft.

### 1.4 Foreign travel (9 and 10)

This heading covers movements in tourism receipts and expenditure. These figures include expenditure on travel (excluding transport costs, recorded under heading 1.3), accommodation, cures, study.

<sup>2</sup> Import expenditure may include the reimbursement, by importers, of certain freight and insurance charges paid by foreign exporters to resident transport operators and insurers. This overestimation of import expenditure is offset, in the balance of all transactions in goods and services, by the fact that the heading 'Freight and insurance' includes, on the receipts side, the sums received by resident transport operators.

<sup>3</sup> Export receipts may include the reimbursement, by foreign importers, of certain freight and insurance charges paid by resident exporters to foreign transport operators and insurers. This overestimation of export receipts is offset, in the balance of all transactions in goods and services, by the fact that the heading 'Freight and insurance' includes, on the expenditure side, the payments made by exporters, on behalf of foreign importers, to foreign transport operators and insurers.

<sup>1</sup> See footnote 3, p. 145.



These sums are recorded from settlements registered by the IBLC; in addition, the National Bank makes two important adjustments:

#### 1) Adjustment for banknote transactions

As already mentioned in the description of heading 1.11 'Exports and imports', the National Bank considers that banknote transactions cover not only tourism receipts and expenditure but also purchases and sales of merchandise, wage payments to frontier workers, encashment of investment income and movements of capital. Consequently, the National Bank makes estimates with a view to breaking down banknote movements among these various categories of transactions. Only a certain proportion of banknote transactions is therefore attributed to tourism receipts and expenditure.

#### 2) Adjustment for expenditure on technical assistance

Part of the Belgian Government's expenditure on technical assistance is intended to finance the academic (grants) or vocational (practical courses) training in the BLEU of nationals of developing countries. As these funds are spent during their stay in the BLEU by the students and trainees receiving this form of technical assistance, they are not recorded by the IBLC but are recorded by the National Bank on the basis of data supplied by the Administration Générale de la Coopération au Développement. As a counterpart to this expenditure, which is shown under heading 2.2 'Official transfers', the National Bank enters an equivalent amount on the receipts side of the present heading.

### 1.5 Investment income (13 to 20)

This heading covers all income from investments made by residents in foreign countries and by non-residents in the BLEU.<sup>1</sup>

<sup>1</sup> i.e. coupons, dividends, stocks, interest (including bank interest and interest on Belgian Government external loans, but excluding interest owed by importers or merchanting traders to their foreign sellers or buyers and vice versa; this interest is recorded with other trade costs under heading 1.72 'Other', proceeds of the rental of movable and immovable assets, operating profits, other income from securities.

The following points should be noted, however:

- (a) Expenditure represents only the part of income not reinvested in the enterprises from which it is derived, while receipts comprise only the part of income from Belgian and Luxembourg investment abroad that is repatriated to the BLEU in forms which make it possible to identify the nature of the transaction. Thus, the unremitted profits of foreign companies in the BLEU and those of Belgian and Luxembourg companies in foreign countries and the interest capitalized by residents in foreign countries are not recorded owing to the lack of statistical data;
- (b) On the basis of the data available, it is not possible to make a distinction between direct investment income and other income.

The National Bank makes two adjustments to the amounts of the settlements recorded by the IBLC:

#### 1) Adjustment for the income received or paid by the European institutions established in the Belgo-Luxembourg Economic Union

On the basis of the IBLC's statistics, it is not possible to identify separately the income received or paid by the European institutions established in the BLEU. The National Bank therefore uses the detailed data supplied to it directly by the above-mentioned institutions. These data relate, on the one hand, to the amount of income received by the institutions from their loans and investments in the BLEU and, on the other hand, the amount of income they have paid to residents holding loan certificates issued by them.

#### 2) Adjustment for coupons converted into banknotes

The National Bank records under the heading 'Investment income' certain banknote payments between the BLEU and foreign countries. These payments correspond in particular to the estimated amounts of coupons cashed by residents of the BLEU in the above-mentioned countries.

## 1.6 Government transactions not included elsewhere (23 to 26)

This heading is intended to record government transactions in goods, services and income not classified elsewhere. Accordingly, transactions in military equipment or relating to interest on government external loans are recorded under the appropriate headings (merchandise, investment income).

Subject to this reservation, the present heading includes all payment made or received by the Belgian and Luxembourg Governments and payments to or from foreign governments or international institutions established in the BLEU (SHAPE, NATO, European institutions).

Receipts comprise mainly the current operating expenditure of the international institutions established in the BLEU, principally labour income,<sup>1</sup> while expenditure comprises military expenditure other than on equipment.

## 1.7 Other

This is also a residual heading covering all goods, services and income not classified elsewhere.

These transactions are recorded under two main headings:

### 1.71 FRONTIER WORKERS (27 and 28)

For the purpose of recording their remuneration in the balance of payments, citizens of foreign countries working in the BLEU are regarded as residents of their country of origin if it borders on the BLEU<sup>2</sup> and as residents of the BLEU if it does not. Con-

versely, Belgian and Luxembourg workers in foreign countries remain residents of the BLEU for the purpose of the balance of payments if the country in which they are employed borders on the BLEU; if it does not, they are regarded as non-residents.

Belgian and Luxembourg residents working in the countries bordering on the BLEU are, for the most part, frontier workers who return frequently to the BLEU where their families live and where they can therefore be considered to have kept their centre of interest. Similar considerations can be applied to foreign workers from neighbouring countries employed in the BLEU.

This heading therefore covers the settlements recorded by the IBLC from or to France, the Federal Republic of Germany and the Netherlands, mainly in respect of wages and salaries, pensions (non-government) and social benefits.

In addition to these settlements, receipts include the estimated amounts of wage remittances in banknotes from the above-mentioned neighbouring countries.

### 1.72 OTHER (29 to 32)

This heading covers the settlements recorded under the following main titles:

- (i) fees for patents, manufacturing licences and trade marks, copyright and reproduction rights;
- (ii) rental of cinematograph films;
- (iii) subscriptions;
- (iv) technical and management services;<sup>3</sup>
- (v) brokerage, commissions, advertising costs and miscellaneous commercial costs;
- (vi) contracting;<sup>4</sup>
- (vii) insurance.<sup>5</sup>

<sup>1</sup> Including the reimbursement by the European institutions to the Belgian and Luxembourg Governments of a fraction of these institutions' own resources, by way of compensation for expenses incurred in collecting own resources. These data are supplied to the National Bank by these institutions (cf. point 1.5 (i), p. 147).

<sup>2</sup> The following countries border on the BLEU: the Netherlands, the Federal Republic of Germany and France.

<sup>3</sup> This heading covers the remuneration paid in return for the technical assistance provided by foreign enterprises to residents and vice versa, as well as enterprises' contributions to the management costs of their parent company.

<sup>4</sup> Work carried out in other countries by residents or in the BLEU by non-residents.

<sup>5</sup> All types of insurance except for insurance on the transport of merchandise (included in heading 1.2), life insurance, capitalization insurance and credit insurance (included in headings 4.2314 and 4.2324).

## 2. TRANSFERS

This heading covers entries forming the book counterpart of the unrequited transactions (i.e. without an economic counterpart) recorded elsewhere in the balance of payments: real resources (goods, services)<sup>1</sup> and financial assets disposed of or acquired without obtaining or giving in exchange either real resources or financial assets. This applies, for example, to gifts in kind or in cash.

### 2.1 Private transfers (33, 34, 35, 36, 37 part), 38 (part))

This heading covers non-government transfers, i.e. transactions between economic entities of the private sector exclusively. It comprises:

- (i) Transfers by migrant workers to their country of origin;<sup>2</sup>
- (ii) Payments<sup>3</sup> of wages, salaries and pensions (non-government) from or to countries not bordering on the BLEU;<sup>4</sup>

<sup>1</sup> Including the services of factors of production (factor income).

<sup>2</sup> A distinction can be drawn between: aid and support sent by immigrant workers to their country of origin; and transfers of migrant's own funds as a result of their change of residence from one economy to another.

<sup>3</sup> Including those for which an offsetting entry has been made.

<sup>4</sup> As already mentioned (see above, p. 132), if the country of employment and the country of origin are geographically distant from each other, the worker may be considered to have his principal centre of interest in the country where he has a job. It is therefore assumed that all workers from distant countries (i.e. not neighbouring) transfer their centre of interest to the country of employment and that the sums they remit to their country of origin are savings and not income. These sums are consequently recorded under the present heading.

- (iii) Remittances by officials of the European institutions to their country of origin;
- (iv) The remuneration paid in Belgium to Belgians engaged in technical assistance in developing countries;
- (v) Miscellaneous private gifts and aid.

### 2.2 Official transfers (39 to 44)

This heading covers all official unrequited transfers, i.e. transactions:

- (i) either between the Belgian or Luxembourg Government and a foreign government (or international organization);
- (ii) or between the Belgian or Luxembourg Government and non-residents other than governments (and international organizations);
- (iii) or between foreign governments (or international organizations) and residents other than the Belgian or Luxembourg Government.

The following are therefore recorded under this heading:

- (i) The contributions of the Belgian and Luxembourg Governments to the European and international institutions;
- (ii) The Belgian Government's expenditure on technical assistance to developing countries;
- (iii) Taxes and fines owed to the Belgian and Luxembourg Governments or to foreign governments;
- (iv) Gifts made or received by the Belgian or Luxembourg Government;
- (v) Transfers between residents and European institutions. These are mainly payments from the European Agricultural Guidance and Guarantee Fund and the European Social Fund to residents and levies paid to the European Coal and Steel Community by coal and steel undertakings in the BLEU.

## Chapter III: Capital

Movements of capital comprise transactions in financial assets (monetary gold, special drawing rights, ECU, claims), irrespective of whether these transactions have a counter-part (real or financial) or not.

In the balance of payments of the BLEU, movements of capital are classified according to the following criteria:

- (i) The sector originating the movements of funds recorded, i.e.:
  - public authorities;
  - enterprises and individuals, comprising all other economic entities apart from mainly monetary institutions;
  - mainly monetary institutions, whose transactions are shown separately in the balance payments of the BLEU (i.e. entered 'below the line') and regarded as financing the other economic entities' transactions with foreign countries;
- (ii) The type of capital in the case of movements of capital of enterprises and individuals (securities, direct investment, immovable assets and others);
- (iii) The distinction between assets and liabilities for movements of capital of public authorities and the private sector.

### 1. Movements of capital of public authorities

The heading covers the transactions of the economic entities which form part of the sector 'General government' as defined in the national accounts, i.e. the unit formed by central government, local authorities and social security institutions (except for pension funds).

Public authorities' transactions are allocated between the headings 'State' and 'Other public authorities'.

### 3.1 State<sup>1</sup>

The capital transactions of the State comprise essentially the loans, holdings and borrowings of the State in the strict sense, i.e. the Treasury.<sup>2</sup>

#### 3.11 LIABILITIES (66, 67, 87, 88)

The State's liabilities to foreign countries<sup>3</sup> comprise, on the expenditure side, debt repayments and, on the receipts side, inflows in respect of short- and long-term liabilities contracted by the State.

It should be noted here that the movement in the State's liabilities to foreign countries must not be confused with that in the national debt in foreign currencies. In the first place, the State's liabilities to foreign countries include the national debt in francs which is known to be lodged in other countries. Secondly, the national debt in foreign currencies does not represent, for the whole amount, a liability of the State to foreign countries, since part of this debt is lodged with resident banks. A liability of this kind corresponds to a transaction between a resident (State) and other residents (the banks) and is therefore not recorded as a liability in the balance of payments. However, in order to finance their portfolio of national debt certificates in foreign currencies, resident banks normally contract liabilities in foreign currencies to their foreign correspondents. In the balance of payments, this indirect use by the State of foreign markets, involving as it does an incurrence of debt by banks to foreign countries, is reflected in a decrease

<sup>1</sup> The numbering of the headings in the traditional national presentation of the balance of payments of the BLEU is maintained.

<sup>2</sup> The debts of the Fonds des Routes are, however, treated as debts of the State.

<sup>3</sup> A breakdown of liabilities according to term (more than one year and short-term) is published annually in the Bank's bulletin at the same time as the article on the balance of payments of the BLEU.

in their net external assets which, all other things being equal, has as its counterpart an increase in those of the National Bank (in effect, the State transfers to the Bank the foreign currencies it has acquired from the banks). In other words, the underwriting by resident banks of a State debt in foreign currency is reflected in the balance of payments only in a change in the apportionment of net external assets between banks and the National Bank.<sup>1</sup>

### 3.12 ASSETS (62, 63, 85)

The State's assets in foreign countries comprise mainly loans to foreign governments and subscriptions to the capital of international financial organizations (other than the IMF).<sup>2</sup>

### 3.2 Other public authorities (66, 67, 87)

'Other public authorities' are mainly local authorities (provinces, towns and municipalities), as well as social security institutions (except for pension funds) and institutions whose aim is to finance sectors in difficulty.<sup>3</sup>

## 2. MOVEMENTS OF CAPITAL OF ENTERPRISES AND INDIVIDUALS

The sector 'Enterprises and individuals' comprises all enterprises (other than mainly monetary institutions), both private and public, and individuals.

Public enterprises are classified under two distinct headings: 'Public corporations' and 'Public-sector financial intermediaries'.

<sup>1</sup> If the increase in resident banks' portfolio (instead of corresponding to a new debt of the State) represents a simple repatriation of a debt in foreign currencies lodged in foreign countries, the State's liabilities to foreign countries are reduced and in this case the balance of payments records, as a counterpart to the decrease in banks' net external assets, a disbursement in respect of the State's liabilities.

<sup>2</sup> A breakdown of assets according to term is published annually in the Bank's bulletin at the same time as the article on the balance of payments of the BLEU.

<sup>3</sup> As in the case of the State, a breakdown of other public authorities' transactions according to term is published in the annual article in the Bank's bulletin on the balance of payments of the BLEU.

Private enterprises and individuals are classified under the heading 'Private sector'.

### 4.1 Trade credit

This heading covers changes in trade credit not raised from Belgian banks. These changes are calculated by subtracting from the overall change in trade claims or debts those in drafts relating to sales abroad originally raised from Belgian and Luxembourg banks.<sup>4</sup>

### 4.2 Other

#### 4.21 PUBLIC CORPORATIONS (81, 82 and 97)

This heading covers non-financial public enterprises, i.e. non-financial organizations engaged in an entrepreneurial activity, but which are under the supervision or authority of the State or local authorities (e.g. Belgian Railways, Sabena, the Telegraph and Telephone Administration).

The transactions recorded relate mainly, on the receipts side, to the proceeds of loans contracted in foreign countries by these corporations and, on the expenditure side, to repayments of these loans.<sup>5</sup>

#### 4.22 PUBLIC-SECTOR FINANCIAL INTERMEDIARIES (81, 82, 93 and 97)

This heading covers:

- (i) Public non-monetary credit institutions, i.e. public-law financial intermediaries carrying out non-monetary functions, whose purpose is essentially to grant specific credits (e.g. the Société Nationale de Crédit à l'Industrie);
- (ii) Public-sector institutional investors, i.e. public-law financial intermediaries

<sup>4</sup> In the version of the balance of payments on a cash basis, this heading covers only trade credits not raised from Belgian banks relating to contract work and merchanting.

<sup>5</sup> As in the case of public authorities, a breakdown of transactions according to term is given in the annual article in the bulletin on the balance of payments of the BLEU.

whose primary function is to collect and manage funds in order pay a return on them (e.g. the Caisse Générale d'Épargne et de Retraite, the pension funds);

- (iii) The Fonds des Rentes, a public body responsible for regulating the markets in public-sector securities and in money at one day's notice.

These bodies' transactions with foreign countries comprise mainly borrowings of money at one day's notice or in the form of bond issues.<sup>1</sup>

#### 4.23 PRIVATE SECTOR

The private sector comprises all private enterprises (other than mainly monetary institutions) and individuals.

The capital transactions recorded under this heading are those of private enterprises other than banks<sup>2</sup> and of resident individuals with foreign countries. They are part of Belgian and Luxembourg investment abroad (heading 4.231) and of foreign investment in the BLEU (heading 4.232). Each of these two categories of capital is then broken down into the subheadings 'Securities', 'Direct investment', 'Immovable assets' and 'Other'.

It should be noted that, owing to the lack of statistical data, capital flows by way of imputed direct investment transactions corresponding to companies' unremitted profits are not recorded (cf. heading 1.5 'Investment income').

#### 4.2311 (52, 56, 59) and 4.2321 (53, 56, 59) 'SECURITIES' (net figures)

These headings cover, to use the accepted term, portfolio investment. This category of investment comprises all purchases and underwritings, sales and redemptions of

foreign<sup>3</sup> (heading 4.2311) or Belgian and Luxembourg<sup>4</sup> (heading 4.2321) securities (shares and bonds), stated as such by the resident who is party to the transaction. If transactions in securities are declared to be an acquisition or disposal of holdings, they are included in headings 4.2312 and 4.2322 'Direct investment'.

It should also be noted that the figures for transactions in securities are net figures. Gross receipts and expenditure are in fact considerably affected by arbitrage transactions in securities (simultaneous purchases and sales of different securities) which cannot be treated either as new investment or as repatriation of capital. As a result, unless perhaps the turnover on securities is to be assessed, only the net figures are of any interest.

#### 4.2312 (45, 47, 48) and 4.2322 (49, 51, 52) 'DIRECT INVESTMENT'

These headings cover the transfers of funds occasioned by the formation or winding up of companies, the acquisition or disposal of holdings in companies and the granting or repayment of loans and advances.

According to the principles set out in the IMF *Balance of Payments Manual*, all investments intended to create or increase a form of lasting interest in an enterprise are to be regarded as direct investment. Direct investment is therefore characterized by the fact that the investor has an effective voice in the management of the enterprise in which the investment is made.

The formation or winding up of companies and the acquisition or disposal of holdings

<sup>1</sup> As in the case of public authorities, a breakdown of transactions according to term is given in the annual article in the bulletin on the balance of payments of the BLEU.

<sup>2</sup> Banks are, however, treated as private enterprises as far as direct investment and purchases and sales of immovable assets are concerned.

<sup>3</sup> Foreign securities are to be taken to mean the shares, stocks and bonds issued by foreign States, institutions and companies or by international organizations, irrespective of the currency in which they are denominated.

<sup>4</sup> Belgian and Luxembourg securities are to be taken to mean the shares, stocks and bonds issued by the Belgian or Luxembourg private sector, irrespective of the currency in which they are denominated. Bonds issued by the Belgian or Luxembourg public sector are recorded, together with other public-sector capital, under headings 3.1 (State), 3.2 (Other public authorities), 4.21 (Public corporations) and 4.22 (Public-sector financial intermediaries).

undoubtedly fall into this category. As regards loans, the IMF regards as direct investment capital all the capital provided by the direct investor, either directly or through other enterprises related to that investor.<sup>1</sup> On the other hand, financial-type loans, i.e. those granted by a financial institution and not by an associated enterprise (parent company, subsidiary or branch, etc.) are recorded under headings 4.2314 and 4.2324 'OTHER'.

Lastly, on the basis of the statistics available it is not possible to distinguish long-term loan transactions from simple temporary advances of funds. In view of the unimportance of recording gross flows for this latter category of capital movements, total loans and advances granted and repaid are recorded in net terms under headings 4.2312 and 4.2322.

#### 4.2313 (47) and 4.2324 (51) 'IMMOVABLE ASSETS'

These headings cover all purchases and sales of immovable assets located abroad (heading 4.2313) and in the BLEU (heading 4.2323), with no distinction as to the commercial or non-commercial nature of these assets.

#### 4.2314 (79) and 4.324 (79) 'OTHER' (net figures)

The other private-sector capital movements recorded under these headings comprise essentially the following transactions: the formation or repatriation of deposits (excluding deposits with banks in the BLEU); the taking out of life insurance, capitalization insurance and credit insurance policies and the sums insured and redemption values of such policies; sureties and guarantees relating to capital transactions; loans of financial institutions other than Belgian and Luxembourg banks. In addition, heading 4.2324 includes the balance of capital transit transactions carried out through holding companies established in the Grand

Duchy of Luxembourg and changes in the claims and liabilities in foreign currencies *vis-à-vis* other countries of private non-monetary financial intermediaries regarded as accredited banks by the IBLC.

In view of the unimportance of recording gross flows for all the above-mentioned capital movements,<sup>2</sup> only the net figures are recorded in headings 4.2314 and 4.2324.

### 3. FINANCING OF THE TOTAL<sup>3</sup>

Under this heading, capital transactions are recorded with opposite signs to those which by convention are given to capital transactions entered 'above the line'.

#### 6.1. Trade credit refinanced in the resident non-monetary sector (56)

The sums shown under this heading reflect the variations in outstanding amounts of trade credit originally granted by Belgian banks and refinanced in the resident non-monetary sector.<sup>4</sup>

<sup>2</sup> Thus, the transactions of Luxembourg holding companies (whose function is to collect from other countries, particularly in the form of bond issues, capital intended for foreign founder companies or their subsidiaries abroad) give rise to substantial gross flows (capital inflows into the BLEU followed by outflows). Only the net amounts are of any significance, since these flows represent merely the transit of capital.

<sup>3</sup> In order to ensure the accounting balance between the total of transactions recorded 'above the line' (current transactions and capital movements of the non-monetary sectors) and the items financing this total (transactions of Belgian and Luxembourg monetary institutions), there is a heading 5 'Errors and omissions'. This heading covers, in addition to book differences and errors and Commissions as such, various transactions which, because they could not be identified with sufficient accuracy, could not be allocated to the appropriate headings of the balance of payments.

<sup>4</sup> In keeping with the logic of a 'balance of non-monetary transactions', the movement of drafts relating to claims on other countries refinanced in the resident non-monetary sector should be recorded 'above the line'. It has, however, been entered in heading 6.1, 'below the line', since in the short term there are considerable movements between this category of drafts and that of drafts remaining in banks' portfolio.

<sup>1</sup> Except in the case of flows between related monetary institutions.

## 6.2. Change in the net external assets of mainly monetary institutions

### 6.21 BELGIAN AND LUXEMBOURG BANKS<sup>1</sup>

#### 6.211 *Trade credit* (71, 89)

This heading covers drafts relating to sales of goods and services abroad raised from Belgian and Luxembourg banks and financed by them.

#### 6.212 *Other* (89, 92)

Banks' external claims include long-term foreign loan certificates of the public sector and private companies and bodies, denominated for the most part in foreign currencies, and other claims including those on foreign banks, parent companies, branches and subsidiaries.

Banks' external liabilities comprise liabilities to foreign monetary authorities (governments, central banks, exchange offices, etc.) and other liabilities, of which those to foreign banks, parent companies, branches and subsidiaries account for a considerable proportion.

### 6.22 MISCELLANEOUS BODIES

#### 6.221 *Trade credit* (71, 89)

This comprises drafts in francs relating to exports financed by the Institut de Ré-escmpte et de Garantie by means of resources borrowed from monetary institutions.

#### 6.222 *Other*

This heading covers the assets in francs of the European Economic Community's European Development Fund with the Office des Chèques Postaux.

<sup>1</sup> The changes in foreign currency assets and liabilities taken into account are those resulting from transactions converted into francs at the exchange rates prevailing at the time of these transactions (in actual fact, the average exchange rates for each month) and not those resulting from revaluation of outstanding amounts.

### 6.23 NATIONAL BANK OF BELGIUM<sup>2</sup> (106)

A breakdown of the net external assets of the National Bank by main categories of claims and liabilities is published in the Bank's bulletin at the same time as the annual article on the balance of payments of the BLEU. This breakdown takes the following form:

#### A. CLAIMS

##### A – 1. *Gold*

This heading covers changes in the Bank's gold holding, excluding the initial transfer and quarterly repurchases and transfers of gold – in conjunction with dollars, against ECU – from and to the European Monetary Cooperation Fund.

##### A – 2. *International Monetary Fund*

###### A – 2.1. Subscriptions

Under the Law of 9 June 1969, the Bank is authorized to enter in its books as own assets the rights held by the Belgian State as a member of the IMF in respect of the portion of its share in the Fund which exceeds the latter's assets in Belgian francs, i.e. in respect of the reserve tranche. Although they are accompanied by encashments and underwritings of Belgian Treasury certificates by the Fund, this body's drawings on its assets in francs and replenishments of these assets appear in the balance of payments of the BLEU as changes in claims of the National Bank and not as movements of capital of the State, owing to the fact that, in accordance with current legislation and agreements, the Bank finances transactions with the IMF on behalf and for the

<sup>2</sup> The changes in assets and liabilities denominated in foreign currencies, special drawing rights and ECU and those in gold assets taken into account are those resulting from transactions converted into francs at the exchange rates and gold prices prevailing at the time of these transactions and not those which would be caused by the effect of variations in exchange rates and gold prices on the exchange value of outstanding amounts.



credit of the State; it bears the cost of reimbursement of treasury certificates held by the IMF and also receives the proceeds of certificates underwritten by the Fund. This accounting procedure complies with the instructions given in the IMF *Balance of Payments Manual*, which regards all of a country's transactions with the Fund as the responsibility of the monetary institutions.

The variations in the 'Subscriptions' account represent those in the exchange value of drawing rights from the reserve tranche.

#### A – 2.2. Loans

This heading covers changes in the net amounts loaned by the Bank to the IMF, for the credit of the Belgian State, under the General Agreements to Borrow.

#### A – 2.3. Special drawing rights

Under the Law of 9 June 1969, the Bank is authorized to enter in its books as own assets the special drawing rights held by the Belgian State in its capacity as a subscriber to the special drawing account of the IMF, subject to its assuming the obligations incumbent upon the Belgian State in this area.

However, account is taken only of changes in assets in special drawing rights which are not due to allocations received from the Fund. These allocations are shown only as a token entry at the foot of the general balance of payments.

#### A – 2.4. Advances

Under the terms of an agreement concluded with the IMF and approved by the Belgian Government, the Bank undertook to contribute to the financing of the 'oil mechanism' and the 'supplementary financing facility' introduced in 1975 and 1979 respectively. The Bank's contribution takes the form of advances granted to the Fund for its own account. In 1980, the financing of the subsidy account of the 'supplementary financing facility' and the contribution to the policy of extended access to the Fund's resources were added.

#### A – 3. ECU

The exchange of ECU against gold and dollars between the European Monetary Cooperation Fund and the Bank, repeated every three months

since 13 March 1979, is not recorded under this heading because, as it is covered forward by a transaction in the opposite direction, it is regarded as a book variation. Consequently, only net uses of the ECU thus exchanged are recorded under this heading.

#### A – 4. European Monetary Cooperation Fund

This Fund, set up by a regulation of the Council of the European Communities of 3 April 1973, began operations on 1 June 1973.

Claims under this heading are linked to the intra-Community financing mechanism and do not include ECU.

#### A – 5. Trade credit

This heading covers the portfolio of drafts in francs relating to exports financed by the Bank.<sup>1</sup>

#### A – 6. Other claims

##### A – 6.1. In foreign currencies

These claims comprise loans granted by the Bank, for the credit of the Belgian State, as part of medium-term financial assistance of the European Economic Community,<sup>2</sup> and foreign currency assets in accounts held with foreign correspondents of the Bank abroad or having been used for short-term investment abroad. However, the initial transfer as at 13 March 1979 of assets in US dollars – in conjunction with gold, against ECU – to the European Monetary Cooperation Fund and the quarterly repurchases and sales effected subsequently within the European Monetary System are not recorded.

##### A – 6.2. In francs

This heading covers advances in francs granted by the Bank, under payment agreements, to non-member countries of the European Economic Community.<sup>3</sup>

<sup>1</sup> Net exchange reserves are obtained by subtracting this portfolio from the Bank's net external assets.

<sup>2</sup> i.e. a loan to the Italian Republic, denominated in US dollars, granted in 1974 and repaid in 1978.

<sup>3</sup> US Treasury certificates denominated in francs, known as 'Roosa bonds', were also recorded under this heading in the past.

## B – LIABILITIES

### B – 1. *To the International Monetary Fund*

This heading covers the variation in the portion of Belgium's subscription in francs to the IMF kept by the latter in account with the Bank. It represents 0.25 % of Belgium's share in the Fund.

### B – 2. *To the European Monetary Cooperation Fund*

The liabilities covered by this heading stem from the Bank's use of the intra-Community financing mechanism (see heading A.4 for the corresponding claims).

### B - 3. *To non-monetary international institutions*

This heading covers changes in the Bank's liabilities to international organizations other than the IMF and the EMCF.

### B – 4. *To other official institutions*

This heading covers the Bank's liabilities to foreign central banks and official institutions, as well

as those contracted under international agreements.<sup>1</sup>

### B – 5. *Other*

This heading covers the Bank's liabilities to foreign countries, other than those already mentioned (e.g. to foreign private banks).

#### *Token entry:*

Movement in special drawing rights resulting from allocations.

In the statistics on movements in the net external assets of the National Bank, allocations of special drawing rights are recorded only as a 'token entry' at the foot of the balance of payments. In this way, the increase in exchange reserves is recorded without it being necessary to show a counterpart. If the latter appeared above the line, it would in fact distort the significance of the balancing item and, if it was entered below the line, it would be liable to be interpreted as offsetting the effect of the increase in special drawing rights on net external assets.

---

<sup>1</sup> Variations in the assets in francs of the institutions of countries with which there are payment agreements are recorded in this connection. Up to 1978, this heading also covered the assets in francs of the signatories to the agreement on an exchange guarantee between the central banks of the member countries of the Organization for Economic Cooperation and Development.

## Chapter IV: Analytic presentations used for the balance of payments of the Belgo-Luxembourg Economic Union

This chapter sets out to describe three presentations of the balance of payments:

- (i) The traditional national presentation (Tables IX-1 to 4 in the 'Statistics' part of the bulletin of the National Bank);
- (ii) The national presentation extended to include residents' foreign currency transactions with Belgian and Luxembourg banks and forward exchange transactions (Tables IX-5 in the 'Statistics' part of the bulletin of the National Bank);
- (iii) A composite presentation in which public-sector capital transactions are shown separately from private-sector capital transactions (Table III-C in the annual article on the balance of payments of the BLEU published in the bulletin of the National Bank).

A different balancing item can be associated with each of these presentations. The first section of this chapter is therefore given over to the concept of the balancing item of the balance of payments.

### 1. THE CONCEPT OF THE BALANCING ITEM OF THE BALANCE OF PAYMENTS

As the balance of payments statistics are compiled in the form of a double-entry system, every transaction recorded must be represented by two strictly equal entries with opposite signs, one positive (credit), the other negative (debit). Consequently, the net total of all positive and negative entries is, in principle, equal to zero and the transactions therefore net out; any difference which arises in practice is attributable to statistical errors and omissions.

In order to show – and measure – a balance of payments surplus or deficit, it is therefore necessary to single out part of the transactions whose algebraic sum is regarded, for the purposes of the study, as constituting the balancing item of the

balance of payments. As the whole of the balance is by definition balanced, the net sum of the other transactions has the same absolute value but an opposite sign. Traditionally, the balance of payments experts draw a horizontal line between the two categories of transactions, thereby dividing the balance of payments into items 'above the line' and items 'below the line'.

A concept of balance of payments surplus or deficit can therefore be defined, indicating either the category of transactions recorded 'above the line' or the category of transactions entered 'below the line'.<sup>1</sup> Moreover, several different concepts can be shown by drawing the line in different places.

Generally speaking, the following six major concepts are distinguished:

- (i) The trade balance;
- (ii) The balance of goods and services;
- (iii) The current balance;
- (iv) The basic balance;
- (v) The balance of non-monetary movements;
- (vi) The balance of official settlements.

The *trade balance* covers exports and imports of merchandise.

The *balance of goods and services* comprises the trade balance and service transactions (including the services of factors of production). The total of this balance measures the net transfer of real resources to or from the rest of the world.

The *current balance* is traditionally defined as the sum of the balance of goods and services and transfers. The balancing item of this balance represents the transactions which increase or decrease an economy's stock of net external financial assets. Con-

---

<sup>1</sup> When the balance of the group of transactions entered 'above the line' (or 'below the line') is nil, the balance of payments, in the accepted sense of the term, is 'in balance'.

sidered from the point of view of saving, the current balance shows to what extent a country exports domestic saving or makes use of foreign saving.

The *basic balance* corresponds 'above the line' to the sum of the current balance and long-term capital movements and 'below the line' to the total of short-term capital transactions and official settlements. This concept, which therefore excludes 'above the line' capital transactions which are unstable in nature and liable to go the other way at short notice, is intended to be an indicator of the underlying trends in the balance of payments. It is based on the idea that over a long period short-term capital movements have only slight positive or negative balances. Viewed in this way, the changes in a country's external account, as measured by movements in official settlements, would arise for the most part from variations in the basic balance. Against this view, however, it can be pointed out that short-term capital movements have often had considerable repercussions on the reserve position of many countries, so that the basic balance alone would have been an inadequate indicator of these countries' international positions.

The *balance of non-monetary movements* corresponds 'above the line' to the sum of the basic balance and short-term non-monetary capital movements (including the item 'errors and omissions' and 'below the line' to the sum of commercial banks' short-term capital transactions and official settlements. This balance is an indicator of the effect of external transactions on domestic liquidity. Like the balance of official settlements, it represents a concept of 'global' balance.<sup>1</sup>

The *balance of official settlements* corresponds 'above the line' to the sum of the balance of non-monetary movements and commercial banks' short-term capital transactions and 'below the line' to the total of official settlements, i.e. changes in official exchange reserves. It is the most commonly

used concept of 'global balance'. In a system of fixed exchange rates, the balance of a country's official settlements is an indicator of the position of its currency on the exchange market, since the pressures of this market are reflected mainly in the changes in official exchange reserves. In a system of floating rates, on the other hand, the balance of official settlements is a much less significant indicator of the pressures of exchange markets, since these are reflected in changes in exchange rates, while changes in official reserves do not occur unless there is intervention by the monetary authorities.

## 2. TRADITIONAL NATIONAL PRESENTATION OF THE BALANCE OF PAYMENTS OF THE BELGO-LUXEMBOURG ECONOMIC UNION<sup>2</sup>

In the traditional national presentation of the balance of payments of the BLEU, the transactions shown separately in order to determine the overall balance show to what extent transactions with foreign countries have given rise to a creation, or destruction, of liquidities.<sup>3</sup> This balance therefore corresponds to a concept of 'balance of non-monetary movements'.

'Above the line', the global balance of the BLEU corresponds to the total of the following headings:

- (i) Transactions in goods and services;
- (ii) Transfers;
- (iii) Movements of capital of public authorities;
- (iv) Movements of capital of enterprises<sup>4</sup> and individuals;
- (v) Errors and omissions (net).

'Below the line', this balance corresponds to the total of the two headings:

<sup>2</sup> The traditional presentation of the balance of payments of the BLEU is shown in Annex 1.

<sup>3</sup> Corresponding to changes in the liabilities of mainly monetary institutions.

<sup>4</sup> Other than mainly monetary institutions, whose capital is recorded 'below the line'.

<sup>1</sup> 'Global' balances are balances which have more headings 'above the line' than contra-items. If the opposite is true, the term used is 'partial' balances.

- (i) Trade credit refinanced in the resident non-monetary sector;
- (ii) Movement in the net external assets of mainly monetary institutions.

The sums shown under the first heading reflect the changes in the outstanding amounts of credits in foreign countries originally granted by Belgian banks and refinanced with resident non-monetary institutions.

The second heading, taken separately, reflects the ultimate effect of all transactions with foreign countries on the external position – in gold, in net holdings with the IMF and the EMCF, in foreign currencies and in Belgian or Luxembourg francs – of the Belgian and Luxembourg monetary systems, excluding their mutual claims and liabilities.

A distinction is made between movements in the net external assets of banks, various institutions (Institut de Réesc compte et de Garantie, for the financing of export credits through resources borrowed from monetary institutions, and Office des Chèques Postaux, for the assets in francs of the European Economic Community's European Development Fund) and the National Bank.

In calculating these movements, no account is taken of allocations of special drawing rights received by the IMF or of changes in assets and liabilities denominated in foreign currencies, special drawing rights and ECU and those in gold holdings due to changes caused by exchange rates and the price of gold on the exchange value of outstanding amounts.

Taken together, the two headings show the financing of transactions with foreign countries originally provided by the monetary system; it gave rise to an equal creation of liabilities of mainly monetary institutions, which were subsequently reduced by the amount of refinancing obtained from non-monetary institutions. The amount of this financing is equal to the total of transactions recorded 'above the line'.

### 3. EXTENDED NATIONAL PRESENTATION OF THE BALANCE OF PAYMENTS OF THE BELGO-LUXEMBOURG ECONOMIC UNION<sup>1</sup>

A second presentation of the balance of payments of the BLEU is published in the bulletin of the National Bank under the title 'Transactions with foreign countries, residents' foreign currency transactions with Belgian and Luxembourg banks and forward exchange transactions'.

These statistics are based on a double-entry system but are not compiled exactly in accordance with the general principles set out in the IMF *Balance of Payments Manual*. In fact, this presentation covers not only residents' cash transactions with foreign countries (recorded in the traditional presentation of the balance of payments) but also residents' foreign currency transactions with national monetary institutions and forward exchange transactions.

The purpose of these statistics is to show all transactions which could have had a direct or indirect effect on the exchange markets and may therefore have prompted the central bank to intervene.

Furthermore, by taking the two above-mentioned categories of transactions into account, the origin of certain capital movements with other countries can be more easily identified. In a number of cases, cash transactions with foreign countries are carried out because transactions belonging to the other two categories have been carried out.

This is the case, for example, when banks subscribe for Belgian Treasury certificates in foreign currencies and finance this subscription by incurring debts with their foreign correspondents, or when they sell foreign currencies forward to resident importers who want to cover themselves against the exchange risk and, so as not to take a risk of this type themselves, they build up a foreign currency holding abroad.

<sup>1</sup> The extended presentation of the balance of payments of the BLEU is shown in Annex 3.

Moreover, these statistics can be used to show transactions of a speculative nature. For example, residents who wish to speculate on the rise of a foreign currency may achieve this aim by building up deposits in foreign currencies with banks or by forward buying of foreign currencies from them; similarly foreigners may speculate on the fall of the franc not only by realizing assets in Belgian francs held with banks but also by forward selling of Belgian francs to them.

In the extended presentation of the balance of payments of the BLEU, the transactions singled out in order to determine the net balance show to what extent transactions with foreign countries have given rise to a change in the National Bank's official exchange reserves. This balance therefore corresponds to a concept of balance of official settlements.

The following transactions are recorded 'above the line':

- (i) Current transactions;
- (ii) Movements of capital of public authorities;
- (iii) Movements in trade credit;
- (iv) Movements of other capital of enterprises and individuals;
- (v) Movements in non-residents' assets and liabilities in Belgian and Luxembourg francs *vis-à-vis* banks and mainly monetary institutions;
- (vi) Exchange position of Belgian and Luxembourg banks;
- (vii) Errors and omissions.

These statistics therefore show 'above the line' all the transactions of banks and miscellaneous bodies.

'Below the line' are entered movements in the National Bank's exchange reserves, defined as its net external assets excluding trade credit, and movements in its assets and liabilities arising from forward transactions to which it is party. The inclusion of the latter transactions is justified by the fact that the forward exchange transactions of other economic entities are recorded 'above

the line' together with the other transactions.

#### 4. BALANCE OF CURRENT AND CAPITAL TRANSACTIONS OF THE PRIVATE SECTOR<sup>1</sup>

A third presentation of the balance of payments of the BLEU comprises another type of grouping of the transactions recorded in the extended presentation (i.e. transactions with foreign countries, residents' foreign currency transactions with Belgian and Luxembourg banks and forward exchange transactions).

In this presentation, capital transactions regarded as relatively 'autonomous' are recorded 'above the line' so as to single out 'below the line' movements whose 'offsetting' nature is more pronounced. Thus, the capital transactions of the public sector – public authorities and public enterprises – with foreign countries and in foreign currencies with the resident banking sector are entered 'below the line' with the movement in the net exchange reserves of the National Bank. On the other hand, the capital transactions of the banking sector – which comprise the change in this sector's foreign currency position, the change in its net claims in francs on non-residents and the change in its trade credit – are entered 'above the line' together with the current and capital transactions of enterprises (excluding public enterprises) so that all the capital transactions of the private sector are grouped together. These statistics show by what amounts the transactions of the private sector with foreign countries and in foreign currencies with resident monetary institutions are financed by public-sector capital movements and by changes in the National Bank's exchange reserves.

<sup>1</sup> The presentation of the balance of current and capital transactions of the private sector is shown in Annex 4, which also gives definitions of the headings in this balance.

# Chapter V: Geographical breakdown of the balance of payments of the Belgo-Luxembourg Economic Union

## 1. PRINCIPLE

The geographical breakdown of a country's balance of payments has a certain analytical value. It may give details regarding that country's transactions both with its main partners taken individually and with groups of countries having common economic characteristics (e.g. industrialized countries, developing countries) or classified according to their membership of an international organization (e.g. countries of the European Economic Community or the Organization for Economic Cooperation and Development), a common monetary area (e.g. countries of the sterling area), a geographical entity (e.g. African countries), etc.

The geographical breakdown of the transactions recorded in the balance of payments may be based on various criteria:

- (i) The residence of the foreign contracting party: according to this principle, a given transaction is attributed to the country or group of countries of residence of the foreign party which is the direct partner in this transaction. This principle is applicable to all the headings of the balance of payments. In the case of transactions in goods and services, it may take two forms: the geographical allocation may be linked to the 'financial' or to the 'real' aspect of the transactions, which do not coincide if intermediaries are involved. In the former case, a transaction is attributed to the country of residence of the foreign purchaser or seller, and in the latter to the country either of destination or consumption or of consignment, origin or production;
- (ii) The residence of the foreign debtor (or creditor): according to this principle, whose application is limited to capital movements, a given transaction is attributed to the country or group of countries of residence of the foreign debtor or creditor, whether or not the latter is the foreign party involved in the transaction (e.g. a transaction between a resident of the country drawing up the balance and a resident of Switzerland in a security issued by a resident of the United States is attributed not to Switzerland but to the United States, since a claim on the United States is acquired by a resident of the country drawing up the balance);
- (iii) The currency in which the transaction is carried out: this principle is adopted only when the information required for applying the previous two criteria is not available (e.g. to determine the geographical breakdown of certain parts of the item 'Travel').

## 2. DESCRIPTION OF THE GEOGRAPHICAL BREAKDOWN OF THE BALANCE OF PAYMENTS OF THE BELGO-LUXEMBOURG ECONOMIC UNION

In the balance of payments of the BLEU, the choice of geographical areas is based for the most part on the breakdown laid down by the unified OECD-IMF system.

The geographical breakdown is as follows:

- (i) United States;
- (ii) Canada;
- (iii) Japan;
- (iv) Each of the countries of the European Economic Community;<sup>1</sup>
- (v) Turkey, Spain, Portugal;
- (vi) The group formed by Austria, Finland, Iceland, Norway, Sweden and Switzerland;
- (vii) The group formed by Gibraltar, Malta, South Africa and Yugoslavia;

---

<sup>1</sup> United Kingdom, France, the Netherlands, Federal Republic of Germany, Italy, Ireland, Denmark and Greece.

- (viii) The group formed by Australia and New Zealand;
- (ix) Comecon;<sup>1</sup>
- (x) Other planned-economy countries;<sup>2</sup>
- (xi) Members of the Organization of Petroleum Exporting Countries;<sup>3</sup>
- (xii) African, Caribbean and Pacific countries, signatory to the Lomé Convention;<sup>4</sup>
- (xiii) Other countries;
- (xiv) European and international institutions;
- (xv) Transactions not broken down.

Owing to the lack of statistical data, the geographical breakdown of the balance of payments of the BLEU cannot be made on the basis of transactions. The balances of payments by country or area are therefore compiled on a mixed basis (thus, settlements are corrected to take account of exports coupled with trade credit raised from Belgian banks but not of other trade credit). The total of these balances is adjusted to bring it into line with the figures in the balance of payments compiled on the basis of transactions. For this purpose, transactions coupled with trade credit not raised with Belgian banks and transactions settled by offsetting (known in overall terms

but with no possibility of a breakdown) are entered in Column XXV 'Transactions not broken down'.

The criterion used for the geographical breakdown of the balance of payments of the BLEU has as a rule been the 'country of residence of the foreigner who received or ordered the payment'. It is therefore the financial aspect of the principle of the residence of the foreign contracting party which constitutes the basic criterion.

However, exports and imports were broken down by country of destination and country of consignment, i.e. according to the 'real' aspect of the above-mentioned principle.

Transactions in foreign banknotes and foreign traveller's cheques were broken down according to the country of the final debtor bank.

The payments for which no valid information was available regarding the country of residence of the foreigners which had received or ordered them were grouped together in the column 'Transactions not broken down'. This applies in particular to merchanting transactions. In principle, the profit realized on a merchanting transaction can be regarded as being made *vis-à-vis* the country which bought the merchandise. However, this assumes that the profit realized on each sale can be identified separately, i.e. by deducting from the gross receipts recorded the amount of merchandise purchased and of other payments abroad. In the absence of information of this type, total net receipts from merchanting transactions were included in the column 'Transactions not broken down'.

It was not possible to give a geographical breakdown of all issues and redemptions of short-term official bills in foreign currencies originally subscribed for by banks situated in the BLEU; they were therefore broken down by currency. Drawings and repayments on official loans of more than one year were broken down geographically in so far as the country of residence of the first foreign subscriber was known.

As regards capital movements in general, their breakdown by area is based on the principle of the party to the transaction

<sup>1</sup> USSR, German Democratic Republic, Poland, Czechoslovakia, Hungary, Romania, Bulgaria, Cuba, Vietnam, Mongolia.

<sup>2</sup> Albania, Laos, Kampuchea, North Korea, China.

<sup>3</sup> Algeria, Libya, Nigeria, Gabon, Iraq, Iran, Saudi Arabia, Kuwait, Qatar, United Arab Emirates, Indonesia, Ecuador, Venezuela. As a result of the criterion used for the geographical breakdown of imports in the balance of payments of the BLEU (country of consignment), part of imports of petroleum products (those carried out by pipeline via Rotterdam) are included in the imports of the Member States of the European Economic Community and not those originating in the petroleum-producing countries.

<sup>4</sup> African, Caribbean and Pacific countries signatory to the Lomé Convention (non-members of OPEC): Sudan, Mauritania, Mali, Upper Volta, Niger, Chad, Republic of Cape Verde, Senegal, Gambia, Guinea-Bissau, Guinea, Sierra Leone, Liberia, Ivory Coast, Ghana, Togo, Benin, Cameroon, Central African Republic, Equatorial Guinea, Sao Tomé and Principe, Congo, Zaire, Rwanda, Burundi, Ethiopia, Djibouti, Somalia, Kenya, Uganda, Tanzania, Seychelles, Madagascar, Mauritius, Comoros, Zambia, Malawi, Botswana, Swaziland, Lesotho, Bahamas, Jamaica, Barbados, Trinidad and Tobago, Grenada, Guyana, Suriname, Papua New Guinea, Fiji, Tonga, Western Samoa.



rather than that of the final creditor or debtor. A breakdown of this kind is losing more and more significance as financial markets become internationalized, the country of the person giving the order or the recipient not necessarily being that from which the funds come or to which they go. Thus, for example, the deficit recorded over a year *vis-à-vis* a country in respect of 'Belgian and Luxembourg investment abroad: securities' does not necessarily mean that this country has received an inflow of funds nor even that residents of the BLEU have subscribed for this country's securities at the full rate. It may in fact have been considerably influenced by the method of payment of the funds collected through the issue of international loans. A similar reservation applies to other types of invest-

ment and to direct investment on account of, for example, the financial relations between the different subsidiaries of a foreign company or even because holding companies tend to establish themselves in certain countries with a favourable tax system. The geographical breakdown of capital movements must therefore be interpreted with considerable caution, since at best it constitutes only a partial indication of the origin or destination of capital. When the discrepancy between the apparent and real origin or destination of the funds was obvious, as in the case of transactions between holding companies established in tax havens, it was preferred not to make a geographical breakdown and to include this capital in the column 'Transactions not broken down'.

## **Chapter VI: Comparison between the headings of the balance of payments of the Belgo-Luxembourg Economic Union and the external transactions in the Belgian national accounts**

The principles applied in drawing up the balance of payments of the BLEU and Belgium's rest of the world account are essentially the same. The National Statistical Institute, which is responsible in Belgium for drawing up the national accounts, bases its rest of the world account on the balance of payments data.

Nevertheless, this institute makes certain corrections as regards the classification of transactions by heading.<sup>1</sup> The main differ-

ences between net borrowing (lending) from/to the rest of the world, as shown in the rest of the world account, and the net current balance concern the following points:

- (i) The balance of payments figures for the BLEU are corrected so as to eliminate the transactions of the Grand Duchy of Luxembourg with the rest of the world and to incorporate Belgium's transactions with the Grand Duchy of Luxembourg;
- (ii) Net insurance premiums and claims are excluded from service transactions;
- (iii) State transfers come from different sources.

---

<sup>1</sup> Annex 5 contains a table of correspondence between the balance of payments data and the National Statistical Institute's rest of the world account.





## ANNEX 1

### Traditional national presentation of the balance of payments of the Belgo-Luxembourg Economic Union

1. Transactions in goods and services
  - 1.1 Merchandise transactions
    - 1.11 Exports and imports<sup>1</sup>
    - 1.12 Contract work
    - 1.13 Merchanting transactions (net)
  - 1.2 Freight and insurance on the transport of merchandise<sup>2</sup>
  - 1.3 Other transport costs
  - 1.4 Foreign travel
  - 1.5 Investment income
  - 1.6 Government transactions not included elsewhere
  - 1.7 Other
    - 1.71 Frontier workers
    - 1.72 Other

Total 1

2. Transfers
  - 2.1 Private transfers
  - 2.2 Official transfers

Total 2

Current transactions (Total 1 + 2)

3. Movements of capital of public authorities
  - 3.1 State<sup>3</sup>
    - 3.11 Liabilities
    - 3.12 Assets
  - 3.2 Other public authorities

Total 3

---

<sup>1</sup> For some exports and imports the figures are cif, i.e. they include freight and insurance on the transport of merchandise.

<sup>2</sup> This heading includes, on both the receipts and expenditure sides, only part of the freight and insurance collected or paid on the transport of merchandise. The other part could not be separated from the exports or imports to which it relates, and is therefore included in receipts and expenditure under heading 1.11 'Exports and imports' (cf. footnote 1).

<sup>3</sup> Including the Fonds des Routes.

4. Movements of capital of enterprises<sup>1</sup> and individuals4.1 Trade credit (net figures)<sup>2</sup>

## 4.2 Other

## 4.21 Public corporations

## 4.22 Public-sector financial intermediaries

## 4.23 Private sector

## 4.231 Belgian and Luxembourg investment abroad

## 4.2311 Securities (net figures)

## 4.2312 Direct investment

## 4.2313 Immovable assets

## 4.2324 Other (net figures)

## 4.232 Foreign investment in the BLEU

## 4.2321 Securities (net figures)

## 4.2322 Direct investment

## 4.2323 Immovable assets

## 4.2324 Other (net figures)

Total 4

## 5. Errors and omissions (net)

Total 1 to 5

## 6. Financing of the total

6.1 Trade credit<sup>2</sup> refinanced in the resident non-monetary sector

## 6.2 Change in the net external assets of mainly monetary institutions

## 6.21 Belgian and Luxembourg banks

6.211 Trade credit<sup>2</sup>

## 6.212 Other

## 6.2121 Belgian and Luxembourg francs

6.2122 Foreign currencies<sup>3</sup>

## 6.22 Miscellaneous bodies

6.221 Trade credit<sup>2</sup>

## 6.222 Other

## 6.23 National Bank of Belgium

6.231 Trade credit<sup>2</sup>6.232 Other (Net exchange reserves)<sup>3</sup>

t.e. Movement in special drawing rights arising from allocations

<sup>1</sup> Other than mainly monetary institutions.<sup>2</sup> Only trade credit not raised from Belgian and Luxembourg banks is recorded in heading 4.1. Other trade credit, i.e. drafts relating to sales of goods and services abroad and raised from Belgian and Luxembourg banks, is recorded in subheadings 6.211, 6.221, 6.231 or 6.1, depending on whether these drafts remained in the banks' portfolio or were refinanced respectively with various monetary institutions, the National Bank of Belgium or the resident non-monetary sector.<sup>3</sup> These figures were calculated on the basis of the change in net external assets in foreign currencies, which was converted into Belgian francs at the exchange rates applying at the time; they do not take account of the book variations arising from changes in the exchange rates between the Belgian franc and foreign currencies.

## ANNEX 2

**Table of correspondence between the traditional national presentation of the balance of payments of the Belgo-Luxembourg Economic Union and the unified OECD-IMF presentation**

Unified OECD-IMF presentation	Traditional national presentation of the balance of payments of the BLEU
<b>A – Current account</b>	<b>1 + 2 Transactions in goods and services and transfers</b>
1. Merchandise	1.11 Exports and imports <sup>1</sup>
2. Other goods, services and income	1.12 Contract work and 1.13 Merchancing transactions
	1.2 Freight and insurance on the transport of merchandise
	1.3 Other transport costs
	1.4 Foreign travel
	1.5 Investment income
	1.6 <sup>2</sup> Government transactions not included elsewhere
	1.7 Other
3. Private unrequited transfers	2.1 Private transfers
4. Official unrequited transfers	2.2 Official transfers
	+ 1.6 <sup>2</sup> Government pensions
<b>B – Direct investment and other long-term capital (excluding groups F to H)</b>	<b>3.<sup>2</sup>, 4.<sup>2</sup> and 6.<sup>2</sup> Movements of capital and financing</b>
1. Direct investment	4. Enterprises and individuals
	4.2312 and 4.2322 Direct investment
	4.2313 and 4.2323 Immovable assets
2. Portfolio investment	3. <sup>2</sup> Public authorities
	4. Enterprises and individuals
	4.21 <sup>2</sup> Public corporations
	4.22 <sup>2</sup> Public-sector financial intermediaries
	4.2311 and 4.2321 Securities
	6.21. Belgian and Luxembourg banks
	6.212 <sup>2</sup> <sup>3</sup> Bonds
3. Other long-term capital	3. <sup>2</sup> Public authorities
3.1 Resident official sector	Not available
3.2 Deposit money banks	4. Enterprises and individuals
3.3 Other sectors	4.21 <sup>2</sup> Public corporations
	4.22 <sup>2</sup> Public-sector financial intermediaries
	4.2314 <sup>2</sup> and 4.2324 <sup>2</sup> Other private-sector investment

<sup>1</sup> The departments of the IMF correct the balance of payments data of the BLEU relating to exports and imports (which originally are party cif and party fob) and to freight and insurance receipts and expenditure for the transport of merchandise. Overall, these corrections cancel one another out.

<sup>2</sup> Part.

<sup>3</sup> With opposite sign.

Unified OECD-IMF presentation	Traditional national presentation of the balance of payments of the BLEU	
<b>C – Other short-term capital (excluding groups F to H)</b>	<b>3.<sup>1</sup>, 4.<sup>1</sup> and 6.<sup>1</sup></b>	<b>Capital movements and financing</b>
1. Resident official sector	3. <sup>1</sup> 6.23 6.232 <sup>1,2</sup>	Public authorities National Bank of Belgium A – 6.2, B – 3 and B – 5 <sup>3</sup>
2. Deposit money banks	6.2 6.211 <sup>1</sup> and 6.221 <sup>2</sup> 6.212 <sup>1,2</sup> and 6.222 <sup>2</sup>	Mainly monetary institutions Trade credit Other net external assets
3. Other sectors	4.1 and 6.1 <sup>2</sup>	Trade credit not raised from Belgian and Luxembourg banks and trade credit refinanced in the resident non-monetary sector
	4. 4.21 <sup>1</sup> 4.22 <sup>1</sup> 4.2314 <sup>1</sup> and 4.2324 <sup>1</sup>	Enterprises and individuals Public corporations Public-sector financial intermediaries Other private-sector investment
<b>D – Net errors and omissions</b>	<b>5.</b>	<b>Net errors and omissions</b>
Total A to D		1 to 5, 6.1 <sup>2</sup> , 6.211 <sup>1,2</sup> , 6.222 <sup>2</sup> and 6.231 <sup>2</sup>
<b>E – Contra-items</b>		
Monetization/demonetization of monetary gold		Overall change in reserves (in the balance sheet of the National Bank) minus movements in reserves corrected for book variations
Allocations/cancellations of special drawing rights		
Counterpart of revaluations		
<b>F – Special financing</b>		
<b>G – Liabilities which constitute reserve assets for foreign authorities</b>	<b>6.2</b>	<b>Movements in the net external assets of mainly monetary institutions</b>
	6.212 <sup>1,2</sup>	Liabilities of Belgian and Luxembourg banks to official institutions
	6.23 <sup>2</sup>	National Bank B – 2, B – 4 <sup>3</sup>
<b>H – Overall change in reserves<sup>4</sup></b>	<b>6.23</b>	<b>Movements in the net external assets of the National Bank<sup>2</sup></b>
1. Monetary gold		A – 1 <sup>2</sup>
2. SDR		A – 2.3 <sup>2</sup>
3. Reserve position in the Fund		A – 2.1 <sup>2</sup> , A – 2.2 <sup>2</sup> and A – 2.4 <sup>2</sup>
4. Foreign currency assets		A – 3 <sup>2</sup> , A – 6.1 <sup>1,2</sup>
5. Other claims		A – 4 <sup>2</sup> , A – 5 <sup>2</sup> , A – 6.1 <sup>1,2</sup>
6. Use of Fund credit		B – 1 + counterpart of book variations excluded from heading 6.23

<sup>1</sup> Part.<sup>2</sup> With opposite sign.<sup>3</sup> The numbers of the detailed headings of the net external assets of the bodies in question are those shown in the presentation published annually in the Bank's bulletin at the same time as the article on the balance of payments of the BLEU (see Chapter III, p. 155 et seq. of the present methodology).<sup>4</sup> The overall change in reserves is the difference between the end-of-year outstanding amounts of the National Bank's external assets minus the assets the change in which is shown in group C and liabilities to the IMF only. An increase in net assets as thus defined is entered with the sign –, a decrease with the sign +. The outstanding amounts taken into account are those shown in the National Bank's balance sheet. The difference between this overall change and the movement arising from transactions financing the balance of payments, valued at the daily rate, has its counterpart in group E.



## ANNEX 3

### **Transactions with foreign countries, residents' foreign currency transactions with Belgian and Luxembourg banks and forward exchange transactions<sup>1</sup>**

#### **1. Principle**

Residents' foreign currency transactions with Belgian and Luxembourg monetary institutions and forward exchange transactions were taken into account in the extended presentation of the balance of payments of the BLEU in accordance with the following general rules of accountancy:

1. Banks' foreign currency transactions with residents give rise to two entries, one in the records of the resident and the other in those of the bank. For example, the lodging of foreign currency certificates by the Treasury with a bank gives rise to an inflow of funds for the Treasury (entry on the credit side of heading 2.2 of the table, representing the Treasury's debt) and an outflow for the bank (entry on the debit side of heading 6.1, representing the creation of a claim by the bank).

2. Forward transactions are recorded in accordance with the same rules as cash transactions:

- (i) In the case of forward transactions by banks or the National Bank with non-residents, the foreign currencies to be supplied (or received) and the francs to be received (or supplied) by these institutions are recorded at the same time. For example, a commitment by a bank to supply, against foreign currencies, Belgian francs forward to a non-resident gives rise to an entry on the credit side of heading 5.2 (representing the acquisition of Belgian francs to be received forward by the non-resident) and an entry on the debit side of heading 6.2 (representing the formation, by the bank, of an asset consisting of foreign currencies to be received forward);
- (ii) In the case of forward transactions by banks or the National Bank with residents, only the foreign currency part of the transactions is recorded, but there are two entries: the first covers the foreign currencies to be received (or supplied) by the residents and the second covers the foreign currencies to be supplied (or received) by the banks or the National Bank. For example, a forward sale of foreign currencies by a bank to a resident gives rise to a debit in heading 4.212 (representing the acquisition of an asset by the resident) and to a credit in heading 6.2 (representing the bank's liability).

#### **2. Definition of headings**

The various headings and the transactions which they cover are as follows:

##### *Heading 1:*

This heading comprises headings 1 and 2, in unchanged form, from the traditional presentation of the balance of payments.

---

<sup>1</sup> Not including, in the case of forward exchange transactions, purchases and sales of foreign currencies against foreign currencies by residents and foreigners.

**Heading 2:**

This heading covers movements of capital of public authorities with foreign countries (heading 3 of the traditional presentation of the balance of payments, constituting item 2.1) and foreign currency transactions, both cash (item 2.2) and forward (item 2.3), of the above-mentioned public authorities with the Belgian and Luxembourg monetary institutions.

**Heading 3:**

This heading covers movements in trade credit raised from banks (the sum of the amounts entered in headings 6.1, 6.211, 6.221 and 6.231 of the traditional presentation of the balance of payments, with an opposite sign because it is entered 'above the line' in heading 3.1) and not raised from banks (heading 4.1 of the traditional presentation of the balance of payments, shown in heading 3.2 for movements in credits relating to export and import transactions and in heading 3.3 for movements in credits relating to merchandising and contract work transactions).

**Heading 4:**

This heading covers movements of capital of enterprises (other than monetary institutions) and individuals with foreign countries (heading 4.2 of the traditional presentation of the balance of payments, constituting item 4.1 of the table) and the movement in enterprises' and individuals' foreign currency transactions with Belgian and Luxembourg banks (item 4.2); as far as these transactions are concerned, a distinction is made between cash and forward assets and liabilities.

**Heading 5:**

This heading records non-residents' transactions in Belgian or Luxembourg francs with banks and other monetary institutions.

Item 5.1 (which covers, with opposite sign, the amounts shown in headings 6.2121 and 6.222 of the traditional presentation of the balance of payments) and item 5.2 cover non-residents' transactions with monetary institutions, by means of which the former modify their assets and liabilities in francs *vis-à-vis* the latter. They may do this in either of two ways: either by selling foreign currencies for cash so as to immediately create a claim in francs (item 5.1) or by selling foreign currencies forward so as to receive francs at the settlement date (item 5.2).

As it is often non-residents who take the initiative in the transactions recorded in heading 5, this heading was worded in such a way as to reflect their point of view rather than that of the domestic sector (monetary institutions) party to the transaction.

**Heading 6:**

This heading records the change in banks' net assets and liabilities in foreign currencies *vis-à-vis* residents and non-residents, both cash (item 6.1, which comprises the amount entered under heading 6.2122 of the traditional presentation of the balance of payments, plus movements in banks' net assets in foreign currencies *vis-à-vis* residents) and forward (item 6.2).

**Heading 7:**

This heading covers, under item 7.1, the errors and omissions shown in the traditional presentation of the balance of payments (heading 5) and, under item 7.2, the various differences due to account being taken of statistics on residents' foreign currency transactions with monetary institutions and on forward exchange transactions. Although all these transactions are defined in such a way that, in principle, the credit and debit entries net out, the basic data used may be incomplete or inaccurate or derived from different sources which do not necessarily tally and the item 'Errors and omissions' is therefore designed to balance the credits and debits recorded.

**Heading 8:**

This heading constitutes the contra-item of all the transactions and movements of funds recorded in the table. It covers the various items constituting what is commonly called the exchange reserves of the National Bank.<sup>1</sup> In heading 8, these are considered together with the Bank's assets and liabilities arising from the forward transactions to which it is party. These transactions change the heading total when they are carried out with residents: for example, when the Bank makes a forward sale of foreign currencies to the Treasury, this type of transaction gives rise to entries in items 8.42 and 2.3. On the other hand, the heading total is not affected when the said transactions take place with non-residents; for example, a forward transaction with a foreign central bank gives rise to entries with an opposite sign in items 8.42 and 8.52.

**3. Layout**

1. *Current transactions (headings 1 and 2 of the traditional presentation of the balance of payments)*
2. *Movements of capital of public authorities:*
  - 2.1 Heading 3 of the balance of payments (traditional presentation)
  - 2.2 Increase (+) or decrease (-) in the debt in foreign currencies to Belgian and Luxembourg banks
  - 2.3 Increase (-) or decrease (+) in the outstanding amounts of foreign currencies to be received forward by the National Bank of Belgium
3. *Movements in trade credit:*
  - 3.1 Increase (-) or decrease (+) in drafts relating to sales of goods and services to foreign countries, raised from Belgian and Luxembourg banks
  - 3.2 Increase (-) or decrease (+) in the surplus of credit granted to non-resident importers over the credit received by resident importers, not raised from Belgian and Luxembourg banks
  - 3.3 Increase (-) or decrease (+) in the surplus of other credit granted to non-residents over other credit received by residents
4. *Movements of capital of enterprises<sup>2</sup> and individuals:*
  - 4.1 Heading 4.2 of the balance of payments (traditional presentation)
  - 4.2 Movement in residents' assets and liabilities in foreign currencies *vis-à-vis* Belgian and Luxembourg banks:
    - 4.21 Increase (-) or decrease (+) in assets:
      - 4.211 Claims in foreign currencies
      - 4.212 Outstanding amounts of foreign currencies to be received forward
    - 4.22 Increase (+) or decrease (-) in liabilities:
      - 4.221 Indebtedness in foreign currencies
      - 4.222 Outstanding amounts of foreign currencies to be supplied forward

<sup>1</sup> Defined as its net external assets excluding trade credit (which is included in item 3.1 in the table).

<sup>2</sup> Other than mainly monetary institutions.

5. *Movement in non-residents' assets and liabilities in Belgian and Luxembourg francs vis-à-vis Belgian and Luxembourg banks and other mainly monetary institutions:*
  - 5.1 Increase (+) or decrease (-) in the surplus of cash assets over liabilities
  - 5.2 Increase (+) or decrease (-) in the surplus of the outstanding amounts of Belgian and Luxembourg francs to be received forward over the outstanding amounts of Belgian and Luxembourg francs to be supplied forward
6. *Exchange position<sup>1</sup> of Belgian and Luxembourg banks:*
  - 6.1 Increase (-) or decrease (+) in the cash position
  - 6.2 Increase (-) or decrease (+) in the forward position
7. *Errors and omissions:*
  - 7.1 Heading 5 of the balance of payments (traditional presentation)
  - 7.2 Differences in the statistics on cash transactions in foreign currencies with residents

Total 1 to 7

8. *Counterpart of the total in the position of the National Bank of Belgium (increase (+); decrease (-)):*
  - 8.1 Gold holding
  - 8.2 Assets held with the International Monetary Fund
  - 8.3 Net holdings with the European Monetary Cooperation Fund:
    - 8.31 ECU
    - 8.32 Other
  - 8.4 Net assets in foreign currencies:
    - 8.41 Net cash assets
    - 8.42 Surplus of the outstanding amounts of foreign currencies to be received forward over the outstanding amounts of foreign currencies to be supplied forward
  - 8.5 Net assets in Belgian francs *vis-à-vis* non-residents:
    - 8.51 Net cash assets
    - 8.52 Surplus of the outstanding amounts of Belgian francs to be received forward over the outstanding amounts of Belgian francs to be supplied forward

---

<sup>1</sup> Surplus of assets in foreign currencies over liabilities in foreign currencies. .

## **ANNEX 4**

### **Balance of current and capital transactions of the private sector**

#### **1. Definition of headings**

The headings are defined as follows:

*Heading 1:*

This heading covers headings 1 and 2 of the traditional presentation of the balance of payments.

*Heading 2:*

This heading covers capital movements of the private sector (heading 4.23 of the traditional presentation in the case of individuals and enterprises excluding monetary institutions), including movements in total trade credit attributed to the private sector (heading 3 of the extended presentation), foreign currency transactions by enterprises (excluding monetary institutions) and individuals with Belgian and Luxembourg banks (heading 4.2 of the extended presentation, excluding public enterprises' foreign currency transactions), non-residents' transactions with monetary institutions (heading 5 of the extended presentation) and the change in the exchange position of Belgian and Luxembourg banks (heading 6 of the extended presentation).

*Heading 3:*

This comprises heading 7 of the extended presentation of the balance of payments.

*Heading 4:*

This heading covers the capital transactions of the public sector (item 4.1) and movements in the net exchange reserves and net forward assets of the National Bank (item 4.2, comprising heading 8 of the extended presentation). The capital transactions of the public sector comprise movements of capital of public authorities and public enterprises with the non-resident sector (the sum of the amounts shown in headings 3, 4.21 and 4.22 of the traditional presentation, with the opposite sign because it is entered 'below the line', public authorities' foreign currency transactions with Belgian and Luxembourg monetary institutions (the sum of the amounts received shown in headings 2.2 and 2.3 of the extended presentation, with the opposite sign) and public enterprises' foreign currency transactions with Belgian and Luxembourg banks (part of item 4.2 of the extended presentation, with the opposite sign).

#### **2. Layout**

1. Current transactions
2. Capital transactions of the private sector<sup>1</sup>
3. Errors and omissions

---

<sup>1</sup> Excluding public enterprises but including monetary institutions.

**4. Financing of the total**

**4.1 Capital transactions of the public sector<sup>1</sup>**

**4.2 Movements in the net exchange reserves and net forward assets of the National Bank of Belgium**

---

<sup>1</sup> i.e. public authorities and public enterprises.

## Annex 5

**Table of correspondence between the rest of the world account and current transactions in the balance of payments of the Belgo-Luxembourg Economic Union**

Rest of the world account	Current transactions in the balance of payments of the BLEU
1. <i>Exports and imports of goods and services</i>	1.1 <i>Transactions in goods and services</i>
1.1 Exports and imports of merchandise	1.11 Exports and imports
	1.13 Net merchandising transactions
	1.3 <sup>1</sup> Purchases and sales of fuel and other supplies for ships and aircraft
	1.6 <sup>1</sup> Diplomatic representations
	NATO transactions
	+ Correction for Luxembourg
1.2 Service transactions (not including factor income)	1.12 Contract work
	1.2 Freight and insurance on the transport of merchandise
	1.3 <sup>1</sup> Other transport costs
	1.4 Foreign travel
	1.6 <sup>1</sup> Government transactions not included elsewhere
	1.72 <sup>1,2</sup> Other services
2. <i>Income of factors of production</i>	1.1 <i>Transactions in goods and services</i>
2.1 Labour income	1.71 Frontier workers
	1.6 <sup>1</sup> Current expenditure of European civil servants established in the BLEU
2.2 Other income	1.5 Investment income
	1.72 <sup>1</sup> Financing costs
	+ Correction for Luxembourg
1 + 2 Goods, services and income	1.1 to 1.5, 1.6 <sup>1</sup> , 1.71, 1.72 <sup>2</sup> + correction for Luxembourg
3. <i>Current transfers</i>	2. <i>Transfers</i>
	2.1 Private transfers
	2.2 Official transfers <sup>1,3</sup>

<sup>1</sup> Part.

<sup>2</sup> The amounts relating to net insurance premiums and claims included in this item are not included in the rest of the world account.

<sup>3</sup> In the rest of the world account, a distinction is made between current transfers and net capital transfers. Current transfers of the State are therefore obtained by making the following adjustments to the data on official transfers in the balance of payments:

(i) capital transfers are excluded;

(ii) the data on the BLEU supplied by the European Economic Community and used in the balance of payments are replaced by data for Belgium, supplied by the Fonds Agricole Belge and the Administration du Budget.

Rest of the world account	Current transactions in the balance of payments of the BLEU
<b>4. Net capital transfers</b>	<b>2.2 Official transfers<sup>1,3</sup></b>
Total of current transactions = 1 + 2 + 3	1. (excluding net insurance premiums and claims) +
	2. (excluding capital transfers and after adjustment of official transfers <sup>2</sup> ) + Correction for Luxembourg
<b>Net borrowing from the rest of the world</b> = 1 + 2 + 3 + 4	1. (excluding net insurance premiums and claims) +
	2. (after adjustment of official transfers <sup>2,3</sup> ) + Correction for Luxembourg

<sup>1</sup> Part.

<sup>2</sup> In the rest of the world account, a distinction is made between current transfers and net capital transfers. Current transfers of the State are therefore obtained by making the following adjustments to the data on official transfers in the balance of payments:

(i) capital transfers are excluded;

(ii) the data on the BLEU supplied by the European Community and used in the balance of payments are replaced by data for Belgium, supplied by the Fonds Agricole Belge and the Administration du Budget.

<sup>3</sup> Net capital transfers are estimated on the basis of Belgian data supplied by the Fonds Agricole Belge and the Administration du Budget.



Communautés européennes – Commission  
Europese Gemeenschappen – Commissie  
European Communities – Commission

**Méthodologie de la balance des paiements de l'Union économique belgo-luxembourgeoise**  
**Methodologie van de betalingsbalans van de Belgisch-Luxemburgse Economische Unie**  
**Balance of payments methodology of the Belgo-Luxembourg Economic Union**

Luxembourg: Office des publications officielles des Communautés européennes

1985 – 178 p. – 16,2 x 22,9 cm

Comptes nationaux, finances et balance des paiements (couverture violette)  
Nationale rekeningen, financiën en betalingsbalansen (paarse omslag)  
National accounts, finance and balance of payments (violet cover)

EN/FR/NL

ISBN 92-825-4970-4

Cat.: CA-40-84-715-3D-C

Prix publics au Luxembourg, TVA exclue ● Vastgestelde prijzen in Luxemburg (exclusief BTW) ●  
Price (excluding VAT) in Luxembourg

ECU 4,40 BFR 200 FF 31 HFL 11,50 IRL 3.30 UKL 2.70 USD 4

Cette publication expose les concepts, définitions et méthodes utilisés pour l'établissement de la balance des paiements de l'Union économique belgo-luxembourgeoise.

Deze publikatie geeft inhoud en methoden van de betalingsbalansstatistiek van de Belgisch-Luxemburgse Economische Unie (BLEU) weer. De uitwerking vond plaats door de Nationale Bank van België in samenwerking met het Bureau voor de Statistiek der Europese Gemeenschappen.

This publication explains the concepts, definitions and methods used for the compilation of the balance of payments of the Belgo-Luxembourg Economic Union.

---

**Classification  
des publications  
de l'Eurostat**

1. **Statistiques générales (couverture grise)**
    1. Statistiques générales
    2. Statistiques régionales générales
    3. Statistiques des pays tiers
  2. **Comptes nationaux, finances et balances des paiements (couverture violette)**
    1. Comptes nationaux
    2. Comptes des secteurs
    3. Comptes des branches
    4. Monnaie et finances
    5. Comptes et finances régionaux
    6. Balances des paiements
    7. Prix
  3. **Population et conditions sociales (couverture jaune)**
    1. Population
    2. Conditions sociales
    3. Éducation et formation
    4. Emploi
    5. Protection sociale
    6. Salaires et revenus
  4. **Industrie et services (couverture bleue)**
    1. Industrie, générale
    2. Énergie
    3. Sidérurgie
    4. Transports et services
  5. **Agriculture, forêts et pêche (couverture verte)**
    1. Agriculture, générale
    2. Agriculture, production et bilans
    3. Agriculture, prix
    4. Agriculture, comptes
    5. Agriculture, structure
    6. Forêts
    7. Pêche
  6. **Commerce extérieur (couverture rouge)**
    1. Nomenclature
    2. Échanges de la Communauté, général
    3. Échanges avec les pays en voie de développement
  9. **Divers (couverture brune)**
    1. Statistiques diverses
    2. Informations diverses
- 

**Classificatie van  
de publikaties  
van Eurostat**

1. **Algemene statistiek (grijze omslag)**
    1. Algemene statistiek
    2. Algemene regionale statistiek
    3. Statistiek van derde landen
  2. **Nationale rekeningen, financiën en betalingsbalansen (paarse omslag)**
    1. Nationale rekeningen
    2. Rekeningen van de sectoren
    3. Rekeningen van de branches
    4. Geld en financiën
    5. Regionale rekeningen en financiën
    6. Betalingsbalans
    7. Prijzen
  3. **Bevolking en sociale voorwaarden (gele omslag)**
    1. Bevolking
    2. Sociale omstandigheden
    3. Opleiding en vorming
    4. Werkgelegenheid
    5. Sociale voorzieningen
    6. Lonen en inkomens
  4. **Industrie en dienstverleningen (blauwe omslag)**
    1. Algemene industrie
    2. Energie
    3. IJzer- en staalindustrie
    4. Vervoer en dienstverlening
  5. **Landbouw, bosbouw en visserij (groene omslag)**
    1. Landbouw: Algemeen
    2. Landbouw: Productie en balansen
    3. Landbouw: Prijzen
    4. Landbouw: Rekeningen
    5. Landbouw: Structuur
    6. Bosbouw
    7. Visserij
  6. **Buitenlandse handel (rode omslag)**
    1. Nomenclatuur
    2. Handel van de Gemeenschap: Algemeen
    3. Handel met de ontwikkelingslanden
  9. **Diverse statistieken (bruine omslag)**
    1. Diverse statistieken
    2. Diverse mededelingen
- 

**Classification  
of Eurostat  
publications**

1. **General statistics (grey covers)**
    1. General statistics
    2. Regional general statistics
    3. Third-country statistics
  2. **National accounts, finance and balance of payments (violet covers)**
    1. National accounts
    2. Accounts of sectors
    3. Accounts of branches
    4. Money and finance
    5. Regional accounts and finance
    6. Balance of payments
    7. Prices
  3. **Population and social conditions (yellow covers)**
    1. Population
    2. Social conditions
    3. Education and training
    4. Employment
    5. Social protection
    6. Wages and incomes
  4. **Industry and services (blue covers)**
    1. Industry, general
    2. Energy
    3. Iron and steel
    4. Transport and services
  5. **Agriculture, forestry and fisheries (green covers)**
    1. Agriculture, general
    2. Agriculture, production and balances
    3. Agriculture, prices
    4. Agriculture, accounts
    5. Agriculture, structure
    6. Forestry
    7. Fisheries
  6. **Foreign trade (red covers)**
    1. Nomenclature
    2. Community trade, general
    3. Trade with developing countries
  9. **Miscellaneous (brown covers)**
    1. Miscellaneous statistics
    2. Miscellaneous information
-

**Salg og abonnement · Verkauf und Abonnement · Πωλήσεις και συνδρομές · Sales and subscriptions  
Vente et abonnements · Vendita e abbonamenti · Verkoop en abonnementen**

---

**BELGIQUE / BELGIË**

**Moniteur belge / Belgisch Staatsblad**  
Rue de Louvain 40-42 / Leuvensestraat 40-42  
1000 Bruxelles / 1000 Brussel  
Tél. 512 00 26  
CCP / Postrekening 000-2005502-27

Sous-dépôts / Agentschappen:

**Librairie européenne /  
Europese Boekhandel**  
Rue de la Loi 244 / Wetstraat 244  
1040 Bruxelles / 1040 Brussel

**CREDOC**

Rue de la Montagne 34 / Bergstraat 34  
Bte 11 / Bus 11  
1000 Bruxelles / 1000 Brussel

---

**DANMARK**

**Schultz Forlag**

Møntergade 21  
1116 København K  
Tlf: (01) 12 11 95  
Girokonto 200 11 95

---

**BR DEUTSCHLAND**

**Verlag Bundesanzeiger**  
Breite Straße  
Postfach 10 80 06  
5000 Köln 1  
Tel. (02 21) 20 29-0  
Fernschreiber:  
ANZEIGER BONN 8 882 595

---

**GREECE**

**G.C. Eleftheroudakis SA**

International Bookstore  
4 Nikis Street  
Athens (126)  
Tel. 322 63 23  
Telex 219410 ELEF

Sub-agent for Northern Greece:

**Molho's Bookstore**  
The Business Bookshop  
10 Tsimiski Street  
Thessaloniki  
Tel. 275 271  
Telex 412885 LIMO

---

**FRANCE**

**Service de vente en France des publications  
des Communautés européennes**

Journal officiel  
26, rue Desaix  
75732 Paris Cedex 15  
Tél. (1) 578 61 39

---

**IRELAND**

**Government Publications Sales Office**

Sun Alliance House  
Molesworth Street  
Dublin 2  
Tel. 71 03 09

or by post

**Stationery Office**

St Martin's House  
Waterloo Road  
Dublin 4  
Tel. 78 96 44

---

**ITALIA**

**Licosa Spa**

Via Lamarmora, 45  
Casella postale 552  
50 121 Firenze  
Tel. 57 97 51  
Telex 570466 LICOSA I  
CCP 343 509

Subagente:

**Libreria scientifica Lucio de Blasio - AEIOW**  
Via Meravigli, 16  
20 123 Milano  
Tel. 80 76 79

---

**GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG**

**Office des publications officielles  
des Communautés européennes**

5, rue du Commerce  
L-2985 Luxembourg  
Tél. 49 00 81 - 49 01 91  
Télex PUBOF - Lu 1322  
CCP 19190-81  
CC bancaire BIL 8-109/6003/200

**Messageries Paul Kraus**

11, rue Christophe Plantin  
L-2339 Luxembourg  
Tél. 48 21 31  
Télex 2515

---

**NEDERLAND**

**Staatsdrukkerij- en uitgeverijbedrijf**

Christoffel Plantijnstraat  
Postbus 20014  
2500 EA 's-Gravenhage  
Tel. (070) 78 99 11

---

**UNITED KINGDOM**

**HM Stationery Office**

HMSO Publications Centre  
51 Nine Elms Lane  
London SW8 5DR  
Tel. 01-211 3935

Sub-agent:

**Alan Armstrong & Associates**  
European Bookshop  
London Business School  
Sussex Place  
London NW1 4SA  
Tel. 01-723 3902

---

**ESPAÑA**

**Mundi-Prensa Libros, S.A.**

Castelló 37  
Madrid 1  
Tel. (91) 275 46 55  
Telex 49370-MPLI-E

---

**PORTUGAL**

**Livraria Bertrand, s.a.r.l.**

Rua João de Deus  
Venda Nova  
Amadora  
Tél. 97 45 71  
Telex 12709-LITRAN-P

---

**SCHWEIZ / SUISSE / SVIZZERA**

**Librairie Payot**

6, rue Grenus  
1211 Genève  
Tél. 31 89 50  
CCP 12-236

---

**UNITED STATES OF AMERICA**

**European Community Information  
Service**

2100 M Street, NW  
Suite 707  
Washington, DC 20037  
Tel. (202) 862 9500

---

**CANADA**

**Renouf Publishing Co., Ltd**  
2182 St Catherine Street West  
Montreal  
Quebec H3H 1M7  
Tel. (514) 937 3519

---

**JAPAN**

**Kinokuniya Company Ltd**  
17-7 Shinjuku 3-Chome  
Shinjuku-ku  
Tokyo 160-91  
Tel. (03) 354 0131

Prix publics au Luxembourg (TVA exclue) ● Vastgestelde prijzen in Luxemburg (exclusief BTW)  
Price (excluding VAT) in Luxembourg  
ECU 4,40 BFR 200 FF 31 HFL 11,50 IRL 3.30 UKL 2.70 USD 4



KONTORET FOR DE EUROPÆISKE FÆLLESSKABERS OFFICIELLE PUBLIKATIONER  
AMT FÜR AMTLICHE VERÖFFENTLICHUNGEN DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN  
ΥΠΡΕΣΙΑ ΕΠΙΣΗΜΩΝ ΕΚΔΟΣΕΩΝ ΤΩΝ ΕΥΡΩΠΑΙΚΩΝ ΚΟΙΝΟΤΗΤΩΝ  
OFFICE FOR OFFICIAL PUBLICATIONS OF THE EUROPEAN COMMUNITIES  
OFFICE DES PUBLICATIONS OFFICIELLES DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES  
UFFICIO DELLE PUBBLICAZIONI UFFICIALI DELLE COMUNITÀ EUROPEE  
BUREAU VOOR OFFICIELE PUBLIKATIES DER EUROPESE GEMEENSCHAPPEN

ISBN 92-825-4970-4



9 789282 549704